

























**REVUE .**  
**HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE**  
**DU MAINE**





REVUE  
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DU MAINE

---

**TOME SOIXANTE-SIXIÈME**

ANNÉE 1909. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, 11, GRANDE-RUE  
AU MANS

**MAMERS**

**IMPRIMERIE FLEURY**

28, Place de la République.

**LE MANS**

**A. DE SAINT-DENIS**

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1909





DC 611  
M 221 R3  
V. 66

REVUE  
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DU MAINE

TOME SOIXANTE-SIXIÈME

ANNÉE 1909. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, 11, GRANDE-RUE  
AU MANS

MAMERS

IMPRIMERIE FLEURY

28, Place de la République.

LE MANS

A. DE SAINT-DENIS

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1909





---

LE

**PRIEURÉ D'AUVERS-LE-HAMON**

**AU MOYEN-AGE**

---

Il'après ce que nous pouvons conclure du jugement de Guillaume-le-Bâtard, Guy I de Laval, seigneur de Deneré, avait donné au moine Guérin, son château et son domaine d'Auvers pour en faire un prieuré dépendant de l'abbaye qu'il voulait fonder à Laval. Après l'insuccès du malheureux moine, Guy offrit aux moines de la Couture le monastère de Sainte-Marie d'Auvers avec tous les droits féodaux qu'il possédait sur le bourg et sur le domaine. Le comte du Maine accorda l'indemnité du fief, qui fut retiré de la sujétion de Champagne et rattaché nùment au comté du Maine.

Guy de Laval cédait au prieur :

1° Les droits ecclésiastiques usurpés par ses ancêtres, tels que la dime, les oblations ou droits perçus sur les sépultures, les naissances et les mariages. Tous les habitants de la paroisse y étaient assujettis.

2° Les droits féodaux, honorifiques ou réels. Il avait constitué avec la maison priorale, le domaine et le bourg, un fief ou seigneurie, qui, sous le nom de châtellenie et plus tard de baronnie, avait droit de haute, moyenne et basse justice ou voirie sur les habitants du bourg et du domaine. D'après la coutume du Maine, chaque fief possédait des

droits féodaux qui étaient une source de profits. Les principaux étaient l'hommage ou service, les cens, les lods et ventes, les rachats, les profits ou aventures de fief, les banalités du four, du moulin et du pressoir, et les coutumes ou redevances de toute nature.

L'aveu de 1546 par Adam Fumée au comte du Maine, énumère tous les droits que le prieur prétendait posséder en vertu de l'acte de fondation. Nous le reproduisons à cause de l'intérêt historique qu'il présente.

« Sensuyt la déclaration des choses héritaulx que nous, Adam Fumée, évesque de Columbre, prieur de Nostre-Dame d'Auvers-le-Hamon, dépendant de l'abbaye Saint-Pierre-de-la-Coulture près le Mans, tenons et advouons tenir en nuesse de vous, le Roy, nostre souverain seigneur à cause de vostre comté du Maine, au service divin, en garde et en ressort ; c'est ascavoir : le hébergement et principal circuit édifié sur partie du vieil et ancien chasteau enclous de murailles et doulves de nostre dict prieuré d'Auvers-le-Hamon, contenant tant en principal manoir, granges, estables, celiers, grainiers, pressouer, four à ban, prisons, court, et jardins, un journau et demy de terre environ, sis près et joignant d'un costé l'église parochiale dud. Auvers en partie, partie aux hoirs Jehan Esnault, d'autre coté le chemin tendant d'Auvers à Sablé, et est en ce compris une place vuide estant entre l'église et nos celliers sur le petit cimetière, en la quelle place les boullangiers et marchands détaillent et vendent leurs marchandises.

Et davantage les domaine, fief, seigneurie, estangs, garennes, fuye, rivières, chasses, bois, prés, vignes, bois tant marmantal que taillis, terres arables et non arables, cens, rentes, devoirs, obéissances, appartenances et dépendances de nostre prieuré d'Auvers-le-Hamon, cy après déclarés, tenus immédiatement de vous le Roy, nostre



prince et souverain seigneur, à cause de vostre compté du Maine, au service divin :

Premièrement le Domaine que tenons en nostre main et aultres choses que nous et nos prédécesseurs baillent a moitié a titre de service ou protestation annuelle, c'est à scavoir : Item une pièce de terre nommée la Charnie au bout de laquelle est édifié de nouveau un grand jardin où quel est nostre fuye ou collombier à pigeons, contenant cinq journaux environ.

Item les bois appelés Bois d'Auvers, trente-cinq journaux.

Item les métairies de la Pillerie, la Fraudière, la Pouillère.

Item les courtelleries de la Vauloyère, Maudescend.

Item les closeries de la Petite-Auvière, Launay, le Petit-Etang.

Item nostre moulin à bled de la Roche, et place à faire autres moulins à nostre plaisir et édifier bâtiment.

Item nostre moulin à bled de Rimer, portes, potineaux, droit de pêche, avec nos subjets et moutaux de tout ordre du bourg et plusieurs autres de la paroisse.

Item la rivière d'Arve depuis Gué-Flory jusqu'à Gué-Girard à laquelle rivière d'Arve avons garenne défensable à pesche à tout poisson et à tous engins tenables et licité y mettre et tenir challons, droit de passer et repasser par dessus toutes les chaussées des moulins et autres droits à la rivière d'Arve, avec toutes espaves, confiscations, forfaitures, et tous autres droits dus à tout chastelain, sur les rivières et au dedans de la dite chastellenie.

Item sensuyvent les cens, rentes, devoirs, hommes et hommages à nous deus pour raison du prieuré, avec droits, services, obéissance, prérogatives pécuniaires dus au jour de saint Jean-Baptiste.

Presque toutes les maisons du bourg sont tenues en censive du prieuré.

Pour raison duquel prieuré et choses dessus dictes, nous



sommes seigneur temporel, spirituel, fondeur de l'Eglise, seigneur du bourg, et avons droit de chatelnye, seigneur des grands chemins et audedans de notre domaine, fief et seigneurie, connaissant de tous les cas tant criminels que civils, sceaux et contracts, deux notaires, verres et mesures tant à bled que à vin pour bailler à nos subjects, espaves, levaiges, forfaictures, aulbenaiges, et autant adventures et proffits de fief, justice, cep, collier, prinsons et gibet à deux piliers à liens hors et devant pour punir les malfaiteurs, mesme droit de les prendre audedans de notre fief et seigneurie du prieuré, soit homme, soit femme forain ou sujet, pour quelque cas que ce soit criminel ou civil, de mesme nos subgets qui auroient délinqué et forfaict audedans de la chatelnie de Champagne-Hommet, de les mener à nos prisons et faire lad. justice et faire leurs procès par nos officiers. Avons droit de garenne défensable à counins, fuye et colombier à pigeons, chasse et trésure à cry et à cor à toutes bêtes tant rouges que noires, et à toute manière de fileter, sans que nul ait le droit de chasser et trésurer sans nostre congé et licence, et ne doivent nos subgets ni autres personnes avoir arbalestres ni baton afin filleter à counins, perdrix, lièvres, faisans, ni grosses bestes, sous peine de confiscation et amende.

Et davantage toutes les maisons du bourg nous doivent une corvée à fanner et à vendanger.

Item droit de ban de vendange et de vendre vin selon la coutume du pays.

Item tous les manans et habitans du bourg nourrissant porc me doivent un denier par porc le jour de l'Assomption.

Item tous les bouchers vendant viande en détail me doivent chacun un quartier de mouton.

Item il y a dans notre fief et seigneurie cinq quartiers de vignes, qui nous doivent terraige, sans compter la dime qui est à la onzième partie des fruits y croissants, lesquelles choses nous appartiennent à cause de l'ancienne fondation



de notre prieuré d'Auvers, et les terrains tenus de vous nostre souverain seigneur à cause de vostre Compté du Maine en garde et en ressort avec participation au service divin que nous fuimes tenus faire et célébrer par chacune semaine en l'église d'Auvers-le-Hamon.

Faict le dixième jour de febvrier mil cinq cent quarante-six. Signé Fumée. Christophe Poton et Isaac Poton, notaires (1). »

Aucun détail ne nous est parvenu sur les débuts des moines dans leur œuvre de colonisation et de propagande religieuse pendant plus d'un siècle. Ils se mirent au travail sans bruit ; ils formèrent une communauté de religieux bénédictins sous la conduite d'un prieur, et la vie conventuelle y était assez florissante pour que Guy IV de Laval songeât à y prendre un religieux prêtre pour l'adjoindre aux trois autres moines du prieuré de Priz chargés de desservir l'église de la Trinité, en 1158.

Le bourg prit aussitôt de l'accroissement : car les manants tracassés par les exigences des seigneurs, recherchaient l'autorité plus paternelle du prieur : de là est venu cet axiôme souvent répété au moyen-âge : il fait bon vivre sous la crosse.

L'abbaye de la Couture, qui était alors au plus haut degré de prospérité fit les avances pour l'exploitation du domaine, le défrichement des terres, la construction des métairies, des bâtiments du prieuré et de l'église.

C'est en effet au XII<sup>e</sup> siècle qu'il faut faire remonter la construction de l'église, pour laquelle le fondateur avait donné un terrain devant la porte du château, celle du cellier, qui se fait encore remarquer par ses étroites ouvertures et ses larges proportions, et celle de la grange dîmeresse qui se trouvait à la place où s'élèvent aujourd'hui les bâtiments de la ferme. Le logis du prieuré, remanié à di-

(1) Copie d'Aveu, au chartrier de Juigné.



verses époques, a conservé quelques vestiges des premiers temps, notamment une curieuse cheminée de cuisine de forme cylindrique.

C'est vers 1190 qu'apparaît dans les actes le premier prieur connu d'Auvers, Geoffroy de Sonnaïs, a qui vraisemblablement peut être attribué le mérite de ces travaux. Il entreprit énergiquement la revendication des droits de son prieuré contre les seigneurs voisins toujours prêts à usurper les biens d'église. Il commença par se faire octroyer par Guy de Laval une nouvelle reconnaissance des droits conférés par ses ancêtres et en particulier de ceux qui lui étaient contestés.

« Sachent tous présents et à venir que moi, Guy le Jeune, cinquième seigneur de Laval, j'ai donné à l'abbaye de la Couture et spécialement aux moines qui habitent la maison d'Auvers la coutume qui se perçoit au jour de l'Assomption Notre-Dame sur la place publique et ailleurs. Je confirme la possession de toutes les aumônes faites par mon père et mes prédécesseurs. J'exige qu'il n'y ait dans le bourg d'Auvers d'autre four que celui des moines, et pour que cet acte soit valable je l'ai fait revêtir de mon sceau. Témoins : Hamelin Lenfant, — Foulques Lenfant, senéchal héréditaire de Champagne. — Robert d'Epineux, — Raoul de Brée et plusieurs autres (1). »

Geoffroy de Sonnaïs assigna devant le sénéchal du Maine Bouchard de Monceaux, qui lui contestait le droit de percevoir des taxes sur l'étalage des marchandises sur la place le jour de l'Assomption. Il soutenait que Robert de Monceaux, père de Bouchard, avait abandonné les droits qu'il pouvait avoir lorsque son fils H. s'était fait moine, et qu'il pouvait citer un témoin l'ayant vu déposer son don sur l'autel Sainte-Marie d'Auvers. Bouchard consentit à renoncer à ses prétentions à condition que Mathieu Descopeille vint affirmer

(1) *Cartulaire de la Couture*, n° CLIV, p. 125.



par serment devant la cour de Chemeré-le-Roy qu'il avait assisté à la donation de Robert. En conséquence, Geoffroy Mauchien, sénéchal du Maine, qui se trouvait à Chemeré, rendit un jugement en faveur du prieur.

Bouchard soutenait aussi que ces hommes n'étaient pas obligés de faire cuire leur pain au four banal : une seconde sentence de Geoffroy Mauchien, condamna les hommes de la sujétion de Bouchard à porter leur pain cuire au four des moines.

Le prieur avait aussi à se défendre contre les seigneurs voisins qui affichaient des prétentions sur ses propriétés dans l'espoir qu'un procès leur vaudrait une compensation pécuniaire. Robert Botin revendiquait certains bois qui appartenaient au prieur, mais il ne put produire devant le sénéchal les pièces probantes d'un droit qui n'existait que dans son imagination. Le différend se résolut par une transaction. Geoffroy de Sonnaïs pour le bien de la paix offrit à Robert Botin une somme de 20 sols mansais et à son fils aîné 12 deniers et fit ainsi consacrer un titre de légitime possession.

Guillaume Sanguin avait fait construire dans le bourg d'Auvers un four pour lui et ses hommes, (1200).

Geoffroy Mauchien, par une sentence portée à Auvers même, le condamna à démolir son four. A titre de compensation pour sceller une paix durable, le prieur donna à Guillaume Sanguin 40 sols, à sa femme Théophanie, 12 deniers, à son fils et à sa fille, chacun 6 deniers.

Une difficulté plus sérieuse fut suscitée à Geoffroy de Sonnaïs par Brun d'Auvers, chevalier, seigneur de Souligné-sous-Champagne et frère de Robert d'Auvers, seigneur du Plessis. Brun avait eu en partage la seigneurie de Souligné qui avait été démembrée du Plessis et qui étendait sa juridiction sur la plus grande partie de la paroisse. Il avait un manoir dans le bourg et il ambitionnait le pouvoir d'y exercer la justice au détriment du prieur. Il possédait aussi



le moulin de la Roche dont la moitié avait été donnée au prieur par l'acte de fondation. Cette mitoyenneté avait dû être la cause de chicanes.

Geoffroy de Sonnaïs avait fait construire un moulin à la chaussée de son étang pour les habitants du bourg. Brun d'Auvers, croyant ses intérêts lésés, fit brûler le moulin de l'Etang par son fils Gervais.

Le prieur cita Brun et Gervais d'Auvers devant le tribunal ecclésiastique de l'évêque du Mans pour crime d'incendie des biens de l'église.

Après de nombreuses procédures, l'évêque Hamelin nomma une commission d'enquête composée de Pierre, grand-chantre de Saint-Julien, de Foulques, doyen de Saint-Pierre-la-Cour, de Guillaume et Benoît, archidiaques pour informer des faits et proposer un accommodement. Les commissaires furent assez heureux pour faire accepter par les parties adverses la transaction suivante que Hamelin confirma par une sentence.

Brun d'Auvers abandonna au prieur la cinquième partie du moulin de la Roche et reçut en échange la cinquième partie du moulin de l'Etang. La mouture sèche qui revenait à chaque propriétaire, après la part du meunier, devait être renfermée à chaque moulin dans un coffre à deux clés et partagée par moitié. Liberté étant donnée à tous d'aller au moulin qui leur conviendrait.

Brun d'Auvers reconnut la suzeraineté du prieur sur le bourg et l'hommage qu'il lui devait pour son hébergement et pour tout ce qu'il possédait dans le bourg. Le prieur lui céda la moitié des droits de lods et ventes, des hasards de fief, ainsi que des amendes prononcées par son bailli. Il précise qu'il a droit de justice absolue sur ses serviteurs et sur les délits commis dans l'enceinte du monastère. Quant aux crimes ou délits, commis en dehors des portes du prieuré, il est stipulé que les délinquants seront confiés à la garde de Brun jusqu'à leur comparution devant la cour



priorale. Pour rémunérer le concours que le chevalier devra porter au bailli pour la garde des prisonniers et l'exécution de la sentence, celui-ci aura la moitié des amendes, à moins que le prieur n'en fasse remise. (1)

Cette transaction diminuait sensiblement l'autorité du prieur qui gardait, il est vrai, la connaissance des causes par son bailli, mais était obligé de subir l'ingérence d'un étranger et de partager les profits avec lui.

Nous verrons plus tard les seigneurs de Juigné, successeurs des seigneurs de Souigné, abuser de ce document pour se proclamer seigneurs d'Auvers et exercer dans le bourg des droits de juridiction malgré les protestations des prieurs.

Foulques Lenfant, seigneur de Varennes, vint à son tour attaquer le prieur au sujet des dîmes de la Fraudière et d'Etranglechien, des novales de Touche-Sainte, et d'une closerie appelée la Touche-Machabeire. Il renonça à ses prétentions sur les dîmes moyennant une rente de cinq sols mansais payable le lendemain de l'Assomption. Il profita de l'occasion pour se décharger de l'obligation de veiller à la garde du bourg en temps de guerre en qualité de sénéchal de Champagne, (1219).

En 1199, Auvers eut une visite royale, celle de Jean-Sans-Terre, roi d'Angleterre et comte du Maine, amené là par le célèbre Guillaume des Roches, seigneur de Sablé, sénéchal de l'Anjou et du Maine, qui avait caressé l'espoir de réconcilier le roi anglais avec son neveu Arthur, fils de Richard Cœur-de-Lion. La preuve du séjour du roi Jean nous est fournie par une charte datée du 18 septembre 1199 délivrée à Auvers, dans laquelle il promettait de s'en remettre à l'arbitrage de Guillaume des Roches et à celui des chevaliers choisis de part et d'autre pour rétablir la paix entre lui et Arthur. (2)

(1) *Cartulaire de la Couture*, p. 128.

(2) Voir *Séjours et Itinéraires de Jean-Sans-Terre dans le Maine, 1199-1203* (*Revue du Maine*, tome LXI, p. 251).



Il est probable que le prieur fut obligé d'héberger son hôte royal et sa suite en vertu du droit de gîte pour les souverains dans les monastères.

Geoffroy de Sonnaïs avait gouverné le prieuré d'Auvers assez longtemps pour le porter au plus haut degré de prospérité. Nous ignorons l'époque de sa mort qui dut arriver après 1220.

Les conciles avaient décrété que les fonctions curiales fussent retirées aux religieux comme incompatibles avec la régularité et que les prieurs isolés rentrassent à leur abbaye. Nous ignorons à quelle époque le prieur d'Auvers céda l'administration de la paroisse à un vicaire perpétuel, qui est désigné dans les actes sous le nom de presbyter ou curé ; ce fut apparemment à la fin du XII<sup>e</sup> siècle.

Ce curé, à la nomination du prieur ou de l'abbé de la Couture eut pour sa subsistance la huitième partie des dîmes, c'est ce qu'on appelait le gros, les dîmes novales, c'est-à-dire sur les terres nouvellement défrichées et une partie des oblations. Les religieux du prieuré célébraient leurs offices dans la chapelle Saint-Pierre ; mais le prieur, en qualité de curé primitif, se réservait le droit d'officier solennellement à l'église aux quatre plus grandes fêtes de l'année.

Il y eut en 1259 entre le prieur et le curé au sujet des dîmes de Mondon, une contestation qui se termina par une transaction. Le prieur garda les dîmes de Mondon mais céda au curé celles de Bourbalay et de la Morelière. Il fut convenu en outre que le curé aurait droit chaque année au mois d'août de prendre deux airées de paille de seigle lorsque le prieur ferait battre ses grains.

Pendant le XIII<sup>e</sup> siècle, le prieuré d'Auvers semble avoir atteint l'apogée de sa prospérité : la piété et la régularité des moines excitaient la générosité des fidèles animés des sentiments d'une foi profonde et désireux de racheter leurs péchés par des aumônes. Nous aurons à enregistrer de



nombreuses donations. Hugues de la Vallée donne au prieur le tiers de son patrimoine consistant en vignes ; celui-ci en retour lui concéda à ferme, sa vie durant, la métairie de Maudessan, moyennant une redevance de sept setiers de blé et la charge de lever la dîme de blé et de vin au delà du Treulon, (Février 1235). Nicolas Toutcœur lui vend une touche de bois pour quarante sols mansais, (1241).

Dans le dernier quart du XIII<sup>e</sup> siècle apparaît comme prieur Hugues Gaudin qui imprima un nouvel essor aux générosités en faveur de son bénéfice, comme nous l'apprend le cartulaire.

Julienne la Bernière fit don de plusieurs pièces de terre et de pré avec jouissance pendant sa vie, (1282).

Agnès la Raleste donna tous ses biens : Le prieur acquit les Touches, les Nerdousières, augmenta ses bois et acquit des rentes foncières.

Le plus généreux de tous les bienfaiteurs fut Robert Sanguin qui possédait un manoir dans le bourg. Par acte du 5 mars 1281 il fit donation de tous ses biens au prieuré.

« Saichent tous présens et avenir qui cestes présentes lettres verront, que en nostre présence en droit estably Robert dit Sanguin, de la paroisse de Auvers-le-Hamon, se donna et donne de sa bonne volonté, o tous ses biens meubles et immeubles présens et à venir et o tous ses droicts, à Dieu et à labbaye de Saint Père de la Couture du Mans et au prioré de Auvers-le-Hamon.....

Et fut faict et donné au jour de mercredi après *Invocavit me*, en l'an de grâce mil deux cens quatre vingts. » (1)

Les biens qui faisaient l'objet de la donation semblent assez considérables si l'on en juge par l'énumération des fiefs dont ils dépendaient féodalement. Ils produisaient un revenu de vingt livres.

(1) *Cartulaire de la Couture*, p. 303 et seq.



Dans l'acte de donation, Robert Sanguin promettait de ne pas revenir sur sa décision, se contentant de l'usufruit pendant sa vie. Mais, il sembla regretter de s'être engagé à la légère, puisqu'il prit le parti de se marier. Il est vrai que par ce mariage il n'y avait rien de perdu pour Hugues Gaudin qui y trouvait un avantage pour sa famille. Robert avait en effet jeté les yeux sur sa propre nièce, Julienne la Gaudine, qui acquiesça volontiers aux désirs du vieux gentilhomme.

Le contrat de mariage fut signé le 19 août 1284.

« Robert Sanguin, fiuz feu Guillaume Sanguin, de Auvers-le-Hamon, sotroïa et se consentit par non de mariage à Juliane la Gaudine nièce frère Hue priour de Auvers, et la prent désorendreit à fame et à espouse, se seint Yglène y poet consentir, e donne et ostroie à la dite Juliane en pure et perpétuel aumosne, à fère haut et bas toute sa plenièrè volonté, la tierce partie de toutes les choses immobles et héritaux que icelui Robert a et poet avoir en quexque fiez, en quexque leux et en quexque paroisses que iles soient assises, o tout le dreit que il avoit et poait avoir et l'en establît désorendreit propriétaire. Et se il avenait que ceste dite dounoison fust anientée en tout ou en partie, e le dit Robert morait avant que la dite Juliane sans heir né et procréé de eus dous en mariage, le dit Robert donne désorendreit a la dite Juliane en pure aumosne dous cenx livres de tournois en monaie corante, à prendre et à percevoir sur touz les biens du dit Robert mobles et immobles. Fet et donné ou jour de samedi après la meaoust, en lan de graice mil II<sup>e</sup> quatre vinz et quatre. »

Robert Sanguin était mort au mois de novembre 1292, car nous voyons Foulques Lenfant, seigneur de Varennes, au nom de ses deux neveux Guillaume et Geoffroy Sanguin, frères puînés de Robert, contester la légitimité de la donation. Ceux-ci se désistèrent et laissèrent le prieur jouir en paix de l'héritage de Robert Sanguin.



Foulques du Breil fit don à Hugues Gaudin du fief du Verger, en 1310.

Les biens ecclésiastiques étaient sujets à un droit d'amortissement, nommé finance, au profit du seigneur suzerain : celui-ci pouvait de temps en temps réclamer une taxe pour les nouveaux acquêts. Le Maine était alors au pouvoir de Charles de Valois, comte d'Alençon, de Chartres et d'Anjou, remarquable par son insatiable avarice. Il obligea donc le prieur d'Auvers à lui payer la somme de 70 livres tournois d'indemnité pour les nouveaux acquêts faits depuis quarante ans et dont l'énumération est contenue dans la chartre de 1294.

Ces dons successifs marquent une ère de prospérité pour le pays qui avait ressenti la bienfaisante influence du règne de saint Louis, et en même temps la profonde vénération qu'on portait à Hugues Gaudin. Ses vertus et ses capacités lui méritèrent l'honneur d'être élu abbé de la Couture, à la mort de Gervais, le 7 novembre 1311.

Par son testament Hugues Gaudin légua à l'abbaye de la Couture le manoir du Verger avec toutes ses dépendances pour la fondation de deux services anniversaires.

Il mourut en 1324. Son successeur comme prieur d'Auvers fut Guillaume de Lucé qui ne nous est connu que par un acte de 1313 où il est obligé de financer pour une somme de huit livres deux sols huit deniers entre les mains du bailli du Maine pour le compte de Charles de Valois.

A partir de cette époque jusqu'à la fin de la domination anglaise, nous ne connaissons rien sur le prieuré d'Auvers : les documents ont disparu pendant les troubles de la guerre de Cent-Ans. Nous n'avons pu retrouver qu'un seul nom, celui de Jean des Monts, prieur d'Auvers, assassiné dans une rixe par Gervais Lefebvre, maréchal, qui obtint des lettres de rémission du roi Charles VI, le 5 février 1385 (1).

(1) *Archives historiques du Maine*, tome I, p. 312 et 313.



#### PRIEURS COMMENDATAIRES

La vie conventuelle régna sous le prieuré d'Auvers depuis sa fondation jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle : ce fut l'époque de sa prospérité ; mais les dons et les aumônes disparaissent aussitôt que le prieur vit isolé : d'ailleurs celui-ci perd son influence soit parce qu'il montre trop d'âpreté dans la revendication de ses droits, soit parce qu'on fait retomber sur lui l'impopularité de ses officiers.

Les guerres incessantes qui se prolongèrent pendant plus d'un siècle, diminuèrent les revenus des prieurés de campagne exposés par leur isolement aux déprédations de tout genre. Les prieurs furent obligés d'aliéner une grande partie de leurs possessions afin de payer les impositions levées sur le clergé et les dépenses des compagnies de soldats anglais ou français cantonnés dans le pays, sans compter les exactions et les pillages des Routiers, Cotte-reaux, Tardvenus, qui rançonnaient sans pitié sur leur passage les paisibles habitants et surtout les gens d'église.

Des abus s'étaient glissés dans les établissements religieux à la faveur de ces désordres, et les conciles de Latran et de Bâle avaient décrété que, dans tous les monastères où la vie conventuelle avait cessé, les prieurs isolés devaient rentrer à l'abbaye-mère. Il n'y eut donc plus de prieur en résidence à Auvers.

Un autre abus vint encore achever la ruine des prieurés : c'était la commende.

Vu la misère des temps, la nécessité de reconstruire par le pied les habitations des moines et des métayers, ruinées par la guerre, le Saint-Siège accordait à un même religieux pendant sa vie seulement la jouissance de plusieurs bénéfices : c'est ce qu'on appelait la commende. Après le concordat de François I<sup>er</sup>, en 1517, la commende fut la règle générale, et le roi qui avait la nomination des bénéfi-



ciers choisissait des personnages plus recommandables comme fonctionnaires que comme ecclésiastiques et payait les services de l'Etat avec les revenus des biens d'église.

Les titulaires du prieuré restèrent étrangers à la vie paroissiale, sauf quelques exceptions : leur rôle se borna à faire administrer leurs biens par des hommes d'affaires.

Au XV<sup>e</sup> siècle, Gérard de Lorie, abbé régulier de la Couture, avait obtenu en commende les prieurés de Solesmes et d'Auvers : il s'efforça de réparer les désastres causés par la guerre de Cent-Ans, et de soutenir énergiquement les droits de ses bénéfices.

En 1446, nous le voyons figurer dans un célèbre procès avec l'abbaye de Bellebranche, au sujet du moulin de la Roche.

Nous avons vu qu'en 1190 Brun et Gervais d'Auvers possesseurs de ce moulin, en avaient cédé la cinquième partie au prieur d'Auvers en échange du cinquième du moulin de l'Etang.

En 1235, Robert du Breuil, héritier de Gervais d'Auvers, avait vendu à l'abbaye de Bellebranche la moitié du moulin de la Roche et le cinquième du moulin de l'Etang. Plus tard Bellebranche acquit l'autre moitié.

Or pendant les guerres qui désolèrent le Maine sous Charles VII, le moulin de la Roche avait été ruiné, et les moines, qui possédaient les moulins de la Vieille-Panne et du Bas-Ecuré, ne s'étaient pas mis en peine de reconstruire le moulin de la Roche ; ils en avaient même enlevé les roues et les meules.

Le prieur d'Auvers, qui, d'après l'accord de 1190, avait droit à la cinquième partie du moulin et à la dime sur la mouture, voulut obliger Bellebranche à le mettre en état, et sur le refus des moines, il n'hésita pas à faire saisir les revenus du fief du Haut-Ecuré, estimant à deux cents livres tournois le dommage qui résultait pour lui de la ruine du moulin depuis vingt-cinq ans.



Cet acte d'énergique revendication décida les moines de Bellebranche à entrer en composition, et un accord fut signé entre Gérard de Lorière, abbé de la Couture et prieur d'Auvers, et Etienne, abbé de Bellebranche, aux termes duquel celui-ci offrit au prieur la pleine et entière possession du moulin de la Roche, avec ses potineaux, îles, chaussées, écluse, maison du meunier, à charge par le prieur d'Auvers de payer un denier de cens une fois seulement pendant sa vie, (10 septembre 1446). (1)

Le moulin de la Roche devint ainsi la propriété exclusive du prieur, qui s'empressa de le faire reconstruire avec les matériaux du moulin de l'Etang, qui fut aboli.

Guillaume Richomme, bénédictin de la Couture, fut sans doute le dernier prieur régulier, (1507-1513).

En 1527 François I<sup>er</sup> nomma abbé de la Couture Adam Fumée, un de ses favoris, qui l'avait accompagné dans son expédition d'Italie et en avait rapporté un titre d'évêque de Colombe *in partibus*. Celui-ci donna le prieuré d'Auvers à son frère Hardouin Fumée. Le nouveau prieur nous a laissé une preuve de son zèle pour l'administration de son bénéfice en faisant copier à ses frais dans le chartrier de la Couture les chartes qui se rapportaient à Auvers, pour en former un très beau volume sur papier, connu sous le titre de Cartulaire d'Auvers-le-Hamon, en 1538. (2)

Comme son frère il était grand ami des littérateurs et des artistes de la Renaissance. Quoique nous n'ayons aucune donnée certaine, il est probable qu'il fut l'inspirateur des peintures qui furent faites dans l'église à cette époque.

En 1544, Adam Fumée, ayant apostasié pour embrasser le protestantisme, fut déposé de l'abbaye de la Couture, ce qui ne l'empêcha pas de se faire céder le prieuré d'Auvers par son frère, car nous le trouvons au 9 février 1546 ren-

(1) *Cartulaire de la Couture*, p. 357.

(2) Ce cartulaire d'Auvers fait partie de la bibliothèque des Bénédictins de Solesmes.



dant avec au roi comme comte du Maine pour son prieuré.

L'autorité ecclésiastique déclara que Adam Fumée en qualité d'apostat et de partisan de la religion réformée était inhabile à posséder des bénéfices ecclésiastiques, et le 9 mars 1546 Jean des Ursins, vicaire général du cardinal Jean du Bellay, évêque du Mans, nomma prieur Etienne Bougler, moine de la Couture, qui n'accepta pas, et ensuite Etienne Nourry, bénédictin.

Noble Bernardin de Saint-François obtint ensuite le prieuré d'Auvers. Cet ecclésiastique, né au château du Ronceray, en Marigné, d'une famille noble du Maine, parvint à une grande célébrité par ses talents et ses charges et mourut évêque de Bayeux en 1584.

Il échangea son prieuré d'Auvers en 1559 pour la dignité de grand doyen de l'église du Mans avec Charles Guillard des Epichelières, évêque de Chartres. Celui-ci ne songeait guère qu'à tirer profit des nombreux bénéfices qu'il tenait en commende et ne parut jamais à Auvers.

Soupçonné de favoriser l'hérésie de Calvin, il fut cité en cour de Rome et condamné ; mais il se maintint quand même sur son siège jusqu'à sa mort en 1573.

Il avait résigné le prieuré d'Auvers en 1565 à François Ménaut en se réservant une pension viagère.

Le nouveau prieur était un bénédictin de la Couture qui avait été abbé de l'Epau. L'hérésie s'était glissée dans ce monastère et avait rendu sa position intenable. Il reçut en compensation le prieuré d'Auvers dont il prit possession dans les circonstances les plus difficiles.

Le pays était bouleversé par les guerres de religion. Il s'appliqua à relever les ruines causées par la guerre civile. Son plus beau titre à la reconnaissance des paroissiens est la fondation du collège d'Auvers qu'il dota de la ferme de la Pouillère. Il y employa de ses économies, 250 écus d'or qu'il donna au général des habitants et dont le revenu devait servir au prêtre chargé d'instruire la jeunesse « en la reli-



gion catholique, bonnes mœurs et lettres d'humanité », en 1584.

Il mourut le 5 juin 1589.

Son successeur fut Michel de Bouju, clerc du diocèse de Rouen, qui fut remplacé en 1591 par Dom Louis Grudé, religieux de la Couture du Mans, docteur en théologie, qui devint plus tard aumônier du roi Louis XIII. René Leclerc, seigneur de Juigné et de Souigné, qui avait acheté en 1601 la baronnie de Champagne-Hommet, s'arrogeait à ces divers titres la seigneurie d'Auvers et prétendait en exercer les droits, même dans le bourg. Louis Grudé défendit énergiquement les droits que lui conférait l'acte de donation et maintint son titre de seigneur châtelain d'Auvers.

Il résigna son prieuré en 1633 en faveur de François de la Rivière, étudiant, clerc de l'Université de Paris, fils de François de la Rivière, conseiller du roi et trésorier général de la cavalerie légère de France.

Nous voyons apparaître en 1646 comme prieur commendataire M<sup>e</sup> Guillaume Camus de Saint-Vincent, conseiller-clerc au parlement de Paris, contre lequel plaida en vain Georges Leclerc, baron de Juigné, au sujet du droit de prévôté sur Auvers.

Guillaume Camus venait passer ses vacances à Auvers où nous le voyons sans cesse mêlé à la vie paroissiale et en rapports constants avec la noblesse et la bourgeoisie du pays. Il fit restaurer les bâtiments du prieuré et c'est à lui qu'est due la construction de la grande salle et de l'escalier d'honneur.

Il mourut en 1672 après avoir résigné à son frère Louis Camus, également conseiller-clerc au Parlement : il eut à lutter contre la compétition de Louis de Morillon, religieux de Saint-Germain de Paris, nommé par l'abbé de la Couture et finit par se maintenir en possession jusqu'à sa mort en 1687.

Il fut enterré dans l'église Saint-Séverin de Paris où l'on

a retrouvé récemment son épitaphe gravée sur une plaque de cuivre.

ICY EST LE CORPS DE MESSIRE  
LOVIS CAMUS PRIEVR DE  
NOSTRE DAME D'AVVERS  
LE HAMON CONSEILLER  
DV ROY EN SA COVR DE  
PARLEMENT DÉCÉDÉ LE  
7<sup>me</sup> AOUST 1687 AGGÉ  
DE 53 ANS.  
PRIEZ DIEV POVR SON AME.

Son neveu, M<sup>e</sup> Louis Camus des Touches, excipa d'un acte de résignation in-extremis de son oncle pour se maintenir en possession du prieuré contre dom Maurice Chevreau pourvu par l'abbé de la Couture.

Jacques-Louis de Permangle, prêtre, est nommé prieur en 1693.

On tenta, en 1704, de réunir le prieuré d'Auvers au séminaire de Duneau, que voulait fonder Jacques Cryé, curé, mais les bénédictins de la Couture s'y opposèrent.

Dom Jacques Chevreau, de 1704 à 1715.

Dom Léonard Descordes, prieur de Saint-Sulpice de Vierzon, 1715 à 1747.

Dom Jacques de Launay, bénédictin, 1747-1760.

Dom Julien-René Massé, prieur claustral de l'abbaye de Saint-Florent de Saumur, fut le dernier prieur commendataire d'Auvers, 1760-1790.

Le prieur affermait par bail l'exploitation générale du domaine et la levée de la dime. Les revenus varièrent avec le temps et subirent une progression en rapport avec le prix de l'argent.

Antoine Leroy était fermier général en 1644.

Louis Péan, en 1687, payait 2,000 livres.

Julien Métairie, mort en 1718.



Jean Géré, sieur de la Tesnière, le prit à bail pour 2,400 livres.

Les charges s'élevaient à 1,800 livres. •

François Acharie fut fermier jusqu'en 1771.

Jacques Le Lasseux, de Chantenay, de 1771 à 1779.

Louis Le Lasseux de la Fosse fit un bail de neuf ans en 1779 et le renouvela en 1787.

Ce bail comprenait tout le temporel du prieuré, maison priorale, où il habitait, métairies, closeries, moulin, bois, les cens et rentes, la moitié des lods et rentes et des hasards de fief, pour la somme de 8,000 livres, à la charge d'acquitter le gros au sieur curé d'Auvers, de donner à diner au curé et à ses chapelains aux quatre grandes fêtes de l'année, de faire tous les charrois à trois heures de distance du prieuré, pour les réparations des métairies, closeries, moulin, chaussées et dépendances, de faire dire à ses frais les messes et services divins de fondation, jusqu'à la concurrence de 200 livres, de rétribuer le bailli, le procureur fiscal et le greffier, ainsi que les taxes de décimes imposées par la Chambre ecclésiastique du diocèse et qui s'élevaient à la somme de 1,600 livres.

La révolution confisqua tous les biens ecclésiastiques et les mit en vente en 1791.

Le domaine du Prieuré, la Pillerie, Launay, la Petite-Auvière et le moulin de la Roche furent adjugés à M. Louis Le Lasseux, fermier général, pour la somme de. . . . . 72,750 livres.

La Fraudière, à Louis Gallet, de Solesmes .	13,500	—
La Vauloyère, à Etienne Brossard, de Sablé. . . . .	8,400	—
Maudessan, à Julien Noyer, de Ballée . .	8,000	—
Les Bois d'Auvers, à Louis Goulet de Paris	20,000	—
La Ralletière, de l'Abbaye, à Guillaume Lemotheux, d'Auvers . . . . .	22,100	—
Gauduçon, de l'Abbaye, à Guillaume Le-		

motheux, d'Auvers . . . . .	27,700	—
Le Verger, de l'Abbaye, à Guyot et Loril-		
leux, de Sablé. . . . .	3,500	—
Les Touches, à l'Abbé, à Louis Goulet, de		
Paris. . . . .	17,700	—
	<hr/>	
Total. . . .	193,650 livres.	

E. TOUBLET.



---

# L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

## D'ANJOU

### ET L'ÉLECTION DE LA FLÈCHE

(1787 - 1790)

---

L'Anjou, le Maine et la Touraine formaient la généralité de Tours, administrée par un intendant ou commissaire départi, — on dirait aujourd'hui le préfet. — Quand le 25 mai 1787, l'Assemblée des Notables se sépara, de partout on annonça l'établissement d'Assemblées Provinciales. Les principaux propriétaires d'Anjou et du Maine présentèrent au Roi des mémoires dans lesquels ils démontraient l'impossibilité de remplir les intentions du Gouvernement en commettant l'Anjou, le Maine et la Touraine à une seule administration provinciale, et la nécessité indispensable de donner à chacune une Assemblée Particulière. Monsieur, frère du Roi, appuya de sa protection, à la fin du mois de mai 1787, les demandes des propriétaires de l'Anjou et du Maine, qui formaient son apanage. Le Conseil se conforma aux vœux qui lui étaient exprimés, et le 18 juillet il rendait un règlement pour former trois Assemblées Provinciales.

C'était un triomphe pour les provinces d'Anjou et du Maine, qui commençaient ainsi à secouer le joug de l'intendant, toujours plus porté pour les Tourangeaux. Mais dame discorde s'introduit un peu partout, et à peine formées les

deux Assemblées Provinciales d'Anjou et du Maine commençaient à échanger des coups, qui ne devaient cesser qu'avec l'existence des Assemblées elles-mêmes.

La province d'Anjou comptait six élections, parmi lesquelles celle de La Flèche. Il en était ainsi depuis Henri IV, qui en 1595 avait formé de 102 paroisses l'élection de La Flèche. Aucune réclamation n'avait eu lieu pendant deux siècles. Tout d'un coup, parce qu'elles étaient plus rapprochées du Mans que d'Angers, l'Assemblée Provinciale du Maine annexa à ses districts 73 paroisses sur les 102 qui composaient l'élection de La Flèche, et cela sans aviser l'Assemblée Provinciale d'Anjou.

De nombreux mémoires furent échangés entre les deux Assemblées Provinciales ou plutôt leurs Commissions Intermédiaires. La *Revue historique et archéologique du Maine* a publié un des mémoires composés par les Manceaux (1). Nous donnons aujourd'hui la parole aux Angevins. (2)

••

« La Commission Intermédiaire de l'Assemblée Provinciale d'Anjou voudrait dans ses *Observations* écarter tout ce qui est étranger au fond de la question. Mais la Commission Intermédiaire du Maine, dans sa *Réponse*, se jette dans une infinité de détails dont il est nécessaire de faire sentir l'inutilité. On est forcé de la suivre sur le fond et sur ses faibles accessoires.

» Elle fonde tout son système sur l'équivoque du terme de « province », expression générique en elle-même et qui se prend en quatre sens différents, suivant les quatre grands départements de l'administration générale du royaume. On

(1) *Revue historique et archéologique du Maine*. 6<sup>e</sup> livraison 1908.

(2) *Archives de Maine-et-Loire*, C 169. — La pièce inédite que nous donnons, est celle à laquelle les Manceaux répondirent par le mémoire publié dans la *Revue historique et archéologique du Maine*.



considère les provinces 1<sup>o</sup> selon leur division militaire, 2<sup>o</sup> suivant leur division coutumière ou de juridiction civile, 3<sup>o</sup> suivant leur division fiscale ou financière, et 4<sup>o</sup> suivant leur division ecclésiastique ou par diocèses.

» C'est à ce principe élémentaire que la Commission Intermédiaire d'Anjou avait réduit toute la question. Celle du Maine n'est occupée qu'à en écarter l'application, qui anéantit son système. On est forcé de la ramener à ce point précis et de répéter que, sous ces quatre points de vue, une province n'a presque jamais la même étendue ; que les bornes de la province, comme militaire, comme coutumière, ne sont point celles de la même province comme fiscale, comme département de finance, ou comme juridiction ecclésiastique.

» Les lois lui ont donné des limites différentes sous ces quatre points de vue, et qui ne peuvent changer que par de nouvelles lois revêtues des mêmes formes. Toute entreprise que l'on ferait au contraire sans cette autorité, serait certainement contre les règles.

» Tout règlement de jurisprudence s'adresse à la province suivant son étendue coutumière, qu'elle embrasse tout entière suivant toutes les juridictions qui la composent et qui sont ses ressorts. De même, tout règlement de finance, tout ce qui a rapport à la nature, à la répartition de l'impôt, est adressé à la province dans toute son étendue fiscale, dans tout son département de finance, qui est composé de ses élections qu'elle renferme toutes ; et elle est envisagée dans ses limites de finance et non autrement. Ainsi c'est l'*objet* que se propose le souverain, qui forme l'aspect sous lequel il considère une province.

» L'édit de création des Assemblées Provinciales n'a pour objet que l'administration des finances, ne charge les provinces que de la répartition de l'impôt. Il ne considère donc chaque province que comme département de finance, suivant tous ses ressorts de fiscalité qui sont ses élections, et



non suivant ses autres divisions, militaire ou coutumière. De manière que, lorsque le commissaire départi distribue à chaque province la masse de l'impôt qu'elle doit supporter, il en fait la répartition générale entre toutes les élections qui forment cette province, comme département de finance.

» Il faut rapporter ici le texte de l'article 7 du règlement du 18 juillet 1787, dont la Commission du Maine voudrait s'autoriser et qui détruit ses prétentions : « Chacune desdites *Assemblées Provinciales* sera divisée en plusieurs districts, partagés également, autant que faire se pourra et ainsi qu'il sera réglé, auquel effet il sera fait une réunion des *élections* qui seraient trop faibles, et division de celles qui seraient trop fortes ».

» Que l'on remarque bien que ce n'est pas chaque province, selon les idées de l'Assemblée du Maine, mais chaque Assemblée Provinciale qui sera divisée en districts, et que les districts seront formés par la réunion ou la division des élections de chaque Assemblée Provinciale. L'étendue de chaque Assemblée Provinciale n'est donc considérée, n'est donc déterminée ici que par les ressorts de ses élections. Voilà un texte clair et précis. — L'élection de la Flèche n'est point une election dépendant de l'Assemblée Provinciale du Maine. Cette Assemblée n'a donc pu la diviser pour faire ses districts. Elle est, au contraire, de l'Assemblée Provinciale d'Anjou, qui seule a eu droit d'y former ses districts.

» Ainsi, lorsque le Roi s'est déterminé à donner à chacune des trois provinces d'Anjou, du Maine et de Touraine une Assemblée Provinciale, il a composé pour chaque province son ressort général et provincial des différents ressorts de ses élections, puisque c'est de ces seuls ressorts que son organisation doit être formée, suivant l'article 7. Ainsi encore, lorsque le Roi énonce chaque province, soit dans les règlements, soit dans les instructions, soit dans la lettre



de créance de ses commissaires, dans les brevets de nomination de ses présidents, il n'a entendu et n'a pu entendre que la province dans son étendue fiscale, dans son département de finance fixé par les ressorts de chacune de ses élections ; comme, lorsqu'il donne le commandement d'une province à un officier général, il entend la province dans toute son étendue militaire.

» Les représentations des seigneurs d'Anjou et du Maine pour obtenir à chaque province une Assemblée Provinciale, ne changent pas l'idée, la nature de ces établissements, qui sont de pure administration de finance et renfermés dans les départements de finance de chaque province. Ces seigneurs n'ont fait aucune demande qui ait eu quelque changement à cet égard pour objet ; et le Roi, en accordant cette faveur à la sollicitation de Monsieur, n'a dérogé par aucune disposition législative à l'étendue des départements de finance de ces provinces. L'article 7 du Règlement les confirme, au contraire, tels qu'ils sont.

» Si on attachait ici quelque importance à la différence des lois des trois provinces, que les seigneurs de l'Anjou et du Maine, nous dit-on, ont fait valoir, la Commission Intermédiaire est autorisée à poser et à mettre en fait qu'ils n'ont eu et n'ont pu avoir en vue que la province de Touraine, qui en effet leur est étrangère sous tous les rapports de lois, d'usages, de mœurs, d'intérêt, de commerce. Mais ils n'ont jamais entendu supposer cette différence entre les deux provinces d'Anjou et du Maine, entre lesquelles il y a, au contraire, la plus grande liaison sous tous ces mêmes rapports.

» La notoriété publique parle ici. Les deux provinces pendant 500 ans n'ont fait, pour ainsi dire, qu'un même peuple ; elles n'ont eu que la même loi coutumière. Celles qui les régissent actuellement, sont appelées par les jurisconsultes « sœurs germaines » ; elles ne diffèrent que par les plus faibles nuances. Ces provinces ont eu pendant



longtemps les mêmes juges supérieurs : les grands sénéchaux d'Anjou l'étaient en même temps du Maine ; il y avait un juge ordinaire d'Anjou et du Maine.

» La Commission Intermédiaire du Maine répète encore que M. le marquis de Sablé, M. le baron de Villefavart n'ont été nommés députés à l'Assemblée Provinciale du Maine, que parce que leurs possessions sont dans les paroisses qu'elle réclame. A l'égard de M. le marquis de Sablé, plus de la moitié de sa terre de Sablé est, et pour les fiefs et pour les domaines, du ressort de la sénéchaussée d'Angers. M. le marquis de Juigné, dit-on, était d'abord destiné à être président de l'Assemblée Provinciale d'Anjou. Cette anecdote, qui ne prouve rien, avait été ignorée jusqu'à présent. On peut assurer qu'il n'a jamais été question que de M. le duc de Praslin pour cette place : et il faut encore redire que M. le duc de Praslin n'a de véritable propriété en Anjou que dans les paroisses dont il s'agit, et dont il possède la plus grande partie avec M. le marquis de Clermont-Gallerande et M. l'abbé de la Mire-Mory. Ces faits étaient et devaient être à tous égards également connus de la Cour que ceux qui concernent MM. de Juigné et de Sablé.

» La Commission Intermédiaire du Mans s'autorise de lettres de M. l'intendant de Tours. Celle d'Anjou ne connaît pas les lettres dont il s'agit. Elle rendra toujours hommage aux lumières de M. l'intendant ; mais il n'a pas décidé par ces lettres ; il a dit, au contraire, qu'il ne pouvait le faire. L'Assemblée Provinciale d'Anjou n'avait pas été entendue. Elle n'a été prévenue que par l'envoi que lui a fait celle du Maine du procès-verbal de la formation de ses districts. Lorsqu'elle l'a reçu, les siens étaient aussi formés, ils l'ont été le 15 octobre 1787. Les paroisses dont il s'agit, y ont été comprises sous les yeux de M. le duc de Praslin lui-même, qui les connaît mieux que personne. Une lettre du 23 du même mois que l'on cite, et qui répandrait du doute



sur les intentions de M. le duc de Praslin à cet égard, ne les aurait pas connues.

» On passe à ce que l'on peut appeler la forme ou les inconvénients que relève la Commission Intermédiaire du Maine. Il sera facile de prouver qu'il ne peut s'en trouver que dans ses prétentions. C'est une nouveauté, c'est un changement dans l'ordre ordinaire et public qu'elle demande sans motif, sans véritable intérêt. Cette première vue suffit pour le réprouver.

» La Commission Intermédiaire du Maine menace l'Assemblée Provinciale d'Anjou, si elle insiste trop sur la division fiscale des provinces, de lui enlever non seulement les 73 paroisses dont il s'agit, mais encore les 29 autres qui resteraient à l'élection de La Flèche et la ville même de La Flèche ; elle ajoute que, de la part de l'Anjou, on n'a pas même essayé de répondre aux raisonnements qu'elle a faits dans son premier mémoire.

» Dans ce premier mémoire, la Commission Intermédiaire d'Anjou n'a vu celle du Maine occupée qu'à répéter que les 73 paroisses doivent entrer dans le ressort de son Assemblée Provinciale, parce qu'elles sont du ressort de la juridiction de la sénéchaussée du Mans. De la part de l'Anjou, on a fait voir la différence de ces départements, qu'on ne peut les confondre, et que les 73 paroisses ayant été réunies il y a 200 ans à l'élection de La Flèche et au département des finances de l'Anjou par une loi enregistrée, la province du Maine n'avait pas droit de les en distraire aujourd'hui. Sur la fin de ce mémoire du Maine, sa Commission Intermédiaire a dit qu'elle pourrait même demander la ville de La Flèche et le reste de son élection ; enfin elle a terminé ce mémoire en se réduisant à demander seulement le droit de répartir les impôts sur ces mêmes paroisses ; c'est tout ce qu'elle répète. La Commission Intermédiaire d'Anjou ne voit pas de raisonnement dans tout cela, mais seulement le principe que la cause du plus fort doit être la



meilleure ; que le possesseur d'un grand héritage aurait droit, par la seule raison que son héritage est plus grand, de s'emparer de celui qui est plus petit. Si cela est un raisonnement, il se réfute par lui-même.

» On en peut dire autant d'une nouvelle allégation de la Commission Intermédiaire du Maine, que la dénomination d'élection de La Flèche ne donne aucun droit à l'Assemblée Provinciale d'Anjou sur ces paroisses, parce que le siège de cette election pourrait être placé dans une autre ville. Mais le Roi, en créant cette election il y a 200 ans, l'a placée à La Flèche, lui a donné le nom d'élection de La Flèche, et a composé son ressort nommément des 73 paroisses dont il s'agit. Il a encore voulu que La Flèche fût un département des finances de l'Anjou. Il pouvait faire un autre arrangement, mais il ne l'a pas fait, et on ne peut changer aujourd'hui d'autorité privée ce que sa puissance souveraine a réglé il y a 200 ans.

» La comparaison que fait la Commission du Maine du Parlement de Paris qui n'est pas dit de l'Ile de France, n'est pas fort intelligible ; les termes en sont bien disparates, et certainement elle ne frappera pas le Conseil de Sa Majesté.

» On dit que le Roi, en formant les Assemblées Provinciales, n'a voulu faire que les démembrements les plus légers. Mais on défie de trouver dans aucune des lois pour ces établissements une seule disposition qui ordonne ou permette même aucun démembrement d'une province en faveur d'une autre. L'article 7 du règlement du 18 juillet 1787 permet la division d'une même province pour former ses districts, toujours par élections dans son département de finances, et non dans celui d'une autre province.

On ajoute que l'Assemblée Provinciale d'Anjou fait valoir la division fiscale des provinces pour s'attribuer les 73 paroisses, et la division géographique pour établir ses droits



sur La Flèche. On n'a pas dit pour l'Anjou que La Flèche ne lui appartenait qu'à raison de la division géographique, mais et à raison de cette division et à raison de celle de son département de finance. Il n'y a pas là de contradiction.

» On négligera dans ces *Observations* tout ce qui n'est que lieux communs, et que chaque partie peut retourner pour elle, tout ce qui ne décide ni pour l'une ni pour l'autre. Ainsi on ne reviendra plus sur les déplacements, les courses, les voyages qu'on annonce comme à peu près égaux pour ces paroisses et qui jetteraient dans des discussions frivoles. Ce sont des détails de nulle conséquence.

« Cependant ces petites choses paraissent si considérables à la Commission Intermédiaire du Maine, qu'elle en fait un motif pour plaindre Henri IV, le plus grand Roi qui ait jamais gouverné la France, d'avoir joint et incorporé à l'élection de La Flèche 73 paroisses que l'on dit avoir été de l'élection du Mans, qui en conserve encore 300, pour regarder cet acte de sa part « comme un acte d'erreur, auquel le Maine ne peut applaudir. » Heureusement, ce grand prince ne passait pas les bornes de sa puissance. Une pareille réclamation, qui s'élève après deux siècles contre un arrangement législatif, consommé et exécuté dans la paix sans avoir excité la moindre plainte de la part du peuple, est bien tardive, pour ne rien dire de plus.

» On n'insistera plus sur les démarches faites du côté du peuple, en rassemblant 73 syndics à Sablé. La Commission du Maine assure que ce n'est ni par son ordre ni par celui de son Assemblée Provinciale. On lui observera seulement que ni l'une ni l'autre, quoi qu'elle paraisse penser le contraire, n'avait le droit de le faire, qu'aucun règlement ne leur en donnait le pouvoir. La vérité est que cette assemblée illégale a eu lieu, sans doute pour porter le peuple à quelques réclamations dont on n'a pas connaissance, mais que le Gouvernement mettra à leur juste valeur, si elles existent.



» Mais les 73 paroisses s'avancent en pointe entre les élections du Mans et de Laval ; donc elles doivent être de l'une ou de l'autre. Elles n'en sont pas, et dans la formation des Assemblées Provinciales le Roi n'a pas prétendu faire une nouvelle division, un nouveau partage de la France ni faire aligner chaque partie en plan géométrique.

» Mais si l'administration provinciale d'Anjou négligeait les routes, les chemins de ces paroisses pour les communications, comme lui étant étrangères ? — L'Assemblée Provinciale d'Anjou ne peut regarder ces paroisses comme lui étant étrangères. Elles lui ont été annexées, elles font partie du département des finances d'Anjou et de son administration, depuis 200 ans, elles ne connaissent plus celle du Maine, elles font enfin une partie de l'Anjou.

» On revient souvent à cet article dans la réponse de la Commission du Maine. On se retourne en tous sens pour inspirer de la défiance sur les soins, sur la vigilance de l'Assemblée Provinciale d'Anjou à l'égard de cette partie de son ressort, de son territoire.

» Il faut déclarer une fois pour toutes que l'Assemblée Provinciale d'Anjou ne mérite pas de pareils soupçons de négligence sur ses devoirs. Elle peut se flatter d'avoir autant de zèle et d'exactitude que le Maine en promet à ces paroisses, pour se les attirer. L'Assemblée Provinciale d'Anjou est portée à leur consacrer ses soins, non seulement par le devoir et la justice, mais par l'intérêt même du reste de son département. L'Assemblée d'Anjou sait que les travaux publics des routes doivent commencer par ouvrir des communications avec les provinces voisines ; que c'est sur les confins respectifs que doivent se porter les premiers efforts, parce que ce sont les premiers canaux du commerce qui doivent être ouverts et entretenus pour former ensuite, pour alimenter une circulation intérieure.

» Le gouvernement a été frappé de cette vérité évidente,



il a porté de ce côté-là ses premiers regards, il a fait commencer les travaux en conséquence.

» L'Assemblée Provinciale d'Anjou, ainsi que sa Commission Intermédiaire, qui n'ont d'autre objet que de seconder les vues bienfaisantes du Gouvernement par la surveillance la plus active, ne négligeront certainement pas le premier moyen de parvenir à ce but essentiel, en perdant de vue des paroisses qui forment ses limites avec la province du Maine et pour lesquelles il lui est si essentiel, si important de rendre la communication la plus libre possible tant avec la ville du Mans qu'avec celle de Laval.

» On représente le commerce du Maine comme s'il était étranger à celui de l'Anjou, et cependant c'est le même ; les deux provinces ont les mêmes raisons et les mêmes moyens pour le vivifier et le soutenir. L'importante manufacture de Laval s'étend autant en Anjou que dans le Maine et l'Anjou lui fournit autant de matière première.

» Le plus grand commerce de tout le Bas-Anjou (qui fait au moins la moitié de la province), comme celui du Maine, consiste en lin, chanvre, fil, cidre. Outre la grande manufacture de Laval dans laquelle l'Anjou est pour moitié, cette province a celle de Cholet qui a pris de grands accroissements. Cette province fournit encore beaucoup de lainages, qu'elle fait passer au Mans. Cet exposé, fondé sur la notoriété publique, suffit pour tranquilliser le Maine et calmer ses inquiétudes.

» Après tous ces écarts, la Commission Intermédiaire du Maine paraîtrait vouloir revenir au fond. Elle ne craint pas de dire que les lois obligent de partager les provinces en districts et non pas en élections. Elle est priée de se rappeler le texte de l'article 7 du règlement du 18 juillet dernier, elle verra qu'il porte précisément que les trois Assemblées Provinciales (et non les provinces) seront partagées en districts et que les districts seront pris dans les élections de chaque province, ce qui, comme on l'a observé, prouve



évidemment que l'étendue de chaque Assemblée Provinciale est réglée sur celle des élections de la même province.

» Ici se présente un moyen décisif et qui engage à écarter toute autre discussion comme inutile. Il ne s'agit que de le mettre dans un nouveau jour. Il est si peu vrai qu'en formant les Assemblées Provinciales, on ait voulu les renfermer dans la division coutumière de chaque province, qu'aucune n'en a eu l'idée, non plus que MM. les intendants qui en conséquence ont renvoyé à chaque Assemblée Provinciale les départements faits par élections. L'Assemblée du Maine seule l'a imaginé. Toutes les autres Assemblées Provinciales ont opéré suivant l'article 7 du règlement du 18 juillet, selon l'étendue de leur département de finance compris dans les ressorts de leurs élections, et leur travail a été approuvé par le Gouvernement qui a reconnu ses intentions dans cette manière d'opérer.

» Richelieu est une ville que les géographes mettent dans la province du Poitou, et elle fait le siège d'une élection de Touraine. Mirebeau avec tout son territoire, appelé le Mirebalais, est de cette élection de Touraine. Cependant l'une et l'autre ressortissent du Présidial d'Angers. La province d'Anjou aurait droit de revendiquer toute cette élection et plusieurs paroisses de l'élection de Chinon, qui ressortissent aussi du Présidial d'Angers, et Chinon est une élection de Touraine. Seize paroisses de la baronnie et ville de Montreuil-Bellay, qui ressortit des juridictions royales de l'Anjou et qui est elle-même le siège d'une élection d'Anjou, sont de l'élection poitevine de Thouars, que l'Anjou revendiquerait encore. Loudun est une ville de la province du Poitou, mais en même temps le siège d'une élection de Touraine. En admettant le système de la province du Maine, le Poitou serait en droit de revendiquer cette élection sur la Touraine, qui en perdrait deux et ce qui a été pris et uni à l'élection de Chinon. Voilà trois provinces qui se verraient obligées de faire de nouvelles divisions, de



former de nouveaux districts pour assurer l'usurpation qu'a faite l'Assemblée du Maine.

» Il n'y a pas dans le royaume d'Assemblée Provinciale qui n'eût à faire ou à souffrir de pareilles répétitions. Après avoir commencé de province à province, qui empêcherait de pareilles prétentions de s'étendre, comme on l'a dit, d'élection à election, ensuite de paroisse à paroisse ? Qui répondrait que le petit peuple d'une paroisse ne crût faire une conquête en gagnant une ferme, un champ, sur une paroisse voisine, dans l'espérance de profiter de sa taxe pour décharger d'autant sa paroisse ? Les idées du petit peuple peuvent monter plus haut. Quels débats ! Ce ne sont point ici des craintes chimériques, quoi qu'en dise la province du Maine.

» Le Gouvernement ne les regardera point comme telles, il est trop éclairé pour accueillir une demande qui ouvre la voie à tant de discussions si éloignées de son objet, qui est d'améliorer, de vivifier, de faire fructifier les provinces, suivant leur constitution présente de département de finance, ce qu'il ne peut assurer qu'en maintenant les choses sagement établies et qui reposent depuis tant de siècles à l'ombre des lois.

» Il sentira, ce gouvernement bienfaisant, de quelle conséquence il est d'arrêter dans son principe une tentative qui occasionnerait un bouleversement général dans toutes les provinces ; et celle du Maine sera forcée de renoncer à son entreprise, de reformer les districts qu'elle a faits de paroisses qui appartiennent à l'Assemblée d'Anjou. Il ne serait pas juste de forcer trois autres provinces et presque toutes celles du royaume à détruire toute l'organisation qu'elles se sont faite avec beaucoup de travail et qui a mérité l'approbation du Gouvernement, pour laisser subsister ce que la seule province du Maine a entrepris contre les règles.»

..

Les raisons apportées par la Commission Intermédiaire

d'Anjou étaient péremptoires. Aussi le Conseil du Roi la maintint-elle en possession des 73 paroisses en question. Il fallut la division de la généralité de Tours en quatre départements (lettres patentes du roi du 4 mars 1790), pour les enlever, avec beaucoup d'autres, à l'administration angevine.

F. UZUREAU.

---



---

# LA COMMUNAUTÉ D'HABITANTS DE CHANGÉ

---

## CHAPITRE IV

### CHANGÉ DE 1789 A NOS JOURS

Les transformations sociales ou politiques, provoquées par les décrets de l'Assemblée Constituante ou par les articles de la Constitution de l'an III, et qui, de la communauté d'habitants étudiée jusqu'ici, firent la commune de Changé, n'en modifièrent pas tout d'abord l'esprit ni les habitudes. Aussi bien, la population, parce que la forme de gouvernement variait, parce que certaines classes ou certains membres de cette population ne jouissaient plus d'avantages ou de droits particuliers, la population, donc, restait avec son tempérament, ses coutumes, ses croyances. On ne s'en défait pas comme d'un vêtement. On sait par le cahier de doléances (1) que les représen-

(1) Ce cahier de doléances a été publié dans l'*Annuaire de la Sarthe*, année 1880. Nous résumons ici le texte de ce document.

1<sup>o</sup> Qu'il n'y ait plus qu'un seul impôt.

2<sup>o</sup> Que tous le paient également.

3<sup>o</sup> Que le roi et Monsieur concèdent gratuitement les landes qu'ils possèdent sur la paroisse, pour que les habitants les défrichent.

tants de la paroisse rédigèrent, le 4 mars 1789, quels griefs ils articulèrent, quelles réformes et quelles améliorations dans leur sort ils réclamèrent du roi. Leur vie journalière n'en continua pas moins longtemps de se maintenir telle qu'elle avait été au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils s'accoutumèrent aisément et vite à ne plus payer la dîme à ceux qui l'avaient perçue jusque-là. Ce fut le plus clair de leurs bénéfices, encore le devaient-ils payer à brève échéance de la perte des fondations qui facilitaient, aux enfants, le bienfait d'une éducation chrétienne (1), et, à tous, l'exercice du culte (2). Il ne s'est rien conservé qui nous

4<sup>e</sup> Abolition des aides et des gabelles.

5<sup>e</sup> Liberté absolue du commerce dans tout le royaume, par conséquent, suppression des douanes intérieures.

6<sup>e</sup> Suppression des hautes, moyennes et basses justices et extension de la capacité juridique des bailliages.

7<sup>e</sup> Extinction de la vénalité des charges.

8<sup>e</sup> Suppression des épices et traitement suffisant aux juges.

9<sup>e</sup> Réformation de la procédure civile et criminelle.

10<sup>e</sup> Suppression du papier timbré.

11<sup>e</sup> Etablissement d'une judicature locale, composée du curé et de deux paroissiens élus par les autres, devant laquelle les parties devront se présenter pour être jugées.

12<sup>e</sup> Etablissement aux cours de justice d'avocats pour les pauvres.

Gaultier, procureur fiscal ; Cossonneau, greffier. Suivent vingt-deux autres signatures.

(1) Il y eut cependant à Changé, pendant la Révolution, un instituteur, Jean Besnard, que nous trouvons parrain de Françoise Lecamus, le 30 juillet 1796.

(2) La loi du 19 août 1792 ordonnait de vendre les immeubles appartenant aux fabriques, et elle enlevait au procureur l'administration de ces biens pour la conférer aux officiers municipaux. En conséquence de cette loi, le citoyen Pierre Quéro, officier municipal de la commune de Changé, chargé de la régie et administration des rentes et dépenses de la ci-devant fabrique de l'église de Changé, rendait son « compte sommaire et détaillé depuis le cinq mai mil sept cent quatre vingt treize, vieux style, aux citoyens Président et agents municipaux et adjoints du canton rural du Mans ». Dans ce compte, il déclare que « tous les biens-fonds dépendants de la dite fabrique ont été vendus le 17 mai 1793, » et que « les rentes courantes ont été au profit des acquéreurs ».



révèle qu'à Changé on ait été très enthousiaste des mesures législatives édictées au cours des dix dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. Lorsque la Constituante, s'ingérant en des matières qui n'étaient pas de sa compétence, prétendit réformer l'Église de France, en changer la hiérarchie régulière, et imposer à tous les clercs chargés de fonctions publiques un serment à la Constitution civile du Clergé, le curé de Changé, M. Gruau, le refusa ainsi que l'un de ses vicaires, et, subissant la rigoureuse injustice des lois dirigées contre les insermentés, il fut d'abord interné, à la fin du mois de juillet 1792, à la maison de Coëffort (1), aménagée en maison de détention, puis déporté en Espagne, au mois de septembre de la même année (2). Il se fixa à Compostelle d'où il ne devait repartir que le 17 avril 1801.

J'ai cessé d'exercer le saint ministère à Changé, a-t-il écrit lui-même, le second dimanche après Pâques (14 mai 1791), jour où un autre a pris ma place : « Dominica secunda post Pascha qua die intravit alter ». Cet autre, que le pasteur légitime se refuse à désigner autrement, était René Bedeau (3), prêtre zélé pour les cérémonies extérieures, mais de volonté peu énergique. Il eut pour vicaire un ancien religieux de l'abbaye de l'Epau, dom Rabillon, qui, avec ses confrères, comme il arriva souvent alors, se montra moins fidèle à ses vœux monastiques que les clercs séculiers ne l'étaient à leurs engagements du sacerdoce.

(1) Un arrêté départemental, en date du 26 juillet 1792, avait enjoint à tous les prêtres non assermentés de se retirer, dans les trois jours, à la maison de Coëffort, au Mans.

(2) Les proscrits furent conduits à Nantes par Foulletourte, La Flèche, Durtal, Angers. Ils arrivèrent à destination, le 14 septembre, furent embarqués, le 19, sur l'*Aurore*, capitaine Mahé, et débarquèrent à la Corogne, le 9 octobre.

(3) Le 3 février 1793, René Bedeau, curé de Changé, donnait au procureur de fabrique quittance de la somme de quatre cent quatre-vingt-une livres dix sous, qui lui avait été versée pour l'acquit des messes de fondation, depuis le 8 mai 1791.



René Bedeau, en rendant les offices aussi solennels que possible (1), s'efforça d'attirer les habitants à l'église. Il en renouvela, en partie, le mobilier (2), il y fit placer de nouveaux bénitiers (3). Malheureusement, les attaques dont la religion était l'objet et les poursuites exercées contre les ecclésiastiques insermentés n'étaient pas pour accroître le prestige des choses religieuses. On ne sera donc point surpris, si, au cours de l'année 1792, un vol avec effraction fit disparaître de la sacristie les objets qui avaient tenté la cupidité des voleurs. Des précautions furent prises, trop tard (4), comme il arrive souvent en

(1) On trouve aux archives de la fabrique, dans les comptes de 1792, mention de dépenses faites pour les enfants de chœur : « La somme de seize livres quinze sous payée au citoyen Coudrin pour souliers aux enfants de chœur »..... « six livres dix sous payée au citoyen Louis Aubin, cordonnier, pour avoir fourni d'une paire de souliers au petit Grassin, enfant de chœur ».

Le curé intrus fait choisir deux chantres, Pierre-François Picouleau et Julien Lefebvre, le 5 mai 1792, et leur fait voter par l'assemblée générale des habitants, tenue ce même jour, un traitement fixe. Ces chantres s'engagent « à chanter l'épître tous les dimanches et festes à la grand'messe et aussi ne pourront s'absenter tous les deux à la fois sans se faire remplacer, à l'exception des simples dimanches où un seul suffirait pour chanter l'office ».

(2) « Et sur ce qui a été reconnu par les sus-dits habitants qu'il était nécessaire d'avoir quatre nappes pour le grand autel, six pour les petits, trois pour chacun, six grandes aubes pour les prêtres, quatre de même, grandes, pour les porte-croix et thuriféraires, six petites pour les acolythes, quatre nappes de communion, six rochets dont trois pour les prêtres et trois pour les chantres, une douzaine de lavabo, autant de purificateurs et une demi-douzaine de corporaux..... un drap mortuaire..... six chandeliers ». Les habitants donnent pouvoir au fabricien d'acquérir ces objets. Assemblée du 18 décembre 1791.

(3) De ces bénitiers, l'un fut fourni pour dix livres dix sols par le sr Heurtebise, les deux autres par la femme Chapelain-Renaudin. André Froger, maçon, reçut quatre livres huit sous pour les avoir placés. Comptes de 1791.

(4) « Trois livres quinze sous, à Pierre Brayelle, pour avoir couché deux nuits à l'occasion de la sacristie percée par une croisée et raccommodé la pierre de la croisée qui était brisée.



pareil cas, mais qui témoignent de l'émotion que ressentirent de ce sacrilège les paroissiens de Changé. Ils accompagnèrent, le 25 août 1793, leur curé intrus qui les conduisit en pèlerinage à Arnage. Il continua d'exercer son ministère jusqu'à la fin de cette même année, puis, lorsque le culte public catholique eut été proscrit par la Convention, il se retira à Pontlieue, où, cédant à des passions indignes et peut-être aussi pour éviter l'emprisonnement, il oublia ce qu'il devait à son caractère sacré et contracta mariage. La faute appelle la faute.

Les pratiques religieuses répondaient trop aux besoins des âmes pour que tous ne souffrissent pas de la cessation du culte. D'autant que, à Changé, nul ne semble avoir pris, comme cela arriva à Challes par exemple (1), l'initiative de ces fêtes civiles dont le programme, souvent grotesque, parce que les populations rurales le comprennent mal, provoque les railleries, quand on l'exécute. Les municipalités qui se succédèrent alors subirent les lois que leur imposait le pouvoir législatif. On fut obligé, comme partout, d'aliéner l'église paroissiale, dont un propriétaire de la localité, M. Desportes de Linière, se porta adjudicataire. Nous ne pourrions affirmer qu'il ne retira pas sa soumission, et l'édifice sacré paraît plutôt être resté non vendu. Le presbytère, les dépendances exceptées, fut réservé pour le logement d'un instituteur qui ne s'y installa jamais et dont les ménages pauvres de Changé prirent la place. L'école où les jeunes filles étaient instruites ne subsistait plus. En dépit de ces misères, la foi

« Trente sous payés au citoyen Brochant, vitrier, pour avoir raccommodé des vitres aux croisées de la sacristie et de l'église.

« Quatorze livres quatorze sous payés à la citoyenne Rose Burin.... y compris trois livres un sou de dépense fait par ceux qui ont gardé l'église, la nuit, dans le temps de la croisée percée ». Comptes de 1792.

(1) Cf. *Une fête révolutionnaire à Challes*. Document inédit publié par M. l'abbé Bauché, dans le *Congrès provincial de la Société bibliographique*, 1894, in-8°, p. 365-369.



ne périlait point trop en cette paroisse, où des prêtres zélés, tels, l'ancien curé, M. Janvier (1), M. Julien Hayes de la Sorière, curé de Saint-Mélaine de Pont-l'Evêque, au diocèse de Lisieux (2), MM. Malard, curé de Louplande, Hulot, curé de Bouloire, Hersant, curé de Sainte-Gemmes-le-Robert (Mayenne), Lefebvre, prêtre à Parigné-l'Evêque, Pivron, prêtre au Mans, Girard, curé de Viré, et, après qu'ils se furent réconciliés avec l'Eglise, deux assermentés, MM. Bonhomme, curé de Pontlieue, et Dagoreau, curé d'Ardenay, exercèrent, au péril de leur vie, le saint ministère, baptisant les nouveau-nés, administrant les malades, et bénissant les mariages.

Il en alla ainsi jusqu'en 1801, année en laquelle le premier Consul conclut le Concordat. M. Gruau, éloigné malgré lui de ses ouailles, s'en considérait, et à bon droit, comme le pasteur légitime. Il avait trompé les rigueurs de l'exil, en étudiant le plain-chant, où il s'était singulièrement perfectionné, et en composant des messes et des motets dont on possède encore le manuscrit original. De ces morceaux, il en est un, une messe, qui a mérité d'être longtemps chantée dans le diocèse du Mans tout entier, jusqu'au jour où la liturgie romaine y a été rétablie. Dès que le curé de Changé crut son retour possible, il quitta le 17 avril, la ville hospitalière où, depuis neuf ans, il résidait, et, accompagné du curé de Fatines, M. Coqueret, il

(1) Le 31 juillet 1796, il baptise Françoise, née le 11 mars 1795, du légitime mariage de Louis Lecamus et de Françoise Cossonneau, demeurant au bourg de Changé. Etat civil de cette commune. Le 31 décembre 1796, il baptisait dans une maison particulière, un garçon, né le 26 mars précédent du légitime mariage de Joseph Hémond et de Anne Tripiet.

(2) « L'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix-sept, le dix janvier, nous sommes transporté à Changé où nous avons trouvé un autel portatif, dressé de manière à pouvoir célébrer le saint sacrifice de la messe, nous avons célébré les fiançailles et reçu les promesses du futur mariage..... Hayes de la Sorière, curé de Saint-Mélaine, de Lisieux ».



reprit la route de France. Le 21 juin 1801, troisième dimanche après la Pentecôte, il avait la joie de se retrouver au milieu de ses paroissiens et d'offrir pour eux, dans cette église d'où la persécution l'avait chassé, le saint sacrifice de la messe (1). Diverses formalités, telles, une prestation de serment à la Constitution de l'an VIII, le 17 juillet 1801 (2), et une nomination dont il fut l'objet de la part du nouvel évêque du Mans (3), Mgr de Pidoll, régularisèrent sa situation, et firent de lui le premier titulaire du doyenné formé des paroisses de ce que l'on appelait alors le 3<sup>e</sup> arrondissement du Mans, extra muros. Il lui fut alors loisible de reprendre légalement possession du presbytère et de l'église, rendus désormais à leur légitime destination. Dans quel état les trouvait-il ? Il faut entendre sur ce point le conseil municipal qui eut à s'en occuper : « ..... L'Église et la maison presbytérale et dépendances, ont été depuis douze ans abandonnée, pillée, dévastée, ..... nombre de pauvres gens sans aveu se sont logé forcément dans la dite maison presbytérale, y ont dévasté, brisé les portes et croisées et enlevé les serrures, détruit les arbres complantés dans le jardin, qu'il n'y a été fait aucune réparation, mais beaucoup de dévastation ». De plus, nous l'avons observé déjà, les dépendances du presbytère, soit la grange, les écuries, le pressoir, une cour, une portion de jardin, mis en adjudication, avaient

(1) « Je suis rentré en fonctions le dimanche 21 juin 1801 ».

(2) « Devant nous, maire de la commune de Changé, s'est présenté le citoyen Louis-Berthevin Gruau, prêtre, curé de cette commune, lequel, conformément à l'arrêté ci-dessus, a dit et signé : Je promets fidélité à la Constitution ; dont acte. Fait à la mairie de Changé, le 28 messidor an IX de la République Française. L.-B. Gruau, Gaultier ».

(3) « J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que l'église de Changé forme la cure du 3<sup>e</sup> arrondissement du Mans, extra muros, et que la dite église a été légalement ouverte à l'exercice de la religion par un décret du X pluviôse an XI ». Ce fut le dimanche, vingt-neuf ventôse an IX, soit le 20 mars 1803, que M. Gruau fut légalement institué curé-doyen.



trouvé acquéreur pour une somme totale de 2599 l. 10 s. Mathieu Cossonneau, officier ministériel au Mans, les avait achetés, le 26 prairial an IV (14 juin 1796). Il mourut à telle date que nous ignorons, et les immeubles dont il était ainsi propriétaire passèrent aux mains de ses héritiers naturels, soit trois filles, l'une, Françoise-Anne, mariée à Louis Le Camus ; l'autre, Madeleine, mariée à François Hémont ; la troisième, Marie-Anne, encore mineure. Cette dernière, pourvue d'un subrogé-tuteur et autorisée par le juge de paix du canton, vendit sa part, soit le tiers des biens-fonds et des immeubles à François Le Mare, le 5 frimaire an XI (26 novembre 1802), pour une somme de 500 livres payée comptant. L'acheteur et les deux autres co-propriétaires, pour des motifs où la religion avait sûrement sa part, s'empressèrent de restituer gratuitement les biens d'église à la commune de Changé, autorisée à les recevoir, en la personne du maire, mais à la condition formellement exprimée, qu'ils seraient immédiatement réunis à la portion non aliénée du presbytère « afin qu'il soit (ce presbytère) au même état qu'il était ci-devant et est actuellement occupé par le curé nommé à cette commune ».

Les immeubles recouvrés et mis à la disposition du prêtre avaient besoin de réparations urgentes. Le conseil municipal y pourvut, en demandant au gouvernement d'autoriser une imposition totale de sept cents livres, laquelle devait être « répartie au marc le franc sur les contributions ».

L'église, non aliénée, avait été dévastée. Plusieurs bancs en avaient été enlevés ; l'une des cloches avait été descendue du clocher ; les vases sacrés et les linges d'église avaient été volés ; deux statues avaient été détériorées ; des pavés avaient été enlevés pour chercher à extraire du salpêtre. M. Gruau la restaura peu à peu. Appuyé par son conseil de fabrique, il fit placer sur le clocher une croix



de fer, en 1803. En 1804, des enduits furent appliqués aux murailles, et l'intérieur de l'église fut blanchi. En 1806, un autel en pierre de Bernay, celui-là même qui s'y trouve encore, fut édifié par MM. Lemaire, sculpteurs, demeurant rue Saint-Vincent, au Mans (1). Ils y placèrent un tabernacle en chêne sculpté qui a disparu depuis lors, et une exposition en marbre que leur vendit le sieur Lecoq (2) et que l'on pense avoir orné, avant la Révolution, l'autel principal de l'abbaye de l'Epau. En 1809, deux nouvelles cloches meublèrent le clocher (3). En 1823, le bâtiment servant d'annexe à la sacristie fut construit et l'on y employa des matériaux provenant de la chapelle ruinée de Sainte-Madeleine-de-Rossay.

Plus soucieux encore de voir revivre dans l'âme de ses ouailles les sentiments religieux que l'interruption du

(1) Le marché fut conclu le 21 septembre 1806, pour la somme de 750 l.

(2) « Payé cent cinquante livres à M. Lecoq du Mans, pour une exposition vendue pour l'église de Changé, suivant son reçu du 10 octobre 1806 ».

(3) On fit venir du métal du Mans et de Paris. Un marché fut conclu avec MM. Cancel et Husson. Une première coulée, faite, le 27 octobre 1808, dans la grande aire du presbytère, donna de mauvais résultats. Le 3 mai 1809, une seconde coulée réussit. La plus grosse des cloches pesait 1034 livres, et avait pour parrain et marraine, M. Aymard-Jean-Tanneguy-Raymond de Nicolay et dame Marie-Charlotte de Murat. La seconde cloche pesait 720 livres et avait pour parrain, M. Aymard-Marie-Roger de Nicolay. Le 6 mai 1809, les fondeurs délivraient au procureur de fabrique le reçu suivant : « Nous, soussignés Nicolas Husson, père et Ambroise-Louis Cancel, fondeurs de cloches, résidant à Chartres, hôtel d'Espagne, rue Saint-Michel, et domiciliés de droit à Champigneul et Levecourt, canton de Beaumont, département de la Haute-Marne, solidaires l'un pour l'autre, et nous faisant forts pour Nicolas Husson, fils, et Louis Rosier, reconnaissons avoir reçu en présence et du consentement de messieurs le curé, maire et adjoint, fabriciens et marguilliers de la commune de Changé près Le Mans, de Louis Le Camus, receveur fabricien de la dite commune de Changé, la somme de six cent neuf livres cinq sols..... A Changé le 6 mai mil huit cent neuf ». Une souscription pour le paiement de ces cloches avait été faite dans la paroisse ; elle produisit 1049 l. 10 s.



culte public avait amoindris, M. Gruau, secondé par l'un de ses anciens vicaires, M. Brochard, se hâta de visiter ses paroissiens, recherchant en quelles circonstances les nouveau-nés avaient été baptisés, les conjoints, mariés, revalidant les unions irrégulièrement contractées. Il ne vieillissait pas impunément, et, si son ardeur, ainsi que celle de son auxiliaire, restait toujours la même, les forces physiques n'y répondaient plus. Les fidèles, au service desquels se dépensait la vie de ces deux prêtres, n'étaient point des ingrats. Désireux de ne pas les voir s'éloigner de la paroisse, les membres de la fabrique prirent sur eux de prélever, en 1814, sur le budget de l'église, une somme annuelle de cent vingt livres pour permettre à M. Gruau d'entretenir un cheval. Puis, comme les infirmités croissaient, ils demandèrent, en 1820, à l'évêque du Mans de lui donner un second vicaire (1) pour le traitement duquel ils votaient une somme annuelle de trois cents francs, à laquelle le conseil municipal, de son côté, en ajoutait autant. Leur requête fut accueillie favorablement, et Louis-Joseph Bohineust fut envoyé à Changé pour venir en aide au vénérable pasteur. Celui-ci réalisa alors l'un de ses plus chers

(1) « Le conseil municipal de Changé considérant que cette commune a le bonheur de posséder depuis longtemps deux vénérables ecclésiastiques qui lui ont rendu sans cesse des services par leurs lumières, leur zèle et leur conduite digne d'exemple; que l'un, M. Gruau, âgé de soixante-onze ans, est curé depuis quarante-trois ans, et l'autre, M. Brochard, âgé de soixante-quatre ans, est son vicaire depuis trente-cinq ans, compris le temps de leur exil, qu'épuisés tous deux par leurs travaux et leur déportation jointe à leurs infirmités, ils ne peuvent plus, sans l'aide d'un second vicaire, administrer la commune, dont la circonférence est de sept lieues, et la population de deux mille quatre-cent-onze individus, considérant enfin que les habitants dont l'attachement est proportionné aux mérites de ces vénérables ecclésiastiques, désirent les conserver le plus longtemps possible, est d'avis d'avoir un second vicaire, et que la demande en soit faite au plus tôt à monseigneur l'Evêque, par l'expédition de la présente qui lui sera incessamment adressée. Fait et délibéré en conseil, à Changé, le 15 octobre 1820 ».



projets. De la fondation qu'il avait provoquée, en 1785, de la part de madame d'Aubigné, et qui assurait l'instruction gratuite aux petites filles de sa paroisse, rien ne s'était conservé. Pour assurer à ces enfants le bienfait d'une éducation chrétienne, M. Gruau obtint de Marie-Anne Cossonneau, sœur de la Charité d'Evron, héritière de Mathieu Cossonneau qui l'avait achetée pendant la Révolution, la cession de la maison dite le vicariat. En étant devenu propriétaire, il en fit don, le 14 août 1823, au bureau de bienfaisance de la commune de Changé, aux conditions suivantes. Cet immeuble devait servir de maison d'habitation pour deux sœurs de charité, chargées de « donner leurs soins aux pauvres malades..... et d'instruire gratuitement les jeunes filles pauvres de la commune ». Le donateur réservait pour lui, pour « ses héritiers ou ayant cause » le droit « de rentrer dans la propriété de la maison présentement donnée si elle venait à être employée à un autre usage qu'au soulagement des pauvres et au logement des deux sœurs de charité ». Le bureau de bienfaisance, autorisé par le gouvernement, accepta la donation, et, traitant avec la Supérieure de la communauté d'Evron, madame Marie-Madeleine Dubray, s'engagea à entretenir et à meubler l'immeuble où celle-ci promit d'envoyer incessamment deux de ses compagnes. On leur assurait un traitement annuel de deux cents francs. Elles étaient autorisées à recevoir chez elles des pensionnaires et à percevoir de celles de leurs élèves qui n'étaient point indigentes une rétribution dont la quotité ne fut pas déterminée (1).

(1) Après la Révolution, M. Vérité avait établi une école mixte ainsi qu'il résulte de cette délibération du conseil municipal de Changé, en date du 19 octobre 1819. « Considérant que le sieur Vérité, instituteur, ne demeure plus chargé de l'instruction des filles ». A cette date la commune rétribua une institutrice, comme on peut le voir par la délibération suivante, prise le 19 octobre 1819 : « Considérant



Tous ces bienfaits sont pour rendre chère aux habitants de Changé la mémoire de M. Gruau. Ils se doivent de conserver et d'entretenir sa tombe qui se trouve actuellement sur la place publique, et dont l'emplacement est marqué par une croix de pierre adossée à la muraille du côté nord de l'église. Il mourut, le 8 septembre 1824, et sa sépulture eut lieu le surlendemain.

Il ne tint pas au bon vouloir des deux sœurs de M. le curé de Changé, mesdemoiselles Louise-Angélique-Charlotte et Marie-Jeanne-Catherine Gruau, que les garçons (1) ne fussent aussi avantagés que leurs sœurs. Le 22 août 1824, elles avaient acquis, pour la somme de sept mille

que la dite Marie Pilon, femme Leclerc, munie d'un brevet en date du onze de ce mois, remplit depuis plusieurs années cet emploi avec aptitude et zèle, qu'il est de justice de lui voter une indemnité proportionnelle aux ressources de la commune, est d'avis qu'il lui soit alloué sur les fonds communaux un traitement annuel de soixante-quinze francs à partir du premier janvier prochain ».

(1) Nous ignorons si, pendant la Révolution, une école de garçons se maintint. Nous avons dit plus haut, p. 44, que le presbytère avait, en 1791, été réservé pour cet objet, mais qu'on ne donna pas suite à ce projet. En 1801, il y avait à Changé un instituteur, nommé N. Blanchet, dont on était mécontent, comme en témoigne la délibération suivante : « Nous maire et adjoint et membres du conseil municipal de la commune de Changé, étant assemblés au lieu ordinaire de nos séances, en conséquence de la circulaire du citoyen Préfet, en date du vingt-quatre frimaire dernier, à l'effet de délibérer sur le sort du citoyen Blanchet, instituteur primaire de cette commune. Examen fait de sa conduite et de ses talents, nous avons remarqué qu'il ne jouissait pas de la confiance des habitants, n'ayant pour ainsi dire d'élèves chez lui : pourquoi nous avons unanimement délibéré que le dit Blanchet, se trouvant hors d'état de remplir les fonctions d'instituteur, serait supprimé. Fait en conseil, présents les citoyens Julien Cordelet, Langlais, Lefauchaux, Broyelle, Louis Rocher et Louis L'habite, membres du conseil, qui ont signé avec nous, maire et adjoint. A Changé, le vingt-sept messidor an dix de la République ». Archives municipales de Changé.

Le 11 août 1816, au contraire, le conseil municipal, pour témoigner sa satisfaction à un autre instituteur, dont il ne donne pas le nom et qui était probablement M. Vérité, lui vota une indemnité de logement de soixante livres. L'école n'était pas gratuite.



huit cent dix francs, un immeuble désigné sous le nom de Haute-et-Claire, ou Haut-Eclair (1), qui était situé là où se trouvent actuellement le corps de garde et la maison d'habitation de l'instituteur public. L'acte d'achat spécifie à quelle fin elles s'en étaient rendues acquéreurs. Elles y affirment, en effet, vouloir disposer de « la nue-propriété pour les pauvres de Changé et (de) l'usufruit pour elles, mais seulement pendant leur vie » (2).

De ces deux donatrices, celle qui survécut la dernière, mademoiselle Louise-Angélique-Charlotte Gruau (3), après avoir mandé m<sup>tr</sup> Nicolas-Philippe Jadin, notaire à Yvré-l'Evêque, lui dicta un testament où se lit cet article : « Je donne et lègue à la commune de Changé tout le surplus de ma succession, tant en rentes, arrérages de rentes, mobilier, meubles meublants et généralement tout ce qui se trouvera la composer sans aucune exception ni réserve. Je veux et entends que le surplus de ma succession soit employé, savoir, les trois mille francs placés à rente perpétuelle, pour rétribuer un Frère qui fera l'école de charité pour les garçons de la commune de Changé » (4).

Rarement donation fut plus mal respectée. Comme il y en avait, parmi les héritiers naturels de la donatrice, qui

(1) Cet immeuble dont on connaît les possesseurs depuis l'an 1659, et qui, en 1687, avait été vendu à M. Portail pour mille livres, était, depuis 1682, à usage d'hôtellerie, ayant pour enseigne : *Le plat d'étain*. Il appartenait, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à la famille Burin, dont l'un des représentants par alliance, Jean-François Vallée, fils de Françoise Burin, décédée le 24 décembre 1818, et qui résidait à Bouloire où il était hôtelier, le céda aux demoiselles Gruau, par acte passé devant Pierre-Dieudonné-Louis Mauboussin, notaire résidant au Mans.

(2) Une ordonnance royale, en date du 30 novembre 1825, ratifia la donation que mesdemoiselles Gruau firent de cet immeuble au bureau de bienfaisance de Changé, et, le 19 janvier 1826, les membres de ce bureau, autorisés à cette acceptation, déclarèrent y consentir.

(3) Elle mourut à Changé, le 14 avril 1831.

(4) Testament en date du 10 août 1829.



en demandaient la révocation (1), les membres du conseil municipal et du bureau de bienfaisance (2) s'adressèrent au préfet alors en exercice, pour le prier d'appuyer près de l'autorité compétente la demande qu'ils lui adressaient, de ratification du legs de mademoiselle Gruau. Mais, cette autorisation obtenue (3), tous paraissent avoir oublié la condition qu'elle avait clairement exprimée de confier à un Frère l'instruction des enfants de la commune.

Le conseil municipal, estimant qu'il ne saurait trouver, pour lui-même, un local mieux préparé que l'une des pièces de la maison Haute-et-Claire, et que, dans le reste de l'immeuble, on pourrait aménager, avec un logement pour un instituteur, des classes où il instruirait ses élèves, s'empressa, le 16 mars 1833, de solliciter le bureau de bienfaisance de lui abandonner la jouissance de ce dont celui-ci avait été mis en possession. Il y avait, du conseil au bureau, trop d'intimité entre ceux qui les composaient, pour que pareille demande ne fût pas exaucée. On se montra coulant sur le prix de la location. Ceux-là seuls en pâtirent, qui attendaient quelques secours du legs de la bienfaitrice. Une partie de l'immeuble qu'elle avait acheté, fut donc, en 1833, transformée en mairie. L'école en occupa le surplus (4), et, comme le nombre des enfants qui la fréquentaient allait toujours croissant, que, d'ailleurs,

(1) Jean-Guy Houllière, jardinier à Grenoux près Laval, avait adressé dans ce but, une pétition au roi.

(2) La délibération du conseil municipal, tendant à ce que le bureau de bienfaisance soit autorisé à recevoir la donation, est en date du 18 décembre 1831. Archives municipales de Changé. Ce fut le lendemain 19, que les membres du bureau de bienfaisance prirent leur délibération.

(3) Une ordonnance royale, en date du 11 juillet 1833, avait autorisé l'acceptation.

(4) C'est en 1837 seulement qu'eut lieu le règlement de la succession de mademoiselle Gruau. Les trois mille francs qu'elle avait légués pour l'entretien d'un Frère instituteur furent prêtés à deux particuliers, soit deux mille francs à René Coindon et à son épouse, et mille



les locaux scolaires où ils étaient reçus étaient devenus trop exigus, la municipalité, désireuse d'en accroître l'étendue, insista, dès 1842, près des membres du bureau de bienfaisance (1) pour que ceux-ci cédassent, moyennant finances, à la commune, la maison qui leur avait été léguée. Cet arrangement, auquel la Préfecture de la Sarthe donna les mains, se conclut en 1847, au détriment du bureau de bienfaisance, et, conséquemment, des malheureux, puisque la maison qui, en 1824, avait été payée sept mille huit cent dix livres, ne l'était plus alors que trois mille huit cents francs (2). On y fit des aménagements nouveaux dont le devis s'éleva à sept mille quatre cent vingt-et-un francs, quatre-vingt-quinze centimes, et l'on y adjoignit un jardin dont le fond pris sur celui du presbytère fut gratuitement cédé par le conseil de fabrique, à la suite de deux délibérations prises le 28 août et le 30 octobre 1842.

M. Gruau avait eu pour successeur, René-Joseph Guict, originaire d'Ecommoy, vicaire à Bais (Mayenne) en 1791 ; il refusa de prêter serment à la Constitution civile du Clergé ; il passa alors en Allemagne et fut aumônier dans l'armée des Princes. Quand ce corps fut supprimé, il se rendit en Italie, et entra, comme précepteur, dans la maison du dernier doge de Venise. Revenu en France, au cours de l'année 1801, il fut nommé curé de La Milesse où il s'installa, le 24 mars 1803. Il devint, en 1811, curé-doyen de Ballon, puis de Malicorne, en 1822, et enfin de Changé, au mois d'octobre 1824. Dans cette dernière paroisse, le presbytère lui dut d'être réparé ; la sacristie, d'avoir son mobilier amélioré ; le clocher, de retrouver

francs à Jean-François Bourmault et à son épouse, le tout productif d'un intérêt annuel de 5 %. Ce dernier emprunteur remboursa, en 1838, le capital lequel fut alors placé en rente sur l'Etat.

(1) La délibération du conseil municipal est en date du 28 mai 1842.

(2) La délibération du conseil municipal est en date du 21 mai 1847.



une cloche (1) ; l'église, d'être embellie. Il vit la création d'un cimetière nouveau, situé à la bifurcation des deux chemins d'Yvré-l'Evêque et de Noyers, et dont le terrain fut donné, en 1829, par le maire, M. de Clinchamp. La commune s'imposa, pour le clore de murailles, d'une somme de douze cents francs, recouvrable en trois annuités de quatre cents francs chacune. De son côté, le conseil de fabrique vota dans le même but et malgré l'avis de l'administration diocésaine, une subvention de trois cents francs à prélever sur les revenus de l'église. Les fabriciens n'eurent pas à se louer de leur libéralité, car, en 1831, année même où ils versaient le premier tiers de la somme par eux votée, le conseil municipal supprimait sur son budget l'allocation de cent francs qu'il y avait inscrite jusque-là pour le traitement de l'unique vicaire qui restait à Changé, depuis la mort de M. Gruau. Les travaux de clôture ne furent achevés qu'en 1836, et ce fut le 23 août de cette dernière année, qu'un arrêté préfectoral désaffecta l'ancien cimetière qui entourait l'église paroissiale. Une première fois, en 1843, le conseil municipal, sollicité de le transformer en une place publique plantée d'arbres, s'y refusa et résolut, par respect pour les morts qui y avaient été inhumés, de l'entourer d'une clôture solide. Cette résolution ne fut pas mise sur-le-champ à exécution, aussi, quand, trois ans après, en 1846, la même question se posa de nouveau devant les conseillers, après deux scrutins sans résultat, une majorité se forma, qui vota le projet précédemment rejeté.

(1) L'une des cloches, fondue en 1809, celle qui avait été baptisée : Marie, dut se briser, puisque nous la trouvons refondue en 1825 par Nicolas Peigney, domicilié à Damblain (Vosges) et ayant son atelier de fondeur à Tours. Il reçut pour son travail, 300 l., d'après le traité passé à Changé le 22 mai 1825. Cette cloche fut bénite par M. Guiet et nommée Augustine-Maximilienne par M. Auguste-Alexandre de Clinchamp, maire, et par madame Marie-Charlotte-Abdonne-Maximilienne Nectoux, née marquise de l'Aubépine.



Depuis quatre ans, M. Guiet avait quitté la paroisse (1) et s'était retiré au Mans, après avoir été nommé chanoine honoraire. Il fut remplacé par M. Augustin-Mathurin Gontier, originaire de Laval, et vicaire de Notre-Dame-de-la-Couture au Mans, quand il devint doyen de Changé. Il établit dans son église paroissiale un chemin de croix que bénit le vicaire général, M. Chevereau. Il procura en 1849 la refonte d'une cloche qui avait été cassée (2). Secondé par un zélé vicaire, devenu plus tard chapelain de la Chapelle-du-Chêne, M. l'abbé Dubreil, il reprit les traditions de M. Gruau, visitant, chaque année, toutes les maisons de sa paroisse, relevant l'éclat des cérémonies religieuses par des chants d'autant mieux exécutés qu'il avait fait une étude toute particulière du plain-chant. C'est de là que l'évêque du Mans, Mgr Nanquette, l'appela pour occuper au chœur de la cathédrale une stalle de chanoine titulaire, en 1859.

On lui donna pour successeur, M. Augustin Houdayer, alors curé de Pruillé-le-Chétif. Il fut installé, le 1<sup>er</sup> décembre 1859 et resta dans le même poste jusqu'en 1882 (3). Il vint alors demeurer au Mans. De 1883 à 1889, M. Louis-Marin Marchand (4), et, de 1889 à 1907, M. Isaac-Lucien-

(1) M. Guiet était un prédicateur distingué. Il fut chargé de prononcer l'oraison funèbre d'une princesse du sang royal de France. Il mourut au Mans, le 23 novembre 1844, âgé de soixante-dix-huit ans.

(2) Cette cloche avait été fondue, on l'a vu plus haut, en 1809. Ce fut à la suite d'une délibération, prise le 1<sup>er</sup> novembre 1849, que l'on se décida à la remplacer. On s'adressa à cette fin à M. Bollée, fondeur au Mans. Elle fut bénite le 21 juillet 1850, par le curé de Changé, et nommée Aymardine par M. Aymard de Nicolay et par Madame Adélaïde-Hyacinthe de Fougères.

(3) Ce fut ce curé qui sut trouver pour l'église paroissiale la relique de saint Martin que l'on y vénère actuellement.

(4) M. Lemarchand devint alors aumônier des Maillets, au Mans, et chanoine honoraire ; il mourut le 23 septembre 1907. Pendant son séjour à Changé, il en avait fait restaurer le presbytère. On consacra à ce travail la somme de 5018 l. 40 c., fournie exclusivement par la fabrique.



Léon Esnault (1) se succédèrent dans la cure de Changé qu'administre actuellement M. l'abbé Alexis Pottier.

Durant les soixante-dix premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, les événements politiques à Changé se bornent à l'enregistrement sur les registres de la municipalité des protestations banales par lesquelles le personnel nouveau, introduit à la mairie, salue à son avènement le nouveau pouvoir et appelle ses faveurs. Quelques intérêts locaux et de peu d'envergure laissent la population moins indifférente. Elle est sensible à l'ouverture d'un chemin vicinal, et les dissentiments s'affirment quand il en faut régler le parcours exact. C'est à qui le fera passer près de ses terres. De petites influences s'exercent pour l'amener ici plutôt que là ; pour mordre moins sur ce champ que sur cet autre. Mais il n'y a qu'à signaler ces tendances comme des traits de mœurs. Il y en a d'autres qui achèveront de fixer la physionomie morale de la population.

Longtemps et tant qu'il vécut, l'influence personnelle de M. Gruau, l'auréole que lui conférait son titre de confesseur de la foi, le mirent en état de combattre avec succès les désordres auxquels son prédécesseur et lui s'étaient vigoureusement opposés. Mais, après sa mort, et lorsque le pouvoir civil, loin de soutenir l'autorité ecclésiastique, la considéra comme un adversaire et la traita parfois en conséquence, les prêtres qui se succédèrent à Changé, M. Guet d'abord, puis MM. Gontier, Houdayer, Lemar-

(1) M. L. Esnault, sous la direction de M. Leroux, architecte au Mans, avait en 1889, fait recouvrir à neuf une partie du clocher. La flèche en fut tellement détériorée par la foudre, le 10 août 1893, qu'on fut obligé de la faire disparaître. Cette suppression est des plus regrettables. En 1895, on consacra une somme totale de 3873 l. 30, à refaire une partie de la charpente de l'église, à recouvrir la sacristie, à renouveler le pavage, les enduits des gros murs de l'édifice. En 1900, une somme de 11000 l. dont la majeure partie fut fournie par la commune, servit à refaire totalement la couverture de l'église et la voûte en plâtre de la nef.



chand, L. Esnault, ne purent efficacement lutter contre cet entraînement des sens qui jette la jeunesse au plaisir. Jusqu'où elle s'y abandonne, le fait suivant en donnera l'idée. Une jeune fille, demeurant à environ une lieue du bourg, s'y rendait un soir d'hiver, en dépit des neiges qui obstruaient les chemins, pour y passer une partie de la nuit, dans l'un de ces multiples cabarets où la danse se renouvelle chaque dimanche. Elle touchait au but, accompagnée du reste par sa mère, quand elle s'aperçoit qu'elle a perdu sa montre. Elle a vite fait de retourner sur ses pas, retrouve près de sa maison l'objet qu'elle cherche et qui était tombé à terre. Sans hésiter un instant, elle repart et revient, insouciante de sa fatigue, à cet amusement dont le danger s'accroît du peu de réserve de ceux-là avec lesquels elle le prend, et qui, au milieu de la nuit, la reconduisent jusqu'à sa demeure. Ce que la moralité perd à ces rapprochements, il n'est pas malaisé de le deviner. La religion n'y trouve pas davantage son compte, et, sauf aux fêtes solennelles de l'année, on ne rencontre plus dans l'église les foules qui s'y rassemblaient autrefois.

En dépit de ces dispositions, la population demeura, dans son ensemble, attachée aux institutrices religieuses que M. Gruau avait amenées dans l'école. Par suite du nombre toujours croissant des élèves qui la fréquentaient, on fut, à deux reprises différentes, obligé de l'agrandir, et deux bâtiments, l'un, construit en 1858, l'autre, en 1867, encadrèrent la maison donnée par le curé de Changé et en doublèrent l'importance. Le conseil municipal, sollicité chaque fois de contribuer aux dépenses dans telle proportion qu'on lui soumettait, se prêtait mal à ces ouvertures, alléguant pour raison de son refus que l'immeuble avait été donné non à la commune mais au bureau de bienfaisance, et les dons particuliers durent presque toujours équilibrer la dépense. Parents et enfants savaient bon gré aux Religieuses des améliorations introduites dans l'éta-



blissement, aussi, quand la mort de la Supérieure, en 1890, rendit légale, en vertu d'une loi néfaste, la laïcisation de l'école, cette mesure fut bien plutôt subie qu'approuvée (1).

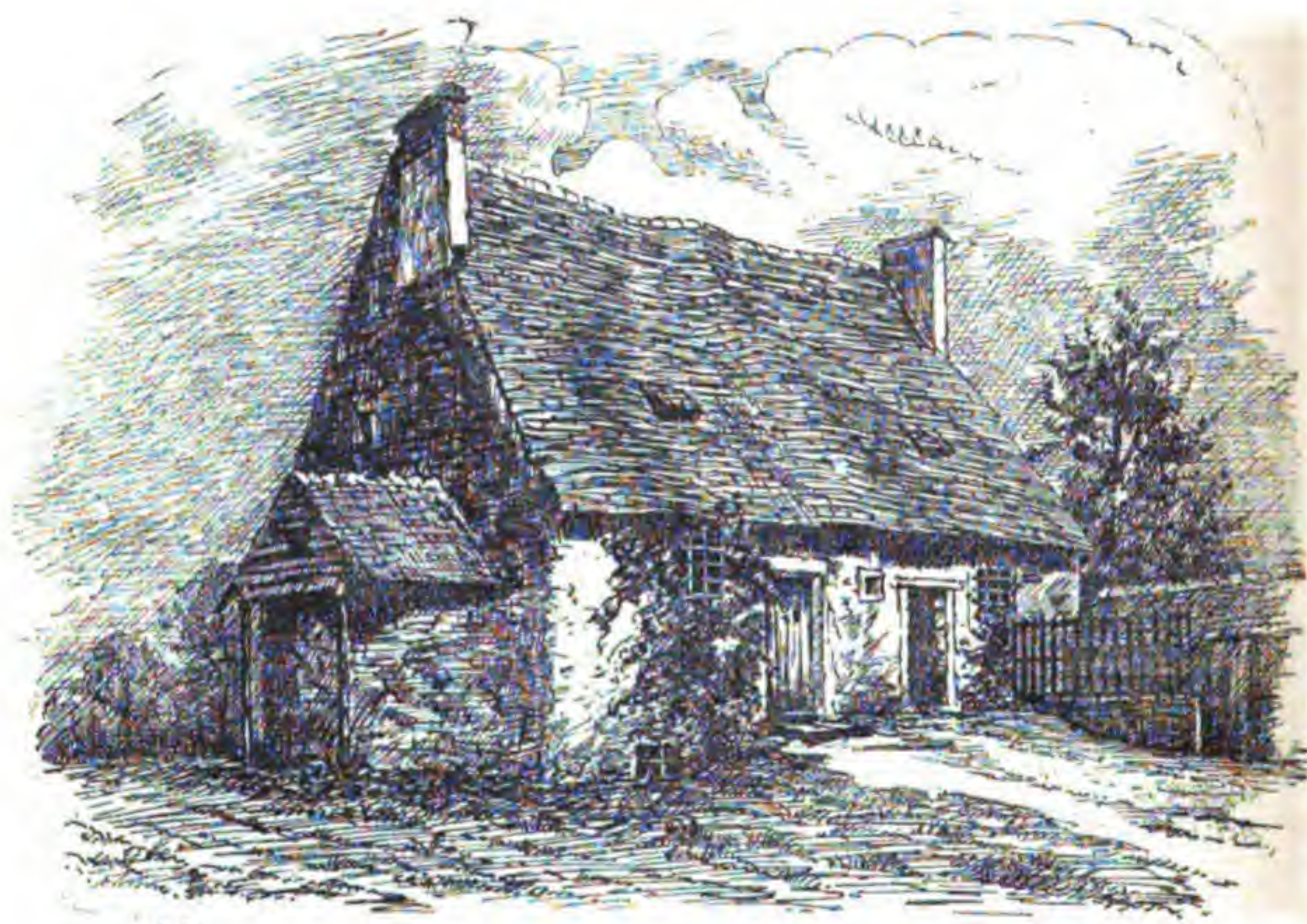
Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, par suite de la meilleure mise en valeur des terres, et aussi par la facilité plus grande d'en écouler les produits, l'aisance s'est singulièrement accrue et d'une façon générale chez tous les habitants de la commune. On y chercherait vainement ces quémandeurs et ces mendiants qui, il y a cent ans et un peu plus, attendaient l'aumône de la main du curé de la paroisse. Nombre de ménages, maints bordagers, habitent une petite maison (2) leur appartenant et se composant d'un rez-de-chaussée, parfois divisé en deux pièces, surmonté d'un grenier. Sur l'un des côtés de l'immeuble, un appentis, servant de cellier, tient lieu habituellement de cave. Jointe à la maison, une étable abrite tantôt un cheval,

(1) Nous estimons utile de dresser ici la liste des maires qui, de 1791 à 1909, ont été les représentants de la commune. En 1791, Jean Picouleau ; en 1792, Joseph Blanchet devient « officier municipal » et est remplacé la même année par Jean Besnard ; en 1795, on trouve, comme officier municipal, René Godivier, puis en 1797, Claude Ferré. Il prend alors le titre de maire. Il est remplacé, en 1799, par Charles Gaultier. Celui-ci a pour successeur, en 1811, Joseph Hémont, précédemment adjoint au maire. De 1821 à 1830, Auguste de Clinchamp est maire ; de 1831 à 1833, Pierre Le More ; de 1833 à 1834, François Hémont ; de 1835 à 1845, Auguste de Clinchamp ; de 1845 à 1868, Alexis Chartier ; de 1868 à 1871, Pierre Godivier ; de 1871 à 1874, Jean-François Provost ; de 1874 à 1875, Pierre Godivier ; de 1875 à 1888, Félix Bouriat ; de 1888 à 1890, Ulysse Guy ; de 1890 à 1892, V. Langlois ; de 1892 à 1903, Jacques Bourgouin ; de 1903 à 1909, André Lebert.

(2) Nous reproduisons ici, à titre d'ancienne ferme rurale, le logis de Beauvoir. Les exploitants actuels sont souvent mieux logés, mais on ne remarquera pas dans leurs maisons ce cachet artistique que présentent les vieilles demeures. Les artisans qui, jadis, les ont construites, étaient autrement habiles et avaient un goût bien plus sûr que nos ouvriers modernes. On peut s'en rendre encore mieux compte, en se reportant au dessin reproduit dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXV, p. 122, de la cheminée du même logis. Ce dernier dessin nous a été obligeamment communiqué par M. P. de Castilla.



tantôt simplement maître Aliboron et une ou deux vaches dont le lait est aisément vendu. Un hangar dont la sapinière voisine fait tous les frais sert à renfermer les instruments de culture. Quelques pièces de terre dont le sol se laisse aisément labourer et où, le long des chaintres,



BEAUVOIR (TYPE DE VIELLE FERME)

de plus en plus étroites, des pommiers ont été plantés, donnent, en quantité plus ou moins considérable, selon que la sécheresse s'est fait plus ou moins hâtivement sentir, du seigle ou des pommes de terre. On n'est pas riche, mais on ne demande rien à personne, et, de cet accroissement de la valeur du sol, le notaire du bourg voisin,



Yvré-l'Evêque, pourrait témoigner. Pourquoi faut-il ajouter que le capital moral de la population, j'entends sa moralité, ne s'est pas développé dans la même proportion.

On terminerait ici l'étude dont Changé vient d'être l'objet, si cette localité n'avait pas été le théâtre de l'un de ces événements où, en des jours malheureux, la France perdit l'un de ses derniers espoirs.

A la suite de la tentative infructueuse faite, au mois de décembre 1870, par l'armée de la Loire, pour la délivrance de Paris, une fraction de cette armée, sous la direction d'un chef énergique et d'une constance inlassable, avait battu en retraite, et, défendant pied à pied le sol de la patrie, était venue se refaire et se reconstituer dans la ville du Mans. Bien qu'elle eût été rejetée à cinquante lieues de la capitale, l'ennemi pouvait craindre de la voir en reprendre le chemin, ignorant peut-être combien les intempéries d'une rude saison et les défaites continues en avaient affaibli le moral plus encore que les effectifs. Il se résolut donc à venir l'attaquer, et, partant des rives du Loir où il s'était arrêté, poussant devant lui les troupes françaises qui avaient été jetées en avant, les chassant d'Ardenay et Parigné-l'Evêque, il marchait sur Changé, le 10 janvier 1871. Dans la matinée de ce jour-là, l'amiral Jauréguiberry, commandant du 16<sup>e</sup> corps, venait de passer en revue les troupes françaises alignées le long des tilleuls qui ornent la place publique du bourg, quand des paysans, accourant par les routes de la Buzardière et d'Ardenay, lui apprenaient que les Allemands marchaient en force sur Changé. Quatre colonnes ennemies allaient en effet se concentrer sur cet objectif. La première, comprenant la 12<sup>e</sup> brigade et commandée par le général Buddenbrock, s'avancait avec un régiment de cuirassiers et trois batteries d'artillerie par la route de Saint-Calais sur Saint-Hubert. La seconde, composée de la 11<sup>e</sup> brigade renforcée d'un peloton de cuirassiers et d'une batterie d'artillerie, était



amenée par le colonel von Flotow, d'Ardenay par Rossay et les Brosses. La troisième, conduite par le colonel von Conta, accompagné du général von Stülpnagen, comprenait la 9<sup>e</sup> brigade, avec un bataillon de chasseurs, trois escadrons de uhlans et deux batteries. Elle avait suivi l'ancien chemin de Saint-Calais partant du Gué-de-l'Aulne et passait par la Chasserie. La quatrième, aux ordres du général von Schwerin, se composait de la 10<sup>e</sup> brigade, renforcée d'un escadron de uhlans et d'une batterie, et passait par Parigné, pour arriver à Changé par la route de Tours.

La colonne Ribell faisait face à l'ennemi. Elle occupait une ligne continue, de Changé à la rivière de l'Huisne en passant par la Brosse, la Bonde et les Arches. Ses avant-postes se trouvaient au Pavillon, sur la route de Pontlieue, à la Girardrie, à Monceau, à Amigné, aux Pelleries, à la Fourche. Le général de Roquebrune, posté à la Butte-des-Fermes, avec deux pièces de 7 et deux mitrailleuses, était chargé de l'appuyer.

L'action commença vers midi. Les troupes dont le lieutenant-colonel Cahart avait le commandement, placées sur la route de Changé à Yvré-l'Evêque, reçurent du général en chef, l'ordre de se porter en avant. Une compagnie d'éclaireurs, dirigée par le capitaine Savreuse, s'avance vers la route de Saint-Calais. Le capitaine Godbillon va, avec deux compagnies du 62<sup>e</sup> de marche, renforcer la grand-garde établie à Chef-Raison. Le reste du bataillon se rend sur la petite route de Parigné à Gué-la-Hart. Cette dernière troupe sortait à peine du bourg que déjà quelques balles prussiennes portaient dans ses rangs. L'ennemi avait occupé le parc d'Amigné, la Belle-Fresne, la Girardrie. A trois heures de l'après-midi, la lutte devenait de plus en plus intense. Le colonel Ribell, ayant rejoint le lieutenant-colonel Cahart, faisait avancer deux bataillons



du 37<sup>e</sup> de marche (1) pour appuyer le 62<sup>e</sup>. Le premier bataillon de ce dernier régiment s'établit sur le côté gauche de la route, chaque compagnie ayant une section en tirailleurs et une autre en réserve. Ces soldats font bonne contenance. Le deuxième bataillon, sous les ordres du commandant Laurens, se bat avec acharnement, et repousse les Allemands du parc d'Amigné, de la Transonnière, des bouquets de bois qui se trouvent derrière le Charme et les Gats, où ils s'étaient embusqués. Ils sont refoulés jusqu'à la route de Saint-Calais. Un sergent et vingt-cinq hommes du 62<sup>e</sup> ramassent quinze prisonniers dans l'une des fermes voisines. Le 3<sup>e</sup> bataillon, conduit par le capitaine Belin, en dépit des avis expédiés par le lieutenant-colonel, ne le rejoignit pas comme il en avait reçu l'ordre, et, arrivé à la hauteur du château d'Amigné, s'établit en arrière de cette habitation, uniquement occupé d'empêcher la marche en avant d'une colonne allemande qui menaçait de tourner la position.

Sur les quatre heures du soir, l'ennemi renforcé franchissait vers la Goudrière le ruisseau de Gué-Perray et réussissait à s'emparer des fermes du Gué-la-Hart et du petit château de la Girardrie. A ce moment, le lieutenant-colonel Cahart tombait grièvement blessé et était emporté au château d'Amigné. C'est là qu'il tomba au pouvoir de l'ennemi, quand ce dernier, profitant de l'obscurité et après avoir préparé l'attaque par un combat d'artillerie, lança sur l'habitation dix compagnies qui s'en emparèrent (2).

A ce moment, les Allemands cherchaient à tourner Changé par le chemin des Aulnays. Mal leur en prit. Le

(1) C'est en marchant alors au feu que le capitaine adjudant-major Boussat fut atteint d'une balle dans la cuisse. Il mourut le lendemain.

(2) « Vers 4 h. 1/2, après une préparation d'artillerie, dix compagnies enlèvent le château d'Amigné, en même temps qu'à gauche la 9<sup>e</sup> brigade fait des progrès dans le Gué-la-Hart ». Relation de l'état-major allemand.



premier bataillon du 62<sup>e</sup> de marche, mettant les ténèbres à profit, s'était posté dans ce même chemin où il se dissimulait derrière les talus. Laissant approcher l'adversaire à cent cinquante mètres de distance, il l'accueillit alors par un feu nourri, et le força à battre en retraite.

Tandis que ces combats se livraient sur la ligne Amigné, Gué-la-Hart et la Girardrie, où les Allemands étaient vainqueurs, ceux des leurs qui étaient partis de Parigné-l'Evêque, arrêtés sur la route de ce bourg au Mans, à la hauteur des châteaux de la Paillerie et de Chef-Raison, par une vigoureuse canonnade des pièces placées par le général de Roquebrune à la Butte des Fermes, se rejetaient sur leur flanc droit et se dirigeant sur Changé par Bouyère, occupaient les fermes du Pont, du Sablon, et, marchant de l'avant, atteignaient, vers 7 heures du soir, les premières maisons du bourg.

Le colonel Ribell avait tenté de le défendre. Prenant deux bataillons des Mobiles de la Sarthe qui se tenaient sur la route de Changé à Yvré-l'Evêque, et laissant le troisième à la garde du pont de Noyers, il faisait partir au pas de course les deux premiers et jetait, l'un, dans les jardins situés à gauche du bourg, l'autre, dans les sapins, placés plus à gauche et dominant la petite Vallée. Une vive fusillade, arrêtant l'ennemi, dégagea en même temps les régiments de marche qui avaient perdu Amigné. Les soldats de cette dernière troupe, privés de leur lieutenant-colonel, reculaient en désordre. Ils semblaient affolés. Quelques officiers, écrit un témoin de ces événements, à mesure que leurs hommes débouchaient dans le bourg, s'efforçaient de les arrêter au passage et cherchaient à les rallier, employant, tour à tour, les menaces et la prière. Bientôt quelques compagnies furent reformées ; elles semblaient bien réduites ; il y manquait surtout beaucoup d'officiers. Cette poignée d'hommes se tint un moment sur la place, puis une partie fut dirigée à gauche du bourg, dans



les jardins du côté d'Amigné et de la route qui vient de la Fourche ; un autre groupe fut placé et se tint à l'entrée de la rue qui vient de Gué-la-Hart, par laquelle ces mêmes soldats avaient opéré leur retraite. Mais leur moral avait trop souffert, et, malgré l'appui que leur apportait le 33<sup>e</sup> mobiles, devant l'attaque des Allemands qui se montraient d'autant plus audacieux, on les vit plier de nouveau et refluer sur le bourg où l'ennemi n'eut qu'à les ramasser. Le compte-rendu allemand estime à huit cents environ les Français qui, « acculés sur la place de l'église, mirent bas les armes » (1).

Comme on comprend, en face de ces défaillances, les plaintes douloureuses dont, au soir de cette journée, l'aumônier du 33<sup>e</sup> mobiles, M. l'abbé Ch. Morancé, recueillait la confidence. « C'est mon début sur terre, et je commence par la perte de Changé, lui disait, dans le salon du château des Arches, le colonel Ribell. Je suis ici sans ordres, sans renseignements depuis deux jours..... En recevant un commandement dans l'Ouest qui m'est inconnu, j'ai demandé des cartes, et il n'y en a pas..... j'étais accoutumé à commander à des braves..... ah ! il n'y a pas longtemps, je commandais des marins, je devais en choisir plusieurs pour les envoyer faire une reconnaissance qui allait mettre leur vie en danger, tous voulaient partir, tous, vous entendez, monsieur l'aumônier..... je suis fixé... je suis fixé ».

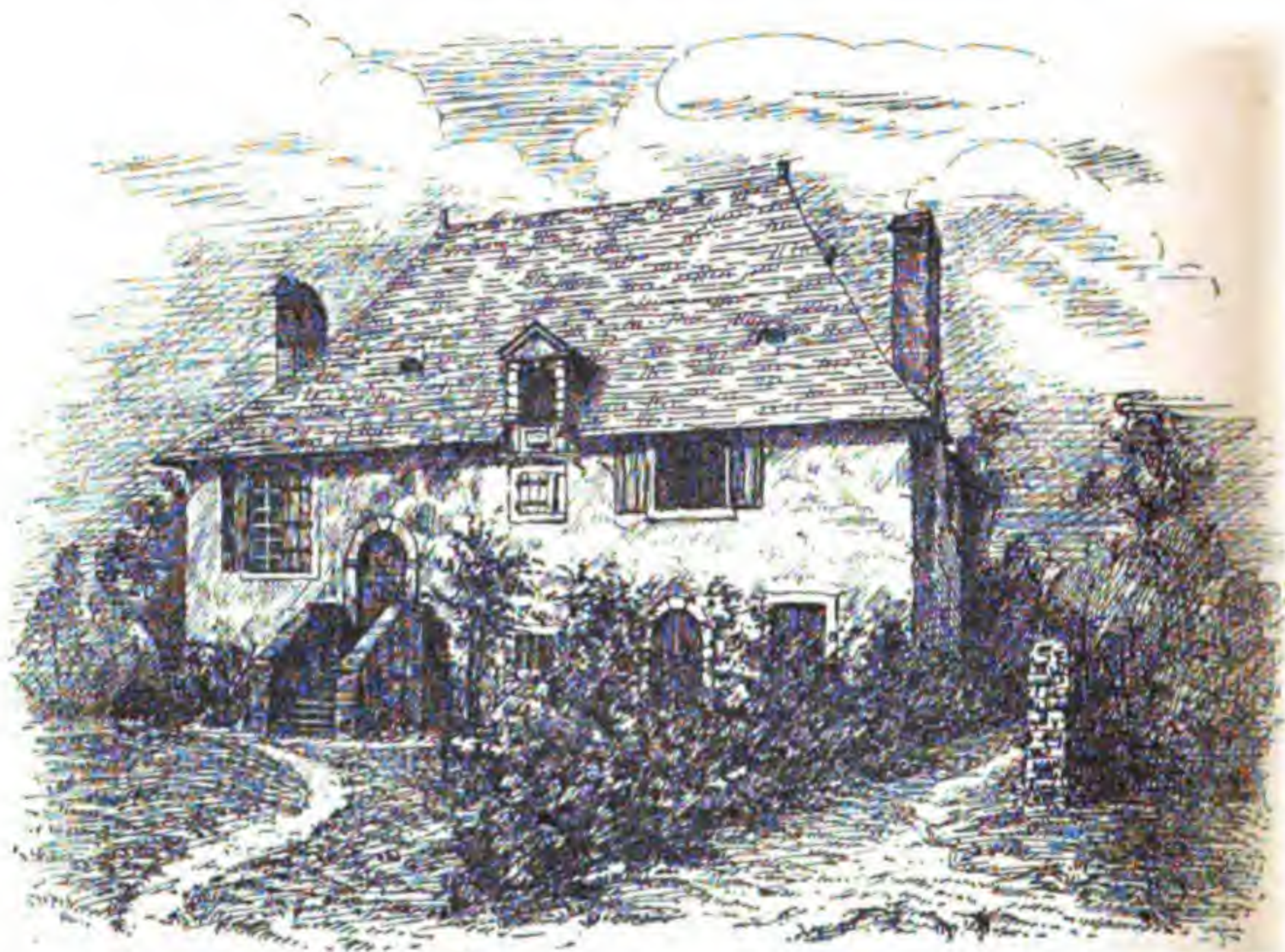
Pourtant et malgré son insuccès, le colonel Ribell avait harassé les Allemands. Il s'était retiré au château des Arches, non loin d'Yvré-l'Evêque et où il avait avec lui les trois bataillons des Mobiles de la Sarthe. La direction qu'il avait prise aurait permis à l'ennemi de pénétrer dans

(1) Le 62<sup>e</sup> de marche eut neuf officiers tués ou blessés mortellement, et huit officiers blessés. Il perdit 1.101 sous-officiers et soldats, tués, blessés ou disparus.

Le 37<sup>e</sup> de marche eut deux officiers tués, cinq blessés, et 465 sous-officiers et soldats, tués, blessés ou disparus.



un intervalle où il n'y avait plus de troupes françaises. Le général en chef, Chanzy, lui envoya au milieu de la nuit l'ordre de venir boucher cette trouée et d'occuper le plateau des Granges jusqu'au Tertre. Il s'y rendit sans retard. « Nous suivions au bord de la rivière (de l'Huisne) le sen-



VUE DU PAVILLON

tier des pêcheurs ; le défilé fut long et silencieux ». Défense était faite de ne pas même allumer une cigarette pour ne pas éveiller l'attention des Allemands. Mais, lorsque, le matin venu, un jour brumeux éclaira faiblement le tapis de neige qui couvrait la campagne, la troupe française était à son poste, et chacun était décidé à faire son devoir.

Lorsque les adversaires purent s'apercevoir, leurs avant-



postes n'étaient pas, au Pavillon, éloignés les uns des autres de plus de soixante mètres. Défense avait été faite d'engager le feu, et, fait inouï, ceux-là qui allaient, quelques instants plus tard, se donner mutuellement la mort, en vinrent, comme de grands enfants, à se lancer réciproquement des boules de neige.

Vers midi, le 11 janvier, une double action s'engagea. L'ennemi, que dirigeait le général von Alvensleben, se porta, d'une part, sur le pont de Noyers dont il s'empara et sur le château des Arches où il réussit tout d'abord à s'établir. Mais les Français de la division Jouffroy, ayant reçu des renforts, le reprirent et refoulèrent les Allemands dont la 11<sup>e</sup> brigade se maintint à la Landrière.

L'autre attaque eut lieu sur la route de Changé au Mans, où le génie avait ouvert une longue tranchée, partant du point de jonction de cette route et du chemin aux Bœufs, pour se terminer vers le Grand-Auneau, contournant ainsi toute la partie ouest du mamelon du Tertre. Aujourd'hui encore, on retrouve dans les sapins quelques vestiges de cette tranchée longue d'environ cinq cents mètres. Les Mobiles de la Sarthe qui y avaient été postés, y furent remplacés sur les onze heures du matin par un bataillon de chasseurs à pied. L'un des sous-officiers de cette troupe, un sergent à la moustache blonde, disait, en la frisant, à l'un des mobiles qui s'en est toujours souvenu depuis : Camarade.... je donnerais bien quelque chose pour être à ce soir.

Les jeux d'enfant avaient cessé. Les Allemands, partis de Courteboule et se dirigeant sur le Pavillon, sont arrêtés d'abord par le feu des Français qui tirent sur eux de la tranchée et du chemin aux Bœufs dont les talus les abritent. L'ennemi se jette alors à gauche, et, bien que deux pièces d'artillerie, placées en arrière du Tertre, couvrent cette ferme de projectiles, il s'établit en force sur le mamelon dont elle occupe le sommet. Il déborde plus loin encore et,



se glissant à travers les sapins, il gagne le Perquoi, d'où il se rabat sur le Grand-Auneau dont il s'empare, après un vif combat, dans lequel succomba le capitaine de chasseurs Pierre-Elie Faivre. La tranchée où les Français avaient jusque-là lutté, se trouvant débordée à ses deux extrémités, ceux-ci l'évacuent, et, se retirant derrière les maisons du Tertre, continuent de se battre. Le commandant Léreau tombe alors mortellement blessé. Le plus ancien des capitaines, M. Vivès, prend le commandement, et, malgré une blessure qu'il reçoit à l'avant-bras gauche, il ne cesse d'encourager et de diriger ses Chasseurs dont cent cinquante, c'est-à-dire la moitié de l'effectif, restèrent morts ou blessés sur le champ de bataille. La nuit arrivait. Craignant d'être enveloppé, le capitaine Vivès évacua le Tertre, ramenant avec lui quatre-vingts hommes qu'il avait pu rallier.

C'est à ce moment, il n'y a pas lieu d'en douter, que se produisit ce fait d'armes dont on a pu lire ici-même le récit, sous ce titre : *Un épisode de la bataille du Mans, une attaque de nuit au chemin aux Bœufs* (1), et qui aboutit à la prise par les Allemands, des deux pièces d'artillerie qui, placées sur la route du Mans à Parigné, à l'intersection de cette route et du chemin aux Bœufs, avaient défendu le Tertre.

Malgré tout, et en dépit de ce dernier échec, les Français couvraient toujours la ville du Mans, et ce fut seulement la prise du Tertre-Rouge par l'ennemi qui contraignit le général Chanzy à ordonner la retraite en se repliant sur la Bretagne.

La commune de Changé où, durant l'armistice qui ne tarda guère à être signé (le 27 janvier 1871) séjournèrent les troupes allemandes de la 6<sup>e</sup> brigade, leur fournit avec peine les subsistances qu'elles exigèrent. Les ambulances

(1) Cf. *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXIII, p. 332-338.



qui avaient été établies, l'une, dans le château d'Amigné, les autres, au bourg, dans la maison habitée actuellement par M. Bourgouin, ancien maire, à l'école communale et au presbytère, abritaient de nombreux blessés pour le traitement desquels tout ou à peu près manquait. L'ambulance Girondine, créée par M. de Luze et mieux approvisionnée, vint heureusement à leur secours. Dès le 10 janvier elle était à Changé, et les habitants de la commune, où la variole et la scarlatine exerçaient leurs ravages, ne réclamèrent jamais en vain les secours des médecins qui y étaient attachés. Ils assistèrent ainsi deux cent onze civils, tout en soignant deux cent quarante-huit soldats français blessés. Elle les garda jusqu'au 17 mars 1871, et les évacua alors sur les hôpitaux désignés par l'intendance militaire.

Ceux qui, succombant dans la lutte, étaient restés morts sur le champ de bataille le 10 janvier, furent inhumés dans le cimetière de Changé. On y rapporta par la suite les ossements des soldats français qui avaient perdu la vie près du Pavillon et du Tertre, le 11 janvier, et dont les corps avaient été déposés dans une fosse ouverte dans un champ voisin.

L. ESNAULT et L. FROGER.

---



---

# RENÉ II, DUC DE LORRAINE

## ET LES POSSESSIONS DE LA MAISON D'ANJOU

### DANS LE MAINE

---

#### PIÈCES JUSTIFICATIVES

*(Suite et fin)*

---

5.

*1500, 7 décembre, Montfort le-Rotrou. 15, 16 et 18 décembre,  
La Ferté-Bernard.*

PROCÈS-VERBAL D'ÉVALUATION, PAR LE JUGE DU MAINE, DES  
DROITS DE RACHAT DUS AU ROI PAR RENÉ II, POUR SA  
PART DES BARONNIES DE MAYENNE ET DE LA FERTÉ-  
BERNARD.

Extrait des registres des assises de la sénéchaussée du Maine. Arch.  
nat., Z/2 1301, fol. 59 v<sup>o</sup>-60 v<sup>o</sup>.

Le vij<sup>e</sup> jour de decembre l'an mil cinq cens, au lieu de  
Montfort, a nous, Pierre de Courthardi, licencié es droitz,  
juge ordinaire du Maine, tenant les assises du Maine aud.  
lieu de Montfort pour la peste, par maistre Estienne Peschart,  
procureur de la baronnye de la Ferté pour hault et puissant



prince mons<sup>r</sup> le duc de Loraine, seigneur en partie dud. lieu de la Ferté, nous ont esté présentées les lettres royaulx ausquelles ces presentes sont atachées soubz nostre seignet, avecques les lettres de mandement et executoire de noz seigneurs les tresoriers de France atachées ausd. lettres, par lesquelles lettres de nosd. seigneurs les tresoriers, dabtées du xiiij<sup>e</sup> jour de septembre l'an mil cinq cens, nous a esté mandé et commis, et a l'advocat et procureur du roy en son pays et conté du Maine, nous informer bien et deüement de la valleur des rachaptz dont mencion est faicte esd. lettres royaux pour raison des baronnies de Maienne et la Ferté Besnard, et lad. information faicte envoyez close et sellée devers nosd. seigneurs les tresoriers avecques noz advis, que ce pouroient monter les rachaptz desd. baronnies et seigneuries de Maienne et la Ferté, pour le tout veü et estre par eulx procedé a l'execution et enterignement desd. lettres, portant que touche lesd. baronnies, ainsi que de raison; requerant led. Peschart, ou nom que dessus, que nous vouldussions transporter en la ville de la Ferté pour proceder a l'execution desd. lettres royaux et mandement, et donner commission et mandement pour contraindre les recepveurs que ont esté esd. baronnies apporter ou envoyer devers nous les comptes, papiers et receptes [fol. 60] d'icelles baronnies de Maienne et la Ferté pour estre plusaplain informé du contenu esd. lettres et valleur desd. rachaptz, quelle commission et mandement fut par nous descernée et baillée aud. Peschart, ou nom que dessus; en obeissant a laquelle requeste, et pour mettre a execution lesd. lettres et mandement de nosd. seigneurs les tresoriers, le mardi quinziesme jour de decembre l'an mil cinq cens, en la compaignie des advocat, procureur et garde des registres du roy, de ce lieu de Montfort, ou nous estions pour la cause dessusd., nous suysmes transportez en lad. ville de la Ferté, ou nous suysmes arivez entre troys et quatre heures apres meidi dud. jour, avons fait sçavoir



nostre venue aud. procureur et officiers de la Ferté, a ce qu'ilz eüssent a produire et mettre par devers nous lesd. comptes, papiers et enseignemens, pour besongner ou fait de noustred. commission ; et pource que avons esté advertiz que en icelle ville de la Ferté estoit venu maistre Pierre Cotheblanche, procureur de Maienne pour mond. s<sup>r</sup> de Lorraine, luy avons pareillement fait assavoir la cause pour laquelle estions venuz, et que de sa part il eüst a nous informez et mettre et produire devers nous les comptes, papiers et enseignemens de lad. baronnie de Maienne, pour au vray sçavoir et enquerir la valleur d'icelle, et que en vault et peult valloir le rachapt et prouffit de fief au roy ; le quel Cotheblanche, le mercredi ensuivant, xvj<sup>e</sup> jour desd. moys et an, a mis et produict devers nous plusieurs comptes et papiers des receptes de lad. baronnie, faiz tant du temps de Pierre Cotheblanche, son pere, qui a esté receveur et chastelain de lad. baronnie par plusieurs années, tant du temps de feu mons<sup>r</sup> le conte du Mainne que de feu le roy de Cecille, et pareillement plusieurs comptes et receptes de Charlot Mesnaigier, du temps qu'il a fait la recepte de lad. baronnie et appartenances de Maienne, et du temps que maistre Guillaume Guerrif a esté chastelain, receveur et fermier d'icelle baronnie, et aussi autres comptes de Pierre le Gravelays, a present chastelain et receveur de lad. baronnie de Maienne, et pareillement ung compte en papier oy et examiné et signé de maistre Jacques Daniel, conseiller du roy nostre sire en sa court de Paris, executeur de l'arrest prononcé en icelle court, touchant lesd. baronnies de Maienne et la Ferté, entre lesd. ducs de Lorraine et de Nemours, led. compte dabté du xxvii<sup>e</sup> jour de novembre l'an mil iiij<sup>e</sup> iiij<sup>xx</sup> xvij, et avons faict apporter et mettre devers nous la baillée a ferme de lad. baronnie de Maienne faicte aud. Guerrif, pour huit ans, montant la somme de quatorze cens livres chascuns ans, dont avons retenu devers nous le double et coppie collacionné a l'original ; et en la presence



desd. advocat, procureur et receveur et garde des registres du roy, avons bien au long veüz et visitez lesd. comptes, papiers et receptes de lad. terre et baronnie de Maienne, qualcullé et gecté la valleur d'icelle, et avons trouvé que a la raison des comptes de lad. baronnie de Maienne consecutifs l'un l'autre, elle vault et peult bien valloir par chascuns ans, l'une desd. années portant l'un l'autre, la somme de mil cinq cens vingt et troys livres deux sols ung denier tournois (1), fiez et aumoulnes, gaiges d'officiers et toutes autres charges desduictes, de laquelle somme de mil cinq cens vingt et quatre livres deux solz et ung denier en appartiendra pour les deux pars, ung neuf<sup>me</sup> moins (2), a mond. seigneur de Lorraine, auquel telle porcion en a esté adjudée par arrest de lad. court, huit cens quatre vings quatorze livres huit solz huit deniers obole, [v<sup>o</sup>] et a mons<sup>r</sup> de Nemours, auquel le reste appartient, qu'est la tierce partie et ung neufviesme (3) oultre lad. tierce partie a luy adjudé par lad. court, se monsteroit et peult monstrier six cens vingt et neuf livres six solz quatre deniers obole (4), lesquelles deux som-

(1) Cette somme, dont il sera fait état dans le procès-verbal de 1505 (p. just. n<sup>o</sup> 7) est, un peu plus loin, d'abord majorée d'une livre, puis diminuée de 2 sols. Nous ne pouvons que signaler ces contradictions, sans pouvoir dire quel est le chiffre qui est exact.

(2) Il faut entendre par là deux tiers, moins le neuvième de ces deux tiers, ce qui revient à  $\frac{16}{27}$ , proportion résultant des termes de l'arrêt du 24 février 1496.

(3) C'est-à-dire un neuvième des deux autres tiers, soit au total  $\frac{11}{27}$ .

(4) Il y a, dans ces évaluations, des erreurs évidentes, que nous expliquons ainsi. Opérant sur le chiffre de 1524 l., 1 d., énoncé ci-après, on a voulu déterminer d'abord la part du duc de Nemours. Cette part était égale aux  $\frac{11}{27}$  de la somme en question, soit à 620 l., 9 s., 6 d.  $\frac{20}{27}$ ; qu'en fait, on l'ait fixée à 629 l., 6 s., 4 d. ob., cela vient, en partie, selon nous, de ce qu'on a, par mégarde, fait passer le nombre 9 au rang des livres et le nombre 6 au nombre des sols; nous n'en pouvons dire plus. Pour fixer la part de René II, on a retranché cette somme de 629 l., 6 s., 4 d. ob., de celle de 1524 l., 1 d., ce qui donnait pour résultat 896 l., 13 s., 8 d. ob. En transcrivant ce résultat, on a substitué 8 s. à 13 s. — viij à xiiij — peut-être sous l'influence du



mes reviennent a lad. somme de mil cinq cens vingt et quatre livres ung denier tournois. Et après ce que avons examiné la valleur de lad. baronnie de Maienne au myeulx que avons peü, led. maistre Estienne Peschart a mys devers nous, tant oud. jour que l'endemain, jour de jeudi ensuivant, plusieurs papiers et comptes des receptes faictes de lad. baronnye de la Ferté, tant du temps de Macé Boellay, passé a quarante ans receveur de lad. baronnye de la Ferté, de Jacquet Guyon, pareillement receveur de lad. baronnye de la Ferté ou temps dud. s<sup>r</sup> de Nemours, de Pierre Courtin, aussi receveur, Jehan Hellault, a present receveur de lad. baronnye de la Ferté pour mond. s<sup>r</sup> de Lorraine, que aussi ung compte oy et examiné par led. maistre Jacques Daniel, conseiller du roy en sa court de Parlement, lequel en executant l'arrest donné en icelle entre lesd. ducs de Lorraine et de Nemours, oyt, examina le compte d'icelle baronnye de la Ferté du temps qu'elle estoit pour le tout tenue et possidée par mond. s<sup>r</sup> le duc de Nemours, et finablement avons trouvé par lesd. comptes de lad. baronnye de la Ferté avoir vallu et pouair valloir par chascuns ans, l'unne année portant l'autre, toutes charges, fiefz et aumoulnes et gaiges d'officiers desduictz, la somme de douze cens dishuit livres huit solz et maille, de laquelle somme la porcion de mond. s<sup>r</sup> de Lorraine, pour le droict qu'il a en icelle baronnye, qu'est deux pars ung neuf<sup>me</sup> moins, a luy adjudgé par lad. court, comme dit est, vault sept cens trente et une livre quatre deniers, et a la porcion de mond. s<sup>r</sup> de Nemours, pour son tiers et neuf<sup>me</sup>, vault quatre cens quatre vings sept livres sept solz viij deniers (1).

8 qui suit, c'est-à-dire du nombre des deniers. Et c'est de ce chiffre erroné de 896 l., 8 s., 8 d. ob. qu'il sera fait état pour évaluer le montant global du droit de rachat de Mayenne et de La Ferté.

(1) Ces évaluations sont également inexactes. La part du duc de Nemours, soit les 11/27 de 1218 l., 8 s. ob., s'élevait à 496 l., 7 s., 8 d. 13/54. Ecrit sous dictée, le nombre des livres a été altéré en 487; d'autre part la fraction de denier a été négligée. La part de René II a



Et tout veü et consideré suysmes tous d'avis et oppinion que le droict du rachapt deü au roy desd. deux baronnies de Maienne et la Ferté pour la porcion de mond. s<sup>r</sup> de Lorraine, non compris la part et porcion de mond. s<sup>r</sup> de Nemours, laquelle pareillement chet en rachapt par la coutume du pays, vault au cler, toutes charges desduictes, pour une année la somme de sept cens vingt et cinq livres neuf solz obole (1). Fait aud. lieu de la Ferté, soubz nos seingns et seel de nous, juge dessusd., le dishuit<sup>me</sup> jour de decembre, l'an dessusd.

6.

[Entre le 13 septembre 1504 et le 4 février 1505].

CONSULTATION DE CINQ PRATICIENS TOUCHANT LE PARTAGE ENTRE LES HÉRITIERS DE CHARLOTTE D'ARMAGNAC DE LA BARONNIE DE SABLÉ ET DE PARTIES DE CELLES DE MAYENNE ET DE LA FERTÉ-BERNARD.

Original. Arch. nat., P 1359/1, cote 690.

Pour donner resolucion touchant la premiere difficulté, qui est de sçavoir si ès porcions des baronnies de Maienne la Juhées et la Ferté Bernard, et en la baronnie de Sablé, dont feue dame Charlote d'Armignac est morte vestue et saisie, mons<sup>r</sup> le duc de Lorraine, madame de Bourbon et autres leurs coheritiers doivent succeder egalelement et par teste ou autrement :

Les conseillers cy dessous signez sont d'oppinion et d'avis que mond. s<sup>r</sup> de Lorraine, qui est sorti de Yolant,

été fixée par soustraction, à 731 l., 4 d. (= 1218 l., 8 s. — 487 l., 7 s., 8 d.), tandis qu'établie sur des chiffres exacts, elle n'aurait été que de 722 l., 3 d. 46/54.

(1) Ici encore, un nombre a été altéré, parce qu'écrit sous dictée : le total de 894 l., 8 s., 8 d. ob. et de 731 l., 4 d. est de 1625 (et non 725) l., 9 s. ob.



contesse de Vaudemons, fille du roy Regné de Cecille, filz aîné de Loys second, duc d'Anjou, doit succeder, comme representant l'aîné, ou *saltem* sad. mère, qui est fille du filz aîné, pour les deux pars esd. choses demourées du decees de lad. Charlote d'Armignac, et oultre avoir le principal manoir ou habergement par precipu ou advantaige. Et au regard de mad. dame de Bourbon, Jehanne de France sa seur, Charlote, comtesse de Laval, Marie, comtesse de Rotelin, et Catherine, royne de Navarre, comme representans le roy Loys unziesme, Yolent, duchesse de Savoye, et Magdelaine, princesse de Vione (1), enfans de Marie d'Anjou, seur dud. Regné, roy de Cecille, elles succederont esd. choses pour le tiers. Lequel tiers se departira en troys tiers, sçavoir est : a madame de Bourbon et a sa seur, ung tiers ; a lad. contesse de Laval et a la contesse de Rotelin, ung autre tiers ; et a lad. royne de Navarre, ung autre tiers. Car, par la coustume du païs du Maine, ou lesd. baronnies sont situées et assises, representation a lieu. Et par autre coustume dud. païs, en succession de personnes nobles, tant directes que colatérales, le filz aîné, ou aînée fille si filz n'y a, ou leur representation, succede pour les deux pars en touz les heritaiges et conquestz, et d'avantaige a le principal chasteau, manoir ou habergement a son choys en chacune succession, et ung chezé, s'il y est, c'est assavoir tout ce qu'est en jardrin ou cloayson de fosse environ led. chasteau ou habergement ; et au regard du habergement qui n'est point forteresse, une piece de terre ou jardrin contenant deux journ., ou au dedens, ou autre heritaige a la valeur de cinq solz de rente. Et les puisnez succederont pour le tiers, tant filz que filles en succession directe ; sçavoir est : les filles par heritaige, et les filz en bienfaict et a viaige, et par usufruit seulement. Et combien que en

(1) Viana, dans la province de Pampelune (Espagne).



succession colateral, les puisnez masles ou leurs representations ne succedent, toutesfoiz les filles ou leur representation succedent. Ainsi mad. dame de Bourbon et autres sesd. coheritiers, qui sont descenduz de lad. Marie, qui estoit fille, doivent succeder pour led. tiers. Et ou l'on voudroit dire que led. duc de Lorraine, mad. dame de Bourbon, et autres leurs coheritiers, fors lad. contesse de Laval, seroient tout en ung degré, ce n'y feroit rien pour empescher que mond. s<sup>r</sup> de Lorraine ne doive avoir les deux pars avecques led. avantage, car lesd. choses sont assises en païs coustumier ou il se fault regler selon la coustume, qui est celle que dessus. Aussi ne fait rien l'autre argument, qui dit que d'une mesme succession, il ne peult pas avoir deux avantages, et *quod bona fides non patitur*, etc., car mond. s<sup>r</sup> de Lorraine n'a point oncorres eü d'avantage en la succession de lad. Charlote, *de qua queritur*, et l'avantage qu'il a eu premierement esd. choses a luy adjudgées par l'arrest de la court, estoit d'une autre succession. Ainsi ce n'est pas avoir deux avantages d'une succession, mais deux avantages de deux successions, ainsi qu'il luy appartient par lad. coustume, car en chacune succession, l'aisné doibt avoir un avantage.

Et pourtant que touchant l'autre difficulté, *videlicet* si mad. dame de Laval succedera, il n'y a difficulté qu'elle ne doive succeder, *esto* qu'elle soit eslongnée d'un degré. Car comme dit est, representation a lieu, *eciam* en ligne colateral. Et partant lad. dame de Laval succedera en icelle porcion que eüst fait sa mere.

TROUILLART.

J. SALLES *pro opinione*.

DE COURBEFOSSE *pro opinione*.

HEURTIER *pro opinione*.

MENART *pro opinione*.



*1505. 15, 23, 24 et 25 mai. Le Mans.*

PROCÈS-VERBAL D'ÉVALUATION, PAR LE JUGE DU MAINE,  
DES DROITS DE RACHAT DUS AU ROI POUR LA BARONNIE  
DE SABLÉ ET LA PART QUE TENAIT CHARLOTTE D'AR-  
MAGNAC DES BARONNIES DE MAYENNE ET DE LA FERTÉ-  
BERNARD.

Extrait des registres des assises de la sénéchaussée du Maine.  
Arch. nat., Z/2 1301, fol. 61-63.

L'an mil cinq cens cinq, le quinziesme jour de may, a nous Pierre de Courthardi, licencié es droitz, conseiller du roy nostre sire en son Grant Conseil, et juge du Maine, es assises royaux du Mans tenues en la ville dud. lieu du Mans, furent présentées par maistre Estienne Peschart, pour et ou nom de hault et puissant prince mons<sup>r</sup> le duc de Calabre, filz de mons<sup>r</sup> le duc de Lorene, la coppie collationnée a l'original de certaines lestres royaux, lad. coppie signée Le Blanc, avecques les lettres de mandement et executoire de noz s<sup>rs</sup> des comptes ataché a lad. coppie, desquelles la teneur s'ensuit :

Loys, par la grace de Dieu roy de France, a noz amez et feaulx les gens des comptes et tresoriers a Paris, salut et dilection. Sçavoir faisons que pour consideration de la proximité de lignaige dont nous actiaint de noustre cher et amé cousin le duc de Calabre, filz de nostre trescher et tresamé cousin le duc de Lorene et de Bar, et ace qu'il ayt de quoy tant myeulx et plus honnestement entretenir son estat en nostre service, et pour autres considerations a ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons de grace especial, par ces presentes, tous et chascuns les reliefs et rachaptz, et autres droitz et debvoirs seigneuriaux, qu'ilz nous sont et pourront estre deüz par nostred. cousin le duc de Lorene a cause des



terres et seigneuries a luy advenues et escheües par le trespas de feu nostre cousine Charlotte d'Arminac, en son vivant contesse de Guyse, et desquelles nous avons receü et fait recepvoir nostred. cousin le duc de Calabre aux foy et hommaige, ou nom et comme procureur de nostred. cousin le duc de Lorene, c'est assavoir lad. conté de Guyse, de la terre et seigneurie Novyon et Therache ou balliaige de Vendoumoys (1), trouvée et mouvant de nous a cause de nostred. chastel de Ribemont, de la baronnye de Sablé et d'autres par porcions que lad. feu Charlotte d'Arminac tenoit esd. baronnies de la Ferté Bernard et de Maienne la Juhiées, tenues et mouvans de nous de nostre chastel du Mans, de la viconté et seigneurie de Chastele-rault, tenu et mouvant de nous a cause de nostre chastel de Poytiers, a iceulx reliefs, rachaptz, droitz et debvoirs seigneuriaux, et quelque valleur et estimacion qu'ilz soient et puissent monter, avoir et prendre par nostred. cousin led. duc de Calabre, par les mains de noz receveurs ordinaires qu'il appartiendra, et par ces simples quitances. Si vous voulons et vous mandons que en faisant nostred. cousin le duc de Calabre joyr et user de noz presens don et octroy vous, par nos s<sup>rs</sup> recepveurs ordinaires qu'il appartiendra, luy faictes bailler et delivrer tous et chascuns lesd. reliefs, rachaptz et droitz seigneuriaux, de quelque somme, valleur et estimacion qu'ilz soient et puissent estre et monter, tout ainsi et par la forme et maniere que dessus est dit ; et par rapportant cesd. presentes signées de nostre main, et quitance de nostred. cousin le duc de Calabre sur ce suffisant seulement, nous voulons tous nosd. [v<sup>o</sup>] recepveurs, ou autres a qui ce pourra toucher, en estre par vous tenuz quictes et deschargez en leurs comptes, en vous

(1) Ainsi porte la copie qui, on en jugera aisément, présente bien d'autres incorrections. Il s'agit, cela va sans dire, du bailliage du Vermandois.



mandant de rechef ainsi le faire sans difficulté, car tel est nostre plaisir, non obstant que la valleur desd. reliefs et rachaptz, et droitz seigneuriaux ne soit icy declarée, que descharge ne soit levée, et quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou deffences aux contraires. Donné a Paris le dixhuit<sup>me</sup> jour de janvier, l'an de grace mil cinq cens et quatre, et de nostre resne le septiesme. Ainsi signé : Loys. Par le roy, Robertet; et signé Le Blanc (1). Collatio presentis coppie fit cum originali, per me Le Blanc.

Les gens des comptes du roy noustre sire a Paris, au seneschal et juge du Maine ou a son lieutenant, salut. Affin que nous puissions proceder comme de raison sur l'enterignement a nous requis des lettres patentes du roy nostred. seigneur signées de sa main, a la coppie desquelles, collacionnée a l'original en la chambre desd. comptes, ces presentes sont atachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles, et pour les causes y contenues, il a donné et octroyé a mons<sup>r</sup> le duc de Calabre, filz du duc de Lorene et de Bar, tous et chascuns les reliefs, rachaptz et autres droitz et debvoirs seigneuriaux qu'ilz sont et peuvent estre deüz a nostred. s<sup>r</sup> par led. duc de Lorene a cause des terres et seigneuries a lui advenues et escheües par le trespas de feuë dame Charlotte d'Arminac, en son vivant contesse de Guyse, et desquelles led. s<sup>r</sup> a receü et fait recepvoir led. duc de Calabre aux foy et homaige, ou nom et comme procureur dud. duc de Lorene, son père (2) : c'est assavoir de lad. conté de Guyse, de lad. terre et seigneurie de Novyon en Therache ou bailliage de Vendoumays, tenue et mouvant du roy nostre s<sup>r</sup> a cause de son

(1) Louis Le Blanc, greffier de la Chambre des Comptes de Paris, de 1471 à 1508. (Arch. nat., P 2631, p. 684.)

(2) René II avait commis son fils Antoine à cette fin, par lettres données à Condé-sur-Moselle (auj. Custines) le 20 septembre 1504 : cet acte a été publié par M. Léon Germain (*René II... et le comté de Guise*, p. 52-54) ; l'original en est conservé à la Bibliothèque nationale (ms. Lorraine 201. fol. 91).



chastel de Ribemont, de la baronnye de Sablé et des porcions que (1) lad. feue Charlote d'Arminac tenoit esd. baronnies de la Ferté-Bernard et Maienne la Juhées tenues et mouvans dud. s<sup>r</sup> a cause de son chastel du Mans, de la viconté et seigneurie de Chastelerault, tenue et mouvant d'iceluy s<sup>r</sup> a cause de son chastel de Poytiers, a iceulx reliets, rachaptz, droits et debvoirs seigneuriaux, et quelque valleur et estimacion qu'ilz soient et puissent estre et monter, avoir et prendre par led. duc de Calabre, par les mains et recepveurs ordinaires qu'il appartiendra, et par ses simples quitances, comme plus a plain contiennent lesd. lettres, nous vous mandons et commectons par ces presentes que, appelez avecques vous les advocat, procureur et receveur ordinaire du roy nostre s<sup>r</sup> qu'il appartiendra, ou leurs commis et substitud, vous informez bien et deuement que s'est desd. terres et seigneuries, c'est assavoir d'icelles que soient assises en vostre jurisdiction, de qui, comment et a cause de quoy elles meuvent, quelx droitz, debvoirs seigneuriaux en [fol. 62] appartiennent et sont pour ce deüz a noustred. s<sup>r</sup>, et combien ilz se montent par la coustume des lieux où (2) icelles terres et seigneuries sont assises, et par ce qu'ilz sont deües, et generallyment vous informez sur tout que verrez estre a sçavoir et enquerir en ceste partie ; et ce que fait et trouvé en avrés, avecques vous en avrez advis sur ce, nous envoyez par escript en forme deüe et feablement cloz en la fin que dessus. Donné soubz nosd. signetz le disneufviesme jour de febvrier, l'an mil cinq cens et quatre. Ainsi signé Le Blanc.

Par lesquelles lettres de nosd. s<sup>rs</sup> des comptes nous a esté mandé appeller avecques nous les advocat, procureurs et recepveurs ordinaires du roy nostred. s<sup>r</sup>, ou leurs commis ou substitudz en ce pays et conté du Maine, nous infor-

(1) La copie porte *de*.

(2) La copie omet ce mot.



mer bien et deüement de la valleur des terres, baronnies et seigneuries de Maïenne la Juhées, la Ferté Bernard et Sablé, de qui et comment elles estoient tenues, quelx droitz et debvoirs au moyen d'icelle sont deüz au roy nostred. sr, et lad. informacion faicte avecques noz advis envoyer clox et scellée devers nosd. s<sup>rs</sup> des comptes, pour le tout veü estre par eulx procedé a l'execution et enterignement desd. lettres, pour tant que touche les porcions escheües aud. duc de Lorene par le trespas de feue dame Charlote d'Armignac, en son vivant contesse de Guyse, esd. baronnies Maïenne la Juhées, la Ferté-Bernard et Sablé, ainsi que de raison requérant led. Peschart, ou nom que dessus, que luy voulsissons bailler et assigner jour et heure que puissons proceder a l'execution desd. lettres et mandement ; en obtemperant a laquelle requeste luy assignasmes jour aux xxij, xxiiij<sup>es</sup> et autres jours ensuivant dud. moys, et discernasmes commission et mandement aud. Peschart oud. nom pour contraindre les recepveurs que ont esté par cy davant esd. baronnyées, et autres qu'il appartient, a apporter ou envoyer devers nous ausd. jours les comptes, papiers, receptes, tiltres, lettres et autres enseignemens desd. baronnies, a ce que plus aplain et seurement puissent estre informez du contenu esd. lettres et valleur desd. rachaptz et proffitz de fief que d'icelles pouroient estre deüz au roy nostred. seigneur. Et le xxij<sup>e</sup> jour dud. moys, en lad. ville du Mans nous a esté fait .... (1) et aux procureur, receveur, et garde des registres, qu'estions assemblez en l'absence de l'avocat et son commis, absens de lad. ville pour la cause dessusd., par led. Peschart, plusieurs comptes et papiers de receptes de lad. baronnye de Maïenne la Juhées, faitz et renduz par Pierre Cotheblanche que longe temps a esté receveur de lad. ba-

(1) Ici le registre présente deux mots, le second refait, qu'il est malaisé de déterminer, mais qui paraissent être une altération graphique du mot *représenter*, qu'aurait porté la minute.



ronnye du temps que feu mons<sup>r</sup> le conte du Maine et le feu roy de Cecille estoient s<sup>rs</sup> d'icelle ; aussi autres comptes et receptes de Charlot Mesnaigier, maistre Guillaume Guerrif et Pierre le Gravelays, chascun en leur temps receveur et chastelain (1) de lad. baronnye de Maïenne, et pareillement ung compte en papier oy et examiné et signé par maistre Jacques Daniel, conseiller du roy nostred. s<sup>r</sup> en sa court de Parlement a Paris, executeur de l'arrest prononcé en icelle touchant lesd. baronnies de Maïenne et la Ferté entre led. duc de Lorene et feu Jehan, duc de Nemours, led. compte dabté du xxviii<sup>e</sup> jour de novembre l'an mil iiij<sup>e</sup> iiij<sup>xx</sup> et xvij, et en [v<sup>o</sup>] la presence desd. procureur, receveur et garde des registres oud. pays de Maïenne avons bien au long veu (2), visité et calculé lesd. comptes, papiers et receptes de lad. terre et baronnye, et gecté la valleur d'icelle, aussi avons veü plusieurs lettres et enseignemens, par lesquelles nous 'est apparu, et aussi de longe temps suysmes bien instruitz et informez que lad. baronnye de Maïenne est située en ce conté du Maine, tenue neuement du roy nostred. s<sup>r</sup> a foy et hommaige lige a cause de son chastel du Mans ; aussi avons trouvé que a la raison des comptes de dix années de lad. baronnye de Maïenne consecutifs et ensuyans l'un l'autre elle vault et peult bien valloir par chascuns ans, l'une desd. années portant l'autre, la somme de mil cinq<sup>e</sup> vingt et troys livres deux solz ung denier tournois, fiefz et aumoulnes, gaiges d'officiers et toutes autres charges desduictes, de laquelle baronnye appartenoit a lad. feue dame Charlote d'Armignac ung tiers et ung neuf<sup>me</sup> sur les deux pars a elle ou led. feu Jehan duc de Nemours, son frere, adjugez par arrest de lad. court de Parlement a Paris, quelles porcions se montoient ou pouoient monter de la raison de lad. somme

(1) La copie porte *chastain*.

(2) La copie répète ce mot deux fois.



dessusd. six cens vingt et neuf livres six solz (1) quatre deniers obole. Et après ce que avons examiné la valleur de lad. baronnye de Maïenne au myeulx que avons peü, led. Peschart, ou nom que dessus, le lendemain xxiiij<sup>e</sup> jour dud. moys, a fait mectre devers nous plusieurs papiers et comptes des receptes faictes de lad. baronnye de la Ferté, tant du temps que de Macé Boullay que de Jacquet Guyon, Pierre Courtin et Jehan Heullant, chascun en leurs temps receveurs de lad. baronnies, que aussi ung compte oy et examiné par led. maistre Jacques Daniel, conseiller du roy en sad. court de Parlement, lequel, en executant l'arrest donné en icelle entre lesd. ducs de Lorene et de Nemours, oyt et examina le compte de lad. baronnye de la Ferté du temps qu'elle estoit du tout tenue par mond. s<sup>r</sup> le duc de Nemours, et finalement avons trouvé par lesd. comptes lad. baronnie de la Ferté avoir vullu et peü valloir par chascun ans, l'une année portant l'autre, toutes charges, fiefz et aumoulnes et gaiges d'officiers desduictz, la somme de douze cens dis huit livres huit solz obole tournois, de la quelle somme, a la raison des porcions adjudées par arrest de lad. court de Parlement aud. feu duc de Nemours, que sont ung tiers et une neufiesme partie sur les deux pars, appartenoit a lad. feue Charlote d'Armignac iiij<sup>e</sup> iiij<sup>xx</sup> vij l. vij s. viij d. ; aussi avons trouvé par les papiers et enseignemens anciens que (2) led. Peschart a fait mectre par devers nous lad. baronnye de la Ferté estre neuement tenue du roy nostredit s<sup>r</sup> a cause de sond. chastel du Mans a foy et houmaige lige, située et assise en ced. pays et conté du Maine. Et ce fait le xxv<sup>e</sup> (3) dud. moys ont esté pareillement mys devers nous plusieurs comptes, papiers et receptes de lad. baronnye de Sablé, que appartenoit pour le tout a lad. feue Charlote d'Armi-

(1) La copie omet ce mot.

(2) La copie omet ce mot.

(3) La copie porte xx<sup>e</sup>.



gnac, lesquels ont esté par nous et par les dessusd. procureur, receveur et garde des registres, veüz et visitez et calculez, et semblablement plusieurs tiltres, lettres et autres enseignemens de lad. baronnie, par lesquels avons trouvé icelle estre tenue du roy nostred. s<sup>r</sup> a cause de sond. chastel du Mans a foy et hommaige lige, et par lesd. comptes lad. terre et baronnie avoir vallu et peü valloir, l'une année portant l'autre, gaiges d'officiers, fiefz et aumoulnes et autres charges desduictes, [fol. 63] la somme de six cens livres tournois, par quoy veü les choses dessusd., après ce que avons assemblement comuniqué et parlé de la matiere selon ce que mandé nous estoit par lesd. lettres de commission, et tout veü et considéré, suysmes tous d'avis et oppinion que droict de rachapt est acquis et deü au roy nostred. s<sup>r</sup> par le trespas de lad. feue dame Charlote d'Armignac, a cause de lad. baronnye de Sablé entierement, et pour les porcions a elle appartenans esd. baronnies de Maïenne et la Ferté, qui est ung tiers en chascune d'icelles et ung neu<sup>me</sup> sur les deux pars, quel rachapt, par la coustume du pays et conté du Maine, ou lesd. baronnies sont sises et situées, est le revenu d'une année, toutes charges desduictes de chascune desd. baronnies pour les porcions dessusd. ; ainsi vauldroict et peult valloir le rachapt deü au roy nostred. s<sup>r</sup> de lad. baronnye de Maïenne, pour la porcion que dessus, la somme de vj<sup>e</sup> xxix l. vj s. iiij d. obole ; et de lad. baronnye de la Ferté, par semblable porcion, la somme de quatre cens quatre vings sept livres vij s. viij d. ; et pour lad. baronnye de Sablé, appartenant pour le tout de lad. feue Charlote d'Armignac, comme dessus est dit, la somme de vj<sup>e</sup> l., qui est en somme toute, pour toutes les baronnies, xvij<sup>e</sup> xvj l. xiiij s. obole tournois. Et ce, nosd. s<sup>rs</sup>, vous certiffions estre vray. Fait aud. lieu du Mans, soubz noz seings manuelz et scel de nous, juge dessusd., led. xxv<sup>e</sup> jour de may, l'an que dessus mil cinq cens et cinq.



8.

*1505, 6 Septembre. Paris.*

ARRÊT DU PARLEMENT DE PARIS RENDU ENTRE ANNE DE FRANCE ET RENÉ II DEMANDEURS, ET PIERRE, BATARD D'ARMAGNAC ET YOLANDE DE LA HAYE, SA FEMME, DÉFENDEURS; ET CONDAMNANT CES DERNIERS A DÉGUERPIR DE LA BARONNIE DE SABLÉ.

Transcrit parmi les jugés du Parlement. Arch. nat. X/1<sup>re</sup> 140, fol. 248-251 v<sup>o</sup>.

9.

*1513, 25 février, Nancy.*

TRANSPORT A CLAUDE, COMTE DE GUISE, PAR SON FRÈRE ANTOINE, DUC DE LORRAINE, DU DON QUE LE ROI LOUIS XII A FAIT A CE DERNIER DU MONTANT DES DROITS DE RACHAT DES FIEFS DE LA SUCCESSION DE CHARLOTTE D'ARMAGNAC.

Original. Musée Condé, à Chantilly, série D, carton 1.

Anthoine, par la grace de Dieu duc de Calabre, de Lorraine et de Bar, marchis et marquis du Pont, conte de Prouvence, de Vaudemont, etc., a tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut.

Comme monseigneur le roy, par ses lectres patentes données a Paris le dixhuitiesme jour de janvier l'an mil cinq cens et quatre (1), nous eüst donné et octroyé tous et chacuns les rachaptz et autres droiz et devoirs seignoriaulx a lui deüz a cause du conté de Guyse et des terre et seigneurie de Novyon en Tierache, tenues et mouvans de luy a cause de son chastel de Ribemont, tant par feuz monseigneur le duc de Nemours, conte de Guyse, Marguerite d'Armignac, sa seur, que feue Char-

(1) Voir ci-dessus le texte de cet acte, inséré dans notre pièce justificative n<sup>o</sup> 7.



lotte d'Armignac, aussi sa seur, comme aussi par feu de tresnoble recordacion le roy de Sicile, nostre pere, duc de Lorraine et dudit Bar, lequel avons depuis succédé aux dessusdiz esdiz conté, terres et seigneuries, ausquelles mondit seigneur le roy nous avoit receu et fait recevoir en foy et hommage on nom et comme procureur de nostredit seigneur et pere, a iceulx reliefz, rachaptz, droiz et devoirs seigneuriaux, a quelque valeur et estimacion qu'ilz fussent et peüssent estre et monter, prandre par nous et par les mains des receveurs ordinaires qu'il appartient, et par noz simples quictances, comme plus-aplain estoit contenu esdictes lectres de don a nous fait, savoir faisons que nous, ayans regard a l'amour fraternele qu'avons et devons avoir envers nostre frere Claude de Lorraine, conte dudit Guyse, et que desirons singulierelement le secourir et ayder en tous ses affaires et negoces, a icelluy, de nostre certaine science et grace especial avons donné, ceddé, quicté et transpourté, et par ces presentes donnons, cedons, quictons et transpourtons tout le droit, cause, raison et action qu'avons et pouons et devons avoir a cause du don a nous faict par mondit seigneur le roy desdiz reliefs, rachaptz, droiz et devoirs seigneuriaux deüz a cause desdiz conté de Guyse, et autres seigneuries contenues et exprimées amplement esdictes lettres de don a nous fait, voulant et consentant que les quictances qui par luy seront données et faictes pour les deniers deüz a cause desdiz reliefs et rachaptz, droiz et devoirs seigneuriaux, estre vallables et d'autelle efficace valeur et vertu comme si nous mesmes les eüssions faictes et baillées; promectans en parolle de prince avoir et tenir pour agreable a tousjours ledit don et transport par nous fait a nostredit frere desdiz reliefs, rachaptz, droiz et devoirs seigneuriaux, sans que jamais y pussons aucune chose requerir, poursuyr on reclamer, luy donnant par cestes procuracion comme a sa propre chose, charge et



puissance especial de recevoir les deniers procedans desdiz reliefz, rachaptz et autres droiz dessus nommez.

En tesmoing de ce, et afin que ce soit chose ferme et estable et permanent, avons signé ces presentes de nostre main, et a icelles fait mettre et appendre nostre seel ; qui furent faictes et données en nostre ville de Nancy, le vingtcinquesme jour de febvrier, l'an mil cinq cens et douze.

ANTHOINE.

[Sur le repli :]

Par monseigneur le duc, les evesque et conte de Toul (1), abbé de Saint Vincent (2), seneschal de Barrois (3), le seigneur de Soulliers, grant maistre d'ostel (4), et autres presens.

DUPUIS.

R<sup>te</sup> CHASTEAUNEUF.

(1) Hugues des Hazards.

(2) Il s'agit de l'abbaye de Saint-Vincent, à Metz, dont le titulaire était alors Balthazar du Châtelet (Cf. Dom Calmet, *Hist. généal. de la maison du Châtelet*, preuves, p. 116, n° 124.

(3) Louis de Stainville.

(4) Hardi Tillon, s<sup>r</sup> de Souilly.



---

## NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

SUR

### UN OUVRAGE LITURGIQUE MANCEAU

---

Ce livre dont je veux parler a eu probablement le sort de ceux qui ont beaucoup servi, et qui très répandus longtemps, sont presque perdus : ils ont tant servi que l'usage les a détruits. Ce qui me fait juger ainsi du *Manuel* de Gervais Alton, c'est que les historiens et bibliographes manceaux qui en ont écrit quelques lignes semblent ne pas l'avoir vu, ou du moins n'en avoir connu qu'une édition.

Narcisse Desportes, avec sa brièveté ordinaire, écrit : Alton (Gervais), ancien curé de Coulongé : *Enchyridion seu Manuale ad usum parochorum, pro visitatione et cura infirmorum, ad mentem Ritualis Cenomanensis novissime editi. Cenomani, 1654, in-12.*

Hauréau écrit que l'ouvrage est français, imprimé au Mans par Olivier, 1654, in-16, commentaire du Rituel d'Emeric de la Ferté, dédié à Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, qu'il resta en usage même après que le style en avait vieilli. Il a appris ces derniers détails d'une lettre de l'abbé Cébon, curé de la Milesse (1709-1739) trouvée dans les Mélanges manuscrits des Bénédictins de France, à l'Institut, t. II, fol. 61.

Dom Piolin se borne à signaler Alton parmi les ecclésiastiques recommandables du pontificat de Phil.-Emm. de Beaumanoir.

Il y eut donc une édition in-12 ou in-16 de l'ouvrage



d'Alton, parue en 1654, chez Olivier, avec titre latin. J'en ai sous les yeux une autre dont voici le titre complet :

Manuel | dressé sur le | Rituel par l'ordre et | com-  
mandement de Monseigneur | l'*Illustriss. et Révéren-*  
*diss.* | évêque du Mans,

*Contenant une méthode | très facile à toutes sortes de*  
*personnes pour consoler | les malades ; avec la manière*  
*et les prières ordinaires | pour leur administrer les SS.*  
*Sacrements, extraittes | dudit Rituel, et mises en très*  
*bon ordre pour le sou | lagement et commodité de Mes-*  
*sieurs les Curez, | vicaires et autres Prestres.*

Au Mans, | chez Hiérôme Olivier, marchand | libraire  
et imprimeur, proche l'Eglise | Saint-Julien, 1656.

Ce titre français indique déjà que l'auteur a dû apporter quelques modifications à son manuel, et probablement l'augmenter en le réimprimant. L'avis de *L'Imprimeur au Lecteur* fait croire que l'auteur a voulu rendre son œuvre utile aux fidèles aussi bien qu'aux prêtres. « Je t'assure, Amy Lecteur, que ce livre est utile à toutes sortes de personnes.... Comme pour la plupart il est en françois..... tu y apprendras à prier Dieu avec l'Eglise romaine,.... à y assister les infirmes et agonisants,.... Tu t'instruiras à l'exemple des autres à bien mourir, qui est tout le fruit de la vie. Voilà que je te communique les sentimens que j'en ai conçu en l'imprimant ; à Dieu. »

Ce volume se compose, après les 13 feuillets préliminaires non paginés, de feuilles de 8 pages et de demi-feuilles de 4 pages, alternées, allant de A à Gg. Mais le dernier cahier manque à mon exemplaire qui finit à la page 352. Les pages ont 115<sup>m</sup>/<sup>m</sup> de hauteur.

La dédicace et la préface sont en latin.

Le corps de l'ouvrage est un commentaire, article par article, du Rituel édité par Emeric de la Ferté, et un recueil de petits sermons adressés au malade et de recommandations



à ceux qui les assistent. Je n'ai pas à l'analyser. Je mentionnerai seulement les exhortations que le prêtre peut adresser, avant de quitter la maison : aux assistants, aux parents qui ont perdu un enfant, aux enfants, aux époux, aux amis, suivant la circonstance : *Typus humanarum aliquot, pro personarum conditione, consolationum*. L'auteur indique aussi que l'usage de sonner les cloches la nuit, commençait à disparaître depuis l'apparition du nouveau rituel ; mais il loue la pratique qui s'introduisait alors de chanter à l'église, immédiatement après le décès du fidèle, la recommandation de l'âme, si le défunt ou les parents l'ont demandé.

Les deux docteurs qui approuvèrent la première édition dont le titre est latin, sont les Frères Julien Joubert et Louis Gaultier. Le premier seul est connu : « F. Julien Joubert, écrit M. Cosnard, né à Angers, docteur de Paris, où il a professé, était excellent scholastique : on le surnommait le Petit-Saint-Thomas. Il a prêché quarante carêmes de suite dans les principales villes de France ; il fut nommé vicaire de la Congrégation à Compiègne en 1632 ; il fut prieur à Blois, à Tours et à Lyon, et il est mort âgé de 68 ans, le 24 septembre 1658 et fut enterré dans le chapitre du couvent du Mans ; il a beaucoup contribué à la prospérité du couvent et fait bâtir l'infirmerie.... » (*Les FF. Prêcheurs du Mans*, p. 86.) Louis Gaultier était sans doute du même ordre.

Comme l'approbation est du 29 novembre 1652, il y a place pour une ou plusieurs éditions avant la nôtre.

Cette petite étude me donne occasion de signaler le nom des deux poètes qui honorèrent Alton de leurs hommages et qui méritent ainsi de figurer dans une bibliographie complète du Maine. R. Picheton, prêtre, qui se qualifie archichapelain de Saint-Pierre-de-la-Cour, loue son confrère dans trois distiques anagrammatiques qu'il lui dédie solennellement.



Piissimo eruditissimoque | viro Domino D. | Gervasio Alton |  
Oarensi decano | meritissimo, necnon Colongensis |  
Æcclesiæ pastori vigilantissimo

Anagramma

Gervasius Alton

Gratius nos leva

Sicubi mortales morsus subiere caninos

Ne rabies subeat tum prece, tum arte caves.

Dæmonas at scriptis melioribus attere ; *nosque*

Vicinos morti *gratius* inde *leva*.

Cum corpus serves dignus ; sed dignior exstas

Cum mentem, pars hæc corpore digna magis.

M. R. Picheton, P. Æcclesiæ

S. Petri de Curia Archicapellanus.

L'Oratorien Nicolas Morin a écrit en tête du Manuel du doyen d'Oisé une longue pièce de 64 vers latins, dont les 29 premiers contiennent une virulente apostrophe contre ceux qui abandonnent sans soins et sans secours religieux les pauvres malades.

Inter lethiferi contagia noxia morbi

Et vitæ mortisque moras, solaminis ægros

Auxilique (nefas) vitæ melioris egentes

Subsidiis nullis incerto occumbere letho,

Afflictam fateor subit indignatio mentem. . . .

La fin de la pièce est l'éloge du pasteur de Coulongé :

Hæc tacito mecum iratus dum corde voluto,

Atque gemens dignis pastores damno querelis,

Ecce salutiferis fœcundo pectore verbis

Ægrorum sortem Altonus miseratus iniquam

Detonuit solvitque nefas. . . .



Et la recommandation de l'ouvrage :

Ergo librum tanti solati perlege, pastor.  
Nil nisi divinum suavi modulamine, docto  
Mellifluisque tibi resonabit pagina verbis.  
Subsidium tibi, languenti solamen, utrique  
Æternam pariat, crebro meditata, salutem.

Nicolaus Morinus,  
Congregationis Oratorii Presbyter.

Hauréau qui mentionne les vers de R. Picheton, ne parle pas du petit poème de Nicolas Morin, probablement parce que la pièce n'a paru qu'en tête de la seconde édition.

A. ANGOT.



---

UN

VICOMTE DU MAINE IMAGINAIRE AU XI<sup>e</sup> SIÈCLE :

ROSCELIN

---

Dans une étude que nous avons publiée récemment (1), nous avons admis, après M. Menjot d'Elbenne (2) et après Hucher (3), l'existence dans la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle d'un vicomte du Maine appelé Roscelin. L'existence de ce personnage nous semblait attestée par une charte du comte du Maine, Hugue, conservée en original aux Archives de la Manche et par deux notices du *Cartulaire de Saint-Vincent*. D'après ces documents Roscelin aurait déjà été vicomte en 1014, et il l'était encore en 1035 (4). Nous avons essayé de l'insérer dans la généalogie des vicomtes du Maine en supposant qu'il avait eu pour père Raoul III, qui est connu par divers actes et notamment par la charte de fondation du prieuré de Solesmes (1006-1015), et pour fils Raoul IV mentionné dès 1039 comme vicomte dans une notice du *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* (5). Cette hypothèse se heurtait à une grave objection : nous avons remarqué qu'une charte du Livre des serfs de Marmoutier, rédigée entre le 25 décembre 1021 et le 28 mars 1026, contenait la

(1) *Les premiers vicomtes du Maine* dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. LXV (1909), p. 80-88.

(2) *Les sires de Braitel au Maine du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle* dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. I (1876), p. 201.

(3) *Monuments funéraires et sigillographiques des vicomtes de Beaumont* dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. XI (1882), p. 320 et suiv.

(4) Article cité, p. 83 et 84.

(5) Article cité, p. 83, note 5, et p. 84, note 3.



souscription d'un vicomte Raoul. Il nous avait fallu, par conséquent, justifier la coexistence de ces deux vicomtes, Roscelin et Raoul, et nous n'avions pu le faire que très gauchement (1).

Une indication de M. Ferdinand Lot nous a permis de résoudre cette difficulté. Il n'y a pas eu simultanément deux vicomtes au Mans ; Raoul et Roscelin ne sont qu'un même personnage, car Roscelin n'est qu'une forme hypocoristique du nom de Raoul, comme le montre explicitement une notice du XI<sup>e</sup> siècle, insérée dans le *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, dont nous publions en note un passage caractéristique (2). Roscelin n'est autre que Raoul III dont l'existence doit être prolongée jusqu'en 1035 et peut-être au-delà (3). Il mourut à une date indéterminée, et il eut deux enfants Raoul IV, qui lui succéda, et Geoffroi. La limite entre les règnes de Raoul III et de Raoul IV est fort difficile à tracer par suite de l'homonymie de leurs vocables.

R. LATOUCHE.

(1) Page 83, note 7.

(2) *Miraris, lector, quod alteram cartam de eadem vicaria retro actam invenies, quod impossibilitas hanc habendi fecit. Verum illam alteram, quæ prior scripta invenitur, sicut a vero relatore didici, ita edidi. In hoc vero discrepat prior ab ipsa, quod in ea pervasorem vicariæ Roscelinum nominat, in hac autem Radulfum, quod idcirco forte accidit, quia binomius fuit, et usu quidem semper est Roscelinus ore vulgi vocitatus, et in lavachro baptismatis a patrinis Radulfi nomen est impositum. (Cartul. de Saint-Père de Chartres, éd. Guérard dans la Coll. des doc. inédits, t. I, p. 142). — Sur cette question, voir A. Longnon, *Polyptyque de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris, H. Champion, (Publications de la Société de l'histoire de Paris), t. I, (1895), p. 270-274. — *Roscelinus* est la forme hypocoristique des noms d'origine germanique commençant par le radical *Rod*, comme *Rodulfus* ou *Rodbertus*, de même que *Goslinus* est celle des noms qui commencent par le préfixe *God* comme *Godbertus* ou *Godfridus*.*

(3) Notre argumentation peut s'appliquer à un autre vicomte du Maine du XII<sup>e</sup> siècle nommé Roscelin, qui est mentionné dans une charte du *Cartulaire de Saint-Aubin* ainsi que dans l'*Historia ecclesiastica* d'Orderic Vital (Hucher, article cité, p. 332 et suiv).



---

## CHRONIQUE

---

Notre Société vient de faire une nouvelle perte, des plus sensibles, en la personne de M. le contre-amiral Coulombeaud, commandeur de la Légion d'honneur et de plusieurs ordres étrangers, médaillé de Crimée, du Mexique et du Tonkin, décédé au château d'Isaac, près Le Mans, le 5 septembre 1909, dans sa 78<sup>e</sup> année.

Au cours de sa longue et brillante carrière, M. le contre-amiral Coulombeaud s'était particulièrement distingué pendant la guerre de Chine, en 1884-1885, sous les ordres de l'amiral Courbet dont il fut un des lieutenants les plus dévoués et les plus intrépides. Il commandait alors le croiseur *D'Estaing*, avec lequel il prit une part décisive et glorieuse au mémorable combat de Fou-Tchéou et à la descente de la rivière Min, l'un des faits d'armes les plus audacieux de notre marine. Quelques mois plus tard, le commandant Coulombeaud contribuait aux opérations contre Formose, à la prise des îles Pescadores et s'emparait d'un grand transport chinois, où se trouvaient deux généraux, près de 800 officiers ou soldats du Céleste-Empire et un trésor de 10,000 piastres.

D'une grande générosité de sentiments et d'une extrême bienveillance, M. le contre-amiral Coulombeaud daignait encourager en toutes circonstances les efforts de notre Société et lui témoigner, ainsi qu'à son président, d'amicales sympathies. Sa mort nous cause de très profonds regrets et nous lui garderons un inaltérable souvenir de respectueuse gratitude.

R. T.

---



---

# DOUILLE EN BRONZE

## GALLO-ROMAINE

### DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DU MANS

---

Dans son intéressante collection de bronzes gallo-romains, le musée archéologique du Mans possède une curieuse douille surmontée d'un buste de femme et munie de deux supports ouverts, inscrite sous le numéro 731 du catalogue et qui a figuré à l'exposition universelle de 1900 sous la désignation de *Timon de char gallo-romain*.

La provenance en est malheureusement inconnue, et M. Hucher n'a pu que présumer « qu'elle venait de la région, peut-être du département de la Sarthe ».

Bien que, cette pièce remarquable ait attiré l'attention, à plusieurs reprises déjà, personne jusqu'à ces derniers temps n'avait cherché à préciser son usage.

Nous tenons dès lors à signaler aux lecteurs du Maine la note que le savant conservateur au musée du Louvre, M. Héron de Villefosse, lui a récemment consacrée dans le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France* (1).

Dès le mois de mars 1908, M. Héron de Villefosse présentait à la Société des Antiquaires de France une étude

(1) Premier et deuxième trimestres 1909.



d'ensemble sur les douilles en bronze à supports annulaires conservées dans les divers musées et collections (1).

Toutes, selon lui, étaient de l'époque romaine, et il en décrivait déjà *dix-neuf*, dont six provenant de la Gaule, deux de l'Afrique, deux de l'Espagne, trois de l'Italie, six de pays divers ou inconnus.

La hauteur et le poids étaient variables, mais le type identique.

Après avoir discuté les différentes destinations jusqu'alors attribuées à ces objets (couronnement de hampe, clef de fontaine, ornement de meuble, timon ou ornement de char) M. Héron de Villefosse y voyait de préférence, avec M. Lechat, des *porte-guides*, s'appuyant sur le fait, prouvé par les monuments, qu'à l'époque grecque des pièces analogues, munies de deux anneaux pour le passage des guides, étaient certainement placées sur le joug des chevaux.

Au cours de cette première étude, la douille du musée du Mans avait échappé à M. Héron de Villefosse. Aussi l'a-t-elle intéressé doublement lorsque nous avons eu le plaisir de la lui montrer, et il lui a fait l'honneur de la comprendre, avec deux nouvelles douilles retrouvées au Musée du Louvre et au musée municipal de Dijon, dans une note complémentaire.

A la fin de cette note, M. Héron de Villefosse décrit ainsi la douille du Musée du Mans, qui prend le n° 22 de son catalogue :

« Douille ronde, surmontée d'un buste de femme. Le buste est nu ; la chevelure est chargée de corymbes ; une longue boucle de cheveux tombe sur chaque épaule. A droite et à gauche, la douille est munie d'un support

(1) *Mémoires*, 7<sup>e</sup> série, tome VII, p. 268. Un archéologue belge, M. Franz Cumont, avait abordé précédemment le sujet, mais il ne connaissait encore que huit de ces douilles.



» ouvert composé d'une tige végétale, légèrement recour-  
» bée, d'où sort une tête de cheval. La douille est percée  
» d'un trou produit par un coup d'instrument pointu.

» Hauteur : 0<sup>m</sup> 165 ; largeur (compris les crochets) :  
» 0<sup>m</sup> 185 ; diamètre de la douille : 0<sup>m</sup> 07. Poids : 1 k. 140. »

C'est, ajoute-t-il, le *troisième* exemplaire connu, muni  
de supports ouverts.



DOUILLE EN BRONZE DU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DU MANS

Dessin de M. P. Verdier.

Le premier se trouve au Musée du Cinquantenaire à Bruxelles, et a été découvert en 1906 dans les travaux du chemin de fer de Hal à Ninove. Les supports sont formés par de grosses têtes de canards, le bec en l'air : la douille est surmontée d'un buste de Minerve casquée et vêtue de l'égide.

Le second est au Musée du Louvre et provient des environs de Nicomédie. Les supports se terminent par des têtes de cygnes et la douille par une tête d'aigle au bec crochu.

Une minutieuse comparaison entre ces vingt douilles



désormais connues donne lieu à de nouveaux et intéressants rapprochements. Il faut reconnaître, toutefois, qu'elle ne permet pas encore de trancher le délicat problème de leur destination. M. Héron de Villefosse craint même d'avoir été un peu trop affirmatif, dans son premier mémoire, en les considérant toutes comme des *porte-guides*. Quelques-unes lui paraissent maintenant bien pesantes pour avoir rempli ce rôle, et il conclut que toutes n'ont peut-être pas eu la même destination.

Quoi qu'il en soit, le musée archéologique du Mans peut s'honorer de posséder dans sa douille — *porte-guides* ou *timon de char* — un bronze gallo-romain d'une grande rareté et d'une réelle valeur, l'un des *vingt* spécimens jusqu'ici signalés. Ne fut-ce qu'à ce titre, nous avons le devoir d'analyser ici la savante communication de M. Héron de Villefosse et de le remercier d'avoir bien voulu mettre ainsi en relief, une fois de plus, l'intérêt de la collection archéologique de la ville du Mans (1).

ROBERT TRIGER.

(1) Grâce au talent de notre excellent ami M. Paul Verdier, nous pouvons donner ci-joint le dessin très exact de la douille du musée du Mans, d'après la photographie que nous avons envoyée à M. Héron de Villefosse et qui a été reproduite dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*.

---



---

# OBSERVATIONS

## SUR LA DIPLOMATIQUE DES ÉVÊQUES

### DU MANS

---

Les règles de la diplomatie épiscopale étant insuffisamment connues, une étude sur la diplomatie des évêques d'un diocèse ne peut pas prétendre déterminer les particularités que présentent les actes de ces évêques par rapport aux autres ; il faudra peut-être encore longtemps avant que l'on en soit à ce point. Pour le moment le terrain est assez inexploré ; tout système que l'on prétendrait construire dès aujourd'hui aurait chance de s'accorder mal avec le résultat des recherches de demain. C'est pourquoi les présentes observations ne visent pas à autre chose qu'à mettre en ordre des matériaux et à préparer ainsi, dans une certaine mesure, la généralisation.

Nous avons divisé l'espace de temps dont nous nous occupons en cinq périodes : la première comprend les chartes antérieures au X<sup>e</sup> siècle.

La seconde, les X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles et le XII<sup>e</sup> jusqu'à Gui de Ploërmel (1126-1136) inclusivement.

La troisième embrasse les évêchés d'Hugues de Saint-Calais, Guillaume de Passavant et Renaut (1136-1190).

La quatrième, ceux d'Hamelin et Nicolas (1190-1216).

La dernière, le reste du XIII<sup>e</sup> siècle (1216-1299).

---



## I. — CHARTES ANTÉRIEURES AU X<sup>e</sup> SIÈCLE

Ces chartes, fort peu nombreuses, nous sont toutes fournies — à l'exception de deux sur lesquelles nous reviendrons — par deux sources assez étroitement apparentées : les *Gesta Aldrici* et les *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium* (1). Ces compilations, et surtout la seconde, ont une trop mauvaise réputation pour que l'on puisse accepter, les yeux fermés, les pièces qui y sont contenues. Il y a donc lieu d'examiner en détail nos chartes mérovingiennes et carolingiennes. Les remarques individuelles sont du reste les seules que l'on puisse se permettre en face d'un si petit nombre de textes.

Parmi les dix pièces que nous ont conservées pour cette période les deux ouvrages dont nous venons de parler, les deux plus anciennes (VI<sup>e</sup> siècle) se trouvent à la fois dans les *Gesta* et dans les *Actus* ; — les cinq suivantes (VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles) ne se rencontrent que dans ces derniers ; — tandis que seuls les *Gesta* nous ont transmis le texte des trois dernières (IX<sup>e</sup> siècle). Nous suivons donc, en les rangeant ainsi, à la fois l'ordre chronologique et celui des sources.

### § 1. — PIÈCES CONTENUES A LA FOIS DANS LES *GESTA* ET DANS LES *ACTUS*.

Ce sont les deux actes de saint Domnole en faveur du monastère de Saint-Vincent (2).

Pour en établir le texte nous possédons :

1<sup>o</sup> La version des *Gesta Aldrici* dans le manuscrit de cet ouvrage (B) et dans le résumé qu'en donne le manuscrit manceau des *Actus* (C).

(1) Cf. ci-dessus, *Tableau des sources*, § I.

(2) Catalogue, nos 1 et 2.



2° La version des *Actus* représentée par le manuscrit du XII<sup>e</sup> siècle (*D*) et par celui du XVII<sup>e</sup> (*E*).

3° Le *Cartulaire de Saint-Vincent* (*F*) abrège le premier acte et y mêle des fragments empruntés au second.

Selon Julien Havet (1) ces différentes versions se ramèneraient à une seule : celle que contient le manuscrit des *Gesta Aldrici*. Les deux rédactions des *Actus* en seraient dérivées directement et celle du *Cartulaire de Saint-Vincent* en serait dérivée par l'intermédiaire des *Actus*. Nous ferons d'abord observer que, quand bien même il serait prouvé que le texte des *Gesta Aldrici* a servi de modèle à l'auteur des *Actus*, ce ne serait pas une raison pour négliger la copie de ce dernier, puisque personne ne songera à contester que, vivant au IX<sup>e</sup> siècle, il n'a pu s'inspirer du manuscrit même que nous avons sous les yeux, lequel est du XI<sup>e</sup>. Pour la même raison, nous croyons utile de tenir compte des variantes de la copie *C*, qui est évidemment dérivée des *Gesta*, parce que cette copie ne nous paraît pas avoir pour source le manuscrit des *Gesta* que nous avons, et peut nous servir à rectifier des erreurs ou à supprimer des corrections introduites par le copiste du XI<sup>e</sup> siècle. En aucun cas, les variantes de *D* et *E* ne seraient donc à dédaigner ; mais nous ajoutons qu'il ne nous semble pas vraisemblable que ces copies dérivent même de l'exemplaire original des *Gesta Aldrici*. Il nous semble en effet résulter des observations de M. le chanoine Busson (2) que la première partie des *Actus* a été composée, non à la fin de l'épiscopat d'Aldric, comme le supposait Julien Havet, mais au commencement, vers l'année 836, et qu'elle est au moins contemporaine de la rédaction première des *Gesta*. Il est dès lors difficile de croire à un emprunt de la part de l'auteur des *Actus*,

(1) *Les Actes des Évêques du Mans*, Œuvres, t. I, p. 307.

(2) Introduction à la dernière édition des *Actus* (1902), p. xxiv, cf. *Le Moyen-Age*, 1905, pp. 268 seq.



d'autant que rien dans le texte n'impose cette supposition, et M. Busson a eu raison de dire (1) que tous les deux ont puisé dans les archives de l'évêché ; nous ne nous séparons de lui que quand il atteste la sincérité du rédacteur des *Actus* ; les copies dues à ce personnage sont corrigées ou remaniées, la chose ne nous paraît que trop certaine.

Quant au *Cartulaire de Saint-Vincent*, il ne nous semble pas non plus qu'on doive l'écarter de prime abord. Julien Havet remarque qu'il place avant la charte de saint Domnole une notice sur cet évêque, qui n'est que la reproduction de la notice des *Actus*, et il en conclut que la charte aussi est empruntée aux *Actus*. Mais la preuve n'est pas valable, car : premièrement les moines de Saint-Vincent pouvaient connaître les *Actus* et leur emprunter une notice pour se dispenser d'en composer une, et posséder cependant un texte à eux de leurs plus anciens privilèges ; en fait les deux versions sont assez différentes pour autoriser cette hypothèse ; secondement le cartulaire de Saint-Vincent, probablement rédigé dans le premiers tiers du XII<sup>e</sup> siècle (2), assez longtemps avant le manuscrit le plus ancien que nous ayons des *Actus*, n'a pu emprunter à ce manuscrit l'acte en question.

Ceci posé, nous ne ferons pas difficulté d'avouer que la copie du *Cartulaire de Saint-Vincent* est mauvaise ; le rédacteur de ce cartulaire, qui avait, semble-t-il, l'habitude de prendre pas mal de libertés avec les textes qu'il reproduisait, a mutilé la charte de saint Domnole en supprimant toute l'énumération des biens concédés par lui et, de plus, il a brouillé toute la fin de l'acte en y mêlant la formule de malédiction et quelques souscriptions de la deuxième donation de saint Domnole ; on est donc conduit après examen à considérer la copie du cartulaire de Saint-Vincent comme à peu près sans valeur.

(1) *Op. cit.*, p. CXXXIII.

(2) Cf. ci-dessus, *Tableau des sources*, § V.



La meilleure version est pour l'un et l'autre acte, celle des *Gesta Aldrici* ; c'est celle qui nous paraît reproduire avec l'exactitude la plus grande les particularités linguistiques des originaux, tandis que la version des *Actus* contient des corrections grammaticales et même des tournures refaites (1). Nous pensons en effet que les chartes de saint Domnole étaient écrites dans le barbare *latin mérovingien* ; l'éditeur des *Actus* ne veut pas y croire et attribue les fautes à je ne sais quels copistes du VII<sup>e</sup> ou du VIII<sup>e</sup> siècle : « Il nous paraît certain d'abord, dit-il (2), » que ni le texte des *Gesta* ni celui des *Actus* ne sont la » reproduction immédiate du texte original. Ce texte a été » copié par un ou plusieurs clercs qui ne connaissaient » plus que le mauvais latin, dit mérovingien : ce n'était » pas le latin de saint Domnole ; nous n'avons aucune raison de croire qu'il fût moins lettré que ses collègues » signataires, comme lui, des décrets du concile de Tours » en 567 et de la lettre à sainte Radegonde ; même, sa » connaissance de la prosodie, sa prose métrique facile et » très accentuée doivent faire penser le contraire ». On ne s'étonnera pas qu'après cela M. Busson juge que : « l'auteur des *Actus* a trouvé une copie meilleure que celle qui tomba sous la main de saint Aldric » (3). Selon nous, sa copie est plus corrigée. Il nous paraît en effet peu indiqué de prendre comme terme de comparaison les décrets du concile de Tours, qui ne nous sont connus que par des manuscrits de l'époque carolingienne (4) ; il vaut mieux nous en rapporter aux chartes mérovingiennes originales ou aux œuvres dont nous possédons des manuscrits vrai-

(1) Ces variantes sont mises en relief par M. Busson, *op. cit.*, p. cxxxi.

(2) *Op. cit.*, p. cxxx.

(3) *Op. cit.*, p. cxxxii.

(4) Voyez l'étude des sources qui précède l'édition de Maassen. *Mon. Germ. Hist. Concilia Aevi Merovingici* (1883).



ment anciens. Alors, renversant l'argument, nous dirons que nous n'avons aucune raison de croire que saint Domnole fût meilleur latiniste que saint Grégoire de Tours, ou que le diacre *Aunulfus*, son scribe, fût plus lettré que les référendaires de la chancellerie royale ; et nous concluons, non pas évidemment que toute faute de grammaire rencontrée dans nos copies est imputable à l'original, mais que celui-ci devait en présenter d'assez nombreuses.

Nous trouvons, en effet, dans le premier acte de saint Domnole, tel qu'il se présente à nous dans le texte des *Gesta Aldrici*, presque toutes les particularités grammaticales et les graphies propres à l'époque mérovingienne ; nous y trouvons notamment l'une des plus importantes : la confusion presque perpétuelle de l'accusatif et de l'ablatif en un seul cas : *pro salutem populi, dono villa cognominante Tritione, de dominationem*, etc..., nous y rencontrons aussi la simplification des genres pour les pronoms : *Villa quem, armentum quem*, etc... Il est cependant une graphie bien mérovingienne dont notre manuscrit ne nous présente que peu d'exemples : c'est la graphie *i* pour *e*, ou l'inverse (*ficit, nomene*). On ne la rencontre que dans deux noms propres : *Saturniacinse, Locogiacinse*, et dans un génitif singulier : *donationes*, où elle a trop bien la physionomie d'un autre cas pour qu'on puisse la compter. Nous croyons que, sur ce point, le copiste du manuscrit 99 de la bibliothèque du Mans a modifié le texte primitif des *Gesta*. En effet, dans le résumé des dits *Gesta* qui figure comme notice d'Aldric au manuscrit 224 de la bibliothèque du Mans (1), c'est-à-dire dans notre version C, nous trouvons au lieu de *supra ripa Sartæ situm*, cette leçon : *supra ripa Sartæ SECUM* qui nous paraît être évidemment la lecture du copiste du XII<sup>e</sup> siècle pour *setum*, lequel aurait figuré dans ce cas, sur l'original et sur la copie

(1) F<sup>o</sup>, 89, édition Busson et Ledru, p. 312.



du IX<sup>e</sup> siècle. Même remarque en ce qui concerne le passage très corrompu de la fin, où Henschel a vu la mention de la *Lex Aquilia* : *Ausi juliani legis indementationem*, dit *B*, tandis que *C* porte, plus près de la vérité : *Aus juliani legis indetamentationem* ; que l'on corrige : *Aquiliani (-ne) legis*, etc.

Pour en finir avec les observations de critique textuelle, nous signalerons un autre passage qui contient une variante curieuse des *Actus*. D'après les *Gesta Aldrici*, voici comment Domnole s'exprime au sujet de la basilique qu'il a fondée : « Cum pro salutem populi vel custodiam civitatis, reliquias *Domini ac venerabilis sancti Vincentii martiris*, intercedente præsumptione, ausi fuerimus deferre, cum Dei adjutorio et vestro, *eidem* loco dignitatis ereximus in culmine... » (1)

Or, au lieu de *eidem*, les *Actus*, dans leurs deux manuscrits, donnent *eisdem*. C'est le *Cartulaire de Saint-Vincent* qui nous donne l'explication de cette anomalie, il écrit en effet (2) « *reliquias sanctorum martirum Vincentii et Laurentii* ». Selon nous, la version des *Gesta Aldrici* est la bonne, parce que l'épithète donnée à Saint-Vincent est d'un bon style et aussi parce qu'on ne voit pas pourquoi au IX<sup>e</sup> siècle, époque où très certainement le monastère portait le double nom des saints Vincent et Laurent (3) on aurait supprimé la mention du second ; tandis qu'on voit très bien comment un copiste, sachant que le monastère a porté ce double nom, a pu l'ajouter dans un texte où il ne figurait pas ; et s'il en était absent, c'est probablement parce que saint Domnole n'avait pas encore de reliques de saint Laurent. Ainsi la mention de ce saint

(1) *Gesta Aldrici*, édition Charles et Froger, p. 22.

(2) *Cartulaire de Saint-Vincent*, édition R. Charles et S. d'Elbenne, col. 6.

(3) *Actus*, édition Busson et Ledru, p. 327, 339. Le nom de Saint-Vincent, seul, est plus fréquent.



a dû être ajoutée, puis elle a été retirée dans les *Actus* parce que, dans le courant du moyen-âge, le vocable de saint Laurent disparut, et le résultat produit est une phrase dont le commencement est au singulier et la fin au pluriel.

Notre acte de saint Domnole commence par une adresse : *Domino venerabili æcclesiæ Genomannice clero Domnolus episcopus*. Il ne nous semble pas que cette manière de débiter soit absolument normale et, d'après ce que nous savons du formulaire des actes de donation solennelle, nous attendons une invocation. Il paraît probable qu'elle était exprimée sur l'original seulement sous forme monogrammatique. Le signe informe dont quelques-uns ont fait un *christmon*, où d'autres voient des notes tironniennes défigurées signifiant *In nomine Deo* ou quelque chose d'analogue, a servi d'invocation unique aux rois mérovingiens ; il n'y a pas lieu de s'étonner que notre évêque ait suivi la même coutume, et encore moins qu'un copiste qui ne pouvait plus comprendre ce genre d'invocation, se soit refusé à le traduire en langage clair.

L'adresse appelle une observation : l'expression *Domino venerabili* semble ne pouvoir s'appliquer qu'à une personne déterminée, or, ici l'acte est adressé à une collectivité : le clergé du Mans. Nous croyons qu'il faut voir dans cette particularité le souvenir d'un formulaire. Les donations aux églises ou aux monastères sont souvent adressées aux évêques ou aux abbés. Nous verrons plus loin un acte de l'évêque Aiglibert (1) qui est dans ce cas : *Dilectissimæ propinquæ nostræ Adrehilde abbatissæ* ; d'autre part les précaires commencent toutes uniformément par une adresse telle que celle-ci : *Domino sancto ac venerabili sede apostolico, N. episcopo*. Si le formulaire, dont nous supposons ici l'influence, portait quelque chose comme : *Domino venera-*

(1) Catalogue, n° 5. *Actus*, édition Busson et Ledru, p. 210.



*bili illi episcopo vel abbati*, on s'explique la forme de notre acte : la grammaire ne gênait pas beaucoup les scribes mérovingiens. Le testament de saint Hadouin contient un passage du même genre (1) : *Domino magnificis in Christo et sanctæ ecclesiæ filiis Bodilono et Audranno*.

Après l'adresse, nouvelle lacune : l'acte de saint Domnole, contrairement à ce que nous sommes habitués à trouver à la même époque, n'a pas de préambule. Une simple phrase exprime l'importance qu'attachait l'évêque à l'approbation de son clergé : « *Congruum nobis fuit ut votum desiderabile in caritatis vestre noticiam poneremus, quia si consensus vester desiderium cordis nostri decreta adnecterit, credimus nullius ullo unquam tempore contrarietate a vobis pariter firmata posse convelli* » (2). Ce n'est pas là un préambule comme ceux qui ouvrent d'habitude les actes mérovingiens. Il est vrai que ces préambules, amas de phrases assez vides, que l'on extrayait toutes faites des formulaires, n'avaient pas d'importance au point de vue juridique, et pouvaient être négligés par les copistes : « Comme l'invocation et le préambule, a-t-on fait observer, n'étaient pas des parties essentielles de l'acte, les copistes des temps postérieurs ne se faisaient pas faute d'y introduire des modifications » (3). La suppression est une modification assez radicale : c'est celle qui a sans doute été pratiquée ici.

Pour le reste, notre acte ne nous paraît pas présenter de difficultés de nature à faire mettre en doute son caractère authentique. La donation est faite *in ipsius Domni Vincentii honorem*, ce qui est bien mérovingien. J. Havet a noté (4) que les énumérations d'esclaves, désignés par leur nom,

(1) *Actus*, édition Busson et Ledru, p. 161.

(2) *Gesta Aldrici*, loc. cit.

(3) *Recueil des chartes de Saint-Benoît-sur-Loire*, par MM. Prou et Vidier. Examen du *Testamentum Leodebodi*, p. 14.

(4) *Op. cit.*, p. 311.



outre qu'elles sont bien un trait du temps, constituent un genre de disposition qu'un faussaire vivant deux cents ans après saint Domnole, n'aurait pas imaginé, puisque cette cession perdait tout intérêt au bout d'une vingtaine d'années tout au plus. Le même critique a insisté sur la cadence métrique des phrases : il n'y a qu'à noter ici cet argument en faveur de l'authenticité de la pièce.

La formule de malédiction qui termine le texte, n'a rien qui puisse surprendre, si ce n'est le membre de phrase : *si aut pontifex CIVITATUM* (1). Le mot *civitatum*, au pluriel, serait mieux à sa place dans un acte confirmé par plusieurs évêques : ici, seul saint Germain de Paris a souscrit avec saint Domnole. Faut-il y voir une simple faute de copie, ou encore un souvenir de formulaire ? Nous ne saurions nous prononcer.

La formule finale : *Aus iuliani legis indeta mentionem*, qui est inintelligible, deviendrait, par la correction : *Aquiliani legis...* un équivalent acceptable du classique *stipulatione subnixa*.

La date placée après les formules comminatoires et avant les souscriptions, est libellée d'une façon qui n'a rien que de très mérovingien, y compris un solécisme : « Actum Cenomannis in civitate, anno XI regnante domini nostri Chilperici regis ». Les souscriptions viennent ensuite ; il faut noter qu'elles ne sont pas annoncées dans l'acte, contrairement à ce qu'on observe dans la deuxième donation de saint Domnole ; ce peut être une nouvelle lacune de nos copies, mais moins explicable que celles du début, les formules de corroboration n'étant pas sans importance pour la valeur de l'acte. Quant à l'ordre des souscriptions, c'est bien celui des *Gesta Aldrici* qui est le plus correct : Les évêques d'abord, savoir saint Domnole et saint Germain, désignés par l'épithète *Peccator*, sans titre ni indication de

(1) Dans la version des *Gesta*, car *D E F* donnent *Civitatis*.



leur siège épiscopal, puis les prêtres parmi lesquels deux, le premier et le troisième, ont la même épithète *peccator*, soit qu'il faille lire, avec le cartulaire de Saint-Vincent, *presbiter*, soit que l'ordre des signatures ait été interverti et qu'*Iniuriosus* et *Dinamius* soient des évêques que l'on n'a pas identifiés, — enfin les diacres. Le diacre *Aunulfus*, désigné dans le texte comme le scribe de la pièce, n'a pas souscrit ou du moins nous ne trouvons pas sa souscription ; c'est peut-être parce que l'auteur des *Gesta Aldrici* n'a pas pu la lire : on sait que les souscriptions de référendaires ou de notaires sont assez indéchiffrables dans les diplômes mérovingiens et carolingiens. C'est du reste, le seul de nos actes mérovingiens qui présente cette omission.

En résumé, malgré quelques lacunes dans sa rédaction, nous ne voyons pas de raison sérieuse de contester l'authenticité de la première charte de saint Domnole.

Il en est de même du deuxième acte du même évêque, daté de la vingtième année de Chilpéric, la veille des nones de septembre (1). Cette date, formulée d'une manière qui ne laisse rien à désirer, est insérée dans le titre même : « Item exemplar quod Domnus Domnolus de villa Canon per consensum canonicorum suorum ad ecclesiam sancti Vincentii fecit anno xx regni Domni nostri Chilperici gloriosissimi regis pridie nonas septembris ». Puis, au début de l'acte, prennent place la suscription et l'invocation. Cette disposition anormale est commune à toutes nos copies, c'est-à-dire aux *Gesta* et aux *Actus*, qui l'ont donc empruntée à une source commune. Julien Havet (2) a émis l'hypothèse que cette date appartient au début même de l'acte et qu'elle a simplement été détachée de là par le copiste.

(1) 4 septembre 581. Catalogue, n° 2. *Gesta Aldrici*, édition R. Charles et Froger, p. 26.

(2) *Op. cit.*, p. 311.



Il explique la présence d'une date au début par ce fait que l'acte de saint Domnole se présente ici sous la forme d'une addition au testament de l'évêque : « Quia ante tempus testamentum meum condidi et in eo voluntatem meam adhuc non complevi ». Ajoutant quelque chose à son testament, Domnole reproduit la disposition classique des testaments, rien de plus naturel. — Cette explication ne nous satisfait pas. En effet, la pièce en question ne contient pas un legs, mais une donation : « *dono basilicæ... ab hodierna die predictus abbas... ad stipendia fratrum nuncupante (-nuncupatæ) basilicæ faciat revocare* ». Ces termes sont assez explicites. D'autre part rien dans les formules ne rappelle un testament : ni indication relative à la valeur de la pièce au cas où les formalités ne seraient pas remplies, ni insertion aux *gesta municipalia*, ni date de lieu, ni témoins en nombre suffisant (il y en a 4 au lieu de 7). Le mot *testamentum*, sur lequel l'hypothèse de Julien Havet s'appuie, n'a pas toujours, on l'a maintes fois noté (1), le sens d'acte de dernière volonté, jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle il peut désigner une donation entre vifs. Nous croyons qu'ici ce mot désigne simplement la donation de 572, l'acte n° 1 de Domnole, dont celui-ci n'est bien en réalité que l'appendice ou la continuation. Même dans cette hypothèse le déplacement de la date n'est pas inexplicable ; que l'on se représente la disposition d'un original où cette date serait placée, comme dans les diplômes royaux, au bas de l'acte, après les signes de validation ; cette date, que sa place matérielle mettait un peu en dehors du texte, il n'est pas invraisemblable qu'un copiste l'ait transportée, et insérée dans le titre, où elle avait l'avantage d'attirer du premier coup l'attention.

L'acte débute par une invocation jointe à la suscription : *Ego Domnolus in Christi nomine episcopus*. Ni adresse, ni

(1) Prou, Examen du *Testamentum Leodebodi*, dans *Recueil des chartes de Saint-Benoît-sur-Loire*, p. 11.



préambule, ce qui n'a rien de très extraordinaire, puisque l'acte n'est qu'un appendice à une donation antérieure. Dans le texte, la principale particularité à signaler est l'interpolation introduite par l'auteur des *Actus*. Après le membre de phrase que nous avons cité : « ...nuncupante basilicæ faciat revocare », les *Actus* ajoutent en effet : « et sub jure memoratæ cenomanensis ecclesiæ juste et legitime esse debere censeo ». Ce passage tendancieux, puisqu'il consacre la mainmise de l'évêché sur l'abbaye de Saint-Vincent, est jugé par Julien Havet une « interpolation frauduleuse ». Il a en effet contre lui cette double circonstance qu'il manque dans les *Gesta Aldrici*, et qu'il interrompt la cadence métrique. Dès lors il nous semble à bon droit condamné. M. l'abbé Busson proteste contre cette condamnation et déclare que l'on rétablit une cadence métrique en lisant *censeo esse debere* (1). Mais nous ne saurions entrer dans ces vues. Pour que l'on puisse utilement se servir de la prose métrique pour critiquer les actes douteux, il faut exclure tout ce qui ressemblerait à une manipulation arbitraire des textes. Les cadences sont si nombreuses que l'on peut toujours en tirer quelques-unes d'une phrase quelconque en changeant l'ordre des mots, mais alors on ôte à cet argument presque toute sa valeur : seules les cadences fournies par les manuscrits doivent être retenues ; on s'expose ainsi à en perdre plusieurs par la faute des copistes, mais on ne s'expose pas du moins à en inventer. Nous croyons donc que la cadence découverte par M. Busson doit être rejetée, et le passage introduit dans les *Actus* reste une addition, au sujet de laquelle il paraît difficile de défendre les intentions du compilateur.

§ 2. — PIÈCES CONTENUES DANS LES *ACTUS* SEULS.

Nous nous occupons à présent des chartes que ce compi-

(1) Introduction aux *Actus*, p. CXXXII.



lateur seul nous a conservées, et dont la critique est, par conséquent, assez délicate.

La plus ancienne et la plus considérable est le testament de saint Bertrand. Cet acte, qui n'occupe pas moins de dix feuillets du manuscrit des *Actus* (1) débute par une invocation suivie de la date, puis vient la suscription, une série de formules relatives à l'exécution du testament, et le texte. Après celui-ci des menaces, une formule de corroboration, une seconde date se référant à la première, les souscriptions, enfin l'ordre d'insérer aux *Gesta municipalia*.

Dès l'abord, un observateur même superficiel est prévenu en faveur de l'authenticité du testament de saint Bertrand : il semble impossible qu'un faussaire ait pris la peine de forger une pièce de cette longueur, d'inventer tous ces legs, de noter tous ces noms propres, pour beaucoup étrangers au diocèse, alors que plus de la moitié des dispositions du testament était sans intérêt pour le but que l'auteur des *Actus* poursuivait.

En second lieu, il paraît difficile qu'un faussaire ait pu reconstituer avec assez d'exactitude une époque lointaine pour placer dans le testament des allusions historiques précises aux faits du règne de Clotaire II. En troisième lieu, il n'est pas vraisemblable qu'un faussaire ait su trouver l'accent de sincérité avec lequel saint Bertrand donne des éloges à ses protecteurs et à lui-même. Nous en citerons un exemple (2). « Omnibus notum est qualiter bis aut tercio in rebus sanctæ æcclesiæ vel proprias sustinui spoliationem, Deus scit quod non pro culpis nostris hoc passus sum, sed pro hæc quod fidem volui inlibata custodire. » Des phrases comme celle-là, et elles sont assez nombreuses dans le tes-

(1) F<sup>ms</sup> 36 r<sup>o</sup> à 45 v<sup>o</sup>. — Catalogue n<sup>o</sup> 3. *Actus*, édition Busson et Ledru, p. 101.

(2) Édition Busson et Ledru, p. 123, cf. p. 101, 107 et 110.



tament de saint Bertrand, où abondent les digressions, ne semblent pas l'œuvre d'un faussaire. Mais à ces raisons générales nous pouvons ajouter l'examen des dispositions du testament et de ses formules.

On sait que le droit romain est le droit qui régit, à l'époque mérovingienne, les hommes et les choses d'Église ; un testament d'évêque doit donc se rapprocher d'un testament romain. Et en effet, il est assez facile de reconnaître dans les formules dont se sert saint Bertrand, un souvenir assez proche du testament *nuncupatif*. Le mot lui-même y est prononcé : « te sancta Basilica Domni Petri et Pauli quam heredem cum ecclesia, *nuncupavi*... » (1).

C'est au souci d'obéir à la loi romaine qu'il faut attribuer la double date, la première mise en tête marque le jour où l'évêque a fait son testament, et la seconde, placée à la fin, rappelle la première et marque que l'acte a été dressé le jour même. Dès le début, saint Bertrand nous montre qu'il veut obéir au droit romain en nous indiquant que si son testament, par suite d'un vice quelconque ou d'un oubli, n'est pas valable comme testament proprement dit, il vaudra du moins comme *codicillus* : « Quo testamentum meum si quo casu, jure civile aut jure [prætorio] (*Preteriterem* cod.) vel alicujus nove legis interventum valere nequiverit, ac si ab intestatum, ad vicem codicellorum valere eum volo et valeat (2). Une disposition analogue se retrouve dans le testament de saint Hadouin ; Du Cange en cite une semblable du testament de saint Rémi (3) et, dans les pays de droit écrit, quelque chose en a survécu jusqu'en plein moyen-âge (4). L'évêque institue la cathédrale et l'abbaye

(1) P. 131.

(2) P. 103.

(3) Du Cange, *vº Jusprætorium*. — Je ne prétends pas pour cela que le testament de saint Rémi soit authentique.

(4) Formules des notaires de Marseille, étudiées par M. Guilhermoz, ap. Viollet, *Histoire du droit* (1890), p. 769.



de la Couture ses héritiers en leur parlant à la deuxième personne, comme cela devait se pratiquer à Rome au temps où le testament était un *acte* qu'on accomplissait, et qui comportait des paroles sacramentelles, dont celles-ci sont l'écho : « Tu... *Æcclesia Cenomannica, una cum sancta ac venerabile basilica Domni Petri et Pauli apostolorum..., heredes michi estote, heredesque meos vos esse constituo ac jubeo ; cæterive exheredes sint toti* » (1). Ces formules sont complètement inconnues au testament d'Aldric, conçu sur le type qui aurait pu servir de modèle à un faux du IX<sup>e</sup> siècle (2). De même dans la suite du testament, saint Bertrand interpelle ses héritiers à la deuxième personne, comme s'ils étaient présents, tandis qu'il parle à la troisième personne de tous les légataires sauf un (3). Le nombre des témoins exigé par la loi romaine se rencontre dans le testament, et non par hasard, ainsi que le texte prend soin de nous en instruire : « *Ut lex edocet, septem virorum honestorum subscriptionibus et sigillis credidi muniendum et pro totius rei firmitate atque stipulatione adnecti præcepi* » (4). Enfin l'ordre d'insérer aux *Gesta municipalia* est un trait excellent, puisque cette disposition qui signifiait quelque chose au VII<sup>e</sup> siècle, aurait été complètement dépourvue de sens à l'époque carolingienne (5).

Après avoir rapproché notre testament des prescriptions de la loi romaine, il est également intéressant de le comparer aux formules du VII<sup>e</sup> siècle. Il y a dans le recueil de Marculfe (lib. II, formula 17) (6) un testament qui offre

(1) P. 103.

(2) Catalogue, n<sup>o</sup> 11, *Gesta Aldrici*, édition Charles et Froger, p. 98.

(3) *Tu dulcissime nepos Sichehelmi*, p. 131.

(4) P. 140.

(5) Cf. Quicherat, dans la *Bibl. de l'École des Chartes*, V<sup>e</sup> série, t. I et Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 572.

(6) Édition Zeumer, p. 86-88.



plusieurs passages assez semblables à certaines phrases de saint Bertrand :

*Texte de Marculfe.*

... sana mente integroque consilio, metuentes (il s'agit de deux époux) casus humanæ fragilitatis, testamentum nostrum condidimus, quem illi notario scribendum commisimus. (p. 86).

... Tu tunc, dulcissima conjux mea *illa*, vosque dulcissimi filii mei *illi*, heredes quoque meos vos esse volo, hereditatem meam habituri, reliqui vero heredis exheredes sint. (p. 86).

... Id ut fiat, detur, prestetur, impleatur, te, Omnipotens Deus, testem committo. (p. 86).

De même les formules 21 et 22 du recueil des *Formulae Wisigothicae* (1).

*Formula Wisigothica 21. Testament de saint Bertrand.*

Quod si ad jus prætorium et urbanum supra valere non potueret, ab intestato, vice codicillorum ævo eam valere volo et jubeo. (p. 585).

*Texte de saint Bertrand.*

... sanus, Deo propitio, mente et corpore, sanoque consilio, metuens casus humane fragilitatis, testamentum meum condidi, eumque filio meo Ebbone notario, scribere rogavi et dictavi. (p. 103).

... Tunc tu, sacrosancta Æcclesia Cenomannica, una cum sancta ac venerabili basilica Domni Petri... heredes michi estote, heredesque meos vos esse constituo ac jubeo, ceterive exheredes sint toti. (p. 103).

Id ut detur, fiat, prestetur, fidei heredibus meis committo. (p. 103).

Quo testamentum meum si quo casu jure civile aut jure preterirem, vel alicujus novæ legis interventum valere nequiverit, ac si ab intestatum, ad vicem codicellorum valere eum volo et valeat (p. 103).

(1) Édition Zeumer, p. 585.



*Formula Wisigothica 22. Testament de saint Bertrand.*

... Humane conditionis Metuens casus humanæ fragilitatem per omnia metuens... testamentum condedi, cumque... scribere didi, scribendum dictavi. rogavi et dictavi. (p. 103). (p. 586).

Nous ne rencontrons pas de grandes difficultés dans les expressions employées par saint Bertrand. Les rois sont nommés avec les titres qu'on leur donnait dans le temps auquel se rapporte l'acte « Gloriosissimo rege... præcelsa domna Fredegunde regina » (1). Nous trouvons le mot *canonicus* qui peut nous surprendre : « Agericus episcopus (Turonensis) portionem illam quæ Sancti Martini fuit nobis vendidit et venditionem cum *canonicis* suis nobis fecit » (2). Mais nous ferons remarquer que l'emploi du mot *episcopus* pour désigner un métropolitain nous écarte déjà de l'époque carolingienne, et de plus le mot *canonici* n'est peut-être pas pris ici avec le sens de chapitre ; employé dans le sens de *clercs* il peut très bien être admis à l'époque de saint Bertrand (3). Un peu plus loin nous lisons : « Omnia quæ in *regesturiolo* meo inventa fuerint » (4). Le mot *regestorium* pour « caisse » est archaïque : Du Cange en cite un exemple de Grégoire de Tours et un de saint Césaire d'Arles, aucun de postérieur. Il faut considérer aussi comme un indice d'antiquité l'expression suivante, employée à propos des esclaves de l'évêché : « tam natione *romana* quam et *barbara* » (5) ; la distinction entre *romani* et *barbari* à tout autre point de vue qu'à celui de

(1) P. 102 et 104.

(2) P. 122.

(3) Du Cange, v<sup>o</sup> *canonicus*.

(4) P. 124.

(5) P. 135.



la langue avait bien perdu de sa force au temps de Louis le Pieux. Quant au mot *sigillis*, relevé dans la phrase que nous citons plus haut, il peut surprendre au premier abord, mais il n'est que l'expression renouvelée une fois encore, de l'obéissance de Bertrand à la loi romaine : les cachets des témoins servaient à clore et à authentifier les tablettes contenant le testament. C'est ce que la formule de Marculfe, déjà citée, dit en termes exprès : « Quomodo dies legitimus post transitum nostrum advenerit, recognitis sigillis, inciso lino, ut Romane leges decrevit auctoritas... » (p. 86) (1).

Nous pourrions continuer cette revue des expressions et en mentionner nombre d'autres : qu'il suffise d'avoir noté celles-ci dont l'étude, s'ajoutant à nos observations générales, nous permet de conclure que le testament de saint Bertrand, dans son ensemble est probablement une pièce authentique (2).

La même conclusion s'impose pour le testament de saint Hadouin (3) qui présente avec le testament de saint Bertrand, une grande similitude. D'une étendue beaucoup moins considérable, il est conçu sur le même plan et présente, sur beaucoup de points, des formules ou identiques ou analogues ; il débute par une invocation, une date, la suscription et des formules relatives à la valeur du testament. Puis vient le texte, suivi des formules de menaces et des souscriptions ; à la suite du testament est transcrit un codicille (sens moderne) relatif à sa mise en exécution et à

(1) C'est donc par erreur que j'ai donné une autre interprétation de ce passage dans une étude sur *les Sceaux des Evêques du Mans*.

(2) Je dis probablement, parce qu'il reste possible malgré tout que le peu scrupuleux auteur des *Actus*, s'aidant d'un formulaire, ait fondu en un seul acte : le testament, toute une série de donations authentiques dont il trouvait trace dans une ancienne vie de saint Bertrand, par exemple.

(3) Catalogue, n° 4. *Actus*, édition Busson et Ledru, p. 157.



qui répugne à l'époque mérovingienne, et, selon la remarque de Julien Havet (1), le principal indice de son authenticité, c'est qu'elle n'apporte aucun droit nouveau à l'évêché. Le même savant déclare cette pièce intéressante parce qu'elle nous offre un exemple d'un genre d'actes fort rares ; la correspondance échangée entre de grands propriétaires fonciers — en l'espèce un évêque — et les agents (*agentes, missi discurrentes*) (2), chargés de l'exploitation de leurs domaines.

L'autre charte d'Aiglibert (3) soulève au contraire plus d'un problème. Tout d'abord les *Actus* nous en offrent deux exemplaires à peu près semblables en tout, sauf les souscriptions et la date. Dans l'une, en effet, la pièce est datée de la 6<sup>e</sup> année de Childebert (700), et dans l'autre de la 11<sup>e</sup> année de Thierry (683). De plus l'un porte les souscriptions de 8 abbés, archidiaques et dignitaires ecclésiastiques, l'autre, celles de 31 évêques, d'un abbé, d'un archidiacre et d'un autre personnage. Bréquigny et La Porte du Theil avaient adopté le premier texte en rejetant le second. Julien Havet a préféré les admettre tous les deux, en négligeant seulement la date de 700, évidemment erronée puisque dès 699 Aiglibert avait fait place à Herlemond sur le siège épiscopal du Mans. Julien Havet supposait donc que l'acte, souscrit d'abord par quelques clercs du diocèse, fut ensuite soumis à l'approbation d'un concile national tenu au Mans et rédigé à nouveau après cette approbation. Nous observerons : 1<sup>o</sup> Que les deux textes sont tout de même un peu trop identiques pour qu'on puisse aisément admettre deux rédactions ; — 2<sup>o</sup> Que les mêmes lacunes, que nous signalerons plus bas, se trouvent dans tous les deux ; 3<sup>o</sup> Que la date est libellée de même et com-

(1) *Op. cit.*, p. 394.

(2) Cf. Frédégaire, an. 644 ap. Krusch. *Scriptores Rerum Merovingiorum*. (*Mon. Germ. Hist.*), t. II, p. 165. *Missus discurrentibus*.

(3) Catalogue n<sup>o</sup>. 5. *Actus*, p. 199 et 210.



porte le même mois sans indication de jour : *Actum cenomannis civitate mense junio* ; — 4<sup>o</sup> Que l'approbation des évêques à peine défigurée, se rencontre dans le texte où leurs noms ne sont pas inscrits : « hoc privilegium a nobis, *consensum per eorum* ac consacerdotum... » Qui désigne cet *eorum* ? il faut évidemment corriger « *per consensum e[p]orum* ac consacerdotum », qui est précisément le texte de la seconde copie des *Actus*.

Nous croyons donc qu'il n'y a eu qu'un acte unique et que le rédacteur des *Actus* l'a dédoublé, dans un intérêt que nous ignorons. Nous ajoutons qu'il a laissé s'y introduire des lacunes et qu'il l'a interpolé.

Les lacunes sont faciles à constater, elles affectent le début : après l'invocation l'adresse et la suscription, les *Actus* écrivent brusquement « Qui pro timore atque divino amore, seu reverentia, etc. » (1). C'est une phrase incomplète et ce *qui* ne se rapporte à rien. Il manque d'abord le préambule de l'acte, et cette omission n'est pas pour nous surprendre ; il manque aussi un commencement de phrase, où soient nommées les personnes — probablement les moniales du monastère de Notre-Dame — à qui se rapporte le pronom qui sert de début au texte actuel. Celui-ci est, du reste, assez inintelligible dans son ensemble pour que l'on doive admettre que d'autres parties en ont été supprimées.

Quant aux interpolations, elles sont peut-être plus difficiles à déterminer, et, pour y arriver, il ne faut pas oublier que l'acte d'Aiglibert fait partie d'un ensemble, d'un *dossier*, pour employer une expression moderne : du dossier des titres produits par l'évêché du Mans à l'appui de ses prétentions sur le monastère Notre-Dame du Mans.

Aldric demanda à Louis le Pieux la donation de ce monastère et l'obtint par un précepte du 17 mars 836 ; entre temps, ayant dit-il retrouvé dans les archives épiscopales des

(1) P. 200 et p. 210.



pièces qui établissaient les droits anciens de l'évêché sur le monastère, il demanda un précepte de *restitution* et l'obtint encore (22 mars 836) (1). Les pièces anciennes retrouvées par Aldric sont insérées dans les *Actus*, dont l'auteur ne dissimule pas son dessein, puisqu'il écrit en tête de deux de ces pièces (2) : « Per quod etiam cognoscere omnes possunt ipsum monasterium sancte nostre matris æcclesie esse debere..... » Or parmi ces pièces les deux premières, relatives à la fondation du monastère, savoir la donation d'Harégaire et de Truda et la précaire de Ténestine (3) sont fortement remaniées par le compilateur, et la troisième, la charte de Childebert (4) est fausse. Ce qu'on peut retenir de ces différents actes c'est d'abord la fondation d'un monastère de femmes sur un terrain soumis à une certaine dépendance vis-à-vis de la cathédrale, mais ne lui appartenant du reste pas en toute propriété (5) et l'existence d'un contrat de précaire entre le monastère et l'évêque, engageant le premier à des redevances déterminées et d'ailleurs assez faibles envers le second : or, dans notre acte d'Aiglibert nous relevons un passage où il est dit que le monastère appartient à l'évêché, qui peut lui imposer des redevances onéreuses : « Quod ad matrem æcclesiam Cenomannice urbis, cui præesse ac prodesse debeo, juste et legaliter pertinet, et sub dominatione pontificum ac ministrorum suorum, redditiones et censa onerosa ex ipso monasterio ad prædictam matrem æcclesiam persolvuntur, sicut ab institutoribus et dittatoribus ac fundatoribus ipsius monasterii, et a prædecessoribus nostris, pontificibus hujus urbis dudum constitutum

(1) Voyez sur tout ceci J. Havet, *Œuvres*, t. I, p. 207 seq. et 384 seq. et *Le Moyen-Age*, année 1905, p. 270.

(2) *Actus*, p. 199 et 207.

(3) *Actus*, p. 70 et 74.

(4) *Ibid.*, p. 77.

(5) J. Havet, *op. cit.*, p. 388.



est... (1). » Cette phrase rappelle, par son début l'addition de l'auteur des *Actus* à la charte de saint Domnole « et sub jure memorate Cænomannensis æcclesiæ juste et legitime esse debere censeo » et par sa fin, elle rappelle les actes de la fondation du monastère, tels qu'ils ont été arrangés par le même faussaire ; cette phrase nous semble donc une interpolation.

Nous en voyons une autre dans une incise qui vient alourdir la phrase déjà si embrouillée du commencement, incise où la mention des chanoines de la cathédrale nous semble bien déceler la fraude: « Cum consensu, ut diximus, æcclesiæ nostræ consaserdotum, *canonicorum* sanctæ Dei Genitricis Mariæ atque sanctorum martirum Gervasii et Prothasii, ad quorum æcclesia ipsa cella.... reddit.... » (2).

Enfin nous en voyons une troisième dans un passage qui, en lui-même ne présente rien de suspect, mais qui ressemble trop à un passage d'Aldric et à une phrase de la fausse charte de Thierry III, qui vient après celle-ci dans le manuscrit, pour n'appartenir pas à la même époque (3). Nous voulons parler de cette phrase : « Ut sicut reliqua monasteria quæ sub ordine regule rectius degunt, similiter et prædictum cœnobium sanctimonialium sub potestate et regimine præfate urbis episcopi degat, et regula in eo omni tempore conservetur » (4).

En somme les dispositions de cet acte, dont les garanties d'authenticité ont très bien été mises en relief par Julien Havet, sont très difficiles à établir. Nous avons le cadre d'un privilège d'Aiglibert, mais nous ne saurions déterminer exactement son contenu.

La charte d'Herlemond, la dernière de nos chartes mérovingiennes est loin de présenter le même mélange confus

(1) *Actus*, p. 201 et 211.

(2) P. 200 et 210.

(3) *Gesta Aldrici*, p. 69. *Actus*, p. 216. Cf. J. Havet, *op. cit.*, p. 403.

(4) P. 202 et 211.



de vrai et de faux (1). Elle offre toutefois certaines difficultés. D'abord la date en est donnée d'une façon déconcertante : Au début avant le texte, on lit ces mots : « Dagobertus rex Francorum, vir iuluster. Pippinus major domus », et à la fin « Datum die jovis kalendas januaras, anno II regni nostri, Lupila in dei nomen ». La mention du début peut être prise pour une note d'archiviste (2), mais la date finale est incompréhensible : le meilleur parti à prendre est de supposer qu'elle est étrangère à l'acte, et que la véritable date de celui-ci a été supprimée par erreur pour faire place à celle-ci, qu'il vaut mieux ne pas essayer d'interpréter, le chiffre des calendes qui se cache sous le mot *die jovis*, étant impossible à découvrir. Reste le texte du privilège. Ce texte est, comme beaucoup d'autres, mutilé du début. Il commence en effet ainsi : In Dei nomine, Herlemondus, acsi peccator, episcopus, Dominum ut precor et supplico gratiam vestram. Dum ego etc. ». Le membre de phrase *Dominum ut precor* etc. ne peut être que le reste d'une adresse et d'un salut perdus. A qui pouvait être adressée la charte ? Peut-être à d'autres évêques, dont Herlemond sollicitait l'approbation, comme cela se voit, à la même époque, dans une charte de l'évêque d'Amiens pour Corbie, et dans une charte de Saint-Pierre-le-Vif (3). Mais ici aucun évêque n'a souscrit ; peut-être la charte était-elle adressée comme celle de Domnole au clergé du Mans. — Le préambule manque comme dans la même donation de Domnole. Dans la donation elle-même, nous ne croyons pas qu'aucune expression doive nous arrêter pas même le mot *mansus* (4), qu'on rencontre dans une phrase d'ailleurs remplie de

(1) Catalogue, n° 7. *Actus*, p. 231.

(2) J. Havet, *op. cit.*, p. 415.

(3) Levillain, *Chartes de l'abbaye de Corbie*, p. 144 seq.

(4) Cf. textes du VIII<sup>e</sup> siècle le contenant dans Prou et Vidier, *Examen du Testament de Leodebod.*, p. 16.



termes qui sont très bien de l'époque. « Cum terris *mansis*, *casis*, *ædificiis*, *accolabus*, *mancipiis*, *lidis*, *ministeriales*, *vineis*, *silvis*, *pratis*, *pascuis*, *aquis*, *aquarumve decursibus*, *mobilibus* et *immobilibus pecuniis*, *peculiis utriusque sexus*, etc. » (1), dont nous rapprocherons une charte d'Eberhard, comte d'Alsace (731), citée par Du Cange : « Cum omni supraposito, domibus, *mancipiis*, *accolabus*, *peculiis utriusque sexus*, terris, silvis, pratis, etc. » — L'acte contient une clause de soumission à l'évêché, mais, le monastère étant fondé par l'évêque et doté par lui, il n'y a peut-être pas lieu de la suspecter : « Sub jure et potestate sanctorum martyrum Gervasii et Prothasii, diurno tempore valeant perdurare » (2).

### § 3. — CHARTES DU IX<sup>e</sup> SIÈCLE

Julien Havet a remarqué (3) à propos des actes de Louis le Pieux conservés par les *Gesta Aldrici*, qu'il était bien invraisemblable que ces pièces fussent fausses, attendu que des faux faits du vivant même de l'empereur auraient eu aussi peu de chances de tromper les contemporains qu'ils en auraient de grandes de tromper les diplomates d'aujourd'hui. La même observation s'applique aux actes d'Aldric, il est parfaitement impossible que l'auteur des *Gesta Aldrici*, à supposer que cet auteur ne soit pas Aldric lui-même, ait pu faire accepter, du vivant même de l'évêque, des actes faux sous son nom. Les trois actes d'Aldric que contient sa biographie sont donc authentiques. L'un d'entre eux est un testament (4) que nous signalerons surtout pour faire remarquer combien il diffère des testaments mérovingiens : pas de date, pas de formules consacrées,

(1) P. 232.

(2) P. 233.

(3) *Op. cit.*, p. 296.

(4) Catalogue, n° 11. *Gesta*, p. 98.



une rédaction très libre, où rien ne rappelle les formes romaines, voilà ce que nous trouvons ici : le seul texte de ce testament est un indice d'authenticité des deux autres, ceux de saint Bertrand et de saint Hadouin.

Les deux actes d'Aldric qui nous restent sont deux actes de donation, l'un au Chapitre cathédral (1), l'autre au monastère de Saint-Sauveur (2). Les formules en sont très analogues : tous deux débutent par une invocation, au Saint-Sauveur et aux patrons de la cathédrale, dans le premier ; à la Sainte-Trinité dans le second, puis vient la titulature sans adresse ni préambule ; le texte, les formules de corroboration, les souscriptions et la date. Celle-ci comprend, les deux fois, l'année de l'incarnation, qui nous paraît une addition de l'auteur des *Gesta*, pour mieux faire comprendre la place de ses chartes dans le récit. Du reste il n'est pas impossible que l'ensemble des actes d'Aldric ait subi quelques modifications, destinées à en faire disparaître les formules trop sèches et à leur donner, dans la pensée de l'auteur, un tour plus littéraire.

Nous avons réservé deux chartes du IX<sup>e</sup> siècle qui ne nous sont pas fournies par les *Actus* ni par les *Gesta Aldrici*. L'une de ces chartes (3) se rapporte à l'épiscopat de Robert : elle ne nous est connue que par une copie de troisième main et ne présente par conséquent pas beaucoup de garanties. Nous n'avons pas de raison de la suspecter dans son fond, mais pour les formules, elle ne peut nous être d'aucun secours.

L'autre charte (4) est unique en son genre, mais elle a perdu, en quelque sorte, sa personnalité. C'est une formule de lettre de recommandation (*Litteræ formatæ*) d'un clerc par l'évêque du Mans à l'archevêque de Sens. Nous croyons

(1) Catalogue, n° 9. *Gesta*, p. 79.

(2) Catalogue, n° 10. *Gesta*, p. 88.

(3) N° 12 de notre catalogue.

(4) N° 8 de notre catalogue.



qu'elle est réelle, et non supposée par l'auteur du formulaire sénonais qui nous l'a conservée. La raison en est qu'il ne nous paraît pas très vraisemblable qu'un clerc de Sens du IX<sup>e</sup> siècle ait connu si exactement le nom de l'évêque du Mans qui siégeait à une date donnée (810), à moins que cet évêque n'ait été réellement en rapports avec le pays de Sens, et dès lors, pourquoi supposer d'autres rapports que ceux que la charte indique, et qui sont en effet fort naturels ?

Dans cette formule, dont le texte est naturellement assez éloigné de celui de nos autres chartes, qui sont surtout des privilèges, nous retiendrons une phrase particulièrement intéressante : « *insequenter impressione sigilli nostri eam confirmavimus et manu propria eam roboravimus et clericis canonicis roborare jussimus . . .* » Ce passage indiquerait que, dès le IX<sup>e</sup> siècle, un évêque du Mans avait, pour clore ses lettres, un cachet ou sceau, dont la présence était un indice de l'authenticité de la lettre aux yeux de ses correspondants. Remarquons aussi que la formule employée est, à peu de chose près, celle que nous retrouverons employée au XII<sup>e</sup> siècle dans les chartes proprement dites pour annoncer le grand sceau.

## II. — DU X<sup>e</sup> SIÈCLE A GUI DE PLOERMEL (1126-1136)

Dans la période précédente, depuis la charte de saint Domnole jusqu'à celle de Robert, en passant par celles d'Herlemond et d'Aldric, nous avons déjà rencontré un certain nombre de privilèges ou de donations. Ce sont surtout des actes de ce genre qui nous ont été conservés pour la période du X<sup>e</sup> et du XI<sup>e</sup> siècle ; nous avons tout lieu de croire que les formules doivent, pour cette période être la continuation des formules usitées auparavant ; seulement,



comme au Xe siècle apparaissent pour nous les documents originaux, c'est à partir de cette date qu'il nous devient possible d'en étudier l'évolution.

A prendre un de ces privilèges solennels, nous y trouvons d'abord généralement une *invocation* ; mais cette invocation peut n'être que *monogrammatique* (acte original d'Avesgaud, 1004, n° 18) ce qui explique que les copies ne la reproduisent pas toujours ; d'autres fois elle est *verbale* et plus ou moins développée ; en voici un exemple : *In nomine Domini et Salvatoris nostri Jesu Xpisti* (1038, n° 22). Au XII<sup>e</sup> siècle, à l'époque d'Hildeberty et de Gui, où, il est vrai, les privilèges originaux nous font défaut, nous ne rencontrons plus d'invocation.

A toutes les époques, au contraire, nous rencontrons un *préambule*, tantôt précédé, tantôt suivi de la suscription. Ce préambule, généralement assez long, développe des idées analogues à celles qu'on trouve à la même époque dans les prologues de tous les actes de libéralités envers l'Église. « Quoniam dum in exilio hujus vitæ mens humana peregrinatur, et multorum criminum mole deprimitur, oportet unumquemque mortalium, secundum evangelicæ veritatis salutifera documenta, de his quæ possidet, Ecclesiæ vel egenis fideliter erogando, amicos sibi præparare etc. (1028, n° 19). La suscription est de forme variable. On rencontre au XI<sup>e</sup> siècle la formule. *N. Dei Gratia Cenomanorum*, ou *Cenomannice urbis præsul* (nos 18, 19, 22) ou encore *sacerdos* : *Indignus ego Cenomannensis ecclesie sacerdos Ildebertus* (1106 n° 35) ; mais la forme habituelle est *episcopus* : *Ego Hubertus episcopus* (n° 13). *Ego Hildebertus Cenomanorum Dei gratia episcopus* (1118, n° 41).

Après la souscription vient le *texte* : il est souvent de forme dispositive, au présent, à l'époque ancienne. *Dono denique.....* (n° 13) *volumus et in perpetuum conservandum decernimus* (1004, n° 18). Plus tard, la forme de notice, au parfait, prédomine : *Dedi meorum consilio*



*atque assensu archidiaconorum* (1028, n° 19). *Tranquilliter decrevi providendam..... possidenda et concedimus.....* (1106, n° 35) *dedi atque concessi* (1118, n° 41).

A la fin de l'acte l'évêque adjure ses successeurs de respecter ce qu'il a établi, et menace les infracteurs de peines spirituelles. La première partie de cette formule, qui est ancienne (n° 7, charte d'Herlemond), se rencontre encore au XI<sup>e</sup> siècle (1004, n° 18), mais tend à disparaître. La seconde au contraire se conserve, bien qu'on ne la rencontre pas universellement ; elle est quelquefois abrégée : *Hujus mutue charitatis quicumque legerint testamentum, precamur, pro Dei amore suarumque animarum salute ut et ipsi annuant atque confirmant ; ne autem etc.* (1028 n° 19). *Quod quisque violare presumpserit, anathemati subjectus maledictionem Dei incurrat* (1106, n° 35). *Vinculo anathematis innodantes quisquis hoc [temptare] præsumpserit, donec se congrue emendationi subiciat* (1120 n° 42).

Ensuite vient une formule de *corroboration*. C'est d'abord l'annonce des souscriptions : *Ut vero certior firmiorque hujus scripture vigor per succedentia tempora perduret, episcopali auctoritate eam roboravimus manibusque fidelium nostrorum adfirmari decrevimus* (1004 n° 18). Cette formule fait place sous Hildebert à l'annonce du sceau : « *Auctoritate nostra et sigillo presentem cartulam decrevimus muniendam* (1120 n° 42). *Cujus nostre concessionis cartulam..... sigillo proprio, ut cernitur, jussi signari* (1118 n° 41).

La souscription de l'évêque sous la forme *Signum N, episcopi*, avec une croix ou un monogramme, est de rigueur jusqu'à Hildebert ; sous cet évêque, nous avons un exemple (n° 38) de souscription autographe : *hec propria manu scripsi*, mais les copies de pièces que nous possédons ne mentionnent pas toute la souscription et peut-être déjà alors le sceau fut-il le seul signe de validation employé. Les souscriptions des témoins suivent celle de l'évêque.



Enfin vient la *date*. A vrai dire, on la trouve parfois avant les souscriptions (1120 n° 42) mais sa place ordinaire est à la fin. La date par l'année de l'incarnation, sans être la règle se rencontre assez souvent. La mention du règne du roi de France est assez ordinaire au XI<sup>e</sup> siècle, la date par les années de l'épiscopat est fréquente depuis Hildebert : on en trouvera des exemples dans notre catalogue. Les privilèges non datés sont relativement rares et l'omission de la date peut être imputée aux copistes.

Il est probable que les privilèges du X<sup>e</sup> et du XI<sup>e</sup> siècle ne portaient pas de sceau : il n'en est pas fait mention dans leur texte, et nos originaux n'en contiennent pas de trace. Même pour le début du XII<sup>e</sup> siècle, époque où le sceau est ordinairement regardé comme le principal signe de validation, nous n'avons conservé aucun original scellé. Dans les seuls originaux qui présentent des traces de scellement, le scellement est d'une authenticité douteuse et n'est pas annoncé dans l'acte (nos 38 et 55). Mais nous avons conservé deux dessins de Gaignières, représentant des sceaux d'Hildebert, l'un de 1120, l'autre non daté. (Voir notre *Catalogue des sceaux* nos 1 et 2).

Outre les privilèges solennels, nous devons faire mention d'une forme d'actes assez particulière, dont les exemples sont rares : la confirmation d'une donation faite sous une autre forme qu'un acte épiscopal. L'évêque insère, à la fin d'un acte où il n'intervient pas en personne, une formule constituant comme un petit acte confirmatif. Nous avons trois confirmations de ce genre, une du XI<sup>e</sup> siècle (n° 29), et deux du XII<sup>e</sup> (nos 38 et 55). Les actes confirmés sont tantôt au nom des donateurs (nos 29 et 55), tantôt en forme de notice impersonnelle (n° 38). Nous venons de noter que les deux plus récents de ces actes, qui sont en original, présentent ce caractère anormal d'être scellés sans annonce de sceau : l'un, celui de 1112 (n° 38) a été scellé en recouvrant par le repli du sceau les *signa* des témoins ; l'autre,



celui de 1133 (n° 55), a été scellé sans repli. Ces sortes d'actes sont tout à fait exceptionnelles. Ils n'ont sans doute pas été rédigés dans la chancellerie épiscopale. Même sur les privilèges, les fonctionnaires de cette chancellerie sont rarement désignés. Nous trouvons cependant des souscriptions de chanceliers dans les actes du XI<sup>e</sup> siècle, comme on en relève dans les actes mérovingiens : *Ego Isbertus cancellarius relegi et subscripsi*, (1038, n° 22), ou, sous une autre forme : *Datum... per manum Gradulfi cancellarii* (1098, n° 34).

Les actes sont trop peu nombreux pour que nous puissions y trouver des renseignements sur ces chanceliers et leurs fonctions.

Les actes d'évêques du Mans des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, comme les actes royaux de la même époque, furent souvent rédigés par leurs destinataires. Ainsi, pour la concession de prébende faite par Mainard à un abbé de Saint-Julien de Tours (n° 16), dont nous possédons des fragments d'originaux, l'écriture semble une écriture tourangelles. M. de Grandmaison, qui l'a publiée, remarque que les noms des témoins sont précédés de la note tironienne *Subscripsit* tenant lieu de *Signum*. C'est là une particularité fréquente dans les chartes de Tours au X<sup>e</sup> siècle. En outre, l'évêque s'intitule « *Sanctæ sedis Cenomannicæ episcopus* ». C'est de cette façon que se désignent les archevêques de Tours du X<sup>e</sup> siècle : « *Sanctæ sedis Turonicæ* ».

Plus probante encore est une autre charte de l'an 971, aussi pour l'Eglise Saint-Julien de Tours (n° 17). Nous y remarquons encore les caractères des chartes tourangelles, des notes tironiennes pour les titres des souscripteurs *diaconus*, *levita*, l'abréviation *sign.* pour *signum*. Il y a plus : celui qui a écrit et souscrit l'acte se nomme : c'est un moine de Saint-Julien : *Ego frater Rotbertus, monachus ejusdem congregationis, jussu Sigefredi episcopi et Odonis thesaurarii, necnon Bernardi cancellarii, ac pene omnium*



*canonicorum, sive ortatu domni Hugonis comitis scripsi et subscripsi atque firmavi.*

Dès le commencement du XII<sup>e</sup> siècle une tendance se manifeste dans notre chancellerie épiscopale vers la simplification des actes. On sait qu'un mouvement analogue s'est produit à la même époque et un peu plus tard dans la chancellerie pontificale par la substitution des petites bulles aux grandes bulles, et dans la chancellerie royale par la substitution des lettres patentes aux diplômes. Mais, tandis que les papes et les rois, qui faisaient rédiger un grand nombre d'actes pour des objets très divers et qui occupaient ainsi un personnel assez nombreux de notaires ayant des traditions, ont laissé subsister quelque temps la forme ancienne du diplôme ou de la grande bulle à côté de la forme nouvelle, bien caractérisée, de la petite bulle ou des lettres patentes; nos évêques, eux, ont introduit petit à petit des modifications dans leurs privilèges solennels jusqu'à leur faire prendre les caractères des chartes ordinaires, que nous étudierons dans la période suivante. Ces modifications se font remarquer dès Hildebert, par la suppression de l'invocation, la diminution du préambule et des formules finales. Sous Gui de Ploërmel la même évolution se continue, quoique des pièces comme celle qui contient la donation de l'église Saint-Bertevin au Mont-Saint-Michel (n<sup>o</sup> 52, année 1128) ait plus l'aspect et l'allure des anciens privilèges que certaines chartes d'Hildebert. Enfin sous Hugues de Saint-Calais l'ancienne forme est décidément abandonnée, et il devient difficile d'en apercevoir quelques traces dans certains actes.

### III. — D'HUGUES (1136-1144) A RENAUT (1187-1190)

Cette période nous offre de nombreux actes qui présentent entre eux les plus grandes ressemblances et qui n'ont



plus que de lointains rapports avec les anciens privilèges dont ils prennent la place et dont, ainsi que nous l'avons dit au chapitre précédent, ils sont la continuation.

Le nom même que leurs auteurs leur donne est différent : tandis qu'au XI<sup>e</sup> siècle les privilèges épiscopaux sont ordinairement désignés par les mots *auctoritas*, *testamentum*, *carta concessionis* etc. ; nos évêques du XII<sup>e</sup> siècle appellent presque exclusivement leurs actes *litteræ*, quelquefois *scriptum* ou *scripta* (nos 72, 75).

Mais surtout les formules diffèrent : pas d'invocation ; l'acte débute soit par le préambule suivi de la suscription, soit par la suscription suivie du préambule, soit, rarement, par la suscription sans préambule.

La suscription se présente presque toujours sous cette forme N (*Ugo, Willelmus, Raginaldus*) *Dei gratia Cenomannorum* (ou *Cenomannensis*) *episcopus*, quelquefois avec une formule d'humilité : *Ego Ugo Dei gratia humilis Cenomannorum episcopus* (n° 70). Nous trouvons seulement une fois *Ego Ugo Cenomannensis ecclesie minister* (n° 68), formule qui sera très usitée au XIII<sup>e</sup> siècle, et une seule fois aussi *In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Guillelmus Dei gratia Cenomannensium episcopus* (n° 240). Le mot *Ego*, qui est habituel, n'est cependant pas de rigueur et nous avons des chartes originales commençant par *Ugo . . . Willelmus . . .* ou même simplement *U, W* (nos 169, 278).

Le préambule, qui est ordinairement fort court, ne se perd pas, comme autrefois, en considérations sur la nécessité de l'aumône, mais dit simplement qu'il faut confier à l'écriture ce que l'on veut conserver : « Nos intelligentes quod veritas subscripti auctoritate tutius debet conservari » (n° 205). « Quoniam rerum series sub scripti auctoritate fidelius solet conservari » (1172, n° 132). Rarement une autre idée intervient, nous trouvons cependant : « Quoniam donationes religiosis domibus legitime factas, decens est ratas conservari . . . » (n° 240). Le préambule est ordinairement



lié à la notification, comme la suscription à l'adresse. Quand le préambule est mis au début, l'adresse est souvent supprimée. On trouvera donc, suivant les cas : « Ego Wilhelmus Dei gratia Cenomanensis episcopus universis sancte ecclesie filiis [ou universis presentes litteras inspecturis]. Quoniam rerum series etc. . . . notum fieri curavimus » (1172, n° 132) — ou « Quoniam actus hominum vetustatis obducta caligine etc., — presentibus igitur manifestamus et futuris quia . . . » (n° 78).

Le *texte* est presque toujours sous forme de notice, presque jamais sous forme d'acte dispositif.

Les *formules finales* sont réduites au minimum ; il est très rare que, par un souvenir des anciens privilèges, l'anathème soit porté contre les violateurs : le plus souvent on ne trouve que l'annonce du sceau comme corroboration : « *Ut autem omnes he donationes rate et inconcusse in perpetuum permaneant, eas presenti pagina annotatas sigillo nostro muniri et confirmari voluimus* » (n° 273). *Ut ergo hoc fidelius conservetur, sigilli nostri munimine consignari fecimus* (1170, n° 127). Ou même rien du tout et l'énumération des témoins immédiatement après le texte.

Les témoins ne souscrivent plus comme autrefois, ils sont simplement nommés, par ordre de dignités : doyens, chantres, archidiaques, chanoines — abbés, moines — laïcs, soit au nominatif sous la formule : *Hujus rei testes sunt*, soit au génitif avec : *Testimonio* ; soit à l'ablatif avec : *Testibus his*. Ce sont presque toujours des membres de la cour épiscopale, du chapitre et des clercs de la cathédrale.

La plus grande partie de nos actes est sans date : pas un seul acte d'Hugues n'est daté, et sous Guillaume fort peu le sont, et parmi eux assez peu d'originaux. Sur un original (1172, n° 132), la date n'est pas de la même écriture que l'acte. Dans plusieurs copies, la date peut aussi avoir été ajoutée, la chose est impossible à vérifier. Il nous reste un certain nombre d'originaux régulièrement datés



par l'année de l'incarnation : *Actum anno ab incarnatione Domini...* », le mois figure rarement et quand on le trouve, c'est avec le quantième. Dans la date ajoutée que nous signalons ci-dessus, la formule est différente et rappelle celle qu'on emploie dans les actes postérieurs, ceux d'Hamelin (1190-1214) par exemple : « Actum anno M<sup>o</sup> C<sup>o</sup> LXX<sup>o</sup> II<sup>o</sup>, mense junio ». Rarement d'autres éléments figurent dans la date. Nous signalons cependant (n<sup>o</sup> 92) un acte de l'année 1153 (n. st.) qui nous offre l'indiction, comptée depuis la naissance de Jésus-Christ : *indictione LXXVII*. C'est un comput rare, dont nos actes ne nous offrent pas deux exemples : l'indiction y est ordinairement, quand elle s'y trouve, sous sa forme habituelle : *indictione XIII<sup>o</sup>* (n<sup>o</sup> 85). La date est généralement introduite par le mot *Actum*, ce qui est naturel pour des chartes *notices*, la date de l'acte juridique ayant beaucoup plus d'importance que celle de la rédaction.

En l'absence de *signa*, le seul signe de validation est le sceau. Nous avons conservé quelques empreintes du sceau de Guillaume, et Gaignières nous en a laissé quelques dessins : il ne nous paraît pas possible d'établir la chronologie des diverses images, que l'on trouvera décrites dans notre catalogue des Sceaux des Évêques du Mans (*Revue historique et archéologique du Maine*, 1907), n<sup>os</sup> 3 à 5.

Il est certain que les évêques du XII<sup>e</sup> siècle avaient une chancellerie à peu près organisée. Tous nos originaux de Guillaume de Passavant se ramènent à deux ou trois écritures : la coutume de faire rédiger les actes par leurs destinataires était donc perdue. La très grande uniformité des formules est aussi une preuve qu'il y avait des fonctionnaires de la cour épiscopale chargés de la rédaction des actes. Mais ces fonctionnaires ont laissé très peu de traces de leur existence. Nous rencontrons seulement dans les listes de témoins des actes de Guillaume de Passavant, trois fois le nom du chancelier Eustache (1147, n<sup>o</sup> 84, 1153, n<sup>o</sup> 92,



avant 1175, n° 146), et quatre fois le nom de Thomas, alternativement qualifié *notarius* et *scriba* (1158, n° 94, avant 1164, n° 113, s. d. n°s 229 et 274). Nous n'avons par ailleurs aucun renseignement sur ces personnages et sur leurs attributions.

#### IV. — PONTIFICATS D'HAMELIN (1190-1214) ET NICOLAS (1214-1216).

L'aspect extérieur des actes ne subit pas de changement très notable entre le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle : le format tend à diminuer un peu, l'écriture devient plus fine, les abréviations se multiplient ; mais, en somme, les traditions de chancellerie se continuent. La grande transformation consiste d'une part dans la substitution de la preuve par écrit à la preuve testimoniale et, comme conséquence, de *l'acte dispositif* à la *notice* ; d'autre part dans l'usage de plus en plus fréquent de la date par l'année de l'Incarnation. A ce double point de vue, les pontificats d'Hamelin et Nicolas représentent une période de transition : on y trouve des actes non datés et des actes datés, des chartes notices, avec listes de témoins, et des actes dispositifs.

La formule qui sert quelquefois à introduire la date : *Actum publice*, semble rappeler l'ancien mode de preuve, en indiquant qu'il y avait des témoins, alors que l'usage de les nommer tendait à disparaître.

Un assez grand nombre d'actes n'ont pas de préambule, et débutent par la suscription et la notification. Quand il y a un préambule, il est très analogue à ceux qu'on rencontre depuis 1150 : *Quoniam dispositiones humane per oblivionis caliginem dispendium frequenter incurrunt, necesse est eas ad maiorem posterorum cautelam litterarum memorie commendari* (1191, n° 290).



La suscription précède ordinairement l'adresse, et souvent l'une et l'autre précèdent le préambule. La formule varie peu. L'initiale H. N., se rencontre plus fréquemment que le nom entier ; rarement le pronom *Ego* la précède. Le titre est le plus souvent : *Dei gratia*, ou *divina gratia cenomanensis episcopus* (s. d., n° 410, 1194, n° 300, 1214, n° 424). On trouve de temps en temps une formule d'humilité qui sera très usitée dans le cours du XIII<sup>e</sup> siècle : *H. divina patientia Cenomanensis ecclesie humilis minister* (1200, n° 307). *Ham. Dei permissione Cenomanensis ecclesie minister humilis* (1205, n° 328).

L'adresse est ordinairement placée après, rarement avant la suscription. Elle est presque toujours générale et accompagnée d'un salut. Les formules en sont assez variées ; la notification la suit immédiatement. Quelquefois le préambule est placé entre deux. Voici quelques exemples : *Omni-bus ad quos presens scriptum pervenerit, salutem in Domino...* (préambule)... *Inde est quod nos omnibus notum fieri volumus quod...* (1191, n° 290). *Universis fidelibus ad quos littere iste pervenerint, eternam in Domino salutem. Notum fieri volumus quod...* (1199, n° 305). *Universis Christi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint, salutem in salutis Auctore. Ad universitatis vestre noticiam volumus pervenire quod...* (1214, n° 418).

En voici d'autres où l'adresse est avant la suscription : *Universis sancte Ecclesie filiis...* (suscription). *Salutem in salutis Auctore* (1198, n° 303). *Omnibus sancte matris Ecclesie filiis presentem paginam inspecturis...* (suscription)... *salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod...* (1205, n° 328).

Aucune remarque particulière à faire sur le texte. Nous signalerons seulement l'acte de 1214 où l'évêque déclare avoir fait détruire un acte de l'un de ses prédécesseurs, dont les effets ne devaient pas subsister (n° 426).



Les formules finales sont sensiblement les mêmes que dans la période précédente. Jamais d'anathème, mais simplement la corroboration et l'annonce du sceau : *Nos autem compositionem istam et factum istud sigilli nostri testimonio ad petitionem partium fecimus communiri* (1194, n° 300). *Nos autem eandem donationem volentes in posterum permanere, ad petitionem dicti Simonis, ipsam litteris annotari et sigilli nostri munimine fecimus communiri* (1205, n° 330). *Quod ut fidelius observetur, auctoritate sigilli nostri fecimus confirmari* (1208, n° 343). *Quod ad majorem firmitatem, presenti cartule exaratum sigilli nostri patrocinio duximus roborandum* (1214, n° 426).

Voici une formule tout à fait spéciale, qui unit la corroboration et la date : *Hec autem coram nobis replicata et concessa, et in manu nostra posita apud Turones, anno gratie M° C° XC° IX°, rata esse concedimus, et, ut in posterum fidelius conserventur, sigilli nostri auctoritate et munimine monachis confirmamus* (n° 305).

Ordinairement la date — qui termine l'acte de plus en plus fréquemment à mesure que disparaissent les listes de témoins — est introduite par le mot *Actum*, quelquefois *Actum publice* (1194, n° 300). On en trouvera les formules dans notre catalogue. L'année de l'incarnation est souvent le seul élément, quelquefois aussi le mois, plus souvent le jour de la semaine avant ou après une fête religieuse. La date de lieu n'est pas habituelle.

Les témoins, ainsi que nous l'avons déjà dit, ne sont plus nommés dans la moitié au moins des actes d'Hamelin. Quand ils le sont, c'est, comme autrefois avec les formules : *Hujus rei testes sunt... et plures alii* (n° 414), ou... *Testibus..... et multis aliis* (n° 378).

La suppression des listes de témoins fait que nous sommes moins bien renseignés encore sur la composition de la famille épiscopale sous Hamelin et Nicolas que sous leurs prédécesseurs. Nous savons par conséquent très peu de



chose des officiers de leur chancellerie. En 1204 nous rencontrons un vice chancelier (n° 324), et dans un acte sans date un notaire (n° 411) (1). Y eut-il un chancelier en titre ? Quel était son nom ? Quel était le nombre des notaires ? leurs attributions ? Autant de questions que nous devons laisser sans réponse.

V. — DE MAURICE (1216-1236) A DENIS (1296-1299).

Durant tout le cours du XIII<sup>e</sup> siècle, les formules des actes de nos évêques restent à peu près ce qu'elles sont dans les derniers actes d'Hamelin et Nicolas.

Lorsque l'adresse est générale, elle se place très souvent tout au début, avant la suscription. La notification vient ensuite. La forme ordinaire est celle-ci : *Universis presentes litteras inspecturis . . . (suscription) . . . salutem in Domino. Noverint universi . . . ou Noveritis . . .* (1232, n° 591 ; 1259, n° 692 ; 1263, nos 710, 711 ; 1268, n° 722). Quelquefois : *Universis Christi fidelibus ad quos presentes littere pervenerint . . . salutem in Domino, ou in vero salutari* (1228, n° 521 ; 1232, n° 572 ; 1246, n° 644).

Les adresses particulières aux archiprêtres ou doyens du diocèse se placent après la suscription. Ainsi : *Gaufridus . . . universis decanis et presbiteris in episcopatu Cenomansensi constitutis, salutem in Domino. Mandamus vobis . . .* (1231, n° 567). — *Dilectis in Christo de Erneia, de Ebro-nio etc., decanis, salutem in Domino* (1235, n° 608).

La suscription est très généralement accompagnée d'une formule d'humilité : *Mauricius divina permissione Cenomansensis ecclesie minister humilis* (1231, n° 554) ou *indignus* (1231, n° 557). — *Gaufridus divina miseratione Cenoma-*

(1) Cf. la liste des dignitaires de la Cour d'Hamelin en tête du catalogue des actes de cet évêque.



*nensis ecclesie minister humilis* (1244, n° 633). — *Gaufridus permissione divina Cenomanensis ecclesie minister humilis* (1265, n° 717 ; 1266, n° 718). Ces expressions sont les plus courantes ; *miseratione* au lieu de *permissione*, *indignus* au lieu d'*humilis* sont les seules variantes. Bien moins souvent on trouve : *Gaufridus Dei gratia episcopus Cenomanensis* (1255, n° 678).

Le préambule disparaît à peu près complètement.

Les formules finales comportent seulement, en une phrase plus ou moins redondante, la ratification et l'annonce du sceau. Voici quelques exemples des formules les plus simples : *In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas* (1226, n° 507). — *Quod ut ratum et stabile in posterum perseveret, nos ad petitionem dicti Magistri . . . presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari* (1244, n° 638). — *In cujus rei geste memoriam, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari* (1267, n° 720).

Et voici des formules plus compliquées : « Nos autem » eamdem assignationem et concessionem heredis ratam » habentes, et pontificali auctoritate eidem abbacie predic- » tam decimam concedentes, abbati et fratribus ibidem Deo » servientibus nostras inde litteras dedimus sigilli nostri » munimine roboratas » (n° 560). — « Audito etiam per fide » dignos quod hujus firme traditio utilis erat etc. . . eamdem » gratam et ratam habentes, ipsam auctoritate nostra duxi- » mus confirmandam, et sigilli nostri munimine fecimus » roborari » (1238, n° 620). — « Et nos his auditis, predic- » tum dictum seu ordinationem approbamus et auctoritate » ordinaria confirmamus . . . in cujus rei testimonium pre- » sentibus litteris parvum sigillum nostrum, quo ad presens » utimur, propter falsitates litterarum et sigillorum que » tota die in nostra diocesi committuntur, duximus appo- » nendum » (1289, n° 759).



Nous signalons tout particulièrement, dans ce dernier exemple, le membre de phrase où l'évêque dit qu'il se sert présentement de son petit sceau au lieu du grand « à cause des falsifications de lettres et de sceaux qui se commettent continuellement dans notre diocèse. » C'est un petit fait à ajouter à l'histoire des moyens employés par les chancelleries du moyen-âge pour dérouter et démasquer les faussaires.

Il n'y a plus jamais de liste de témoins. La date vient après l'annonce du sceau et termine l'acte. Elle est introduite tantôt par le mot *Actum*, tantôt par le mot *Datum*, et comprend ordinairement l'année de l'incarnation et le mois, assez souvent l'année seule, plus souvent l'année et le jour de la semaine avant ou après une fête. La date de lieu continue d'être exceptionnelle, et les indications chronologiques : années de règnes, indictions, épactes, etc. . . plus que rares.

Jusque vers la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, le nombre des actes qui nous sont parvenus augmente d'année en année. A partir de cette époque, c'est le phénomène inverse qui se produit : les chartes au nom de l'évêque sont de moins en moins nombreuses. Dans les dernières années du XIII<sup>e</sup> siècle elles deviennent tout-à-fait rares, et l'on n'en rencontre presque plus au XIV<sup>e</sup>. Il faut évidemment tenir compte de ce fait que beaucoup d'actes nous ont été conservés par les cartulaires, et que les principaux cartulaires manceaux ont précisément été rédigés au XIII<sup>e</sup> siècle. Mais cette explication n'est pas suffisante, car la même diminution s'observe parmi les originaux ou dans les copies d'érudits faites sur les originaux.

Il nous semble que la vraie raison doit être cherchée dans le nombre croissant de conventions passées devant l'official. Au XII<sup>e</sup> siècle, et encore au début du XIII<sup>e</sup>, la plupart des actes rédigés au nom et sous le sceau de l'évêque sont des ventes, des donations ou des transactions



dans lesquelles un établissement religieux forme l'une des parties. Peu à peu se manifeste, dans les pays que l'on appellera plus tard pays de droit coutumier, la tendance à joindre à l'exercice de la justice le pouvoir de dresser des actes authentiques. L'official était dès lors tout désigné pour servir de notaire.

Nous croyons d'ailleurs que les actes passés sous le sceau de l'officialité étaient écrits par les mêmes scribes que ceux qui portaient le sceau de l'évêque : nous avons, dans les cartons des Archives de la Sarthe qui contiennent des pièces du XIII<sup>e</sup> siècle, des séries d'actes d'évêques et d'officiaux qui semblent bien de la même main. Probablement les parties préféraient faire dresser les actes devant l'official parce que cette procédure entraînait de moins gros frais de chancellerie, ou bien les notaires eux-mêmes, selon des traditions et des règles que nous ignorons, firent le triage des actes qui exigeaient la ratification épiscopale, et de ceux — de plus en plus nombreux — auxquels pouvait suffire une forme moins solennelle.

Cette évolution est accomplie à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, et c'est pourquoi cette date nous a semblé le meilleur terme d'une étude sur la diplomatie des évêques du Mans au moyen-âge.

..

Je suis très reconnaissant à ceux qui ont bien voulu m'aider à mener à bien le *Catalogue des Actes des Evêques du Mans* et son *Introduction*. Présenté tout d'abord comme thèse de sortie à l'Ecole des Chartes, ce travail y a été examiné par mes maîtres, MM. E. Berger et M. Prou. Leurs précieuses critiques m'ont suggéré beaucoup de corrections dont je les remercie. Dans les Archives départementales où j'ai dû aller à la recherche des documents, j'ai trouvé l'accueil le plus empressé auprès des archivistes.



MM. P. Guérin et G. Collon, conservateurs des Bibliothèques du Mans et de Tours, ont également mis à ma disposition avec beaucoup d'obligeance les manuscrits de leurs dépôts. M. le vicomte d'Elbenne m'a fourni des notes fort utiles sur le chapitre de Saint-Pierre-de-la-Cour ; MM. les abbés Corbin et Froger ont bien voulu revoir pour moi certains textes aux Archives de la Sarthe. Je dois à M. G. Fleury d'intéressantes identifications de noms de lieux ; enfin et surtout à M. Robert Triger l'hospitalité de la *Revue Historique et Archéologique du Maine*. Que tous reçoivent ici mes plus sincères remerciements.

LÉONCE CELIER.



---

LES  
**FILLES DE NOTRE-DAME**  
A LA FERTÉ-BERNARD  
ET LES CLARISSSES DE BEAUMONT

---

I

LE COUVENT DES FILLES DE NOTRE-DAME, A LA FERTÉ. — RÉUNION DES BIENS DES CLARISSSES DE BEAUMONT A CE COUVENT. — RÉCLAMATIONS ET OPPOSITIONS DES HABITANTS DE BEAUMONT. — UNE GUERRE DE CHICANE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE, D'APRÈS UNE CORRESPONDANCE INÉDITE. — GRAVE CONFLIT AU SUJET D'UN CLOCHER. — UNE SUPÉRIEURE UN PEU TROP RUDE. — TRANSACTION DÉFINITIVE ENTRE LES RELIGIEUSES DE LA FERTÉ ET LES HABITANTS DE BEAUMONT.

La bienheureuse Jeanne de Lestonnac, fondatrice de la Congrégation des Filles de Notre-Dame, naquit à Bordeaux en 1556. Elle était fille de Richard de Lestonnac, conseiller au Parlement de cette ville, et de Jeanne d'Eyquem de Montaigne, sœur du célèbre Michel de Montaigne. Elle épousa en 1573, le marquis Gaston de Montferrant, et en eut sept enfants. Devenue veuve en 1597, elle renonça au monde, institua à Bordeaux un ordre pour l'instruction des



jeunes filles, et le fit approuver par le pape Paul V, le 7 avril 1607. Les constitutions de son ordre, calquées sur celles de saint Ignace, lui furent données par deux jésuites, les RR. PP. de Bordeſ et Pierre Raymond. Toutefois, les sœurs prirent l'habit et le voile des religieuses de Saint-Benoît, et furent regardées, à l'origine, comme agrégées à cet ordre célèbre ; aussi les a-t-on appelées quelquefois Bénédictines, mais leur véritable nom est celui de Religieuses de la Congrégation de Notre-Dame, ou Filles de Notre-Dame.

En 1662, l'évêque d'Angers, Charles Miron (1), demanda quatre religieuses de cet ordre à la maison établie à Poitiers, pour les envoyer à La Flèche, fonder une maison qui prospéra jusqu'à l'époque de la Révolution. Rétablies en 1806, les religieuses de Notre-Dame reprirent leur poste de dévouement, et continuèrent avec succès à enseigner la jeunesse, jusqu'au jour inique de leur expulsion, le 2 septembre 1905 (2).

Le 6 juin 1631, une dame Marie Heullin, veuve du sieur de Boisrichard, obtint du duc de Villars, seigneur de La Ferté-Bernard, la permission d'établir en cette ville des religieuses de Notre-Dame, qu'elle demanda à la maison professe de La Flèche. Après avoir aplani plusieurs obstacles, et pris l'engagement d'instruire les jeunes filles, les nouvelles religieuses vinrent se renfermer, le premier dimanche de Carême 1633, d'abord dans une maison située

(1) L'épiscopat de l'évêque d'Angers, Charles Miron, date de 1588 ; en 1616, il donna sa démission, fut remplacé par Guillaume Fouquet de la Varenne, né à La Flèche, puis remonta sur son siège en 1621, pour passer à l'archevêché de Lyon en 1626.

(2) La bienheureuse Jeanne de Lestonnac mourut à Bordeaux le 2 février 1640, à l'âge de 84 ans ; la cause de sa béatification fut introduite à la Congrégation des Rites, le 6 septembre 1834 ; déclarée Bienheureuse par Léon XIII, le 23 septembre 1900. Voir M. Couzard, *La Bienheureuse Jeanne de Lestonnac*, in-12, 1904. Lecoſſre. *Le Couvent des Filles de La Flèche*, par l'abbé P. Calendini.



rue du Bourgneuf, puis au *Chapeau-Rouge*, dans le faubourg de Saint-Barthélemy, et enfin, en 1636, à la Guilloière, où elles commencèrent à bâtir une magnifique maison et une chapelle, qui subsistent encore aujourd'hui (1).

Telle est l'origine de l'établissement des Religieuses de Notre-Dame, en la paroisse de Cherré. Or, presque tous nos historiens du Maine ont commis des erreurs au sujet de cet établissement. Le Corvaisier, le plus ancien de tous, au lieu de leur donner leur nom véritable, les appelle « les Filles de la Visitation ». Dom Bondonnet, son critique, tombe dans la même erreur. Le chanoine Le Paige, historien beaucoup plus récent, puisqu'il ne publiait son ouvrage qu'en 1777, et qu'il n'a écrit, la plupart du temps, que d'après des documents pris sur place, ou communiqués par les curés des paroisses, répète la même erreur (2) ainsi que Pesche (3), Cauvin (4) et dom Piolin (5).

Les religieuses de Notre-Dame, de La Ferté, furent, ainsi que presque toutes les communautés de l'époque, ruinées par la banque de Law, et comme les Clarisses de Beaumont, elles s'adressèrent au roi pour lui demander des secours. D'accord avec l'Évêque du Mans, le roi, en ordonnant la fermeture du couvent des Clarisses de Beaumont, donna au monastère de La Ferté tous les biens meubles et immeubles

(1) Cette chapelle, après avoir servi longtemps d'église paroissiale pour Cherré, vient d'être vendue par la municipalité de La Ferté.

(2) « Les religieuses de la Visitation Sainte-Marie furent appelées à La Ferté par la dame Marie Heullin. » *Dictionnaire topographique*, I.

(3) *Dictionnaire*, II, 307, v° La Flèche et La Ferté.

(4) *Statistique de l'arrondissement de Mamers, Annuaire 1828*, p. 99, v° La Ferté. Cependant dans l'*Annuaire de 1831*, p. 15. Cauvin, abrégant l'ouvrage de Marchant de Burbure, *Essais historiques sur la ville et le collège de La Flèche*, rapporte exactement ce qui eut lieu pour l'établissement à La Flèche, des religieuses de la Congrégation de Notre-Dame, dites de l'*Ave Maria*.

(5) *Histoire de l'Église du Mans*, VI, 74. — L'abbé Hommey, *Histoire gén. du diocèse de Séez*, IV, 209, Alençon, 1900, reproduit la même erreur.



des premières. Mais, la population entière de Beaumont se révolta contre un décret qui lui semblait injuste, et qui dépouillait la ville des biens qui devaient lui revenir, disait-on, puisque la plupart des religieuses étaient originaires du pays. Alors commença une guerre sourde et continue entre les représentants des religieuses de La Ferté et les principaux habitants de Beaumont, ayant à leur tête leurs magistrats et surtout leur curé, M<sup>e</sup> Gabriel Yvard, guerre qui dura environ quinze ans et ne se termina que par une transaction. C'est cet antagonisme dont nous allons voir se dérouler les épisodes dans une curieuse correspondance jusqu'ici inédite (1).

Dès le 26 septembre 1757, M<sup>e</sup> Régnier de la Ronce, ancien économe des Clarisses depuis l'arrêté de suppression, demande le même emploi à la supérieure des religieuses de La Ferté.

« Quoi qu'il n'ait pas le bonheur de les connoître ni celui d'être connu d'elles ni d'aucune de ces dames, il a l'honneur de les assurer de son respect et de leur dire que M<sup>sr</sup> l'Évêque l'ayant honoré de sa commission d'économe du 14 novembre 1749, du couvent des Dames religieuses de Sainte-Claire Urbanistes de Beaumont-le-Froullay, *alias* le Vicomte, et ayant appris que tous les biens et revenus de cette maison étaient réunis à celle de La Ferté par arrêt du Conseil d'État du 15 février dernier, il espère que lorsque la réunion se sera finie, elle voudra bien le continuer d'être son procureur pour en faire la régie et administration. Il espère que cette qualité d'économe lui procurera l'avantage de la connaître. En attendant, il lui offre ses services et la prie de ne le point épargner. »

L'arrêt préparatoire pour l'enregistrement des lettres-

(1) Grâce à l'extrême bienveillance du regretté M. Brière, les lettres des religieuses de La Ferté sont réunies dans le dossier qui nous a été communiqué avec la copie des lettres de M<sup>e</sup> Régnier de la Ronce.



patentes n'ayant pas encore été obtenu, les religieuses de La Ferté ne pouvaient rien faire. Aussi attendirent-elles plusieurs mois avant de répondre à la proposition de M<sup>e</sup> Régnier. Ce ne fut que le 18 janvier 1758 que sœur Chaudru (1), supérieure, lui répondit en s'excusant de ne pas l'avoir fait plus tôt :

« Monseigneur ne pouvait mettre nos intérêts en meilleures mains qu'en les vôtres, M<sup>r</sup>, pour la régie des biens des Dames *Claristes* de Beaumont, que Sa Grandeur a eu la bonté de faire réunir à la nôtre ; il vient actuellement d'obtenir l'arrêt préparatoire pour l'enregistrement des Lettres patentes ; sans doute, M<sup>r</sup>, qu'il vous sera envoyé pour faire faire les formalités nécessaires. Quant à présent, nous ne nous meslons point du tout de cette affaire, mais lorsque nous serons mises en possession de ces biens, je regarderai comme un avantage d'estre à l'occasion de vous connaître et de vous assurer de la singulière considération avec laquelle, etc... »

L'arrêt du Parlement obtenu, M<sup>e</sup> Alline, curé de Saint-Nicolas, fut chargé des affaires de la communauté de La Ferté, et s'empessa de l'envoyer à Beaumont, à M. Moulin, ainsi que les Lettres patentes pour les remettre à M<sup>e</sup> Régnier, qui à son tour devait en saisir Messieurs de la justice. Mais ces derniers firent la sourde oreille et ne voulurent prendre aucune décision. De là une lettre indignée de M<sup>e</sup> Alline à M. Régnier :

« Je suis très fâché de toutes les peines que vous avez avec M<sup>rs</sup> les officiers de la justice de Beaumont (2) au sujet des Lettres patentes.... afin de les présenter à ces MM<sup>rs</sup>,

(1) Sœur Chaudru avait succédé à sœur Françoise Derouard de la Caillère, elle était déjà supérieure le 15 mai 1756 ; elle mourut le 21 février 1768 ; sœur Cureau lui succéda dès le mois d'août 1766.

(2) Le lieutenant général, civil criminel et de police, était, à cette époque, M<sup>r</sup> Nicolas Le Tessier de la Corbinière, qui eut pour successeur le 4 juillet 1758, Louis-Raoul du Bois de Boisvallée, seigneur de Sçay,



pour donner leurs avis au sujet de l'union. On n'est nullement surpris de leur procédé et de leur mauvaise manière, on leur demande seulement de dire leur avis, de consentir ou de contredire l'union ; qu'ils répondent à blanc ou à noir, qu'ils répondent ce qu'ils voudront, bien ou mal, l'affaire n'en ira pas moins son train, c'est une chose décidée ; ce qu'on leur demande n'est qu'une formalité de style, et ce qu'ils diront ou feront n'aboutira à rien, et n'empêchera point que l'union n'ait son exécution. Voudriez-vous bien encore leur présenter une seconde fois lundy prochain les Lettres patentes avec l'Arrêt du Parlement ; M. le procureur du roy leur écrit par cet ordinaire de la part de M. le procureur général ; ainsy il n'y a pas lieu de penser qu'ils refusent de parler et de donner leur avis, ils diront ce qu'ils voudront. M<sup>sr</sup> notre prélat presse beaucoup, je vous prie de ne rien négliger ; . . . . . en cas de refus de leur part, il ne faut point faire de plainte, ny leur rien dire, on prendra d'autre voye.... »

Il paraît que cette première démarche ne réussit guère, et que « l'autre voye » n'était pas meilleure que la première. Le 14 avril suivant, la supérieure des religieuses de La Ferté demandait à M. Régnier le résultat de ses démarches, craignant de nouvelles difficultés suscitées par MM. de la Justice de Beaumont :

« Ce qui me fait craindre, écrit-elle, c'est qu'il y a plus d'un mois que les informations ont été faites au Mans, et que M. le lieutenant général ainsi que tout le Présidial ont tous signé, et depuis ce temps j'ai écrit deux fois à M. le

avocat au Parlement, qui mourut au mois d'août 1782, laissant deux filles dont l'aînée Flore-Louise-Geneviève, épousa L.-M. Cormaille, s<sup>r</sup> de Valbray. — Le fief de Say était situé dans l'enceinte de la ville d'Alençon ; il relevait nuement du château et faisait au domaine une rente de deux œillels. Après avoir appartenu aux familles Le Coustelier, de Couterne. Le Hayer, Le Prévost, il passa dans la famille Dubois. Odolant Desnos, *Mémoires historiques sur Alençon*, 1<sup>re</sup> édition, II, 481.



curé de S. Nicolas . . . . sans en avoir aucune réponse, et il m'avait mandé au commencement du Carême que les Lettres patentes seraient enregistrées à Pâques ; le voilà passé et il faut encore faire la même communication aux Justiciers de La Ferté ; il est vrai que quand il ne s'agira que de ce dernier article, nous n'aurons plus de difficultés à craindre. Instruisez-moi donc, je vous en supplie, de celles qui nous tiennent si longtemps à Beaumont : peuvent-ils se flatter de *tirer avantage de leur chicane*, je crois qu'ils n'en auront pour tout salaire que la satisfaction d'avoir bien chicané... »

En attendant, des intérêts plus immédiats attiraient l'attention des religieuses. Le couvent de Beaumont, après le transport au Mans et la vente du mobilier, était resté vide et inoccupé. La population de la ville y voyait un grand nombre de bâtiments qui lui convenaient parfaitement, et beaucoup auraient voulu s'en emparer et y rester sans rien payer, puisque MM. de la Justice eux-mêmes prétendaient qu'ils étaient « la propriété de la ville ». D'autres, plus avisés, au lieu de s'adresser à M. Régnier qui était assez embarrassé par toutes les difficultés qu'on soulevait sous ses pas, se rendirent directement à La Ferté, et demandèrent à la supérieure des logements à leur convenance. Aussi le 15 octobre 1758, sœur Chaudru écrivait à M. de la Ronce :

« Comme nous ne sommes point encore en possession de la maison des *Claristes*, je les ai renvoyés à M<sup>sr</sup>, . . . . mais je pense que vous pouvez, étant chargé de la régie de ces biens, tirer parti de la maison ainsi que des autres biens. M. d'Aubigny (1), avocat, offre 30<sup>l</sup> pour le logement dont il a besoin, et je vous serai obligée, si vous voulez bien lui laisser choisir ; il y a aussi un cavalier de la Maré-

(1) René-Norbert Leret d'Aubigny, dont nous parlerons plus tard, était fils de René Leret sieur d'Aubigny, de Beaumont, et de Marie-Anne Le Meunier.



chaussée nommé M. Barreau (1) qui demande un logement, ayez la bonté de le lui donner pour un prix convenable, mais sans bail et sans engagement qui put gêner les religieuses, lorsqu'elles seront mises en possession. »

Bien qu'elles ne fussent pas encore en possession de ces biens, M. Alline informait M. de la Ronce, à la date du 2 janvier 1759, « qu'en conséquence des ordres de Monseigneur l'Évêque, l'union du monastère de Beaumont à celui de La Ferté-Bernard était entièrement consommée ; que les Lettres patentes et autres procédures étaient enregistrées au Parlement, que l'Arrêt d'enregistrement rendu solennellement à la Grande Chambre était expédié et délivré, et qu'ainsi M<sup>me</sup> la Supérieure de La Ferté-Bernard et sa Communauté étaient actuellement *propriétaires absolues* et incommutables, de tous les biens revenus, droits, etc., du monastère de Beaumont ; que MM. les Justiciers et autres de Beaumont n'avoient plus aucunes prétentions, ni aucunes difficultés à former. Il lui ordonnait ensuite qu'il eut à se conformer aux ordres et aux intentions de M<sup>me</sup> la Supérieure de La Ferté-Bernard, et d'agir en toutes choses de concert avec elle. »

En même temps, M. Régnier recevait une lettre de sœur

(1) La maréchaussée de Beaumont, comme toutes celles du royaume subit bien des vicissitudes. Au XVII<sup>e</sup> siècle, elle eut pour prévôts René Vasse, écuyer (1649), Lunel des Essarts, et François Quelquejeu, s<sup>r</sup> de Villiers (1690) ; pour lieutenant-assesseur Gabriel Ouvrard de la Vove. Vers 1720, on supprima le prévôt et les autres officiers et il n'y eut plus à Beaumont. à la tête des quatre cavaliers, appelés vulgairement « archers de la maréchaussée », qu'un exempt qui avait rang de capitaine. En 1747, l'exempt Garnier du Ferray ou Ferré, originaire de Laval, ayant obtenu une place à l'Hôtel des Invalides, le sieur Louis Caget du Verger, de Bellême, l'un des quatre anciens cavaliers, le remplaça avec le simple titre de brigadier équivalant, dans les troupes, au grade de lieutenant. A la mort de Louis Caget (12 juillet 1763), Michel Rigault de Beauvais, fils de François Rigault, sieur de Beauvais, avocat à La Ferté-Bernard, fut nommé brigadier à Beaumont, et en 1769, lors de l'augmentation des compagnies de maréchaussée, repr. le titre d'exempt.



Chaudru lui renouvelant ses ordres de ne pas prendre d'engagement « pour aucun de ces corps de bâtiments », afin de toujours rester « dans le cas de pouvoir disposer de cette maison à la première occasion favorable. »

M<sup>sr</sup> de Froullay ayant eu des différends avec son Chapitre, et révoqué pour cela trois de ses vicaires généraux qui n'avaient pas embrassé ses vues dans cette affaire, nomma à leur place Pierre de Ronssecy, Joseph de Fournouë et Philippe de Crécy, tous étrangers au diocèse (1). Ce fut Joseph de Fournouë qui fut chargé de régler définitivement les comptes de l'ancien couvent des Clarisses.

Aussitôt, M. Aline informe M. Régnier que M. l'abbé de Fournouë est arrivé au Mans, et le charge « de lui faire savoir d'apporter ses comptes, avec les titres et papiers du monastère de Beaumont, le calice qui était resté, et un mémoire de ce qu'il pouvait y avoir encore d'effets, afin de régler tout avec lui, de lui donner une décharge de tout jusqu'à ce jour, et d'arrêter un compte final, et de s'arranger avec les dames religieuses de La Ferté, afin de consommer tout ce qui concerne l'union, et que ce soit enfin une affaire toute terminée. Si vous pouvez, ajoutait-il, venir la semaine prochaine ce sera mieux parce que M. l'abbé de Fournouë n'a guère que cette semaine à vous donner, attendu qu'après il sera très occupé pour les affaires du clergé, et que d'ailleurs il ne peut rester que très peu de temps au Mans. M<sup>sr</sup> signera et arrêtera lui-même tous vos comptes, et plutôt vous aurez votre décharge, plutôt vous serez tranquille. Je vous conseille de partir incessamment. »

Malgré cette pressante invitation, M. Régnier ne put arriver à temps, soit que ses comptes ne fussent pas prêts, soit que l'abbé de Fournouë fut reparti trop promptement pour Paris. Ce ne fut que le 30 mai qu'il put présenter ses comptes à M. l'abbé Baudron, vicaire général, qui, seul, à

(1) Dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, VI, 497.



peu près, gérait toutes les affaires du diocèse, à la satisfaction générale.

Le compte-rendu commençait au 22 mai 1757 et finissait au 30 mai 1759. Il fut approuvé le jour même, après avoir été examiné et calculé par M. Denis Baudron, vicaire général (1). Il se trouva que la recette, à dater du 20 mai 1757, jour de l'arrêté du dernier compte, jusqu'à ce jour, montait à la somme de 2.654 livres 1 denier, y compris le chapitre de reprise du dernier compte ; la mise et dépense, y compris aussi le chapitre de reprise, se montait à la somme de 1217 livres 17 sols ; le comptable était redevable de 1427 livres 10 sols 1 denier. Sur cette somme il fallut défalquer la somme de 200 livres que *Mgr* voulait bien accorder au comptable, tant pour la confection dudit compte que pour ses peines et voyages ; de telle sorte que M. Régnier ne demeurait plus redevable que de la somme de 1227 livres 10 sols 1 denier. Cette dernière somme fut remise entre les mains de M<sup>e</sup> Jean Alline, prêtre, curé de Saint-Nicolas, fondé de procuration des dames religieuses de La Ferté-

(1) Parmi les dépenses nous voyons : « Plus la somme de 6 l. 10 s. 9 d. payée le 22 mai 1757 au sieur Labbé, aubergiste au *Cheval blanc*, au Mans : par ordre de Mgr. je me suis transporté au sujet de la réunion dud. prieuré de Beaumont au couvent de La Ferté, ayant été avec le messenger de Beaumont, le mardy 17 may, et parti du Mans le dimanche 22 ensuivant.

» Plus celle de 5 l. payée le 31 may 1757 au sieur Mercier, messenger du Mans à Beaumont, scavoir 3 l. pour transport des titres et papiers du prieuré..... pour les porter au Mans par ordre de Mgr. à M. Moulin, prêtre, et 40 sols pour m'avoir mené de Beaumont au Mans.

» Plus la somme de 3 l. payée à René Cholet, d'avoir servi de sacriste à la chapelle du prieuré, 12 juin 1757.

» Plus celle de 40 l. payée à M. Moulin, prêtre, pour avoir célébré la sainte messe audit prieuré, suivant sa quittance du 2 août 1757.

» Plus 3 l. au sieur Le Tessier, apoticaire et cirier à Beaumont, pour cierges par lui fournis à la chapelle du prieuré selon sa quittance du 11 août 1757.....

» Plus celle de 6 l. payée à Jacques Colas, pour 17 mois qu'il a servi de sacriste à la chapelle du prieuré, suivant la quittance de M. Moulin du 28 septembre 1758. »



Bernard. « Et les pièces justificatives de la dépense dudit compte, ainsi que les titres, papiers et documents, un calice d'argent avec sa patène et deux burettes d'étain, furent également remis aud. sr Alline, et le comptable reçut sa décharge. »

Mais, pendant son voyage au Mans, M. Régnier recevait une lettre de M. de la Goupillière, seigneur de la paroisse de Montbizot (1) qui lui rappelait que le champ de la *Gandelée* situé à Teillé, relevant de son fief de Mauny, devait lui rendre déclaration le 10 du mois de juillet, jour où il tiendrait ses assises. Pour éviter le transport d'un huissier et signification du jugement qui le condamnerait certainement, M. Régnier demanda à sœur Chaudru ce qu'il devait faire. Celle-ci, le 5 juillet 1759, lui demanda de continuer la régie des biens de Beaumont, et « en conséquence de rendre déclaration à M. de la Goupillière, pour le champ de la Gandelée ». Il se rendit, à cet effet, au château de Mauny, et paya les deux deniers de rente seigneuriale qui étaient dus.

D'autre part, pour acquitter les dettes, il fallait des fonds,

(1) C'était Charles-François de la Goupillière, chevalier, seigneur de Brétigny-en-Dunois, chevalier de Saint-Louis, capitaine de grenadiers au régiment du Roi, fils de Pierre-Gaspard de la Goupillière et de Marie-Marguerite de Boral du Plessis, et frère de Pierre-Guillaume, qualifié, le premier de la famille, de marquis de Dollon. Tous les historiens, même le plus récent, M. Deschamps la Rivière dans ses *Recherches historiques sur Dollon*, p. 571, disent que Charles-François était « resté célibataire ». Le chanoine La Manouillère dit qu'il était « garçon âgé de 69 ans ». Le chanoine Le Paige le laisse supposer en le disant « respecté et chéri de tous ceux qui le connaissent ». La vérité est qu'il avait épousé vers 1750 Françoise-Louise Chouet de Mauny, née le 25 août 1729, décédée sans postérité et inhumée le 24 septembre 1762 dans l'église de Montbizot. Charles-François était donc seigneur de Montbizot par sa femme, il habitait ordinairement le château de Mauny. Il mourut au château de Dollon, le 4 octobre 1778 et fut inhumé le lendemain dans l'église de Dollon. (V. Deschamps, *op. cit.*) *Inventaire des minutes des notaires*, IV, 186, V, 323. Armes : *D'argent à 3 renards de gueules passants l'un sur l'autre.*



et sœur Chaudru priait instamment de lui faire toucher les 800 et tant de livres qui étaient dues depuis le dernier compte. « Ils nous sont nécessaires pour parvenir à un arrangement qu'il faut que nous fassions. Prenez, je vous prie, les suffrages ordinaires en attendant que nous fassions d'autres arrangements ». Elle ajoute qu'elle a demandé à M<sup>re</sup> la permission de se rendre elle-même à Beaumont, mais qu'elle n'a point encore de réponse. A défaut de cette réponse, elle lui donne pouvoir de vendre les ornements qui étaient restés et de lui envoyer « les grilles de fer » de la chapelle.

M. de la Ronce lui assure « qu'il fait tout son possible pour faire payer les débiteurs » mais, ajoute-t-il, « vous n'ignorez nullement que *l'argent n'est pas commun*. Si j'ai différé à vous envoyer les ornements c'est qu'il vous en aurait trop coûté par la messagerie, et ne trouvant pas un homme sûr à Beaumont à qui je peux me confier, j'ai pris le parti de vous les envoyer avec les trois grilles, la petite *tringue* tournante avec son apuy, 5 serrures sans clef et un missel tout neuf, par Ermenault, votre bordager de Maresché, qui, quoy que pauvre, est honnête homme, non capable de détourner aucune chose . . . . Ce qui reste, tant dans la sacristie que sur l'autel de la chapelle, le voile sur le tabernacle, deux nappes, un tapy, plusieurs pots à bouquets de falliance et plusieurs bouquets d'hiver, un miroir, un Christ, une table et une petite armoire, . . . . est de peu de valeur. Voyant le monde si intrigué, je n'ai osé les enlever, *de crainte d'être insulté* (1). Lorsque vous viendrez à Beaumont, vous en ferez ce qu'il vous plaira. »

(1) Il semble que même avant cette époque la population de Beaumont renfermait un grand nombre d'individus non seulement capables d'insulter les honnêtes gens, mais même de commettre des crimes. M. de Tessé, mis en possession de Beaumont, ayant eu des difficultés avec M. de Faudoas, touchant la mouvance de plus de quarante maisons de la ville, fit adresser au roi un *Mémoire* pour obtenir que



La supérieure de La Ferté, cependant, est loin d'être satisfaite. Elle avait dit de vendre les vieux ornements et non de les envoyer ; ce qu'elle entendait par grilles, ce n'étaient pas des barres de fer ayant servi à des croisées, mais bien la grille du chœur, « car enfin cette maison était cloistrée, et conséquemment il y avait des grilles. Que sont-elles devenues ? Si elles y sont encore, il faudra les envoyer avec la cloche. Si M<sup>r</sup> notre curé (1) a écrit au vôtre pour savoir le prix du tabernacle, ça été sans notre participation et à notre insu ; d'ailleurs, il a été donné à M. Alline qui l'enlèvera bientôt. »

En effet, quinze jours après, le 27 août, M. Alline envoya son vicaire avec un sculpteur pour enlever le tabernacle, ce qui fut fait « par un fort mauvais temps. » Quant aux

la juridiction de Beaumont reste juridiction royale, et que l'État supporte les frais d'instruction des cas royaux sur le domaine de Beaumont. Nous trouvons relaté dans ce *Mémoire* le fait de brigandage suivant :

« Depuis environ un an, la ville de Beaumont est dans l'agitation la plus violente : il a été écrit des Lettres anonymes au Curé, au sieur et dame Beaudoux, à nombre de particuliers ; il en a été écrit à tous les magistrats qui ont voulu connaître de ces lettres ; on a menacé de tuer la femme Beaudoux et son mari, on est entré chez eux nuitamment par une fenêtre extérieurement placée, on s'est précipité sur la femme Beaudoux, on lui a mis la corde au col, on l'a trainée comme morte hors de chez elle sur le pavé ; on a menacé de brûler toute la ville et on a essayé de le faire de différentes manières, une maison a même été la proie des flammes, enfin on a mis l'alarme dans toute la ville au point que les citoyens ont été autorisés d'établir pour leur sûreté une garde bourgeoise. Tous ces délits qui intéressent la ville entière ont donné et donnent lieu à une instruction de la plus grande importance renvoyée devant M. le lieutenant criminel de Bellême. » (Archives de la Sarthe. E, 20.)

(1) M<sup>r</sup> François Guillochon, docteur en théologie, curé et doyen de La Ferté de 1713 à 1765. Il favorisa beaucoup le monastère des Filles de Notre-Dame, et servit même de témoin aux religieuses lorsqu'elles donnèrent leur procuration à M<sup>r</sup> Alline. Renommé par son esprit caustique, on lui attribue une pièce de vers contre ses marguilliers, publiée dans la *Province du Maine*, t. XIII, p. 281.



grilles du chœur et des parloirs, elles étaient en bois et de nulle valeur.

Le 24 octobre, M. de Courcival, du Mans, se rendit à La Ferté, et paya aux religieuses les rentes qu'il devait au couvent de Beaumont, ainsi que le principal qu'il remboursa (2.000<sup>l</sup> pour 100<sup>l</sup> de rentes) ; on lui promit en outre de lui rendre le contrat, ce qui n'était pas chose facile, les titres se trouvant dispersés un peu partout. Enfin, « après des lettres de menaces, » la grosse de la rente de la Porte fut retrouvée à La Ferté et rendue à M. de Courcival, vers la fin de l'année.

Mais les 800 livres qui étaient dues lors de la reddition de compte de M. de la Ronce se faisaient toujours attendre. « Je vous prie, M<sup>r</sup>, écrit sœur Chaudru le 25 octobre, *d'y donner vos soins* et de ne *point faire de grâce*, nous nous trouvons dans le cas de faire un remboursement, et nous avons besoin de cet argent pour y parvenir. »

Il fallait donc trouver de l'argent : pour cela M. de la Ronce est prié de vendre la maison et de faire publier dans les paroisses voisines que l'autel et les stalles du chœur des religieuses sont aussi à vendre. Le sculpteur qui était venu avec le vicaire de Saint-Nicolas démonter le tabernacle, avait estimé l'autel en bois environ 450 livres, sans y comprendre les stalles du chœur des Dames, une petite chaire placée dans la chapelle, et une tribune d'où les malades entendaient la sainte messe. Ce mobilier ne pouvait être vendu qu'à « des menuisiers, n'étant pas assez propre pour des églises, tant à la ville qu'à la campagne. » Il est vrai que « deux *messieurs prêtres* » étaient venus et avaient demandé « combien on voudrait vendre les stalles, » mais M. de la Ronce n'avait pas fait de prix et voulait consulter un menuisier pour savoir à quoi s'en tenir.

Tout cela ne procurait pas de l'argent ; les 800 livres n'étaient pas encore payées, le procureur de Fabrique de



Beaumont devait 120 livres pour six années de rente, MM. de Vanssay, de Mortagne, et de Chérancé, les dames de Renusson d'Hauteville et M. Riballier, de Beaumont, devaient 70 livres pour arrérages de la rente de 20 livres échue, la veuve Bourgoin dit Beaulieu devait 287 livres 18 sous ; elle avait fait faillite il y a environ 15 ans, il est vrai, mais elle avait encore du bien. Bref, cette dernière fut exécutée, ses biens furent vendus, et le principal acquéreur, le fils de M. Percheron, médecin à Beaumont, consentit à faire une rente de 20 livres. « C'est, dit M. Régnier, un honnête homme qui a du bien et de la *probation* ». Plusieurs débiteurs promettaient de l'argent « à la foire de Saint-André prochaine qui se tient à Beaumont. »

Sur ce, les nouvelles s'aggravent. Le 9 avril 1760, M. de la Ronce, après avoir raconté ses exploits contre les mauvais débiteurs, ajoute : « J'ay toujours fait en sorte de contenir la populasse de Beaumont jusques au Vendredy-Saint, et de ne faire aucun dégât dans votre maison du Couvent, mais le Samedy-Saint, un boucher y a mis ses meubles et entré la force à la main, et plusieurs autres comptent faire de même. Et lundy à cinq heures du soir, dix à douze particulières de Beaumont ont entré par force et forcé une porte que M. Barreau avait condamnée, et malgré son épouse, laquelle a été insultée, ont cassé des vitres pour avoir les plombs, et maltraité sa domestique qui est au lit. Le sieur Barreau a mis l'affaire entre les mains de M. le Procureur du Roy de Beaumont. Cette populasse me menasse de me maltraiter ; cependant j'espère y aller mardy prochain . . . . J'espère, M<sup>me</sup>, que par votre crédit vous trouverez quelques personnes auprès de M. l'Intendant de Tours ou M. de Lorchère au Mans, son subdélégué, pour faire mettre le calme dans la populasse de Beaumont et dans votre maison. Je souhaiterais pouvoir y remédier, et plusieurs habitants de cette ville disent hautement et à moy-même, s'ils n'avoient point de logement,



qu'elles y planteroient le piquet malgré moi et que *voire maison est à la ville de Beaumont.* »

Comme on le voit, MM. de la Justice avaient fait passer leurs idées dans le peuple, et celui-ci, qui est simpliste, les mettait immédiatement à exécution. Les principaux, les particuliers et *particulières* se donnaient la main : « Les biens des Congrégations sont à tout le monde ».

Quoi qu'il en soit, les bâtiments non occupés étaient à louer et chacun cherchait pour soi. M<sup>e</sup> Yvard, curé de Beaumont, s'adressa à M<sup>e</sup> Alline, curé de Saint-Nicolas, au nom des plus notables habitants, pour le prier d'engager les religieuses de La Ferté à donner un logement à leur maître d'école. Celles-ci refusèrent et prièrent même M. Alline de faire une démarche auprès de M. de Lorchère pour l'engager à faire « déguerpir » ceux qui s'étaient logés sans autorisation dans les bâtiments.

Ces différentes nouvelles, annoncées à M. Régnier le 15 mai 1760, ne le surprirent pas. « Je ne doute nullement, dit-il dans sa réponse du 30, que M. le curé de Beaumont vous ait fait demander un logement pour son maître d'école, puisqu'il a cherché tous les moyens d'avoir quelque chose de votre maison, il n'a jamais pu y parvenir. » Il ajoutait qu'il n'y avait aucun appartement pouvant convenir à une classe. Il paraît cependant qu'il s'en trouva un qui convenait, car, dans une lettre subséquente, les sœurs de La Ferté réclament le prix « du logement de la maîtresse d'école », et celle-ci, mise en cause directement, répond « qu'elle n'avait pas le temps et que M. le Curé écrirait. »

Toutes ces lettres se terminent invariablement par une demande d'argent. Sur les 800 livres qui étaient dues, M. Régnier n'avait encore rien versé, et cependant depuis plusieurs années, les arrérages des rentes avaient dû s'accumuler. « Notre communauté est extrêmement mécontente », écrit la supérieure. Pour s'excuser, M. Régnier dit que s'il



n'habite pas Beaumont, il y vient au moins deux fois par semaine. « Soyez persuadée que je ne néglige aucunement vos intérêts tant par paroles que par lettres menaçantes et je persécute vos débiteurs plus que les miens » (1).

S'il n'envoie pas d'argent, M. Régnier, au moins, envoie des meubles. Le tambour de la chapelle de Beaumont fut mis à la même place dans la chapelle de La Ferté, et la statue de la Sainte-Vierge, qui était fort belle, fut placée au

(1) Le 20 juin 1760, M. Régnier de la Ronce « en conséquence de la lettre de M<sup>me</sup> Chaudru, supérieure des dites dames religieuses de La Ferté-Bernard du 5 juillet 1759, avait rendu son compte dont la recette s'élevait à 1639 l. 4 s. 6 d., la dépense et la reprise à 931 l. 14 s. ; le boni était donc de 707 l. 10 s. 6 d. et le comptable recevait 50 l. pour sa peine. Le compte était approuvé par les sœurs Chaudru, supérieure, Cureau, Le Febvre, Bodier, Orry et Bigot.

Ce ne fut que le 14 octobre 1764, que le régisseur rendit un nouveau compte. Parmi les recettes extraordinaires on ne trouve que la vente de menus objets de très peu de valeur, entre autres « un confessionnal » vendu 25 sous, et « les biens du cloître vendus au sieur Bleu, 6 l. »

Parmi les dépenses, on remarque :

« Fait dépense le comptable de la somme de 14 sols payée le 1<sup>er</sup> juillet 1760 pour la dépense de trois hommes d'avoir descendu la cloche du couvent de Beaumont et une vierge.

» Plus celle de 30 sols payée à Louis Goulette, de Beaumont, pour avoir descendu les grilles dudit couvent le 6 juillet 1760.

» Plus celle de 12 sols payée au menuisier qui a démonté le tambour de l'église dudit couvent.

» Plus..... 8 sols payés le jour que Ermenault et deux garçons ont chargé la vierge, cloche, tambour, grilles et un devant de cheminée.

» Plus celle de 31 l. 10 sols payée à René Montreuil, charpentier et couvreur, demeurant à Beaumont, pour journées qu'il a faites de son métier sur le grand bâtiment dudit couvent.....

» Plus la somme de 29 sols 6 deniers payée à François Colin dit La Fontaine, vitrier et menuisier à Beaumont.....

» Plus celle de 3 l. payée à Jean Bleu, de Beaumont, pour 5 journées pour avoir servi les couvreurs en hardoises sur le grand bâtiment.....

» La recette du présent compte de 4,166 l. 10 s.

» La reprise de 1562 l. 5 s.

» Le compte est approuvé par sœur Chaudru, supérieure, sœur Cureau, sœur Bigot, procureuse, sœur Le Febvre, sœur Bodier, sœur Orry..... 14 octobre 1764. »



réfectoire, au-dessus de la place de la supérieure, comme elle l'était autrefois à Beaumont (1).

Il en restait encore deux autres à envoyer, « plus belles que la première, mais elles étaient tellement pesantes que quatre hommes ne purent les descendre du pourtour du chœur. »

M. Yvard reçut à son tour une demande de M. Régnier. Son procureur de fabrique devait autrefois une rente aux Clarisses, et, depuis la suppression du couvent, les religieuses de La Ferté n'avaient rien reçu. Aussi M. Régnier dit-il, dans une lettre datée du 6 septembre 1760 : « M. le Curé de Beaumont est mécontent de moi par rapport à vous. Il ne daigna pas me répondre la dernière fois que nous nous vîmes, tant par rapport au procureur de la fabrique qu'au sujet de la maîtresse d'école. » Celle-ci, en effet, était logée mais ne voulait accepter aucun bail, et renvoyait à plus tard pour payer l'arriéré. M. Régnier « gardait tout cela sous silence, de crainte que la populace ne se rendit maîtresse du grand bâtiment où il n'y avait encore personne. »

Quelques débiteurs, néanmoins, finirent par payer et la supérieure de La Ferté envoya son garçon pour toucher 408<sup>1</sup>, le mardi 3 mars 1761. Seul, le procureur de Fabrique de Beaumont, de nouveau harcelé par M. Régnier, refusait toujours de payer les 160 livres qui étaient dues : il donnait pour prétexte « qu'il lui était dû plus de mil écus par des personnes bien en état de payer, sans pouvoir recevoir aucun argent. »

Non seulement les gens de Beaumont voulaient se loger

(1) Cette statue de la sainte Vierge existe encore. A la Révolution les religieuses de La Ferté se retirèrent à La Flèche dans la maison de leur ordre, et y firent transporter la Vierge. M. Morancé étant curé de Cherré, apprit qu'elle y était encore, mais brisée, la demanda, l'obtint et la fit restaurer. Elle a été placée dans l'église de Cherré au-dessus de la porte de la sacristie.



dans les bâtiments de l'ancien couvent, mais encore « des particuliers des paroisses voisines » cherchaient à y entrer par force. » Heureusement que M. Barreau, le cavalier de la maréchaussée y était logé, et en « homme vigoureux, il leur donnait la chasse et jetait leurs meubles dans la rue. »

Le 3 mars 1761, les choses devinrent plus graves encore : M<sup>e</sup> Régnier dans la consternation, en avertit sœur Chaudru :

« Deux particuliers se sont logés dans votre grand bâtiment, et on a levé la serrure de la porte d'entrée pendant que M. Barreau, cavalier, vint chez moi me dire qu'environ 30 personnes étaient dans le cloître, et que malgré lui, ils voulaient forcer cette porte et qu'il ne pouvait plus les contenir. Ces personnes, ajoute-t-il, sont la lie du peuple, qui ne risquent rien. »

« Il me souvient, ajoute-t-il, de vous avoir écrit à ce sujet, d'avoir un ordre de M. l'Intendant ou de M. de Lorchère son subdélégué, pour faire sortir ceux qui y étaient logés par le même canal, et d'empêcher la populace d'y planter le piquet, qui pourront incendier votre maison, n'ayant que deux cheminées dans ce bâtiment. Ils font actuellement du feu dans des chaudrons ; votre garçon peut bien vous en rendre compte, ayant vu tous les bâtiments ».

Devant toutes ces violences, M<sup>e</sup> Régnier pour prouver son zèle usa à son tour de moyens violents ; après l'avoir bien excité, sœur Chaudru fut obligée de le modérer.

« Je suis bien fâchée, lui écrit-elle, le 3 avril 1761, de l'acte de violence que vous avez commis contre un appelé Goulette. Comment, *en présence de la populace*, avez-vous pu vous aviser de faire lever la serrure de cet homme pour y mettre un autre locataire ? Vous savez mieux que moi qu'il n'est point permis d'user de ces voies et que vous seriez dans le cas d'être entrepris. Vous connaissez qu'il y a bien des honnêtes gens qui le protègent, ce qui m'engage à vous conseiller de lui rembourser ce qu'il lui en coûtera pour la serrure. Je sens, Monsieur, que n'étant pas



sur les lieux vous ne pouvez juger des choses par vous-même, et que cette maison vous occasionne bien des difficultés qui vous sont onéreuses ; ce qui m'a fait prendre le parti d'engager M. Barreau, cavalier de la maréchaussée, d'en prendre le soin ; il y a été mis par ordre de M. l'Intendant, et en conséquence est plus en droit d'arrêter le tumulte. Redoublez vos soins pour les autres biens, ils vous coûteront moins et nous seront plus avantageux. Faites-nous toucher de l'argent, et usez de toutes voies, parce que nous comptons aller sur les lieux » (1).

M<sup>e</sup> Régnier ne pouvait rester sous le coup d'une pareille accusation ; il fit bien voir à sœur Chaudru qu'il avait eu raison d'agir comme il l'avait fait, malgré les dires des « honnêtes gens » qui avaient écrit contre lui.

« Je ne crois pas avoir fait d'injustice au nommé Goulette, écrit-il le 9 mai 1761, pour lui avoir fait lever la serrure d'une petite boutique, laquelle ne lui a servi de rien pendant un an ; lui ayant demandé la clef trois fois depuis Pâques, ce qu'il m'a refusé, ce qui me fit prendre le parti de faire lever la serrure en présence de témoins qui ont vu comme moi qu'il n'y avait dedans qu'un van, un peu de cendre, des racines de betteraves et de carottes et des choux, le tout pourri. Si je l'ai fait, c'est pour conserver la paix entre lui et M. Bleu qui est un marchand et honnête homme allié à des premiers qualifiés de la ville. La dite boutique joint l'appartement dudit sieur Bleu qui occupe le tout ; vous savez ce que vous m'avez mandé dudit Goulette, qu'il était violent et avait cassé le bras de son enfant, je vous marquai que je n'en avais point connaissance, il était vrai, mais il a fait voir sa violence il y a environ trois mois, vis à vis de M. Bleu qui est venu chez moi me montrer sa blessure. Vous ne devez pas être surprise que des

(1) Pour adoucir l'amertume de ses reproches, la bonne supérieure annonce à M<sup>e</sup> Régnier qu'elle lui envoie « 6 excellents fromages » et elle « désire qu'il les mange en bonne santé ».



plus honnêtes gens de Beaumont vous aient écrit contre moi, regrettant toujours votre maison et les biens ; vous n'ignorez pas les embarras que j'ai eu d'avoir refusé plusieurs fois les principaux habitants pour y loger des misérables ». M. Regnier termine en demandant communication des lettres de dénonciation contre lui. « Je ne crains rien, continue-t-il, grâce à Dieu, ayant fait profession d'honnête homme et n'ayant pas l'âme intéressée.... Ainsi vous devez me connaître tant par Mgr notre prélat qui m'a honoré de l'économat, que par MM. Baudron et Fournouë et M. Alline, curé de Saint-Nicolas au Mans, desquels je ne suis pas inconnu et auxquels vous pouvez vous informer de moi... ».

Mais voici encore de nouveaux attentats.

« Depuis que votre garçon est venu à Beaumont, le nommé Brunet et sa femme sont venus se loger dans la boulangerie que M<sup>lle</sup> V<sup>e</sup> Lehault occupait, et ont fait lever la serrure en son absence, et depuis, le nommé Louveau, sacriste de Beaumont (*tel curé, tel sacriste*), a cassé un cadenas en sa présence. » Aux fêtes de Pâques, la nappe de l'autel a été volée, et pour éviter d'autres vols, il a fallu enlever deux devants d'autel et deux chandeliers de bois, et les mettre en dépôt chez M<sup>me</sup> Lehault. « Que M. Barreau fasse mieux que moi, conclut M. Régnier, cela me fera plaisir. »

Si sœur Chaudru ne répond pas à cette boutade, le 29 mai suivant, elle trouve encore des reproches à adresser à son régisseur. Il a eu tort de louer, avec la métairie de la Roche, le jardin de l'enclos et le verger, le contrôleur est dans le cas de leur réclamer 50 écus pour l'amortissement. M. Régnier est très étonné de ces reproches :

« En ma qualité de notaire, j'ai fait bail en 1740, à titre de moitié dès le vivant des dames religieuses, la dernière décédée en 1753, du lieu de la Roche, du jardin et des dépendances à Jacques Jouinnes et à sa femme, par



M. l'abbé Moulin, commissaire nommé par M<sup>gr</sup> notre évêque à la régie des biens que vous possédez. Ainsi aujourd'hui je ne suis point la cause si vous êtes entreprise par M. le contrôleur des francs-fiefs ; je vous en ai prévenue il y a longtemps, par les plus honnêtes gens de Beaumont. »

Il ne veut pas en dire davantage, car il sait de bonne source que cette fois encore, M. Caget, brigadier, et le sieur Barreau, de la maréchaussée de Beaumont, étaient allés à La Ferté en porter la nouvelle. Joignez à cela que la plupart des débiteurs ne voulaient toujours pas payer. M<sup>me</sup> de Boullemer, d'Alençon, se faisait tirer l'oreille ; la veuve Dureau, de Mamers, ne voulait pas donner un nouveau titre et proposait un remboursement ; le procureur de Fabrique de Beaumont devait 160 livres ; la veuve Besnier, 60 livres ; M. Cormaille et M<sup>lle</sup> Jouin son épouse, 112 livres. A tous, l'infortuné régisseur a demandé de payer, tous ont répondu « qu'ils verraient à cela ». Il en est réduit à conjurer la supérieure d'envoyer « un huissier de chez elle, ayant le droit d'exploiter par tout le royaume », les huissiers de Beaumont refusant d'opérer.

La dite supérieure commence à s'irriter de toutes ces difficultés : « Nos lettres-patentes, écrit-elle le 9 août, et l'enregistrement au Parlement doivent être signifiées aux habitants de Beaumont et au greffe de cette juridiction ; en conséquence, on n'affectera plus de douter de la réunion de ces biens aux nôtres. . . . Je vous prie donc de ne plus vous contenter de paroles pour demander de l'argent, servez-vous des voies de fait, c'est-à-dire, faites donner des assignations ; il y a ici la réunion de la *Pelice* au séminaire Saint-Charles (1), celle qui en a la régie sait bien s'en faire

(1) L'abbaye bénédictine de la Pelice fut fondée vers 1170 sur la paroisse de Cherreau, à deux kilomètres de La Ferté. Tombée en commende, elle ne tarda pas à péricliter. La mense conventuelle fut supprimée par Mgr. de Froullay, et servit à doter l'Hospice-Séminaire Saint-Charles du Mans, à condition d'entretenir quatre prêtres à la



payer, et les *Ferterois* étaient aussi opposés que le sont les habitants de Beaumont ; si vous êtes dans le cas de ménager nos débiteurs, il s'agit de m'en instruire, parce que au fait, je serais fâchée de vous faire de la peine . . . . Il semble que vous n'osiez forcer personne . . . . Surtout, M., faites-nous payer, nous avons un besoin pressant d'argent . . . . »

Et non seulement les débiteurs ne voulaient pas payer ce qu'ils devaient, mais encore à propos d'un bail de location du lieu de la Butte où l'on avait ajouté le jardin et le verger du monastère, le contrôleur des francs-fiefs voulait faire payer le droit d'amortissement pour toutes ces terres. Sœur Chandru, après avoir reproché assez durement à M. de la Ronce d'avoir fait un bail semblable, ajoutait : « Je serais dans le cas de faire tourner ces frais contre vous, si je suivais tous les conseils que l'on m'a donné. Il est vrai que nous vous avons donné notre procuration, mais c'est pour faire le bien de la chose... Ayez la bonté de vous précautionner à l'avenir. Si le bail que vous avez passé du temps des Religieuses pouvait nous tirer de ces frais, ayez la bonté de le consulter ».

Après avoir menacé, le contrôleur dût passer à l'action. Le procureur du roi présenta au lieutenant général de Beaumont une requête pour être autorisé à faire saisie-arrêt des revenus de la Roche entre les mains du fermier ; dès le jeudi suivant il en fit la signification à M. de la Ronce, qui, « malade de la fièvre », fit annoncer cette mauvaise nouvelle par sa femme. Sœur Chaudru, fâchée, envoya le 19 octobre un exprès à Beaumont, réclamer copie de la saisie-arrêt pour l'envoyer à Mgr l'Evêque qui la demandait « comme une pièce nécessaire pour poursuivre à avoir une main-levée », ainsi que l'abbé de Fournouë

Pelice et de fournir un vicaire à la paroisse de Cherreau. La maison actuelle, propriété de M. Sénart, fut construite par le dernier abbé commendataire P. Guill. Le Franc des Fontaines, vicaire général de Tréguier et commissaire des États de Bretagne.



qui profitait de l'occasion pour blâmer le malheureux régisseur. Celui-ci se hâta de rassurer la supérieure et de mettre les choses au point.

« La contrainte que le Controlleur de Beaumont, écrit-il le 28 novembre, a fait signifier à votre fermier qui me l'a remise, ne coûte rien. Ce n'est qu'un avertissement, je ne crois pas qu'il y ait aucuns frais jusqu'à présent. Ayant parlé mardi à ce Controlleur, il m'aurait dit s'il vous avait fait des frais . . . . M. de Fournoue me blâme . . . . il ne sait peut-être pas que M. l'abbé Moulin avait autrefois donné à ferme le jardin et le verger avec le lieu de la Roche par un bail de l'année 1753 ».

Puis il ajoute que le procureur du roi n'a point encore poursuivi la saisie et arrêt faite entre les mains de leurs fermiers et de lui-même ; il est allé à Beaumont exprès pour cette affaire, car « il ne se confie à personne de cette ville. » D'après les dires des habitants, cette affaire ne sera pas poursuivie, parce qu'ils n'ont plus d'argent, « leurs deniers d'octroi sont consommés pour rétablir un puits au milieu de la place » (1).

(1) A cette époque les produits de l'octroi appartenaient moitié à l'État et moitié aux villes. En 1711 ils étaient affermés par la ville de Beaumont au fermier des Aides pour 180 l. On payait 1 l. 5 s. pour une pipe de vin, et 12 s. 6 d. pour une pipe de cidre ; les droits furent augmentés de 10 et 5 sols en 1725 pour subvenir aux besoins des hôpitaux.

La destination primitive des deniers d'octroi était « qu'ils devaient être principalement employés pour les réjouissances et autres objets publics de la ville ». Lors de l'avènement de Louis XVI au trône, « MM. les Officiers municipaux, raconte M. Yvard, retranchèrent bien des choses au feu de joye qui fut allumé par eux sur la place des Halles, afin de soulager les pauvres. Aussi après le feu on leur distribua 500 livres de pain ». Il en sera de même le 27 janvier 1779 pour les réjouissances à propos de la naissance de Marie-Thérèse de France : « les deniers d'octroy fournirent à la dépense du feu de joye et de la poudre à canon, les jeunes gens dits *Fusilliers* du Saint-Sacrement au nombre de 60, ayant fait trois décharges. » La poudre coûta 8 l. sur le pied de 36 sous la livre, plus 15 sous pour 60 pierres à fusil. » Cf. *Registres paroissiaux*, conservés à la mairie.



Nous avons vu précédemment qu'une maitresse d'école avait été installée dans une des salles du monastère. A force de prières, M. Yvard obtint de la sœur Chaudru « qu'elle y resterait une année pour rien ». Mais en revanche, elle ordonnait à M<sup>e</sup> Régnier de poursuivre la Fabrique si elle n'avait pas encore payé, ainsi que tous les autres débiteurs, parce que de nouvelles élections devaient avoir lieu cette année à la Communauté, « les années d'élection étant toujours de rigueur pour rendre les comptes. »

Les démarches faites par l'Évêque du Mans et l'abbé de Fournouë réussirent enfin. Le lieutenant général avait permis d'opérer une saisie-arrêt le 17 avril 1761, le Parlement de Paris, par un arrêt en date du 23 décembre de la même année, en donna main-levée ; cet arrêt fut signifié le mardi 26 aux fermiers et au procureur-syndic de Beaumont, par le sieur Pottier, huissier au Mans.

« Hier, jour de Saint-Julien, écrit M. Régnier le 28 janvier 1762, je fus passer la journée à Beaumont pour savoir quel parti les habitants prendraient, s'ils feraient une assemblée. Il n'en fut point fait ; tout ce que je pus apprendre, c'est que le procureur du roy a dit qu'il ne vous ferait point la guerre à ses dépens, et il a écrit deux lettres au Procureur général sans avoir reçu réponse, ce qui est bonne marque pour vous. La plus grande partie des habitants de Beaumont me haïssent par rapport à vous. Ce matin, MM<sup>rs</sup> de la Justice, le Controlleur et quelques habitants se sont assemblés chez un particulier, je n'ai pu savoir ce qui a été décidé entre eux. Ne pouvant plus que faire, par manière de vengeance, ils ont fait signifier une nouvelle saisie-arrest entre les mains de votre fermier. »

« Si on nous eut moins dû, répond sœur Chaudru, l'on n'aurait pas fait de saisies. J'ai envoyé exprès par chez vous l'huissier du Mans, afin de forcer les paiements de ce qui nous est dû, car il n'est pas question aujourd'hui de donner aucun délai. Nous voulons absolument être payées à com-



mencer par la Fabrice ; si on ne veut pas le faire d'amitié, usez de force, c'est-à-dire, faites des frais ; si les huissiers de Beaumont vous refusent, mandez-le moi, j'en instruirai le Procureur général. » Pour l'abbaye de La Pelice réunie au séminaire Saint-Charles, c'est une femme qui a la régie : « Elle sait bien se faire payer, faites-en de même, ou dites-moi de bonne foi que vous ne pouvez vous en charger. »

Les religieuses de La Ferté, il est vrai, sont dans un embarras extrême : elles ont acheté des provisions pour 1500 livres, le terme est échu, et elles n'ont pas de quoi payer : « Il vaut mieux, disent-elles, que nous fassions des frais aux autres, que de nous en laisser faire ».

Ainsi mis en demeure, M. Régnier dut se résigner à visiter de nouveau les débiteurs récalcitrants et à les menacer « de leur faire des frais ». Peine inutile, il ne put toucher un sou. Les uns lui promirent de l'argent à Pâques, et les autres, parmi lesquels le procureur de Fabrique, soulevèrent de nouvelles difficultés.

« La femme du procureur m'a dit qu'il fallait un certificat de M<sup>r</sup> votre Chaplain, comme il disait tous les jeudys de chaque semaine une messe basse et chantait à la fin d'icelle dans votre chœur, l'hymne *Pange lingua*, à l'intention de Louise Le Chevrier ». C'était, du reste, la condition de la fondation, et il était bien juste de s'assurer si elle était exécutée.

Devant cette hostilité qui se manifestait de toute manière, M<sup>e</sup> Régnier était toujours sur le qui-vive ; il n'osait porter les pièces de procédure à Beaumont, il n'osait même pas les confier à l'huissier de son choix, « de crainte qu'il ne se tourne du côté des principaux de la ville ».

Mieux que cela, tous s'entendaient pour le tourner en dérision. « Et le dit jour de mardy dernier, étant au Contrôle, M. le Procureur du roy, son frère, un avocat, un prêtre, le Contrôleur et jusqu'à sa femme, tous d'un commun accord me *turlupinèrent*. Ils me demandèrent si



j'avais les pièces de propriété de votre maison, jardin et verger. Je leur fis réponse que non et que vous les aviez, M. le Controlleur demanda à les voir » (1).

« Je ne suis pas surprise, répond sœur Chaudru (18 mars 1762) que ces MM. nous turlupinent, voyant que nous ne tirons quasi rien de ce bien. Il nous aurait été avantageux que M<sup>sr</sup> du Mans l'eût toujours gardé, car alors vous faisiez bien payer. M. le Controlleur n'est pas plus en droit de nous demander nos titres, qu'il est à présent de nous faire des frais ; l'affaire qui le concerne est entre les mains de ses supérieurs, et M. l'abbé de Fournouë aura la bonté de terminer cette affaire . . . . Il serait à souhaiter que votre Fabrique nous payât aussi exactement comme nous le sommes à acquitter les fondations. *Ce sont des tracassiers que tous ces gens-là*. Voilà le certificat qu'ils demandent, ils ne seront jamais dans le cas de me faire tant de difficultés, car je vous prie de ne pas leur faire grâce. Mais à quoy donc servent les contraintes du sieur Pottier ? N'oubliez pas à leur faire payer les frais ; leurs railleries doivent vous être suspectes et augmenter votre vigilance. Dans ces conditions, il serait préférable de vendre la maison et les biens à rente, si quelques personnes les désirent, nous ne demandons pas mieux » (2).

Comme les lettres mettaient quelquefois trois semaines à parvenir à leur destinataire, sœur Chaudru préférait envoyer son domestique. Le 15 mai, il arriva à Assé, pour chercher un peu d'argent et apporter le certificat de M. Lebreton, chapelain des religieuses (3), comme quoi il avait acquitté la fondation de M<sup>me</sup> Le Chevrier. Immédiatement M<sup>e</sup> Régnier vient à Beaumont, donne lecture du

(1) *Lettres* du 13 mars et du 5 avril 1762.

(2) *Lettres* du 3 mai 1762. M<sup>e</sup> Régnier approuve ce projet de louer les bâtiments, mais il ajoute : « Prenez garde à qui ! »

(3) En 1766, M<sup>e</sup> Michel Bosse, prêtre de l'Oratoire, remplissait les fonctions de chapelain.



certificat à M. le curé de Beaumont et à M. le procureur du roi ; partout il s'aperçoit qu'on lui prépare toute la chicane au barreau de Beaumont, mais « il s'en moque ».

« Croiriez-vous, ajoute-t-il, qu'un des principaux de Beaumont, a eu la témérité de me dire, chez lui, qu'il empêcherait, autant qu'il pourrait, que vous receviez un sol de tous vos débiteurs. Et cependant malgré ces MM. de Beaumont j'ai reçu 150 l., et j'espère en recevoir en bref, ayant écrit à quatorze de vos débiteurs » (1).

Les religieuses, désireuses d'en finir, envoyèrent directement leurs pièces au contrôleur de Beaumont, qui ne put leur en accuser réception immédiatement, « ayant eu le malheur, dit-il, de faire enterrer son épouse » (2). Mais, après examen, il leur réclama la somme de 150 l., qui fut réduite à 141 l. 6 deniers que M. de la Ronce paya, tout en faisant remarquer que ce n'était pas sa faute.

En désespoir de cause, les religieuses de La Ferté eurent recours aux lumières d'un autre notaire. M<sup>e</sup> Rebours, avocat et notaire à Bellême, était à Beaumont le 10 oc-

(1) M. de la Ronce n'avait confiance en personne de Beaumont, disait-il. C'était vrai ; sœur Cureau, procureuse des religieuses de La Ferté, lui ayant écrit le 24 mai 1762, de confier les sommes qu'il avait, à un sieur Goulette, il répondit quelques jours après : « Je vous assure de bonne foi que je ne risquerai point 20 pistoles à un va nu-pieds qui n'a aucun bien et qui ne sait ni A, ni B. Si vous avez confiance en lui, il n'a pas la mienne. A Dieu ne plaise de dire qu'il est un fripon ; je sais trop ma religion pour parler mal de personne. »

(2) Ce contrôleur était René-Norbert Leret d'Aubigny, ainsi nommé d'un domaine situé en Assé-le-Riboul et appartenant aujourd'hui encore à ses descendants. Il était né le 6 juin 1727, de Pierre Leret, sieur d'Aubigné, bourgeois à Beaumont, et de Marie-Anne Lemeusnier née en 1694 et morte le 15 octobre 1766, âgée de 72 ans. Ils s'étaient épousés le 8 mai 1712 et avaient eu plusieurs autres enfants morts jeunes. Son père Jacques Leret, époux de Magdeleine Tafforeau, était lui-même fils de M<sup>e</sup> Jacques Leret et de Marie Jouye, qui vivait encore en 1665. René-Norbert, « licencié-ez-loix », fut d'abord avocat, puis contrôleur des actes dès le mois de juillet 1759, devint conseiller de ville et échevin en 1767, enfin receveur des Domaines du Roi et de Monsieur, charge qu'il occupa jusqu'au 16 mars 1791.



tobre 1762. Il reçut les comptes de M<sup>e</sup> Régnier, qu'il alla voir deux fois à Assé, eut « une longue conversation avec le procureur du roy », qui lui parut « fort porté pour sa ville », et ne voulut pas consentir l'enregistrement des Lettres-patentes, « disant que tout était fait en fraude. Mais, ajoute M<sup>e</sup> Rebours, cela n'empêche pas qu'on aille son train ».

Le contrôleur, toutefois, n'était pas seul à réclamer. « M<sup>me</sup> de Faudoüas » (1) demandait par ailleurs un droit d'indemnité sur les terres de Chérancé. Déjà son procureur en avait parlé plusieurs fois au régisseur des anciennes religieuses de Beaumont, et on lui avait toujours répondu par une fin de non-recevoir.

Le curé de Chérancé, de son côté, réclamait pour son église une rente de 3 l. pour un service, plus « une demi-livre de cire jaulne » chaque année, prétendant que leurs terres de Chérancé étaient grevées de cette redevance. Mais jamais elle n'avait été payée, les actes du legs d'Anne

(1) La famille de Faudoas, aussi ancienne qu'illustre, est originaire de la Guyenne. François de Faudoas, baron de Sérillac, vint le premier s'établir au Maine, en épousant Renée de Brie, en 1592. Ce fut en faveur de leur fils, Jean III de Faudoas, que le roi Louis XIV, par lettres patentes de 1653, érigea en comté, sous le nom de Sérillac, les terres, fiefs et seigneurie de Courteille, Juillé, Doucelles, Chérancé, Maule, le Petit-Courteille, etc. Le chef-lieu de ce comté était Chérancé, où Jean de Faudoas habitait le château de Livet, aujourd'hui détruit. De son mariage avec Marguerite de Pié-de-Fer qu'il avait épousée en 1636, il eut quatre fils et une fille, Pierre, Jean, Claude et René. Ce dernier épousa en 1692, le 29 octobre, Nicolle Carrey de Bellemare, sœur de René, (qui mourut curé de Coulombiers, après avoir été curé de Juillé) et fille de Pierre II de Carrey de Bellemare, seigneur de Possay et La Forêt, en Assé-le-Biboul, et de Marie du Bois de Courciers, tous deux inhumés dans le cimetière d'Assé-le-Riboul. Leur fils Charles-René acheta de son cousin-germain Jacques-Antoine-Pierre, fils de Pierre et de Marie-Charlotte de Courtarvel, le comté de Sérillac. De son mariage avec Louise-Catherine-Henriette de Moulins, il eut un fils Louis-Hervé-Charles-René qui, en 1754, épousa Louise-Gabrielle du Pont-d'Aubevoye, dame de la Roussière, dont nous parlerons ci-après.



Lelièvre étant muets sous ce rapport. Voyant qu'il ne pouvait rien obtenir, le curé de Chérancé, « Pierre de Portebise, chevalier, seigneur de Marollette (1), gérant les affaires de la Fabrique pour la maladie de François Mauchien, procureur de la ditte fabrique, suivant le *Résultat* desd. habitants attesté de M<sup>e</sup> Mercier, notaire aud. Chérancé », s'adressa au lieutenant général de Beaumont, M<sup>e</sup> Dubois de Boisvallée, lui demandant l'autorisation d'assigner les religieuses de La Ferté et de faire une saisie-arrêt entre les mains du sieur Jean Filoche, leur bordager, pour obtenir le paiement des sommes qui leur étaient dues. Il constate lui aussi que depuis plusieurs années les arrérages de 3 l. de rentes n'avaient été payés, et depuis 20 années les arrérages de demi-livre de cire jaune quoiqu'elles fussent assis « sur deux lotties de terre situées en la plaine de Gosnée ».

(1) Cette famille, originaire de Touraine, fait remonter sa filiation à Jean de Portebise, écuyer, seigneur du Bois, qui vivait en 1446. Le 28 mars 1658, « Abel de Portebise, escuyer, seigneur dudit lieu, et demoiselle Françoise Tahureau, son espouse, demeurans en la ville d'Alençon », font déclaration d'héritages à « Mgr Claude Mandat, conseiller du roy, maître de ses requestes à Paris, prieur du fief et seigneurie du Pont-Neuf », à Beaumont « à cause du contrat de mariage fait par demoiselle Françoise (de) Picard, veuve M<sup>e</sup> Pierre (de) Tahureau, vivant chevalier, seigneur du Chenay ». En 1689, Jacques de Portebise, sieur de la Chaise, en Beauvoir, fut taxé au rôle de l'arrière-ban.

M<sup>e</sup> Pierre de Portebise, seigneur de Marollette, curé de Chérancé, licencié en droit canonique et civil, succéda en 1755 à M<sup>e</sup> François de Guérault de Boisclaireau. Plus tard, il devint chanoine honoraire du chapitre royal de Saint-Pierre-la-Cour du Mans. En 1778, il fut reçu dans la confrérie de Vivoin.

En 1764, le curé de Chérancé, ayant fait faire de grands travaux « pour l'embellissement décoration de l'église », laissa l'entrepreneur poser « ses armes et écussons sur le couronnement de l'autel, en parallèle de celles du seigneur comte de Faudoas ». Madame Marguerite-Louise-Gabrielle du Pont d'Aubevoye son épouse, craignant que cela portât atteinte aux droits de ce seigneur obtint de M<sup>e</sup> Pierre de Portebise un écrit constatant « qu'il n'avait par là aucun droit hono-



Cette demande fut adressée le 6 novembre 1763, l'autorisation accordée le 8, et l'assignation à comparoir fut signifiée par deux huissiers, Charles-Michel Poirier, huissier royal de la ville de Mamers, demeurant à Chérancé, et Paschal Géré, premier huissier audiancier au siège de Beaumont, le 24 décembre de la même année. M<sup>e</sup> Lehault, avocat, fut chargé de plaider cette affaire. ▲ cette époque, comme aujourd'hui parfois, la justice se faisait longtemps attendre. Ce ne fut que deux ans après, le 25 février 1765, que les religieuses de La Ferté s'adressèrent à leur tour au lieutenant général, par l'organe de « M<sup>e</sup> Régnier de la Ronce ». Elles faisaient observer que la saisie-arrest était irrégulière et radicalement nulle : 1<sup>o</sup> parce que ce n'était pas à M<sup>e</sup> de Portebise à intervenir, mais au procureur de fabrique Jean-Baptiste Poirier ; 2<sup>o</sup> parce qu'on ne peut saisir sans avoir un titre, ce que les susdits n'avaient pas.

Mais à peine une affaire était-elle terminée qu'il en surgissait une nouvelle d'un autre genre. Les bâtiments des Clarisses, abandonnés depuis longtemps ou saccagés par de mauvais locataires, ne tenaient plus debout. En octobre 1762, « le pignon du Chœur des Dames était tombé et avait écrasé un petit bâtiment » situé au-dessous, occupé par un

rifique ni seigneurial dans ladite église, par quelque laps de temps que ce puisse être ».

A la Révolution, il eut la faiblesse de prêter serment à la Constitution civile du clergé, mais ayant quitté Chérancé, il se rétracta bientôt.

En 1735, Jacques de Portebise, écuyer, seigneur de Marollette, veuf de Marie-Madeleine de Guérault, se remaria avec Marie-Thérèse Duval de Bassières.

En 1766, Marguerite-Hélène de Portebise, née en 1723, à Beauvoir, fut nommée abbesse de Notre-Dame des Clairets, à Nogent-le-Rotrou ; elle était fille de Julien de Portebise, chevalier, seigneur de Beauregard et de la Chaise, ancien capitaine d'infanterie, et de Louise Clément ; son père fut inhumé dans l'église des Clairets en 1773.

Les armes de cette famille étaient : *De gueules à cinq besans d'or posés en sautoir*. (Cf. Cauvin, *Essai sur l'armorial* ; de Souancé, *Abbaye royale des Clairets*, p. 57 ; *Archives de Sérillac*, dossiers du Pont-Neuf et de Chérancé.)



locataire. En novembre, « plusieurs ouragans » découvrirent tous les bâtiments du parloir ; une partie de la charpente tomba par terre, cassa « quatre à cinq mille tuiles et découvrit le pied du clocher, » de telle sorte qu'il fallut l'étaçonner pour qu'il ne tombât pas sur deux maisons voisines. Il eut semblé tout naturel que l'on essayât de tirer parti de la charpente et de la couverture, ou au moins qu'on les ramassât quelque part. Le procureur du roi ne le permit pas, il chassa les ouvriers, défendant de toucher à quoi que ce soit, ajoutant que ces matériaux n'appartenaient à personne, ou qu'il n'en connaissait point le propriétaire.

En attendant, « la populace qui occupait les bâtiments » s'en donnait à cœur joie ; tout était bon pour elle, lattes, tuiles, charpente, tout disparaissait dans « leurs chaudrons ». Sœur Chaudru envoya de La Ferté son garçon Martin pour ramasser ces matériaux dans le réfectoire ; mais « au lieu de se mettre à serrer ceux qui étaient à bas, il s'avisa de démolir, ce qui fit venir les juges qui *mordicus* s'opposèrent qu'on en resserrât aucun, et lui comme un imbécille (*sic*), n'osa rien resserrer » (1). Le procureur, agissant en maître, vendit alors ces matériaux au premier huissier-audiencier, M<sup>e</sup> Grégoire Abot (2). M<sup>e</sup> Régnier fit immédiatement opposition au paiement, l'avertissant que s'il le faisait entre les mains du procureur, il serait obligé de payer deux fois (3).

Pour en finir avec toutes ces difficultés sans cesse renaissantes, M. de la Ronce n'hésita plus à entamer deux procès, l'un contre « un des principaux habitants de Beaumont qui refusait de payer » (4), et l'autre contre « tous les habitants,

(1) *Lettre* du 4 avril 1765.

(2) Il demeurait à Beaumont, rue des *Quatre-Vents*.

(3) Cependant le 30 mai 1764, « M. de la Bourdonnière acheta deux milliers de tuile du consentement de M. le procureur du roy et de M. Régnier de la Ronce, faisant pour les dames religieuses de La Ferté, se disant propriétaires du couvent dudit Beaumont. »

(4) Le sieur Cormaille et la demoiselle Jouin. Mais le sous-seing « n'étant pas suivant l'ordonnance », le procès n'eut pas lieu, et l'on « signa un accommodement ».



en faisant assigner le procureur de Fabrique » qui lui aussi n'avait pas payé depuis longtemps la rente qu'il devait.

« Sans doute, comme l'écrit sœur Chaudru, il est difficile d'avoir de l'argent partout, mais encore plus à Beaumont ». Ce procès, comme tous les autres va traîner en longueur par la mauvaise volonté des juges, qui ainsi, continuent « leurs tracasseries » et veulent priver les religieuses de La Ferté, « d'un bien qu'elles tiennent de la bonté du roy (1) ». Le procureur, M<sup>e</sup> Le Sueur, surtout, « était porté pour sa ville », et il persistait à dire qu'il relèverait les saisies. « Il n'en fera rien, écrivait M<sup>e</sup> Régnier au notaire de Bellême, parce qu'il faut de l'argent, et il n'est pas homme à tirer un sou de sa poche ny aucun habitant ». Le lieutenant général lui-même, qui, par sa position, n'aurait pas dû prendre parti, parlait comme le procureur du roi. « Ils ont tous le même langage ; qui parle à un, parle à tous » (2).

Malgré cela, « il fut ordonné, il y a environ six semaines, écrit M. de la Ronce, le 29 janvier 1763, que les habitants dudit Beaumont s'assembleraient pour donner leur avis », à propos du procès contre la Fabrique. « Dans la première assemblée, il n'y avait aucun habitant que MM. de la Justice, à la réserve de M<sup>e</sup> Lehault, notre avocat. Ne voulant point être présent, comme honneste homme, étant syndic, il signifia, la semaine suivante, un *à venir* à l'avocat du procureur de la dite Fabrique ; pour l'audience suivante, il fut encore ordonné la mesme chose, où il n'y avait que cinq ou six habitants et MM. de la Justice. Je priai M. Lehault de s'y trouver ; il demanda qu'il lui fut décerné acte, ce qu'il fit faire devant notaire. Il en fera faire une copie et la signifiera à l'avocat adverse. Et alors, le procureur du

(1) Pour bien affirmer leur propriété, les religieuses donnèrent l'ordre à leur régisseur de « faire afficher les maisons du couvent, à vendre ou à louer à rente foncière ou à bail ». — Cette annonce parut, en effet, dans les *Affiches du Mans*.

(2) *Lettre* du 9 octobre 1762.



roi sera obligé de donner ses conclusions. D'ailleurs, cela est absolument nécessaire, la plus grande partie des débiteurs de Beaumont ne veulent pas payer, jusqu'à ce que le procès de la Fabrique soit finy » (1). Il est donc préférable qu'il donne ses conclusions, « quand même elles nous seraient contraires » (2).

Une première sentence fut enfin rendue au siège royal de Beaumont le 28 juin 1763, en vertu de l'Arrêt du Parlement du 14 août de l'année précédente « portant permission, aux Religieuses de La Ferté, d'intimer qui elles voudraient, pour être payées des arrérages de la rente de 20 livres due par la Fabrique de cette ville au Couvent de Sainte-Claire ou des Religieuses Clarisses-Urbanistes de cette dite ville (3), des fonds duquel couvent les dites Dames se disent propriétaires, en vertu d'arrêtés obtenus à leur profit depuis la mort des Religieuses du dit Couvent. »

Malheureusement, le procureur de roi se hâta d'intervenir, déclarant qu'il prenait fait et cause pour la Fabrique, et qu'il était opposant au susdit décret du 14 août dernier, comme à tous les autres que les dites Religieuses de La Ferté ont obtenu pour la réunion des fonds du Couvent de Beaumont à leur Communauté. Il a ajouté que lui, procureur du roi, a sommé les dites Religieuses de lui communiquer le Procès-verbal *de commodo et in commodo* et autres titres, s'il y en a, qui a dû être fait après l'extinction du couvent de Beaumont, « pour en prendre tels droits qu'il appartiendra ».

Devant une telle animosité, l'avocat de la Fabrique n'a-

(1) *Lettre* du 29 janvier 1763.

(2) *Lettre* de sœur Chaudru du 13 mars 1763.

(3) Cette rente remonte presque à l'origine du couvent. Elle fut fondée par dame Louise Charier, par un codicille à son testament en date du 6 mai 1643, et acceptée par les religieuses le 21 mai suivant. Elle était grevée d'une messe basse à dire tous les jeudis de chaque semaine, en l'honneur du Saint-Sacrement.



vait plus rien à dire ni à faire. Aussi prit-il la résolution de se retirer et de laisser le procureur du roi plaider pour lui. « Il ne veut plus travailler contre vous, dans cette affaire, écrit M<sup>e</sup> Régnier, je lui ai parlé plusieurs fois, c'est un de mes amis ».

M<sup>e</sup> François Lehault, l'avocat des Religieuses, était le bâtonnier des avocats de Beaumont. Il était universellement considéré et son avis avait beaucoup de poids dans toutes les affaires. « Je vous sais très bon gré du choix que vous avez fait de M. Lehault, écrit Sœur Chaudru le 23 juillet 1763; il est heureux pour nous d'être en des mains aussi habiles, et je vois avec grand plaisir qu'enfin cette affaire va se terminer. Comme ce ne peut être qu'à votre avantage, cela rendra peut-être nos autres débiteurs plus traitables, et ils aimeront mieux payer de bonne grâce ce qu'ils nous doivent que d'y ajouter des frais ».

M<sup>e</sup> Lehault avait communiqué au procureur, en toute confiance, toutes les pièces, lettres-patentes et autres qui établissaient les droits des Religieuses de La Ferté et n'avait nullement songé à demander un récépissé, cela ne se faisait jamais, « les gens du roy étant gens d'honneur ». Mais M<sup>e</sup> Le Sueur était un homme entêté : il voulait, malgré tout, conserver tous les biens du couvent de Beaumont pour sa ville, et en attendant qu'il soit fait justice de ses prétentions il gardait aussi tous les papiers des Religieuses. En vain, la supérieure écrivait-elle de « fortes lettres », en vain M. Régnier réclamait-il, en vain l'avocat lui-même réclamait-il des *à venir* au dit procureur pour lui remettre tous les arrêts et donner ses conclusions. Le procureur répondait invariablement qu'il était encore en instance contre ces arrêts, au Parlement, qu'il en avait écrit au Procureur général à ce sujet et attendait sa réponse. Non sans raison, ses adversaires traitaient tout cela de faux-fuyant pour prolonger indéfiniment l'affaire. A



leur tour, ils écrivirent au procureur général. La supérieure de La Ferté reçut bientôt la réponse.

« J'ai reçu des ordres, écrit-elle, le 12 mai 1764, de poursuivre le procureur du roy de votre ville, pour l'obliger à remettre nos Lettres-patentes ; j'ai remis cette affaire à M. de Beauvais notre avocat, qui d'abord me dit qu'il écrirait à M<sup>e</sup> Lehault, mais, après réflexion, il ne peut se persuader qu'il fut sérieux que M. le procureur du roy se crût autorisé à garder de pareilles pièces. En conséquence, il lui écrivit, et il n'en a pas encore reçu de réponse ; on dit qu'il partait pour un voyage, et il a chargé M. de Beauvais de Beaumont de dire à son cousin qu'il lui répondrait à son retour » (1). Mais on croyait que le long délai demandé « était un nouveau prétexte pour ne pas répondre ».

(1) Michel Rigault de Beauvais, né le 27 septembre 1721, à La Ferté, était fils de Florent Rigault de Beauvais, avocat en Parlement au siège royal de la Ferté-Bernard et de Andrée Germont. Il fut d'abord commandant de la maréchaussée d'Évron, puis de celle de Beaumont. Il mourut en 1779, laissant de son mariage avec Jacqueline Bry, un fils Michel-Augustin-Charles qui fut avocat au Parlement et au siège de Beaumont où il épousa Marie-Jacqueline Le Sueur, qui lui donna deux enfants : Michel, maire de Saint-Aubin-de-Locquenay en 1790, puis plus tard, juge de paix et conseiller général de Fresnay, et Florent, garde du corps.

Le commandant de la maréchaussée de Beaumont avait un frère, Florent-Pierre qui était notaire royal et premier échevin à La Ferté en 1760, et qui, le 23 juin 1762, épousa à Nogent-le-Bernard, Louise-Madeleine de Boisguyon, fille de Philibert-Henri de Boisguyon, écuyer, seigneur de Haut-Éclair et de Françoise Pavée. M. Robert Triger, président de notre Société, descend de Philibert-Henri de Boisguyon, par sa grand' mère M<sup>me</sup> Trotte de la Roche, née Rigault de Beauvais. L'avocat en Parlement chargé des affaires religieuses de La Ferté, cousin du commandant de Beaumont, ne pouvait être que François-Pierre Rigault de Beauvais, notaire royal et échevin à La Ferté en 1757, fils de François frère de Florent.

Armes des Rigault de Beauvais : *D'or au chef d'azur avec un coq de sable crêté de gueules en pointe et tenant la patte dressée pour le combat.* — Armes de Boisguyon : *D'argent à la fasce d'azur.*

(Notes de M. R. Triger ; *Généalogie de la famille de Boisguyon*, par le vicomte de Souancé et le vicomte de Romanet, Mortagne, 1897, p. 11 et 46.)



Sœur Chaudru étant persuadée que ses deux mandataires de Beaumont agissaient avec mollesse, propose bientôt d'envoyer un avocat de La Ferté, « homme habile en état de donner des conseils » avec leur chapelain. M. Régnier s'en froisse. « Je ne doute nullement, écrit-il le 27 août, qu'il y a d'habiles avocats dans votre ville, mais celui que vous enverrez à Beaumont ne fera rien. M<sup>e</sup> Lehault, votre avocat et moy, nous avons dit de juger *à bien ou à mal* votre procès contre la Fabrique, ce qu'ils n'ont point fait. M<sup>r</sup> le procureur du roy n'a point donné ses conclusions, le lieutenant général, à ce défaut, n'a pu juger le procès. Ayant parlé à plusieurs de vos débiteurs, le lieutenant général et le procureur leur ont défendu de me donner de l'argent. Soyez persuadée, Madame, qu'il n'y a que M. Lehault et moi pour prendre vos intérêts dans toutes les affaires que vous avez ».

Si sœur Chaudru et ses conseillers de La Ferté et de Bellême écrivaient au Procureur général à Paris, de leur côté, les principaux de Beaumont ne demeureraient pas inactifs. Le lieutenant général, le procureur, et surtout « le petit curé » M. Yvard, étaient allés trouver « M. le comte de Tessé, premier écuyer de la Reine, lequel avait épousé la filleule du roy. Ils espèrent, dit M<sup>e</sup> Régnier, avoir *tous* les biens du couvent de Beaumont. Je le sais sans ignorer. Ayez, Madame, pour agréable d'en écrire à M<sup>sr</sup> notre Évêque, il est à présent à Paris, lequel est proche parent de M. de Tessé, il ne manquera pas de lui en écrire à ce sujet ».

En conséquence, sœur Chaudru écrivit directement « à Monsieur l'Evesque du Mans », qui lui répondit aussitôt qu'il ne pouvait rien faire tant qu'on ne lui aurait pas fourni un Mémoire circonstancié de toutes les procédures faites antérieurement, de leur date et de l'époque où l'on avait donné les Lettres-patentes pour le présenter au Procureur général.



Au milieu de ces difficultés, il n'est nullement étonnant que M. Lehault n'ait pas mis beaucoup d'empressement à poursuivre l'affaire ; autour de lui, il ne voyait que des adversaires. M. Régnier était dans le même cas ; le lieutenant général qu'il rencontra un mardi, « le reçut très mal, lui faisant des reproches de s'occuper des affaires des Sœurs de La Ferté ». « Il me dit des paroles malhonnêtes, et j'eus l'intention de lui donner un coup de poing dans l'estomac ». Le procureur du roi essaya de tout concilier. Il invita un jour M. Régnier à dîner, « et naturellement, raconte ce dernier, nous parlâmes de vos affaires ; il me fit une proposition qui n'est pas juste ; la voici : que vous eussiez à céder à la ville tous les bâtiments du Couvent et le bordage près d'iceluy ». Voyant qu'ils n'avançaient à rien, et voulant en finir, le procureur jetait ainsi les bases d'un accord qui eut lieu en effet quelques années plus tard. Et il n'était pas seul à agir dans ce sens.

« Savez-vous que M. votre Curé était ici la semaine dernière, écrit sœur Chaudru le 26 juin 1765, il a fait l'impossible auprès de nous pour obtenir que par charité nous lui abandonnions la maison et le sol. Nous lui avons répondu que nous ne leur donnerions pas la valeur d'une épingle. Il m'a répondu que cette maison était bâtie sur le sable. J'ai dit que les fondements de la nôtre étaient assez bons pour soutenir celle-là. Il me dit, en me quittant, qu'on lui avait bien dit qu'il aurait affaire à forte partie en M<sup>me</sup> Chaudru ».

M. Yvard était bien renseigné, mais nous verrons bientôt que « la forte » supérieure avait des points faibles.

Cependant, un arrêt intervint autorisant le Couvent de La Ferté à porter le procès contre la Fabrique au Parlement. Les religieuses redemandèrent donc à M. Le Sueur toutes leurs pièces, et choisirent pour les représenter



M<sup>e</sup> Boisbonin (1), notaire à La Ferté, qui vint lui-même à Beaumont dans le courant de septembre 1765. Quelque temps après, les choses commencèrent à prendre une autre tournure.

L. BESNARD.

*(A suivre.)*

(1) M<sup>e</sup> Michel-René-Mathurin Boisbonnin, notaire à La Ferté (1760-an VIII) était en même temps marguillier de la paroisse, et comme tel, ayant pris part à une décision pour enlever la statue de sainte Geneviève de l'église paroissiale et la faire remplacer par celle de saint Crespin, malgré le curé Guillochon, fut pris à partie par ce dernier dans une pièce satirique, où l'on remarque ces vers :

« Je prieray l'Éternel, o profond Bois bonnin  
Qu'il te donne à toujours : Paix, Gloire et Bonne fin. »

*(Province du Maine, XIII, 284.)*

---



---

# BIBLIOGRAPHIE DU MAINE

(1908)

---

## I. ALMANACHS

ALMANACH de la Sarthe et de l'Ouest, pour l'année 1908, contenant le calendrier, foires et marchés de 12 départements, etc. Le Mans, 1 vol. in-32.

ALMANACH (*Petit*) de la Sarthe, pour 1908. Le Mans, in-32.

ALMANACH ANNUAIRE du canton de Sablé, 1908. Sablé, Impr.-Libr. A. Gaudin, in-16 de 128-xvi p.

ALMANACH du syndicat des agriculteurs de la Sarthe, année 1908. Le Mans, 1 vol. in-16.

ALMANACH MANCEAU (*Le Grand*) pour l'année 1908, 43<sup>e</sup> année. Le Mans, Ch. Monnoyer, 1 vol. in-32 de 256 p. (1).

ALMANACH manceau journalier, pour l'année 1908. Le Mans, Ch. Monnoyer, 96 p. in-32.

ALMANACH paroissial de la Sarthe, année 1908. Saint-Maixent (Deux-Sèvres), in-8<sup>o</sup> de xii-72 p. (2).

ALMANACH républicain de la Sarthe, organe de la fédération des Comités républicains de la Sarthe. Le Mans, Association ouvrière, 1908, in-32 de 192 p.

ALMANACH sarthois, 1908. A. Bienaimé-Leguicheux, Le Mans, in-32 de 228 p. (3).

(1) Cet almanach contient les articles nécrologiques de MM. Bel-dent ; Termeau ; Gautier ; Bigot de la Touanne ; Chardon ; Des Graviers ; De la Rochefoucauld ; Follie ; Gouby.

(2) A cet almanach, bon nombre de communes sarthoises ont ajouté une partie spéciale fort intéressante.

(3) Plusieurs *Almanachs* généraux ajoutent chaque année une partie



AMI DU FOYER (l'), almanach du Perche et du Saosnois, Orne, Eure-et-Loir et Sarthe, par Perchon de l'Orne, 1908, 49<sup>e</sup> année, Mortagne, G. Meaux, in-32.

BABILLARD (le), almanach annuaire des départements de la Sarthe et du Maine-et-Loire, 1908. G. Thibault, La Flèche, in-16.

CONTEUR DE LA VEILLÉE (le), almanach du Perche et du Maine, année 1908. Nogent-le-Rotrou, petit in-16.

## II. BULLETINS ET PÉRIODIQUES

ANNALES FLÉCHOISES (les) et la Vallée du Loir. Revue historique, archéologique, artistique et littéraire, paraissant tous les deux mois ; t. IX, 1908, in-8 de 420 p., cartes et gravures dans le texte.

BULLETIN annuel de la Commission météorologique du département de la Sarthe, année 1907. Le Mans, imp. Monnoyer, 1908, in-8.

BULLETIN de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 2<sup>e</sup> série, t. XXIX, 1908. Laval, Goupil, in-8, avec planches et vignettes dans le texte.

BULLETIN mensuel de la Chambre de Commerce du Mans, in-8. Le Mans, imp. Sarthoise, G. Guenet, 1908.

BULLETIN de la Pieuse-Union de Saint-Antoine de Padoue, sanctuaire d'Evaillé (Sarthe), paraissant tous les trois mois, 7<sup>e</sup> année, 1908, in-8, imp. de Limé (Aisne).

BULLETIN de la Préfecture, 1908. Le Mans, Association ouvrière, in-8.

BULLETIN de la Société d'Horticulture de la Sarthe, in-8, 1908. Le Mans, Monnoyer (triennal).

BULLETIN de l'Education chrétienne dans le diocèse du Mans, 18<sup>e</sup> année. Le Mans, Bienaimé, in-8, 1908.

BULLETIN du cercle des Instituteurs de la Sarthe, 24<sup>e</sup> année. Le Mans, imp. Sarthoise, 1 vol. in-8, 1908.

spéciale pour chaque département. (*Almanachs* de l'Atelier, du Laboureur, du Soldat, etc.).



- BULLETIN du comité départemental de la Sarthe pour la recherche et la publication des documents économiques de la *Révolution française*, t. II, 1907 ; 2<sup>e</sup> fascicule, 1 vol. in-8, t. III, 1908 ; 3<sup>e</sup> fascicule, 1 vol. in-8. Le Mans, Association ouvrière.
- BULLETIN de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, t. LXII, année 1908. Le Mans, Monnoyer, in-8.
- BULLETIN officiel de l'Instruction publique dans le département de la Sarthe, année 1908. Le Mans, Association ouvrière, in-8 (1).
- OFFICE (l') forestier du Centre et de l'Ouest, bulletin trimestriel ; directeur : M. Roulleau ; 1<sup>re</sup> année, 1908. Le Mans, Benderitter, in-8.
- PETIT MESSAGE (le) de Sainte-Scholastique, paraissant le 11 de chaque mois en fascicules in-8 de 8 pages, sous la direction de M. le curé de Saint-Benoît ; 6<sup>e</sup> année (juillet 1907 à juillet 1908). Le Mans, imp. Bienaimé, in-4.
- PROVINCE DU MAINE (la). — Revue mensuelle de la Société des Archives historiques du Maine, t. XVI, 1908. Le Mans, au siège de la Société. Laval, veuve Goupil, 1 vol. in-8<sup>e</sup> de 404 p., avec planches et vignettes dans le texte.
- RECUEIL des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe, année 1908. Le Mans, Association ouvrière, 1 vol. in-8.
- REVUE HENRI IV, paraissant cinq fois par an. Etudes critiques ; Documents et vues générales sur la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et le début du XVII<sup>e</sup>, 1550-1620 ; tome II, 1908, in-8. Paris, Gamber. Imp. Besnier, à La Flèche.

(1) Au cours de l'année 1908, de nombreux bulletins paroissiaux ont été publiés avec des titres parfois bien différents, (L'Echo de N.-D. de Bellegarde, le Clocher de Dehault, l'Alerte de Crannes, etc.). Il serait trop long d'en donner ici une énumération. Avec une partie commune, ils renferment presque tous une partie spéciale, qui sera fort intéressante à consulter pour l'histoire des paroisses, et sont imprimés au moins chaque mois, en fascicules in-8 de 16 pages. Imp. Benderitter.



- REVUE historique et archéologique du Maine, t. LXIII, 1 vol. in-8, 344 p. ; t. LXIV, 1 vol. in-8, 352 p. 1908, avec vignettes et planches hors-texte. Le Mans, de Saint-Denis, et Mamers, G. Fleury.
- REVUE PRYTANÉENNE (la). — Organe des anciens élèves de La Flèche, paraissant du 10 au 15 de chaque mois ; 27<sup>e</sup> année, 1908, in-8. Arras, imp. Laroche.
- REVUE MENSUELLE. — Organe de l'Union centrale des officiers retraités des armées de terre et de mer ; 12<sup>e</sup> année, 1908. La Flèche, imp. Besnier, in-8.
- SEMAINE DU FIDÈLE (la). — Revue du culte et des bonnes œuvres, publiée sous le patronage de Mgr l'Evêque ; 46<sup>e</sup> année ; du 1<sup>er</sup> décembre 1907 au 29 novembre 1908 ; 1 vol. in-8. Le Mans, Bienaimé-Leguicheux.

### III. LIVRES, BROCHURES, TRACTS, ARTICLES etc.

#### *Publiés dans la Sarthe, ou par des Sarthois, ou concernant le Maine*

- AGRÈVE (Jean d'). — Mort du duc de Doudeauville. *Gaulois*, 29 août 1908.
- AIMONT (E.). — Henri de la Rochejaquelein, troisième généralissime de l'armée vendéenne, 1772-1794. *Les Contemporains* ; Bonne Presse, 6 septembre 1908.
- AJAM (Maurice). — La décentralisation de la peine de mort. Proposition de loi. *Censeur*, 7 décembre 1907.
- ALMIRE (Saint). — Sa vie, dans la collection des *Saints* ; édition de la Bonne Presse, 4 p. in-8, 1908.
- ANGOT (A.). — Sites, monuments et souvenirs du département de la Mayenne. Laval, veuve Goupil, in-16 de 172 p.
- AÉROPLANE (l') des frères Wright. Historique. Expériences. Descriptions. Berger-Levrault, 1908, in-8 de 30 p. avec plans.
- ARMEI D'ETHEL (Le P.) — Les Franciscains de Maine-et-Loire pendant la Révolution. Angers, Germain et Grassin, 1908, in-8, 108 p.



- ARNAUD D'AGNEL (Abbé G.). — Les Comptes du Roi René.  
I. Paris, Picard, 1908, in-8, xxviii, 411 p.
- ARNOULD (Louis). — Le Pèlerinage de Sedan. *Mois Littéraire et Pittoresque*, décembre 1907.
- La Politique Canadienne d'émigration Française. *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1908.
- Sur la Littérature Canadienne. *Mois Littéraire et Pittoresque*, juillet 1908, p. 100.
- AURIAC (Jules d') préfet de la Sarthe. Etudes sociologiques.  
Du passé à l'avenir. Paris; publication du *Siècle*, 1908, in-16 de 169 p.
- La France d'aujourd'hui et la France de demain. Nouv. édit. Paris, Berger-Levrault, in-16, 183 p.
- La question de la Natalité; plaquette in-8, 1908.
- BÆDEKER (Karl). — Nord-Ouest de la France, 1908.  
Leipzig, K. Bædeker, in-12, xxxiv-476 p.
- De la frontière belge à la Loire excepté Paris. Manuel du Voyageur, 8<sup>e</sup> édition refondue.
- BAGLION (Comte de). — Episode des luttes de factions en Ombrie au XV<sup>e</sup> siècle. *Revue des Etudes historiques*, mai-juin 1908.
- BAUDRY (G.) — Etudes généalogiques et biographiques sur les ascendants de Villiers de l'Isle-Adam. *Annales de la Société Académique de Nantes*, 1907, t. LVIII, pp. 13-101.
- BEAUCHESNE (M<sup>is</sup> de). — Introduction à une étude de M. Mousset sur Pierre de Ségusson. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 113.
- Le Congrès archéologique de La Flèche; *ibid.*, t. LXIV, p. 94. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 344.
- BEAUMONT (C<sup>te</sup> Charles de). — Catalogue des artistes angevins, manceaux, tourangeaux, vendômois et blésiens qui ont exposé aux Salons de 1908. Extrait des *Annales Fléchoises*, septembre-décembre 1908. La Flèche, Eug. Besnier, in-8 de 20 p.
- BEAUREGARD (J. de). — Voyage en Portugal, in-12. Paris, Hachette, 40 gravures.
- BELLAY (Joachim du). — Œuvres poétiques. I. Recueils de



- sonnets. Edition critique publiée par H. Chamard. Paris, Cornély, 1908, in-18, xiv-149 p.
- BELLAY (M. et G. du) — Mémoires publiés par V.-L. Bourilly et F. Vindry. Paris, Laurens, 1908, in-8, 36 p.
- BENARDEAU (F.) et E. Cluny. — Atlas forestier de la France par départements, (Cartes à l'échelle du 320.000<sup>e</sup>) dressé sous les auspices du ministère de l'Agriculture d'après les renseignements fournis par les agents du service extérieur.
- BESNARD (Abbé). — Un monastère de Clarisses, à Beaumont-le-Vicomte. *Revue du Maine*, t. LXIV, pp. 191 et 310.
- BESNARD (V.). — Moblot de Coulmiers, impressions militaires d'un civil (1870-19... ). Paris, Bibliothèque indépendante d'édition, 1908, in-16, xiv-201 p.
- BEZARD (Alexandre). — Un épisode de la bataille du Mans : Une attaque de nuit au Chemin-aux-Bœufs, récit d'un soldat allemand. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 332.
- BEZARD (Lucien). — Itinéraire de Guy de Laval en Autriche et en Hongrie. *Bulletin de la Commission de la Mayenne*, t. XXIV, 1908, 129 p.
- Les Chansons des Kuruczes, anciennes poésies populaires des Hongrois. *Correspondant*, 10 février 1908. Tirage à part, 16 p. in-8. Paris, de Soye, 1908.
- \* Quelques étymologies patoises. *Annales Fléchoises*, t. IX, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> liv.
- Le Collège Eötvös (Ecole normale supérieure de Budapest), 8 p. in-8. Extrait de la *Revue Internationale de l'Enseignement*. Paris, rue Soufflot, 1907.
- Remarques toponymiques : Quelaines, Villavard, Vouvray et Voivres. *Province du Maine*, t. XVI, p. 29.
- Remarques toponymiques : Artins, Briosne, Centrannis, Entrammes, Javron, Gorron, Semur. *Ibid.*, p. 81.
- Remarques toponymiques : Athenay, Beillé, Chantrigné, Cigné, Eguillé, Fillé. *Ibid.*, p. 149.
- Remarques toponymiques : Lassay, Lavaré, Levaré, Madré, Mayet, Andouillé, Douillet. *Ibid.*, p. 256.
- Les Noms de nos rivières. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 186.



- BLIARD (P.). — Le Conventionnel Prieur de la Marne en mission dans l'Ouest (1793-4). Paris, Emile Paul, 1906, in-8, vii-451 p.
- BLUM (Léon). -- L'œuvre poétique de Madame de Noailles. *Revue de Paris*, 15 janvier 1908.
- BOLO (Mgr Henry). — La vie en deuil, in-12. Paris, Pous-sielgue, 1908.
- BONALD (V<sup>te</sup> de). — François Chabot, membre de la Con-vention. Paris, Emile Paul, 1908, in-8, xii-356 pp.
- BONFILS (S. G. Mgr de) évêque du Mans. — Lettre-circu-laire annonçant la concession d'une fête avec offices propres en l'honneur de Notre-Dame-du-Chêne, et con-voquant les fidèles au couronnement solennel de la Statue vénérée, 21 juin 1908 ; 16 p. in-4. Le Mans, typ. Bienaimé.
- Lettre annonçant les retraites pastorales pour l'année 1908, 1<sup>er</sup> août 1908 ; 16 p. in-4. Le Mans, typ. Bienaimé.
- Lettre touchant les Prescriptions de l'Encyclique Pas-cendi dominici gregis ; in-4 de 4 p. Le Mans, typ. Bienaimé.
- Ordonnance communiquant les Instructions du Souve-rain Pontife sur la conduite à tenir au sujet de la Dévo-lution des Biens d'Eglise ; in-4 de 24 p., 2 février 1908. Le Mans, typ. Bienaimé.
- Mandement pour le Carême de l'an 1908 dans la *Semaine du Fidèle*, 1908.
- Lettre pastorale à l'occasion des derniers decrets pon-tificaux concernant la Sainte Eucharistie. Le Mans, typ. A. Bienaimé, 1908, in-4 de 32 p.
- Lettre-circulaire sur la nouvelle discipline des Fian-çailles et du Mariage. Le Mans, typ. Bienaimé, 1908, in-4, 32 p.
- Lettre pastorale et mandement sur les catéchistes volon-taires et prescrivant l'établissement d'une confrérie de la doctrine chrétienne ; 11 avril 1908, 8 p. in-8, Le Mans, imp. Bienaimé.



- BONNARD (L.). — Une promenade historique. La frontière franco-normande entre Seine et Perche (IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle). Chartres, imp. Durand, 1907, in-8, 32 p. et pl.
- BONTEMPS (Léon). — Jacques Peletier et Bonaventure des Périers. *Province du Maine*, t. XVI, p. 213.
- BOUILLÉ (Le M<sup>re</sup> de). — Souvenirs et fragments pour servir aux mémoires de ma vie et de mon temps, 1769-1812, publiés par P.-L. de Kermaingant. II. Paris, A. Picard et fils, 1908, in-8, 598 p.
- BOURILLY (V.-L.). — Le Cardinal Jean du Bellay (juin 1535, mars 1536). Paris, Champion, 1907, in-8, 114 p.
- BOURNON (F.). — Blois, Chambord et les châteaux du Blésois. Paris, Laurens, 1908 ; collection des *Villes d'Art célèbres*, 101 gravures.
- BRÈVES EXPLICATIONS sur le chant grégorien. Office de Notre-Dame-du-Chêne, in-16 de 4 p. Tournai, Desclées, 1908.
- BROSSAY (du). — Les du Guesclin en Anjou. Angers, imp. Germain et Grassin, 1907, in-8, 24 p.
- BUHLER (Th.). — Le Cardinal Pitra ; esquisse bibliographique. *Studien und Mitteilungen*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1907 ; 1-2 juin 1908 ; 4<sup>e</sup> trimestre 1908.
- BUQUIN (D<sup>r</sup> R.). — Cf. CALENDINI (P.)
- BUSSON (G.). — A propos des Actus. *Province du Maine*, t. XVI, p. 69 et sq.
- Saint Thuribe ; *ibid.*, 171, 204, 221.
- Quelaines, Villavard, Vouvray et Voivres. Réponse à M. Bezard ; *ibid.*, p. 96.
- CACLE (L.). — Au Prytanée de La Flèche ; les Fêtes du Centenaire. *Madame et Monsieur* illustré, 10 juillet 1908.
- CALENDINI (Louis). — A propos de cartes postales. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 284.
- Bibliographie Sarthoise (1906-1907). *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 204.
- Le Couronnement de Notre-Dame-du-Chêne. *Revue mariale*, 17 octobre 1908, p. 1128.
- Notes d'histoire Napoléonienne. I. L'emblème bona-



- partiste. II. A propos d'un quatrain. *Revue Napoléonienne*, 1<sup>er</sup> janvier 1908, p. 15.
- CALENDINI (Louis), *[suite]*. — La municipalité de Sainte-Colombe. *Annales Fléchoises*, t. IX.
- Notes éparses sur la Touraine, provenant des Archives notariales du Lude. *Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Touraine*, t. XVI, p. 231.
- La Métairie du Boullay en Lamnay (1650-1795). *Province du Maine*, t. XVI, p. 190.
- Un vicaire de Dissé-sous-le-Lude guillotiné à Angers le 4 novembre 1793. *Semaine du Fidèle*, 21 décembre 1907, p. 72.
- Les aérostats à La Flèche en 1785, *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 340.
- Cf. CALENDINI (Paul).
- CALENDINI (Abbé Paul), directeur des *Annales Fléchoises*. — Aveux de Christophe de Boisvyon et de Péan de Brye à Françoise d'Alençon. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 83.
- Charles Crès et son œuvre (1850-1907). Extrait des *Annales Fléchoises*. La Flèche, Eugène Besnier, in-8 de 4 p.
- L'Abbé Maurice Leveau, curé de Pincé. Extrait des *Annales Fléchoises*. La Flèche, Eugène Besnier, 1908, in-8 de 13 p.
- CALENDINI (Abbé Paul), L. CALENDINI, R. BUQUIN. — La Flèche et ses environs. Guide historique illustré. La Flèche, G. Thibault, 1908, in-16, xviii-284 p., publié sous le patronage de la *Société d'Histoire, Sciences, Lettres et Arts de La Flèche*, 60 dessins à la plume du Dr Buquin et 2 plans hors-texte ; édition de luxe.
- CALENDRIER suivant l'ordo à l'usage des Fidèles, 52<sup>e</sup> année, 1908. Le Mans, Bienaimé-Leguicheux, Ch. Monnoyer, in-32 de 64 p.
- CANDÉ (Dr J.-B.). — A propos de la Motte du Lude et de son emplacement. *Revue du Maine*, t. LXIV, p. 185.
- CANDÉ (Paul). — Du Fayet au Mont-Blanc. *Les Voyages* (journal de Genève) n<sup>o</sup> 12, décembre 1908, pp. 105-107, 2 gravures.



- CANONGE (G<sup>al</sup> F.). — Trois héros : M<sup>me</sup> Bellavoine, maréchal des logis Collignon, *Colonel Demange*. Paris, Garnier, 1908, in-18, xvi-236 p. et pl.
- CANTIQUES des RR.-PP. Missionnaires de Notre-Dame-du-Chêne (diocèse du Mans). Le Mans, Bienaimé, 1908, in-32 de 44 p.
- CARTAULT (M.). — De la date certaine dans les actes sous seing privé. Laval, imp. Barnéoud, 1908, in-8, 130 p.
- CAVAIGNAC (E.). — Etudes sur l'histoire financière d'Athènes au V<sup>e</sup> siècle. Le trésor d'Athènes de 480 à 404. Paris, Fontemoing, 1908, in-8, LXXV-191 p. et pl.
- CELIER (Léonce). — Catalogue des actes des Evêques du Mans, jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 32, 145, 289, t. LXIV, pp. 18, 32, 246.
- CHAMBOIS (Em.-L.). — Livres de Comptes de Marguerite de Vendômois, étudiant manseau à Paris, en 1541. *Province du Maine*, t. XVI, p. 175.
- CHAMBRE DE COMMERCE DU MANS. — Situation économique du département. Statistique industrielle de la Société publiée à l'occasion du cinquantenaire de la fondation de la Chambre de Commerce par M. Hédin, président. Le Mans, imp. Sarthoise, 1907, in-8, xxxiv-166 p. et 5 p. de table.
- CHANOINE (G<sup>al</sup>). — Sinicae Res. L'Evolution des peuples d'Extrême-Orient. *Journal des Sciences militaires*, 1<sup>er</sup> novembre 1908.
- CHANSON (Chanoine F.). — Instructions paroissiales, publiées par l'abbé Bruneau, t. VI, Homélies. Le Mans, Monnoyer, 1907, in-8, 440 p.
- CHAPPÉE (J.). — Fouilles dans le pré de Saint-Siviard à Saint-Fraimbault-de-Gabrone. *Province du Maine*, t. XVI, p. 113.
- CHARNACÉ (le M<sup>is</sup> de). — Lettres à ma petite-fille, in-8. Paris, Emile Paul, 1908, 418 p. et figures.
- CHARNASSÉ (A. de). — Les derniers jours, la mort et les obsèques de Robert Hurault, abbé de Saint-Martin-d'Autun, 1567, d'après une relation contemporaine inédite.



- dite. *Mémoires de la Société d'Autun*, t. XXXV, 1907, pp. 141-167.
- CHAVANON (J.). — Roman historique et Histoire-Roman. *Revue critique des Idées et des Livres*, 10 septembre 1908.
- CHAVANON (J.) et SAINT-YVES (G.). — Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810. Etude sur le système administratif institué par Napoléon I<sup>er</sup>. Paris, Picard et fils, 1907, in-8. xvii-292 p.
- CHÈNE (N.-D. du). — Horaire des trains, 4 p. in-16. Le Mans, Benderitter, 1908.
- (En l'honneur de Notre-Dame-du-Chêne). — Office pour le Missel, in-4 de 2 p. Le Mans, Bienaimé, 1908.
- Office noté de Notre-Dame-du-Chêne, 16 p. in-16. Tournai, Desclées, 1908; le même avec signes rythmiques, in-16 de 16 p., 1908.
- CHEVALLIER (Dr), de Marolles-les-Braults. — Notices Biographiques sur la famille Chevallier du canton de Marolles, avec tableaux généalogiques. Mamers, imp. G. Fleury, 1908, 1 vol. in-8, 164 p.
- CHOISEUL (The Duc de). — *Edinburgh Review*; juillet 1908.
- CHOUANNERIE (Scènes de la). — Jambe d'argent et Monsieur Jacques. *Vendée historique*, 5 mai 1908, 5 juin 1908, 5 juillet 1908.
- COCHET (Paul). Histoire de Gacé. Alençon, veuve F. Guy, 1908, in-16, 48 p. et fig.
- COLLEVILLE (C<sup>te</sup> de). — Une grande figure : le duc de Doudeauville. *Le Panache*, 20 septembre 1908.
- CROQUEMITAINE ET CONGÈNÈRES. — SARTHE. — *Revue des Traductions populaires*, août 1908.
- DAGNET (A.). — A travers les Coëvrons. Descriptions, légendes, coutumes, croyances populaires, folklore etc., recueillis au pays d'Evron et de Sainte-Suzanne. Laval, imprimerie Mayennaise, 1907, in-8, 203 p.
- DAUPELEY (H.). — La Conversion de séparation de corps en divorce. Le Mans, imp. Blanchet, 1908, in-8, 170 p.
- DAVID (Dom Lucien). — Les grandes abbayes d'Occident. Lille et Paris, Desclées et de Brouwer, 1908, in-4, xii-475 p. et figures.



- DELARUE P.) — Documents inédits, 4<sup>e</sup> partie ; canton de Trans. Rennes, Plichon et Hommay, 1907, in-8, 153 p.
- Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution ; district de Dol.
- DELAUNAY (P.). — La Police sanitaire à Blois XVII<sup>e</sup> siècle. *France Médicale*, 25 décembre 1907.
- Gastellier ; le docteur Marat et les fleurs ; *ibid.*, 25 novembre.
- Les Hôpitaux d'Angers en 1800. Un procès posthume pour infanticide en 1718. Un médecin, voyageur, naturaliste, J.-A. Peyssonnel. *Ibid.*, 25 mars 1908.
- L'Abbé Faria. Les débuts de la médecine vétérinaire dans le Maine. A propos d'Ambroise Paré. Portrait de Desault ; *ibid.*, 10 juin 1908.
- La maternité de Paris. Histoire générale et topographie ; *ibid.*, 25 septembre 1908.
- André Vesale ; son temps, ses précurseurs ; *ibid.*, 25 octobre 1908.
- DENIS (J.-L.). — Un procès entre le prieur de Quincampoix et le curé de Beaumont-Pied-de-Bœuf (1398). *Province du Maine*, t. XVI, p. 96.
- Marguerite de Broc, veuve de Georges de Bueil (1512-1520) ; *ibid.*, p. 193.
- Archives du Cognier, III (série E, art. 145-262). Paris, Champion, 1907, in-8, 332 p. avec planches.
- DÉPUTÉ (Un). — Le Rachat de l'Ouest devant l'Etat. *Réforme économique*, 22 mai 1908.
- Le Rachat de l'Ouest ; *ibid.*, 6 décembre 1907.
- Le Rachat de l'Ouest devant le Sénat ; *ibid.*, 5 juin 1908.
- DESAIVRE (L.). — Les traditions populaires et Ambroise Paré. *France Médicale*, 15 avril 1908.
- DESCHAMPS-LA-RIVIÈRE (R.). — Antoine Maguin, curé constitutionnel de la Couture et le Clergé constitutionnel manceau, de 1791 à 1794. *Province du Maine*, t. XVI, pp. 277-337.
- DESTRICHÉ (M<sup>me</sup>). — Le Folklore du Maine. *Revue des traditions populaires*, mai 1908.



- DRAULT (J.) — Le Barbier Gracchus ; épisode de la Terreur Lyonnaise, préface de J. Chavanon. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1908, 459 p. in-12.
- Elle et l'Huitre, pièce en un acte. Paris, librairie Molière, 1908, in-18, 33 p.
- Nos Domestiques. Tours, Mame, 1907, in-4, 159 et fig. Illustrations de Guido.
- Carnaval au Maroc. *La France illustrée*, 19 février 1908.
- Le plus célèbre des Bécasseau. Paris, Henri Gautier, 1908, in-12 de 299 p.
- DROUET D'AUBIGNY (P.). — La Doctrine économique de Boësnier de l'Orme, d'après son ouvrage : « De l'esprit du gouvernement économique ». Paris, Société d'imprimerie et de librairie, 1908, in-8, 208 p.
- DUBOIS (S. G. Mgr E.-L.), évêque de Verdun. — Oraison funèbre de Mgr Emile - Christophe Enard, archevêque d'Auch, prononcée en l'église de Commercy, le 22 avril 1907. Auch, imp. L. Cocharaux, in-8 de 28 p.
- Conférence aux prêtres pèlerins de Lourdes, 19 août 1907. Autun, imp. N.-D. des Anges, in-8 de 8 p.
- Lettre ouverte à M. Noël, conseiller général, membre du Conseil d'administration du collège Margueritte, 4 oct. 1907, in-8 de 4 p. Bar-le-Duc, imp. Saint-Paul.
- Dévolution des biens de l'église de Verdun, 2 octobre 1907 ; *ibid.*, in-8 de 6 p.
- Lettre à MM. les curés de la ville de Verdun, 6 janvier 1908.
- Lettre aux catholiques de Verdun, 6 janvier 1908.
- Lettre relative à la collecte du denier du culte, 2 février 1908.
- Lettre pastorale sur la Sainte Communion et mandement du Carême, 25 février 1908.
- Lettre pastorale sur les effets matériels de la Loi de séparation et particulièrement sur la question des presbytères, 14 avril 1908.
- Lettre portant publication de la lettre de S. S. Pie X, relative aux mutualités ecclésiastiques, 26 mars 1908.



- DUBOIS (S. G. Mgr E.-L.), *[suite]*. — Lettre relative au prochain pèlerinage d'hommes à Benoite-Vaux, 10 août 1908.
- Lettre annonçant la mort de Mgr Jean-Pierre Pagis, ancien évêque de Verdun ; 29 novembre 1908.
- Discours prononcé à la Grotte de Lourdes, à l'issue des Vêpres de la journée des Miraculés, 23 août 1908. *Journal de la Grotte de Lourdes*, 1<sup>er</sup> novembre 1908, n<sup>o</sup> 44.
- DUFAY (Pierre). — Ronsard et le prieuré de Croixval. *Le Jardin de la France*, novembre 1908, pp. 709.
- DUGUET (Roger) et J. Rochebonne. — Jean Chouan. Paris, Bonne Presse, xiii-270 p., série Bijou (0,10 X 0,18), 1908, in-16.
- DUINE (l'abbé F.). — Les Généraux des paroisses bretonnes, Saint-Martin-de-Vitré. Paris, J. Gamber, 1907, in-8, 56 p.
- Avant Bossuet ; Cohon, évêque de Nîmes et de Dol, précepteur des neveux de Mazarin, prédicateur du Roi. Paris, Champion, 1908, in-8, 136 p.
- DUPAS (M.). — L'art vétérinaire dans le Maine à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. *Bulletin de la Société des Sciences et Arts de la Sarthe*, 1907-1908, p. 257.
- DUPONT (E.). — Recherches historiques et topographiques sur les compagnons de Guillaume-le-Conquérant. Répertoire de leurs lieux d'origine, 2<sup>e</sup> et dernière partie. (Normandie, Maine, Anjou, Berry, Vexin, Ile de France), Nantes, Durand, 1908, in-8, 130 p.
- DURAND (G.). — Les Alpes Mancelles (Guide illustré du touriste). Le Mans, bureaux de l'Ouest, touriste et sportif, 7, boulevard René-Levasseur, 1908, avec plans et gravures.
- DURGET (Ch.). — La Géographie et l'Histoire par la lecture des noms de contrées, lieux, etc. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 61-132.
- DUVAL (Abbé). — Lettre à Mgr le Directeur de la Sainte-Enfance. *Annales de l'Œuvre*, t. LIX (juin 1908), p. 193.
- ECHERAC (P. d'). — La Jeunesse du Maréchal de Belle-Isle. Paris, Champion, 1908, in-8, xvi-214 p.



- EDOM (Dr Ach.). — L'Escrime, le duel et l'épée. Laval, imprimerie moderne, 1908, in-8, 446 p. et 32 p.
- ENQUÊTE sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie, II. (Cher, Allier, Loir-et-Cher, Indre, Maine-et-Loire, Sarthe). Paris, Imprimerie Nationale, 1908, in-8, XII-837 p.
- EUDES (E.). — La dernière chute ou Gilles de Laval, maréchal de Retz, drame en quatre actes, en prose, avec chants, 2<sup>e</sup> édition ; un volume in-12 de 72 p. Paris, Gauthier, 1908.
- FAUCIGNY - LUCINGE (Princesse A. de), née Choiseul-Gouffier. — Souvenirs personnels sur Alfred de Vigny. *Le Gaulois*, 3 juin 1908.
- FAUCIGNY-LUCINGE (F. de). — Lord Curzon aux Indes ; sélection de ses discours comme vice-roi et gouverneur général de l'Inde (1899-1903), introduction par Sir Thomas Raleigh. Paris, Flammarion, 1907, in-18, LXXI-345 p.
- FILLION (Mgr), protonotaire apostolique. — Le Rosaire des « Amies de la Très Sainte Vierge » publié pour le cinquantième des apparitions de Notre-Dame de Lourdes, in-12. Paris, Lecoffre, 1908.
- FLEURY (Gabriel). — Quatre portraits de la famille Denisot. *Revue du Maine*, t. LXIV, p. 5, gravures.
- Nouveaux portraits de la famille Denisot, *id.* p. 233, gravures.
- FORCEVILLE (J. de). — Un concours diocésain pour les avant-gardes. *Annales de la Jeunesse Catholique*, 1<sup>er</sup> septembre 1908.
- FROGER (L.) et A. ROBVEILLE. — La Communauté d'habitants de Pont-de-Gennes. *Province du Maine*, t. XVI, p. 309 et sq. Tir. à part.
- FROGER (L.). — Les Enquêtes au Maine en 1247. *Province du Maine*, t. XVI, p. 54.
- Notes sur Michel Langlois, curé d'Ancinnes et du Grand Oiseau ; *ibid.*, p. 92.
- Le Testament de Gervais Goyet, fabricien de la cathédrale du Mans, 1370. *Ibid.*, p. 132.



- FROGER (L.), [suite]. — Itinéraire de René du Bellay, évêque du Mans. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 64.
- L'Eglise de Baillou ; *ibid.*, t. LXIV, p. 121.
- Le Testament de Raoul de Bazeille (1326). *Province du Maine*, t. XVI, p. 156.
- Sébastien de Brossard ; *ibid.*, p. 181.
- Le premier abbé commendataire de Saint-Calais, Nicolas Raince ; *ibid.*, p. 245.
- Un baptême à Conflans en 1806 ; *ibid.*, p. 289.
- Note sur le testament du Cardinal Jean du Bellay ; *ibid.*, p. 303.
- Un Auteur vendômois inconnu. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 169.
- La Flèche et ses environs ; bibliographie ; *ibid.*, p. 277.
- GACHONS (Jacques des). — Le roman de la vingtième année. Paris, édition du *Monde Illustré*, 1907, in-16, 300 p.
- GAUGAIN (F.). — Interrogatoire de M. Martial de Savignac, curé de Vaiges (9 mai 1796). *Province du Maine*, t. XVI, p. 87.
- GAY (Ernest), ancien lieutenant aux Mobiles de la Dordogne. — La guerre en province ; campagnes de la Loire et du Mans, 1 volume in-8, 264 p. Paris, Ducrocq, 1908.
- GELLÉ (Abbé F.), professeur de pédagogie catéchistique. — Aux Catéchistes ; programme pour le temps présent. Paris, Gabriel Beauchesne, 1908, in-16 de x-60 p.
- GELLÉ (J.). — L'aviation. *Les Dimanches littéraires*, 29 novembre 1908.
- GERMAIN (Chanoine E.). — Rome. *Croix de Loir-et-Cher*, 13 décembre 1908.
- GOBILLOT (R.) et H. TOURNOUER. — Excursion archéologique dans le Maine et le pays d'Alençon. Alençon, Imprimerie Alençonnaise, 1908, in-8 de 140 p., avec gravures et plans. Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*.
- GOUIN (E.). — Le Bétail de l'Anjou. *Journal d'agriculture pratique*, 10 décembre 1907.
- GREZELS. — Scènes de la Terreur et de la Chouannerie. *Le Panache*, 5, 19 juillet 1908.



- GRIMOD (G.) et H. GUÉRANGER. — Dictionnaire pratique de Droit rural et des usages ruraux du département de la Mayenne. Laval, veuve A. Goupil, 1907, in-16, xvi-358 p.
- GROSSE-DUPERRON (A). — Documents sur la ville de Mayenne. Mayenne, imp. Poirier frères, 1906, in-8 de 347 p.
- Ville et pays de Mayenne ; notes historiques et anecdotes, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> siècles. Mayenne, imp. Poirier frères, 1908, in-8 de 744 p. avec portraits, vues de monuments et un plan.
- GROUARD (Mgr). — Courses apostoliques dans le Canada septentrional. *Missions catholiques*, 5, 12 février 1909.
- GUEBHARD. — Essai d'inventaire des enceintes préhistoriques (Cautelars) du département du Var. Le Mans, 1906, br. in-8 avec fig.
- GUÉDON (Joseph). — Pierre Le Rouge, épisode de la guerre de Vendée, en 5 tableaux. Château-Gontier, imp. Leclerc, 1908, in-8, 110 p.
- GUÉPIN (Dom A.). — L'aspersion de l'eau bénite au temps pascal. *Bulletin de Saint-Martin et de Saint-Benoît*, mai et juin 1908.
- GUERNY (R. du). — Dinan ; anciens registres paroissiaux, 1<sup>er</sup> fascicule, 96 p. in-8. Saint-Servan, 2<sup>e</sup> fascicule. Maigné. Rennes, Plihon et Hommay, 1908.
- GUIDE DES ALPES MANCELLES. — Brochure de 60 p., 1 gravure en couleurs, 24 photogravures, 3<sup>e</sup> édit., 1908.
- GUILLOREAU (Dom L.). — Cartulaire de Loders, prieuré dépendant de l'Abbaye de Montebourg. *Revue Catholique de Normandie*, 15 mars 1909, 15 juillet 1908, 15 août 1908, 15 septembre 1908.
- Prieuré Anglais de la dépendance de Saint-Serge d'Angers ; *Revue Mabillon*, février 1909. Extraits du nécrologe de l'Abbaye de Champagne au Maine, *ibid.*
- Chapitres généraux bénédictins. I. Chapitre général de la Province de Lyon. *Revue Mabillon* mai 1908 ; *ibid.* II. Bulle de Benoît XII au sujet du 1<sup>er</sup> cha-



pitre provincial des Bénédictins de la Province d'Arles, Vienne, Aix et Embrun ; *ibid.*, août 1908.

HALLOPEAU (L.-A.). — Un petit voyage jusques à la rivière du Loir. Campagne de Henri IV (1589). *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 28.

— Notes archéologiques et historiques. (Vendômois, Maine, Touraine), 32 p. in-8. La Flèche, Besnier, 1908. Extrait des *Annales Fléchoises*.

HAMONET (Abbé J.). — Un livre qu'il faut lire. *Revue pratique d'Apologétique*, 1<sup>er</sup> août 1908.

HAVARD (O.). — Les Fêtes de nos Pères. La Saint-Martin. *Revue Mame*, 8 novembre 1908.

— Un prédicateur contemporain (l'abbé Gaffre) ; *ibid.*, 8 novembre 1908.

— Le soldat anglais ; *ibid.*, 29 novembre 1908.

— La Fête de Neuilly et les anciennes foires. *Le Soleil*, 8 juillet 1908.

— Le Jour des Rois ; *ibid.*, 6 janvier 1908.

— Souvenirs d'un journaliste ; *ibid.*, 15 janvier 1908.

— La Chandeleur ; *ibid.*, 3 février 1908.

— La Fortune des gens de lettres d'autrefois ; *ibid.*, 10 février 1908.

— Les Eglises et les Contrats de jouissance légale ; *ibid.*, 17 février 1908.

— La Reine Victoria et la France ; *ibid.*, 23 décembre 1907.

— Au Mont Saint-Michel, la Légende et l'Histoire ; *ibid.*, 15 septembre 1908.

— Le Mois de Mai et ses traditions. *Revue Mame*, 3 mai 1908.

— Les Fêtes de Juin. *Le Soleil*, 15 juin 1908.

— La Saint-Jean ; *ibid.*, 24 juin 1908.

— Les ouvriers d'autrefois, Alexandre Deloncle ; *ibid.*, 1<sup>er</sup> août.

— Châtelains d'autrefois ; *ibid.*, 13 août.

— Une mission secrète de Ranc (1870-71) ; *ibid.*, 23 août.

— La conquête de l'air ; *ibid.*, 4 octobre 1908.

— Les manuels d'histoire des écoles libres ; *ibid.*, 24 octobre 1908.

— Saint Crépin et Saint Crépinien ; *ibid.*, 26 octobre 1908.



- HÉDIN (M.). — Chambre de Commerce du Mans. Situation économique du département ; statistique industrielle de la Sarthe. Le Mans, imp. Guenet, 1907, in-8, xxxiv-165, 5. p. de table.
- HERPIN (M.). — Angélique Moraille [Moreuil de Méral] et le canonnier Belloni. *Annales de la Société d'Histoire de Saint-Malo*, 1907, p. 244.
- HEURTEBISE (R. P. Dom B.). — *Dictionnaire de Théologie Catholique*, fascicule XXV, 1908, aux mots Cremier, (col. 2823), Crespi y Borgia (2824), Crespo (2825), Crisp (2329), Cromer (2363), Cudsem (2398), Curial (2453). — *Ibid.*, fascicule XXVI, 1908, aux mots Daguerre (col. 3), Dalbin (5), Danzer (137), Debonnaire de Bonnaire (160), Deforis (230), Delan (243), Delfaut (257).
- HILLING (N.). — Hildeberd von Lavardin 1056-1133 und das Kirchliche Stellenbesetzungsrecht, par F.-X. Barth. *Litterarische rundschau*, 1<sup>er</sup> août 1908.
- HY (Célestin) d'Angers. — Calendrier concordantiel, donnant la concordance des 14 années républicaines avec les 14 années qui s'y rapportent, planches in-4. Laval, Goupil, 1907.
- INDICATEUR des Offices des Dimanches et Fêtes pour l'année 1908. Le Mans, imp. A. Bienaimé, in-32 de 8 p.
- JACQUELOT DE BOISROUVRAY (Général). — Les compagnons Artésiens de Du Guesclin ; le maréchal Arnould d'Audrehem. Arras, Guyot, in-12, 30 p.
- KALENDARIUM CENOMANENSE, 1908, in-12 de 4 p. Cenomani, apud A. Bienaimé, annexé à l'Ordo.
- LAC (R. P. du). — Le Général Comte de Précy, sa vie militaire, son commandement au siège de Lyon, son émigration. Paris, Champion, 1908, in-8, xii-408 p. et pl.
- LAFAY (Dr A.). — Etudes Thérapeutiques. Mayenne, imp. Colin, 1908, in-8, 935 p.
- LAGACÉ (Jean-Baptiste). — Le Monument de Mgr de Laval à Québec. *Revue Canadienne*, janvier 1908.
- LAIR (Comte). — L'Ex-libris Cambacérès. *Archives de la Société des Collectionneurs d'Ex-libris et de reliures artistiques*, 1908, p. 103 (juillet).



- LA ROCHEBARON. — Le Centenaire du Prytanée militaire.  
*Le Gaulois* du dimanche 27 juin 1908.
- LARDEUR (J.). — Ile de Wight. Les petits marchands d'oignons. La Campagne Anglaise. Solesmes à l'île de Wight.  
*La Croix*, 12 novembre 1908.
- LATOUCHE (R.). — Inventaire sommaire de la collection Arnould conservée à la Bibliothèque nationale. *Revue des Bibliothèques*, juillet 1908.
- A propos d'une histoire de Bretagne. *Province du Maine*, t. XVI, p. 37.
- Javron au XV<sup>e</sup> siècle ; *ibid.*, p. 49.
- Les Chartes de fondation du prieuré de Saint-Victeur, au Mans ; *ibid.*, p. 218.
- Essai de critique sur la continuation des Actus Pontificum Cenomannis in urbe degentium (857-1255). Paris, Champion, 1908, in-8, 53 p.
- L'abbaye de Saint-Martin de Sées et les juifs au début du XIII<sup>e</sup> siècle. *Province du Maine*, t. XVI, p. 329.
- LA TOUR DU PIN (M<sup>iso</sup> de). — Journal d'une femme de cinquante ans, 1778-1815, publié par son arrière petit-fils le comte Aymer de Liedekerke. Beaufort, I. Paris, Chapelot, 1907, in-4, xxv-357 p. et pl.
- LAUDE (Chanoine). — Directoire des Pèlerinages à Notre-Dame-du-Chêne. Le Mans, Benderitter, 64 p., in-32, 1908.
- L'Avenir de nos Enfants. Réponse à l'Enquête de la Croix, 1<sup>er</sup> octobre 1908.
- L'inspection dans les Ecoles libres. *Bulletin de la Société génér le d'éducation et d'enseignement*, 15 juillet 1908.
- LAUMONIER (Paul). — Un faux en librairie à propos de la mort de Ronsard. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 161.
- LAURAIN (E.). — Catalogue de la Bibliothèque municipale de la ville de Mayenne. Mayenne, Bridoux, 1908, in-8, vi-338 p.
- Chartes de Fontaine-Daniel. Supplément au cartulaire de cette abbaye. Laval, Goupil, 1908, in-8.
- La pierre tombale de Maignelay (Oise). Abbeville, Pailard, 1908, in-8.



- LE BRUN (G.) et BAUCHERON. — Récit de croisière (inédit), du Mans à La Baule-sur-Mer (Loire-Inférieure), du 5 au 12 juillet 1907.
- LEDRU (A.). — Notice généalogique sur la famille d'Angély, barons de la Châtre, seigneurs de Clovachon, la salle Foncreuse, Fayolle, etc. Angoumois, Poitou et Maine, mars 1908, in-8 de 45 p., imp. Lemerre.
- Essai historique et topographique sur la commune d'Aigné. *Province du Maine*, t. XVI, pp. 228-266-291.
- Origine de Lethald, moine de Micy (fin du X<sup>e</sup> siècle); *ibid.*, p. 326.
- Saint Siviard, ermite à Savonnières (VII<sup>e</sup> siècle); *ibid.*, p. 15.
- Les châteaux de la Sarthe, 1<sup>re</sup> livraison : Les Perrais, la Chevalerie, Turbilly, in-4 de 72 p., 7 gravures hors-texte de Florian, 3 plans par terre, et vignettes. Le Mans, imp. Benderitter, 1908.
- *Ibid.*, 2<sup>e</sup> fascicule : Sérillac en Doucelles, 1 gravure hors-texte, 2 plans, vignettes, 30 p.
- *Ibid.*, 3<sup>e</sup> fascicule : Boisclairéau en Teillé, 1 gravure hors-texte, 1 plan, vignettes, 31 p.
- Le tombeau de saint Fraimbault; étude critique sur le lieu de la sépulture et sur la vie de saint Fraimbault. Laval, in-8, 47 p. et fig., 1907.
- Les châteaux de la Sarthe. Courcival, 1908, in-4, 35 p. et fig.
- LEDRU (A.) et EUG. VALIÉE. — La maison de Faudoas (Gascogne, Maine et Normandie). Paris, Lemerre, 1908, in-8, XII-433, 400 et 459 p. avec pl.
- LEFÈVRE-PONTALIS (E.). — Le Tracé du chœur de la cathédrale du Mans. *Revue du Maine*, t. XIV, p. 115. *Bulletin monumental*, 1908.
- LEGENDRE (Mgr). — La somme théologique, conférence. Angers, Siraudeau.
- Discours prononcé aux noces d'or de M. le curé de Vion, le 5 juillet 1908. *Semaine du Fidèle*, 18 juillet 1908, p. 669.



- LE GOUVELLO (V<sup>te</sup> H.). — Un châtelain catholique et breton : M. le Marquis de Montaigu. *Revue de Bretagne*, t. XXXV, pp. 7-20.
- LEHR (H.). — Une liste de protestants chartrains en 1567. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, mai-juin 1908.
- LÉOPOLD DE CHÉRANCÉ (R. P.). — Nos Martyrs (1789-1799), (14 prêtres de Laval). Paris, Poussielgue, 1908, in-18, x-301 p.
- LEMIÈRE (F.). — Bibliographie de la Contre-Révolution dans les provinces de l'Ouest ou des Guerres de la Vendée et de la Chouannerie. Paris, Champion, 1907, fascicule 4.
- LEROSEY (A.). — Loudun, histoire civile et religieuse. Paris, Champion, 1908 ; Loudun, Blanchard, 1908, in-8, vii-448 p. et pl.
- LEROY-BEAULIEU (F.). — La situation du réseau de la Compagnie de l'Ouest et des autres réseaux ferrés après le vote du Sénat, relatif au rachat. *Economiste français*, 4 juillet 1908.
- LETACQ (Abbé). — Essai sur l'Histoire et les Antiquités de Domfront, par Caillebotte, concernant deux chênes de l'ancienne forêt du Passais. *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*, 2<sup>e</sup> semestre, 1907, p. 95.
- L'HERMITTE (J.). — Un modèle de statistique dans la Sarthe ; mémoire de l'abbé Marchand, sur les communes de Rahay et de Valennes en l'an IX. Le Mans, imp. Drouin, 1908, in-8.
- LINIÈRE (Raoul de). — Compte-Rendu du Congrès archéologique de La Flèche. *Annales Fléchoises*, ix-185, 358.
- LORIÈRE (Edouard de). — Quelques notes sur les Emigrants manceaux et fléchois au Canada pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 8, 81. Tirage à part de 43 p. La Flèche, typ. Besnier, 1908, avec plan.
- LUBIMENKO (I.). — Jean de Bretagne, comte de Richmond ; sa vie et son activité en Angleterre, en Ecosse, en France (1266-1334). Lille, Le Bigot, 1908, in-8, xiv-161 p.



- MAGNE (Emile). — Femmes galantes du XVII<sup>e</sup> siècle ; M<sup>me</sup> de la Suze (Henriette de Coligny) et la Société précieuse. Paris, Mercure de France, 1908, in-12 de 331 p. avec portrait.
- Femmes galantes du XVII<sup>e</sup> siècle ; M<sup>me</sup> de Villedieu (Hortense des Jardins) (1632-1692). Paris, Mercure de France, 1907, in-18, 436 p.
- MAITRE (Léon). — Une procédure universitaire au Collège de Nantes contre le monopole des libraires au XVI<sup>e</sup> siècle. *Annales de Bretagne*, t. XXII, p. 224-238.
- L'insolence des gens de guerre sous Louis XIV ; *ibid.*, pp. 72-92.
- Une coalition religieuse de 1792 chez les Bretons. *Revue des Questions historiques*, t. LXXXI, pp. 571-588, 1907.
- Les substructions du chevet de la cathédrale de Nantes. Paris, Imprimerie Nationale, 1907, in-8, 23 p. Extrait du *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques*.
- Découverte d'un sarcophage de granit près de la vieille église de Saint-Nazaire. *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, pp. 115-118 (1907).
- L'île de Saint-Nicolas de Corsept et son cimetière du Grez ; *ibid.*, pp. 10-123.
- L'Eglise carolingienne de Saint Philbert de Grandlieu devant la critique ou examen des théories du R. P. C. de la Croix ; *ibid.*, p. 58, tirages à part. Nantes, Dugas, in-8, 12 planches.
- Les substructions du chevet de la cathédrale de Nantes. *Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques*, 1906, pp. 260-281.
- MALLET (Dominique). — A propos des souvenirs d'un mobile de la Sarthe. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 197.
- MARBOUSIN (J.-R.). — Le Tombeau des Durfort. *Revue de l'Agenais*, mars-avril 1908.
- MARCEAU (Lieut<sup>l</sup>). — L'instruction militaire moderne : Livre du sous-officier rengagé et de l'élève officier au



- régiment. Mayenne, imp. Bournes et Bridoux, 1908, in-18, 292 p.
- MARCÈRE (De). — Mes Souvenirs. L'Assemblée Nationale et le Duc de Doudeauville. *Le Gaulois*, 15 septembre 1908.
- MARGUERITTE (P.). — Au prytanée. *La France Illustrée*, 4 juillet 1908.
- MARQUET (M.). — Le Perche et la Vallée du Loir, in-8, édité par Marcel Thiollier, avec planches et cartes.
- MARSILLE (R. P. Dom J.). — Le T. R. P. Dom Athanase Legerot. *Bulletin de Saint Martin et de Saint Benoît*, juillet-août-septembre, 1908.
- MARTELLIÈRE (J.). — Origines Vendômoises de poètes et de rois. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 51. Tirage à part in-8 de 12 p. La Flèche, Besnier, 1908.
- Les Amis Vendômois de Ronsard. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 315.
- MARTIN (Commandant E.). — Les sièges de Mahon et de Gibraltar ; le lieutenant de la Tour d'Auvergne ; Corret au siège de Mahon, 1771-1782. *Carnet de la Sabretache*, octobre 1907.
- MARTINEAU (René). — Autour de Tristan Corbière. *Mercurie de France*, 1907, 16 septembre.
- Généalogie de Villiers de l'Isle-Adam, *Mercurie de France*, 1908, 1<sup>er</sup> mai.
- Un monument à Villiers de l'Isle-Adam. *Les Annales romantiques*, septembre 1907.
- Notes sur J.-K. Huysmans. *Le Beffroi*, n° 71, juillet-août 1907.
- Au Salon d'automne. *Le Beffroi*, n° 73, décembre 1907.
- Un Ami de J. Barbey d'Aurevilly (l'abbé Auger). *Mercurie de France*, 16 novembre 1908.
- MAUCLAIR (Camille). — Villiers de l'Isle-Adam. *Revue*, 15 avril 1908.
- MAUMENÉ (Albert). — Le château de Bonnétable. *La Vie à la Campagne*, 1<sup>er</sup> juillet 1908, p. 11-16, 11 gravures.
- Le Château du Lude ; *ibid.*, 15 octobre.
- MASPERO (G.). — Notice biographique du Vicomte Emmanuel de Rougé. Paris, Leroux, 1908, in-8, vi, 439 p. et fig.



- MÉLISSON (S. G. Mgr A.-J.), évêque de Blois. — Lettre pastorale sur les Négations Contemporaines et les Affirmations de J.-C. et mandement pour le Carême de 1908, in-4 de 19 p. Blois, E. Micault.
- Ordonnance établissant à Blois la Confrérie des Catéchismes, 25 décembre 1908.
- MENARD (Le R. P. F.), [de Saint-Symphorien] des Pères Blancs. — Grammaire Kirundi. Maison Carrée, imprimerie des Pères Blancs, 1908, XIII-516 p., in-16.
- MENJOT D'ELBENNE (Vicomte) et l'Abbé L.-J. DENIS. — Cartulaire du Chapitre Royal de Saint-Pierre-de-la-Cour, au Mans, t. IV, (2<sup>e</sup> fascicule) des *Archives historiques du Maine*, au siège de la Société, 1907, in-8 de 436 p.
- MOCQUEREAU (R. P. Dom André), prieur de Solesmes. — Le nombre musical grégorien ou Rythmique grégorienne (théorie et pratique), 1908.
- MOLINIER (Auguste). — Obituaires de la province de Sens, (diocèse de Chartres), sous la direction et une préface de Auguste Longnon. Paris, C. Klincksieck, 1906, in-8 de xxv-672 p.
- MONGUILLON (M.). — Excursion botanique dans les Alpes Mancelles et dans le canton de Fresnay-sur-Sarthe. *Bulletin de la Société des Arts de la Sarthe*, année 1907-1908, p. 217.
- MONMARCHÉ (Marcel). — Les Charitables de Saint-Eloi à Béthune. *Le Mois Littéraire et Pittoresque*, mai 1908, p. 584.
- N.-D. Guesclin, de Botrel. *Revue de Bretagne*, t. XXXVI, pp. 214-30.
- Le Portugal; Brochure éditée par la Compagnie royale des Chemins de fer Portugais.
- MONPROFIT (Dr A.). — Introduction à la Chirurgie gastrique. Le Mans, Monnoyer, 1908, in-8, 32 p.
- MONTESQUIOU (le C<sup>te</sup> Léon de). — Les Considérations positivistes de la vie humaine, in-12. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1908.
- MONTESQUIOU (Robert de). — Les Pierres qui meurent. *Gil Blas*, 17 décembre 1907.



- MONTESQUIOU (Robert de) *(suite)*. — Passiflora. Paris, « l'Abbaye », 1907, in-8, 103 p.
- Les Chauves-Souris ; clairs obscurs. Paris, Richard, 1908, in-8, xi-424 p.
- Le Chef des odeurs suaves ; *ibid.*, xv-398 p.
- Le parcours du rêve au souvenir ; *ibid.*, xv-478 p.
- MONTORGUEIL (G.). — La Tour d'Auvergne. Paris, Firmin Didot, in-8, 144 p., illustré.
- MORANCÉ (Emile). — Composition chimique des alcools d'industrie et des spiritueux envisagée au point de vue de la loi sur la répression des fraudes ; Laboratoire de chimie. Le Mans, Benderitter, 20 p. in-8, 1908.
- MORANCÉ (Léon). — Loigny-la-Bataille, discours prononcé pour le 38<sup>e</sup> anniversaire de la bataille du 2 décembre 1870. Chartres, Ed. Garnier, 1908, in-8.
- MOUSSET (Albert). — Pierre de Ségusson, seigneur de Longlée-Renault, en Asnières, ambassadeur de France en Espagne (1583-1590). *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 113, p. 252, t. LXIV, p. 59.
- Un résident de France en Espagne au temps de la Ligue (1583-1590) : Pierre de Ségusson. Paris, Librairie H. Champion, 1908, in-8 de 105 p.
- MUSSET (R.). — La limite de la culture de la vigne dans l'Ouest de la France. *Annales de Géographie*, 15 mai 1908.
- NEMOURS-GODRET (L.). — Le duc de la Rochefoucauld. *La France Illustrée*, 12 septembre 1908.
- NOAILLES (V<sup>te</sup> de). — Episodes de la guerre de Trente-Ans ; Bernhard de Saxe-Weimar (1604-1639) et la réunion de l'Alsace à la France. (Portrait, 3 cartes et 3 plans de iv-502 p.). Paris, Perrin, 1908, in-8.
- Nuremberg-Lutzen et la mort de Gustave-Adolphe, 1632. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 233.
- NORMAND (Fr.). — Lepelletier de Saint-Fargeau, Conventionnel (1760-1793). *Les Contemporains*, Bonne Presse, n° 837, 25 octobre 1908, 16 p.
- NOUET (le Chanoine). — Le catéchiste en chaire ; Plans d'instruction à l'usage des prêtres du diocèse du Mans,



- 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années. Le Mans, imp. A. Bienaimé, 1908, in-8 de 341 p.
- NOUVION (G. de). — Une expérience de nationalisation ; le rachat de l'Ouest. *Journal des Economistes*, 15 mai 1908.
- O'CONNOR (F.). — Rancé et la Réforme de la Trappe. *The ecclesiastical Review*, janvier 1908.
- ORAIN (Adolphe). — Gilles de Bretagne dans les cachots du château de Teillac. *Revue de Bretagne*, t. XXXVI, pp. 183-8, 1906.
- ORDO DIVINI OFFICII recitandi atque peragendi... ad usum insignis ecclesiæ Cenomanensis pro anno bissextili Domini 1908, Cenomani, apud A. Bienaimé, 1908, in-12 de xxv-181 p.
- ORDO DIVINI OFFICII recitandi sacrique peragendi juxta ritum romanum in tota diœcesi Valleguidonensi servandus. Valleguidonis ex typis viduæ. A. Goupil, 1908, in-16 de 188 p. et 88 p. de supplément.
- OUEST (Chemins de fer de l'). — La question du rachat. *Economiste français*, 11 juillet 1908.
- PAGEOT (Gaston). — A travers les pays Jaunes, Bibliothèque des ouvrages pratiques, 16, rue des Fossés Saint-Jacques, Paris.
- PALMARÈS du Lycée de Garçons du Mans, 1908, in-8.
- PARÉ (Ambroise), poète. *Chronique médicale*, 15 août 1908.
- PASSE (Maurice). — L'ancien logis des Abbés d'Evron. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 74.
- Maucourt de Bourjolly, seigneur de la Coudrière, et la duchesse de Roquelaure ; *ibid.*, t. LXIV, p. 172.
- PAVIE (A.). — Sainte-Beuve et Aloysius Bertrand. *Revue des Etudes historiques*, mai-juin 1908.
- L'Embardée. Librairie Nationale, 1907, in-12.
- PENY-HIRMENECH (H.). — Le dolmen royal de Gavr'inis, près d'Auray (Morbihan) ; origine et histoire. Le Mans, imp. Monnoyer, 1908, in-8, 62 p. et figures.
- PERIÈS (Abbé). — Episcopat et presbyterat ; erreurs d'autrefois et d'aujourd'hui. *Revue du Monde catholique*, 15 mai 1908.



PERIÈS (Abbé) [suite]. — Episcopat et presbyterat; l'enseignement catholique. *Revue du Monde catholique*, 18 février 1908.

PERRAUDIÈRE (R. de la). — Notes sur l'époque Révolutionnaire; l'enlèvement du citoyen Trillon (1799) et le marquis de la Gelinière. Angers, Germain et Grassin, 1908, in-8, 40 p. Extrait des *Mémoires de la Société Nationale d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*, 1907.

PERRETTI DELLA ROCCA (J. de). — La Corse à travers les âges. *Revue Générale*, février 1908.

PESCHOT (Abbé). — Un moine errant; sa station finale et sa mort au Perche ou les pérégrinations à travers le monde de Saint Bernard de Thiron. *Bulletin de la Société Percheronne d'Histoire*, t. VI, 1907, p. 179-184.

— Un autre moine nomade et ses haltes passagères au Perche. Saint Lubin, *ibid.*, 185-186.

PETIGNY (F.). — Les météores au Perche, I. *Revue des Traditions populaires*, août 1908.

PEYVREY (F.). — Les premiers hommes-oiseaux. Wilburg et Orville Wright. Paris, Guilton, 1908, in-8, 79 p. et planches.

PICCARD (Emile), capitaine en retraite. — Au cours de mes pensées; recueil de poésies, in-16 de 48 p., 1908. Gaudin.

PINTARD (Eugène) [de Sillé]. — L'Analyse à l'Ecole. Paris, André, 6, rue Casimir Delavigne, 1908.

PISSOT (l'Abbé H.). — Notre-Dame de Lourdes: Cantique populaire du pèlerinage, composé à l'occasion du Cinquantenaire des Apparitions (1858-1908), 2 p. in-8.

PRAX (Général). — Le Centenaire du Prytanée. *Revue hebdomadaire*, 4 juillet 1908, 12 p. illustrées.

PUNIER (R. P. dom P. de), de Solesmes. — Bénédiction de l'eau dans *Dictionnaire d'Archéologie chrétienne*, fascicule 14, coll. 685-713, 1908.

QUATORZE MARTYRS de Laval (les), (21 janvier 1794). Laval, 1907, imprimerie de la Croix de la Mayenne, in-8 de 34 p., avec plan hors texte et gravures dans le texte.

QUENTIN (R. P. dom Henri), de Solesmes. — Les Martyrologues historiques du Moyen-Age; étude sur la forma-



- tion du Martyrologe romain, in-8 de xiv-745 p. Lecoffre.
- QUENTIN (R. P. dom Henri), de Solesmes. — Les Martyrologues. *Nouvelle Revue théologique*, juin 1908.
- QUÉRUAU-LAMERIE (E.). — Un magistrat révolutionnaire : François Médy (1752-1807). Extrait du *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, in-8 de 67 p.
- RANGEARD (Abbé). — Une page de l'histoire littéraire de l'Anjou. Angers, imp. Germain et Grassin, 1908, in-8, 57 p.
- RENAUDIN (R. P. dom Paul). — L'Assomption de la Sainte Vierge ; exposé et histoire, 2<sup>e</sup> édition. Paris, Bloud, 1907, in-12 de 63 p. Collection *Science et Religion*.
- RENNESSON (L.), mes dernières pages, souvenirs de mon dernier voyage. Sedan-Le Mans ; Le Mans, imp. Guenet, 1908, in-12, de 12 p.
- ROBVEILLE (A.) et L. FROGER. — La Communauté d'habitants de Pont-de-Gennes. *Province du Maine*, t. XVI, p. 309.
- ROCHEMONTEIX (le P. C. de). — Le Père Antoine Lavallette à la Martinique. Paris, Picard et fils, 1907, in-8, viii-290 p. et carte.
- ROUGÉ (Emm. de). — Bibliothèque Egyptologique, xxi. Œuvres diverses. Paris, Leroux, 1907, in-8 de clvi-343 p. et 3 pl.
- ROULLEAU (R.). — Le prix du bois d'œuvre : chêne, sous feuille. *Office forestier de l'Ouest et du Centre*, janvier 1908.
- ROUSSEAU (Abbé N.). — De la forme légale des fiançailles et du mariage, commentaire du décret « Ne Temere ». *Semaine du Fidèle*, 1908. *Revue des Sciences ecclésiastiques et la Science catholique*, mars 1908.
- La nouvelle forme légale des fiançailles et du mariage ; notes sur le décret « Ne Temere ». Supplément aux renseignements pratiques sur la législation canonique du mariage. Le Mans, imp. Bienaimé, 1908, in-8, 48 p. Extrait de la *Semaine du Fidèle*.
- ROUSSEL (A.). — Dom Chamard. *L'Univers*, 11 juillet 1908.



- SAINT-AULAIRE (Comte A. de). — Scènes de la Terreur et de la Chouannerie. *Le Panache*, 7 et 21 juin 1908.
- SAINT-FÉGOR (de). — L'aéroplane Wright. *Cosmos*, 29 août 1908.
- SCUDÉRY (M<sup>lle</sup> Madeleine de). — De la poésie françoise jusques à Henry Quatrième (époque de Ronsard), avec une introduction et des notes par G. Michault. Paris, Sansot, 1907, in-18 de 113 p. avec portrait.
- SECHÉ (Alphonse) et Jules BERTAUT. — Une aventurière des Lettres au XVII<sup>e</sup> siècle : Madame de Villedieu. *Mercur de France*, 15 février 1908.
- SEVESTRE (Abbé Paul). — Le XV<sup>e</sup> Centenaire de Saint Jean-Chrysostome. *Revue Catholique des Églises*, mai 1908.
- SOCIÉTÉ HISTORIQUE et archéologique du Maine. — Assemblée générale du lundi 16 décembre 1907, et statuts. Mamers, Fleury, 1907, in-8 de 12 p.
- SOUANCÉ (C<sup>te</sup> de). — Documents généalogiques d'après les registres des paroisses d'Alençon (1592-1790). Paris, Champion, 1907, in-8, ix-491 p.
- SURMONT (A.). — L'Impôt en France ; le projet d'impôt sur les revenus. Le Mans, Monnoyer, 1908, in-8 de 24 p. Extrait du *Semeur de la Sarthe*.
- TABOURIER (L.). — De la Juridiction prud'homale. Paris, Rousseau, 1907, in-8, 271 p.
- TAILLE (M. de la). L'Action des Catholiques dans la vie publique. *Etudes*, 20 juillet 1908.
- T. G. — La petite histoire : Le berceau de Henri IV. *Le Temps*, 19 février 1908.
- THIOLIER (Marcel). — Le Perche et la Vallée du Loir, pays chartrains ; Comté Dunois-Vendômois, in-8 de 36 p. avec gravures. Paris, imp. Kapp, 1908, par M. Marquet.
- TOMBELAINE (L. de). — Miettes d'histoire ancienne ; Les Scarron sur les rives de la Loire. *Europe politique et littéraire*, août 1908.
- TOURNOUER (H.). Cf. GOBILLOT (R.).
- TRAVERS (Emile). — Note nécrologique sur Jules Lair. Caen, Delesques, in-8 de 21 p. Ext. de l'*Annuaire des 5 départements de Normandie*.



- TRAVERS (H.). — Les inscriptions Gauloises et le Celtique de Basse-Bretagne. Rennes, Oberthur, in-16, 116 p.
- TREMAUDAN (J. de). — Miettes d'histoire : Le Procès de Retz ; Vaines tentatives en faveur de la réhabilitation du condamné. *Revue de Bretagne*, t. XXXV (1906), pp. 60-5.
- TREVEDY (J.). — Un roman de la Tour d'Auvergne. *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 1907.
- TRIGER (Robert). — Lourdes, 10 et 11 février 1908 ; Impressions et souvenirs du cinquantenaire. Le Mans, Monnoyer, 1908, in-8 de 32 p.
- Note sur l'amphithéâtre gallo-romain du Mans. *Revue du Maine*, t. LXIII, p. 92. Tirage à part. Mamers, imp. Fleury, in-8 avec plans.
- L'Eglise de Pontlieue ; Souvenirs contemporains. Le Mans, imp. Monnoyer, 1908, in-8, 36 p. avec portrait hors texte et plans dans le texte. (Extrait de l'*Echo de Pontlieue*).
- Le Presbytère d'Avessé. *Semaine du Fidèle*, 12 et 18 juillet 1908.
- Les Stations préhistoriques des environs de Sablé. *Revue du Maine*, t. LXIV, p. 393.
- UBALD D'ALENÇON (P.). — Un correspondant inconnu de F. de Lamennais. Documents sur le F. Martinien du Lude (1759-1830). *Annales Fléchoises*, t. IX, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> livraisons. Tirage à part in-8, 21 p. Paris, Picard, 1908.
- URVOY DE CLOSMADÉUC (J.). — A propos de Du Guesclin et de Richemont. *Revue de Bretagne*, t. XXXVIII, p. 129-144.
- UZUREAU (F.). — Les Chouans dans le Craonnais (1794-1796). Angers, imp. Germain et G. Grassin, 1908, in-8, 54 p.
- Mgr Le Pelletier, évêque d'Angers ; les actes de son épiscopat. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 109.
- Assassinat d'un prêtre assermenté par les Chouans (1799). *Province du Maine*, t. XVI, p. 200.
- Mgr Poncet de la Rivière ; les Actes de son épiscopat. *Annales Fléchoises*, t. IX, p. 180.



- UZUREAU (F.) (*suite*). — Les districts de La Flèche et de Sablé, 1787-1790 ; *Annales Fléchoises*, t. IX. p. 307.
- Pourquoi les Angevins revendiquaient l'élection de La Flèche, 1787-1790. *Anjou historique*, novembre 1908.
- L'Assemblée provinciale du Maine et l'élection de La Flèche. *Revue du Maine*, t. XIV, p. 290.
- VAUCELLE. — Catalogue des lettres de Nicolas V concernant la province ecclésiastique de Tours, d'après les registres du Vatican. Paris, Picard, 1908, in-8, LVII-405 p.
- VALETTE - MONBRUN (A. de la). — Le duc de la Rochefoucauld - Doudeauville. *Plume Politique et Littéraire*, septembre 1908.
- VALLÉE (Eugène). — Cf. LEDRU.
- Concordance des Calendriers républicain et grégorien depuis 1793 jusqu'en 1806. Paris, Alphonse Lemerre, 1908, in-8 de 71 p.
- VENELLES (J. des). — Le Centenaire du Prytanée militaire de La Flèche. *Le Soleil*, 17 juin 1908.
- VÉRITÉ (Pascal). — Le tracé du chœur de la cathédrale du Mans. *Bulletin Monumental*, nos 1-2, 1908, *Revue du Maine*, t. LXIV, p. 113.
- VERRIER (A.-J) et R. ONILLON. — *Glossaire étymologique et historique des patois et des parlers de l'Anjou*, t. I. Angers, Germain et Grassin, in-8.
- UN VIEUX MANCEAU. — Lettres rurales, 2<sup>e</sup> série. Le Mans, 1908.
- VILLEY (P.). — Les sources italiennes de la « défense et illustration de la langue française », de Joachim du Bellay. Paris, Champion, 1908, in-16, XLVIII-162 p.
- VITRY (P.). — Jean Goujon. Paris, H. Laurens, s. d. in-8, 128 p., 24 phot.
- VOTEZ (M<sup>me</sup> L.). — 2.400 mètres à travers la France ; le plateau Central, la Côte d'Azur, les Alpes. Laval et Paris, Lelièvre, 1907, in-16, VIII-302 p. et fig.
- ZURLINDEN (Général). — Londres, Paris. *Le Gaulois*, 3 juin 1908 ; Comment augmenter notre artillerie, 23 juin ; La



légion étrangère, 9 novembre 1908 ; L'Armée de la Loire, 10 novembre 1908 ; La Question d'Alsace-Lorraine, 24 novembre 1908 ; Le 6 août 1870 en Alsace. 6 août 1908 ; Sedan : mon pèlerinage, 28 septembre 1908 ; Goethe Iéna et à Valmy, 15 octobre 1908.

LOUIS CALENDINI (1).

(1) L'auteur de cette *Bibliographie*, en demandant l'indulgence de ses lecteurs pour ce qui aurait été involontairement omis, leur serait reconnaissant de leur collaboration, en le mettant au courant des plaquettes et tirages à part qu'il pourrait ignorer.

---



---

# CHRONIQUE

---

## DOM GUÉRANGER, ABBÉ DE SOLESMES

PAR UN MOINE BÉNÉDICTIN DE LA CONGRÉGATION DE FRANCE

Tome I, Paris, Plon et Oudin, 1909

---

Pour l'histoire impartiale que n'influencent ni les préventions personnelles ni les passions sectaires, le premier abbé de Solesmes, dom Guéranger, restera toujours l'un des grands hommes du département de la Sarthe.

Ceux-là mêmes qui ne partagent pas ses croyances, qui critiquent certaines de ses idées ou certaines parties de son œuvre, ne peuvent se refuser à reconnaître dans ce « Moine du XIX<sup>e</sup> siècle », un esprit réellement supérieur, une magnifique intelligence, d'une activité et d'une puissance de travail extraordinaires, un caractère d'une vigueur exceptionnelle, un homme qui a exercé une influence considérable sur les esprits et joué un rôle dominant dans le mouvement religieux de l'époque contemporaine.

Le département de la Sarthe a, certes, le droit d'être fier du premier abbé de Solesmes ; il a même le devoir, en présence des préjugés actuels, de le revendiquer plus hautement que jamais comme l'une de ses illustrations, car les hommes qui ont occupé une telle place dans l'histoire de leur temps honorent non-seulement leur pays natal mais la Patrie tout entière.

C'est, dès lors, avec un double sentiment de fierté et de gratitude, qu'au point de vue local — qu'il nous appartient de considérer plus spécialement dans cette Revue — nous saluons aujourd'hui le premier volume du magistral ou-



vrage consacré à dom Guéranger par son éminent successeur, le R. P. dom Delatte.

A tous égards, ce volume arrive à son heure, avec la plus heureuse opportunité.

Après trente-quatre années d'événements si divers, de luttes si violentes de principes et d'idées, de préoccupations matérielles si absorbantes, il était temps de faire revivre, même pour les Manceaux, cette grande figure de dom Guéranger dont les traits commençaient à s'effacer dans la mémoire des jeunes générations, de la dégager des appréciations superficielles ou intéressées, de la protéger contre l'impitoyable oubli, l'ignorance ou la mauvaise foi. Au moment où l'abbaye de Solesmes elle-même est menacée de perdre son nom, sa destination et sa renommée, il était temps de rappeler à tous ce qu'elle avait coûté à dom Guéranger d'efforts, d'énergie et de désintéressement. Les faits sont souvent plus éloquents que les paroles : en tout cas, ils frappent davantage les esprits.

Trop soucieux de son rôle d'historien pour se laisser entraîner à des récriminations, si naturelles qu'elles soient, le R. P. dom Delatte évoque ces faits et ces souvenirs avec un calme, une précision et une largeur de vues qui leur donnent une portée encore plus haute.

Après avoir tracé un superbe tableau historique de la vie religieuse à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et raconté avec de charmants détails les premières années de dom Guéranger, il le suit tour à tour à Paris, dans ses premiers travaux littéraires, à Solesmes dans ses premiers essais de reconstitution de l'Ordre bénédictin, à Rome dans ses délicates négociations pour l'approbation des constitutions. Il étudie ensuite les grandes questions et les œuvres importantes qui, de 1837 à 1849, rendent déjà célèbre le nom de dom Guéranger : la querelle des *Pontificalia*, les *Institutions liturgiques* et l'*Année liturgique*, la guerre aux *Institutions liturgiques* et leur défense, la loi sur la liberté de l'ensei-



gnement. Le volume s'arrête à l'année 1849, date de la publication de la première édition de l'*Histoire de Sainte-Cécile* : il est accompagné d'un très intéressant portrait de dom Guéranger jeune, d'après un pastel de L.-V. Galland.

Mais un tel livre ne s'analyse pas et on ne saurait donner en quelques lignes un aperçu, même sommaire, des pages si captivantes qu'il contient, notamment sur les relations de dom Guéranger avec M<sup>me</sup> Swetchine, Châteaubriand, Montalembert, Guizot, Lacordaire, l'abbé Pie, etc.

Moins encore, nous aurions la témérité d'apprécier ici le rôle de dom Guéranger dans les grosses questions qu'expose dom Delatte avec tant d'autorité, de sagesse et de clarté. Par ces questions, le premier abbé de Solesmes appartient à l'histoire générale du XIX<sup>e</sup> siècle, et, en ce qui concerne surtout les discussions liturgiques, étrangères à nos études, nous n'avons qu'à nous incliner devant la compétence et l'érudition si sûres de son successeur. Par contre, il nous sera permis, à un point de vue plus modeste, d'émettre une opinion personnelle ; de dire que cet ouvrage, dont l'intérêt s'étend au-delà de toutes les frontières, offre aussi un intérêt direct et considérable pour notre histoire provinciale.

La restauration de l'abbaye de Solesmes et le rétablissement de l'Ordre bénédictin demeureront, quelle que soit la suite des événements, l'un des faits dominants et les plus honorables de l'histoire du Maine au siècle dernier. Pour la première fois, dom Delatte en reconstitue avec une grande richesse de documents les multiples péripéties, et il groupe dans un tableau d'ensemble tous les détails qu'on devait auparavant chercher de divers côtés. De plus, il jette une pleine lumière sur la nature des rapports, jusqu'ici imparfaitement connus, de dom Guéranger avec l'évêque du Mans, Mgr Bouvier. Par là même, il écrit, d'une manière complète et définitive, l'un des principaux chapitres des annales contemporaines du diocèse du Mans.

Il fait mieux. Dom Guéranger, on le sait, conserva tou-



jours, très vifs, les affections de famille et l'amour du pays natal : il aimait nos traditions, nos souvenirs, nos usages populaires ; il possédait à un haut degré la franche gaieté et la malicieuse bonhomie qui jadis distinguaient notre race. On peut même dire que s'il fut « ultramontain », jusqu'à la fin aussi, il fut « Manceau ! »

Or, le R. P. dom Delatte, en fils respectueux et en biographe d'une scrupuleuse conscience, tient à honneur de mettre en relief ce côté *local* de la personnalité de dom Guéranger. Il ne dédaigne pas de faire de larges emprunts à sa correspondance intime pour développer l'histoire de ses premières années à Sablé et au Mans, pour faire bien connaître les milieux où il a vécu et ses sentiments à l'égard de ses concitoyens.

On trouve ainsi dans l'ouvrage quantité d'anecdotes, d'épisodes et de portraits d'une saveur toute locale, qui charment le lecteur et le reposent des graves polémiques. Tantôt, ce sont des traits de mœurs racontés avec une verve que les austérités du cloître n'éteignirent jamais. Tantôt, ce sont des détails d'une très piquante nouveauté sur l'intérieur de l'évêché du Mans à l'époque de Mgr de la Myre-Mory, ou le récit d'une chevauchée « délicieusement épique », comme ce voyage du Mans à Sablé, à la fin de décembre 1832, qui restera l'une des plus jolies pages de l'histoire anecdotique du Maine.

D'autres, plus autorisés que nous, rendront hommage, comme il convient, à la science, à la modération, à l'impartialité et à l'excellente méthode du R. P. dom Delatte. D'autres, aussi, diront avec plus d'autorité le succès que mérite son livre, l'accueil qui, dès maintenant, attend le deuxième volume.

Au nom des Manceaux, du moins, nous tenions à lui adresser, l'un des premiers, nos respectueux remerciements.

En faisant revivre avec tant de charme et de fidélité le grand abbé de Solesmes, le R. P. dom Delatte ne nous



donne pas seulement une œuvre historique de haute valeur et très flatteuse pour le département de la Sarthe : il prouve qu'entre notre terre du Maine et l'Ordre bénédictin il subsiste des liens que ne peuvent rompre ni l'exil, ni les injustices politiques.

ROBERT TRIGER.

---

La *Société d'Histoire, Lettres, Sciences et Arts de La Flèche* vient de publier, en un élégant volume de près de 300 pages, le compte-rendu du Congrès archéologique tenu à La Flèche l'année dernière, à l'occasion de son cinquantenaire, sous la présidence de M. Eugène Lefèvre-Pontalis.

Les comptes-rendus de la première journée (1<sup>er</sup> juin 1908), consacrée spécialement à la ville de La Flèche, et des excursions au Lude et à Champmarin sont signés de M. Raoul de Linière ; celui de la deuxième journée, excursion à Bazouges et à Durtal, du marquis de Beauchesne. Ils résument d'une manière très complète et très consciencieuse toutes les observations auxquelles ont donné lieu les monuments visités. De plus, ils sont accompagnés de charmants dessins de M. le docteur Buquin et des reproductions des clichés publiés par notre Société lors de l'excursion de 1900.

La seconde partie du volume est réservée aux travaux lus au cours des séances. (Communications de MM. le chanoine Froger, R. P. Ubald, Louis Martinière, Gabriel Fleury, Eugène Lefèvre-Pontalis, docteur Candé, abbé P. Calendini, le chanoine Urseau, Adrien Planchenault.)

Dans son ensemble, le volume est bien compris et d'un réel intérêt. Il fera vivre le souvenir du Congrès de La Flèche, si bien réussi à tous égards, et demeurera un guide précieux pour l'étude des monuments de la région. R. T.

---

Depuis la publication de la dernière livraison, notre Société



vient encore d'éprouver trois pertes qui lui laissent bien des regrets :

Madame Chartier, née Clarisse Benard, décédée à Mamers, le 9 septembre, dans sa *quatve-vingt-douzième* année. Fixée à Mamers par son mariage, en 1836, Madame Chartier s'y était fait hautement apprécier par la distinction de son caractère, son intelligence et son cœur. D'une générosité inépuisable, elle soutenait largement toutes les œuvres de charité et avait contribué avec le plus actif dévouement à la fondation de l'institution St-Paul. Depuis la première heure (1876), elle faisait partie de la Société historique et archéologique du Maine et elle en était devenue la doyenne. Mgr l'Évêque du Mans a tenu à présider lui-même à sa sépulture, et à lui rendre le juste hommage que méritait tout le bien qu'elle avait accompli pendant sa longue existence.

Monsieur Charles-Philippe d'Achon, décédé subitement au château de la Roche-de-Gennes, le 10 septembre 1909, dans sa 70<sup>e</sup> année.

M. d'Achon, qui avait autrefois habité Le Mans, faisait lui aussi partie de notre Société depuis l'époque de la fondation. Collectionneur infatigable et laborieux érudit, il a sauvé de la destruction un grand nombre de documents précieux pour notre histoire provinciale, et il a publié divers travaux d'un réel intérêt, notamment une étude très complète et très consciencieuse sur les Seigneurs de Courceriers. D'une parfaite obligeance et profondément attaché à nos traditions locales, il était toujours heureux de rendre service à ses confrères en mettant à leur disposition ses riches documents. Nous n'oublierons pas, pour notre part, le bienveillant concours et les sympathiques encouragements que M. d'Achon a bien voulu nous donner en maintes circonstances. Sa mort inopinée creuse dans nos rangs un vide cruel, car nous étions en droit de compter toujours sur la fidélité et l'amitié qu'il n'avait cessé de nous témoigner.

Monsieur Louis-Henri-Désiré Cornu, ancien maître de forges, membre du Conseil général de la Sarthe, maire de



Joué-en-Charnie, président du Comice agricole de Loué, décédé subitement au Mans, le 22 septembre dans sa 74<sup>e</sup> année.

A l'âge de 25 ans, M. Cornu avait succédé à son père comme maître des grosses forges de Chemiré-en-Charnie. Quelques années plus tard, il avait été nommé maire de cette commune qu'il administra jusqu'en 1885. Il devint alors conseiller municipal et maire de Joué-en-Charnie. Il avait ainsi rempli les fonctions de maire pendant *quarante-quatre ans*. Il était, depuis vingt ans, conseiller général du canton de Loué.

Comme on l'a très justement écrit, M. Cornu était un homme de cœur et un homme de bien. Tous ceux qui l'ont connu appréciaient la droiture de son caractère, son inaltérable courtoisie, et garderont de lui le plus fidèle souvenir.

On peut ajouter que M. Cornu est mort au service même de ses concitoyens, car il a été frappé subitement en sortant d'une séance du Conseil général où il venait encore de lire plusieurs rapports. Ce coup, si soudain, a causé au Mans et dans tout le département une douloureuse impression que nous avons sincèrement partagée, mais l'honorable conseiller général de Loué était un chrétien convaincu et cette consolante pensée laisse à tous ceux qui le pleurent si amèrement l'espoir de le retrouver un jour.

M. Cornu voulait bien, depuis de longues années déjà, faire partie de la Société historique et archéologique du Maine, et il avait été longtemps au Conseil général l'un de ses bienveillants appuis. De plus, en 1901, il était venu avec le plus aimable empressement se joindre à nous à Étival-en-Charnie, pour fêter la restauration archéologique des restes de l'église abbatiale. A cette occasion, il avait témoigné en termes charmants ses chaleureuses sympathies à notre Société et à son président. C'est avec un profond sentiment de tristesse et de regrets que nous déposons aujourd'hui sur sa tombe l'hommage de notre gratitude. R. T.

---



---

LA  
**CONFRÉRIE SAINT-JEAN-BAPTISTE**  
A A M N É

---

Plus d'une fois déjà l'occasion s'est présentée de constater, dans cette *Revue* ou dans des publications analogues, combien nombreuses sont, dans le diocèse du Mans, les associations de piété qui, à telle ou telle époque, ont entretenu, durant un laps de temps plus ou moins long, dans les paroisses où elles avaient été établies, cet esprit de foi et ces habitudes religieuses qui distinguaient nos pères. Je ne crois pas qu'on ait jamais parlé de la confrérie créée à Amné, au doyenné actuel de Loué, et placée sous le patronage du précurseur du Messie. Nous voudrions, à cette heure, rechercher quelle en a été l'origine et quel en était le fonctionnement ; quels en étaient les membres ; à quelles obligations ils étaient astreints ; quels avantages spirituels leur étaient assurés ; déterminer enfin, dans la mesure du possible, par quelles phases, prospères ou non, elle a passé.

Pour être fixé sur tous ces points et y donner des réponses précises, il nous faudrait posséder toutes les archives de cette association. Tant s'en faut, malheureusement, qu'elles se soient intégralement conservées. De tous les titres dont il est fait mention dans un inventaire dressé



par devant notaire, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (1), beaucoup ont disparu ou ne nous sont pas connus. De quatorze livres de comptes, rendus aux confrères par les administrateurs et dont le plus ancien remontait à l'année 1528, tandis que le quatorzième était de l'an 1676 (2), nous n'en possédons plus que deux. L'un, présenté par Mathurin Mautaint, va de l'année 1553 à l'année 1564, l'autre, rendu par Michel Langlois, va de 1587 à 1608. Une note, postérieure à l'Inventaire (3), nous dira ce qu'était la confrérie à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Il y avait, en plus, deux volumes reliés et qui sont actuellement perdus, où se trouvaient enregistrés les noms des associés (4). Nous ignorons ce qu'est devenue la bulle originale, datée de Rome, en l'an 1509, par laquelle des indulgences étaient accordées aux membres de la confrérie.

(1) Cet inventaire fut dressé, le 16 juin 1680, par Pierre Guérinet, notaire royal, résidant à Longnes, devant Jacques Bellanger, prêtre, curé d'Amné, et René Berault, fabricant de la même paroisse.

(2) Voici quels ils étaient : « Premier, quatorze livres de comptes rendus aux confrères de ladite confrérie, dont le 1<sup>er</sup> est en l'an 1528, par maître Jacques Meslant, pbr ; le 2<sup>e</sup> par Guillaume Bouvet, en l'an 1540 ; le 3<sup>e</sup> par Mathurin Mautaint en 1553 ; le 4<sup>e</sup> par Michel Langlois en 1587 ; le 5<sup>e</sup> par Jean Bouvet en 1609 ; le 6<sup>e</sup> par Noël Gadoubert en 1611 ; le 7<sup>e</sup> par Georges Després en 1630 ; le 8<sup>e</sup> par Georges Després en 1640 ; le 9<sup>e</sup> par Guy Chastin en 1642 ; le 10<sup>e</sup> par Guy Chastin en 1646 ; le 11<sup>e</sup> par Guy Chastin en 1655 ; le 12<sup>e</sup> par Guy Chastin en 1671 ; le 13<sup>e</sup> par la veuve Guy Chastin en 1672 ; le 14<sup>e</sup> par René Berault, en l'an 1676. » Inventaire dressé par P. Guérinet. La confrérie avait un coffre spécial où elle renfermait les archives. Il en est question dans les comptes de 1553 : « Item, pour avoir fait racoustrer la serrure du coffre de la confrérie, pour ce, x deniers. »

(3) Cette note rédigée par le curé d'Amné, J. Bellanger, sous ce titre : « Extrait autant fidèle qu'il a été possible tiré de tous les livres de comptes qui ont été rendus aux confrères de la confrérie de saint Jean-Baptiste, érigée en la paroisse de Saint-Martin d'Amné, par les procureurs de ladite confrérie, depuis l'année 1528 jusques en l'année 1676 », occupe quatre feuilles de papier de format écolier.

(4) « Plus deux livres reliés de papiers journaux des mises et recettes faites par les procureurs et catalogues des noms desdits confrères. » Inventaire de P. Guérinet.



Il nous en reste une copie sur papier, fort endommagée par l'humidité (1). Une autre bulle, du pape Innocent XI et de l'an 1680, dans laquelle le Souverain Pontife approuvait de nouveau l'association, s'est aussi égarée. Peut-être en retrouvera-t-on quelque jour le texte imprimé, car elle a été imprimée (2).

Dans la limite où ces lacunes regrettables nous permettent d'étudier ce groupement religieux, nous essaierons maintenant d'observer comment, une fois constitué, il fonctionna et se perpétua à travers les âges.

La plus ancienne mention qui en soit faite, et c'est à propos d'un aveu rendu aux assises de la seigneurie de Neuvy, remonte à l'an 1446 (3). Depuis combien de temps existait-il, qui en avait provoqué la formation, tout cela nous échappe. En 1509, à la requête de Jean de Segraye, seigneur d'Amné et de Mierré, et de Christine, son épouse, les cardinaux de la Sainte Église Romaine accordèrent cent jours d'indulgence à tous les fidèles qui, confessés et repentants de leurs fautes, viendraient prier dans l'église paroissiale d'Amné, des premières aux secondes vêpres

(1) Voir plus loin, pièce justificative, p. 239.

(2) « Plus, la bulle de notre Saint Père le Pape Innocent onze et autres expéditions concernant la nouvelle approbation et direction de lad. confrairie en l'an 1680, avec une copie de l'imprimé de ladite bulle. » Inventaire de P. Guérinet.

« Item luy (au procureur) sera alloué en décharge la somme de six livres qu'il a payée à Ysambart pour avoir imprimé pour la confrérie cent copies d'indulgences de ladite confrérie. »

Comptes rendus par J. Bellanger, curé de la paroisse, en 1680.

(3) « D'une procuration des confrères de la confrairie de saint Jean-Baptiste érigée en l'église d'Amné étant en parchemin en datte du vingt-un mars m. quatre cent quarante-six à l'effet de rendre les choses de ladite frairie aux assises de Neuvy, a été tiré ce qui suit : Apert que Philipot de Boutevailles, demeurant en la ville du Mans, donne à ladite frairie un journal et demy de terre sis en la paroisse de Bernay..... » Extraits dressés en vue d'être exonérés de droits d'amortissement, par René Loiron, procureur de la confrérie, le 4 janvier 1690. Titre papier.



de ces solennités religieuses : Noël, le Vendredi-Saint et Pâques, la Pentecôte, le 24 juin, fête de saint Jean-Baptiste et au jour anniversaire de la dédicace de l'église (1).

Où d'ailleurs se recrutaient les membres de cette association, voilà ce que nous diraient les comptes de l'an 1528, si nous les possédions encore. Ceux de l'an 1553 nous montrent qu'ils venaient, à cette dernière époque, de vingt-deux paroisses, mais en des proportions numériques fort différentes (2). Il va de soi que les plus nombreux appartenaient à celle d'Amné. Dans l'ensemble, la confrérie groupait alors quatre cent sept associés, dont soixante ecclésiastiques, ou, comme on disait alors, « gens d'église ».

Ce nombre n'offrait d'ailleurs rien de stable, et ce n'est pas sans une certaine surprise que l'on voit ces chiffres s'abaisser rapidement. En 1558, sauf à Amné, où l'on relève les noms de cent quinze confrères, alors que, en 1553, il n'y en avait que quatre-vingt-onze, non compris les clercs, dans toutes les autres localités, il y a diminution considérable. Ils tombent, à Brains, de soixante-trois à trente-quatre ; à Coulans, de vingt-neuf à treize ; à Saint-Symphorien, de neuf à un ; à Saint-Julien-en-Champagne, de quinze à cinq. Il y a même six paroisses, Conlie, Vallon, Maigné, Joué, Rouez, Le Mans, qui n'y envoient plus de représentants. Par contre, celle de Crannes qui, en 1553, n'y était pas représentée, l'est, en 1558, par deux affiliés. On n'en compte plus, en cette dernière année, que deux cent trente-trois, clercs non compris. Le relevé que nous en avons fait, pour l'année 1564 accuse une décroissance numérique

(1) Voir plus loin : Pièce justificative.

(2) Voici quelles étaient ces paroisses : Amné, Brains, Coulans, Saint-Symphorien-en-Champagne, Ruillé-en-Champagne, Épineu, Bernay, Neuvy, Saint-Julien-en-Champagne, Longnes, Auvers-sous-Montfaucon, Loué, Conlie, Vallon, Maigné-les-Menestriers, Domfront-en-Champagne, Joué, Chassillé, Soulligné-sous-Vallon, La Quinte, Rouez, Le Mans.



plus considérable encore ; il n'y a plus alors à solder leur cotisation que cent sept membres. On ne se trompera point en cherchant dans les troubles causés par les guerres de religion la cause de ce changement (1).

Nous ne savons ce qu'il advint de la confrérie, durant cette période agitée qui s'étend de 1564 à 1587. Lorsque la paix eut été rendue à la France par le traité de Vervins et que l'autorité royale de Henri IV devint partout incontestée, partout aussi la prospérité reparut. Dès l'an 1604, la confrérie comptait deux cent vingt-cinq associés, appartenant à treize paroisses distinctes (2), celle d'Amné en ayant à elle seule cent soixante-cinq. En 1608, ce nombre fléchit et se réduit à cent soixante-quinze, dont cent vingt-cinq pour Amné. Il faut ajouter que ce sont là les membres actifs, ceux qui paient leur cotisation. Il y en a d'autres, en effet, qui, ne la soldant pas et renonçant momentanément aux bienfaits spirituels qu'elle leur assurait et dont nous parlerons plus loin, n'étaient pas pour cela tenus définitivement pour démissionnaires. Leur nom n'était pas, pour autant, biffé sur le registre où on l'avait inscrit au jour de leur admission, et il leur suffisait, pour redevenir bénéficiaires des faveurs spirituelles dont leur association avait été avantagée, de se mettre en règle avec le représentant de l'association.

C'est vers l'an 1680 que la confrérie paraît avoir été le plus florissante. Elle se composait d'environ mille quatre-vingts associés vivants répartis sur trente-quatre loca-

(1) En voici la preuve : « Nota, que en l'an mil cinq cent soixante-deux, ledit Mautaint, oudit nom de procureur, ne feist aucune recepte ledit jour de Saint Jehan-Baptiste à raison des troubles des errans et que on ne feist point de sollemnité ledit jour en ladite église d'Amené, mesme en beaucoup des aultres paroisses. » Comptes de M. Mautaint.

(2) Voici quelles sont ces paroisses : Amné, Bernay, Épineu, Chassillé, Coulans, Saint-Julien-en-Champagne, Saint-Symphorien, Craunes, Brains, Ruillé-en-Champagne, Neufvy, Longnes, Mareil.



lités, celles d'Amné, Auvers, Bernay, Brains, Chassillé, Chauffour, Chemiré, Saint-Christophe-en-Champagne, Conlie, Coulans, Crannes, Cures, Domfront, Épineu, Étival, Loué, Saint-Julien-en-Champagne, Longnes, Loué, Maigné, Mareil, Montreuil, Neuvy, Neuville, Saint-Pierre-des-Bois, La Quinte, Rouez, Rouessé, Ruillé-en-Champagne, Saint-Symphorien, Tennie, Tassillé, Tassé, Vallon et Verniette (1).

On sera curieux peut-être de savoir quel était l'état social des membres de ce groupement religieux. Les ecclésiastiques, plus nombreux alors qu'ils ne le sont de nos jours et élevés au sacerdoce, sans avoir, pour cela, charge d'âmes, paraissent s'y être affiliés, surtout au XVI<sup>e</sup> siècle. On a déjà dit que, sur un nombre total d'associés montant, en 1553, à quatre cent sept, il y avait soixante prêtres. Ils s'y rencontraient, à la même époque, avec quelques représentants de la noblesse locale, mais en petit nombre (2). Les confrères appartenaient donc, pour une très grande majorité, à la population rurale de la région.

Selon qu'ils étaient clercs ou laïcs, leurs obligations se différenciaient ainsi. Les derniers ne versèrent jamais qu'une cotisation annuelle de dix-huit deniers (3). Les premiers devaient, primitivement, célébrer une messe basse, tous les ans, pour les associés défunts, soit, le 24 juin, jour où l'Église fête saint Jean-Baptiste, soit, durant l'octave de cette solennité. Il en alla ainsi jusqu'en 1609, année où

(1) Note rédigée par J. Bellanger, curé d'Amné.

(2) En 1553, nous trouvons à Amné, noble homme Georges Clément et son épouse, noble Charles Clément, Françoise Clément; noble Alexis de la Haye, Guyonne de la Haye; à Saint-Symphorien, M. du Iloux; à Ruillé, noble N. de Moncruchet et son épouse, Jehanne de la Ségoinne; à Bernay, M. de Bordigné; à Neuvy, M. de Neuvy et son épouse.

(3) Ils la payaient, tous les ans, le 24 juin. « Item, pour le salaire de celluy qui a faict la recepte des deniers audit jour de Saint-Jean-Baptiste, pour ce, vii sols vi deniers. » Comptes de 1553.



les prêtres cessèrent d'observer cette pratique, sans la remplacer d'ailleurs par aucune rétribution (1).

A ces cotisations s'ajoutait un droit fixe de six deniers payé par tout nouveau confrère à son entrée dans la confrérie (2). Celle-ci jouissait encore des revenus d'une dotation modeste, qui s'était lentement constituée (3). Bon an mal an, ces revenus, vers 1680, évoluaient de vingt-cinq à trente-deux livres, selon que les terres, dont ils représentaient la rente, étaient louées plus ou moins avantageusement.

En tenant compte des deniers non soldés, et maints associés étaient peu scrupuleux sur ce point, revenus et cotisations, à la date précitée, produisaient, année moyenne, une somme totale de quatre-vingt-neuf livres, et les charges

(1) Note rédigée par M. J. Bellanger et comptes divers de la confrérie.

(2) Note du curé d'Amné, J. Bellanger.

(3) En 1553, les revenus des terres, y compris la valeur du vin provenant d'une vigne appartenant à la Confrérie, s'élevèrent à douze livres huit sols. Voici le décompte de cette somme. F. Nouet et ses co-héritiers paient vingt sols, pour le loyer de maisons qu'ils occupent et qui sont du domaine de l'association. Rob. Esluyau paie quinze sols pour location d'un quartier de vigne. Marin Estienne paie cent cinq sols pour location de terres. Une pipe de vin est vendue quatre livres. Olivier Clément, curé de Ruillé, paie quinze sols pour la rente de l'argent de la Confrérie, qui lui a été prêté. Guillaume Brunet paie quinze sols de rente de terres à lui louées.

En 1604, les revenus montèrent à dix-neuf livres deux sols ; ils se décomposaient ainsi : Mathurin Barrier paie huit livres dix sols pour location des terres dépendant de la Confrérie ; René de Champion, écuyer, seigneur de la Cornuère, paie neuf livres, comme dernier enchérisseur, le vin récolté dans la vigne de la Confrérie. La Bauldouyne, de Longnes, paie douze sols de fermage d'un quartier de vigne. N. Nouet et L. Cahoreau paient, comme en 1553, vingt sols pour le loyer des maisons. En 1553, on faisait célébrer trois messes par an pour ceux qui avaient donné les maisons. « Item, pour les troys messes qui ont estées dictes, à l'intention de ceulx qui ont donné les maisons et terres de ladite confrayrie et pour le seigneur du fief qui est monsieur de Chantelou, lequel a indemné lesdites choses, pour ledit service, pour ce, vii s. vi d. »



qu'elles servaient à acquitter atteignaient aussi, tous les ans, ce même chiffre.

Le budget s'équilibrait donc avec peine (1).

Il n'en avait pas été toujours ainsi. En 1528, les mises, pour les deux années précédentes, n'avaient pas dépassé cinquante-sept livres, dix sols, dix deniers, tandis que les recettes montaient à soixante-onze livres dix sols six deniers, d'où un excédent de quatorze livres quatre deniers. En 1540, il y en avait eu un de vingt et une livres six sols six deniers. En 1553, le boni des années antérieures s'élevait à cinquante livres.

Ces années d'abondance furent suivies d'années de disette. En 1609, on constata que les recettes des vingt-deux années précédentes, étant productives de la somme de sept cent vingt-trois livres douze sols, les dépenses ayant exigé un déboursé de sept cent soixante-sept livres, un sol, six deniers, un déficit en était résulté de vingt-sept livres neuf sols six deniers (2).

Puis, les ressources s'accrurent à ce point que l'on en put former une réserve dont, quand le besoin s'en fit sentir, on eut quelque peine à obtenir le remboursement de la part des particuliers qui l'avaient empruntée (3).

Cet excédent des recettes sur les dépenses se maintint dans des proportions diverses, jusqu'en 1670, année où reparut le déficit.

(1) « Bonne ou mauvaise année, tout conté, ladite confrérie fait de dépenses dont elle est indispensablement obligée pour environ 89 l. 7 s. et n'a de rente, aussi bonne et mauvaise année, tout conté, qu'environ 89 l. et n'en peut espérer davantage, sinon six deniers une fois payés par chaque nouveau confrère lorsqu'il se fera insérer dans lad. confrairie. » Note de J. Bellanger, curé d'Amné.

(2) Note du curé d'Amné, J. Bellanger.

(3) « Par le conte de 1640, le rendant conte devait à ladite confrérie 104 l. 7 s. 6 d., à raison d'argent prêté à la fabrique et à certains particuliers dont il y a eu bien des procès, lequel argent fut remboursé en 1646, à Guy Chastin, procureur de ladite confrérie. » Note de J. Bellanger.



Cela tenait au peu de soin que prenaient les confrères de verser leur cotisation annuelle. En 1679, il y en eut le quart, soit exactement, deux cent cinquante-six sur mille, qui manquèrent à ce devoir.

Les fonds qui étaient ainsi recueillis permettaient de rétribuer ceux-là dont la confrérie, à quelque titre que ce fût, réclamaient quelque service. Elle faisait célébrer, au décès de chacun des associés, trois messes basses pour le salut de son âme. La rétribution en demeura longtemps de sept sols six deniers, soit deux sols six deniers par messe (1). Toutes les semaines de l'année, jusqu'en l'an 1635, où le nombre en fut réduit à deux, trois messes basses étaient dites à l'intention des confrères vivants (2), l'une, le lundi, l'autre, le mercredi, la troisième, le samedi. Ce fut celle du mercredi qui fut supprimée. Les honoraires de ces messes hebdomadaires, au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, montaient à douze livres, par année. Le taux s'en accrut peu à peu, dans la mesure même où le pouvoir de l'argent, c'est-à-dire

(1) Voici comment nous trouvons cette dépense inscrite aux comptes de l'année 1553 : « Item pour l'obiit de ma demoiselle de Bordigné, de la paroisse de Bernay, pour ce, vii sols vi deniers.

» Item, pour l'obiit de deffunct maître Julian Deffay dudict Anné, pour ce, vii sols vi deniers. »

Il y eut ainsi, en l'année précitée, dix-huit « obiit ».

En 1603, les dépenses sont ainsi formulées : « Item, auroyt le comptable païé aux pbres qui auroyent célébré le service ordinaire de ladite confrairie pour les trépassés de ladite année, qui sont la veuve Macé Boutyer, Jacques Berault, Anthoine de Roches, Catherine Plessix, de ceste paroisse d'Amené, Mathurin Gareau, de Crannes, et la femme de Jacques Le Maistre, de Longne, la somme de quarante-cinq sols, pour ce, xlv s. »

(2) Voici l'article des comptes de 1553, qui mentionne ce service religieux : « Item payé aux pbres qui ont dict oud. an, troys messes par checune sepmaine, pour ce, douze livres. »

C'est, il me semble, à ce même service que s'applique un article des comptes de l'an 1604, bien qu'il paraisse pourtant n'être que la rétribution de l'office célébré, le 24 juin. « Item, auroyt ledit comptable payé aux pbres qui auroyent célébré le service de ladite confrayrie, ledit jour de saint Jehan, la somme de douze livres. »



sa valeur réelle, diminuait, et, en 1652, il atteignit vingt-quatre livres, alors même que, depuis dix-sept ans, il n'y avait plus que deux messes par semaine.

De plus, le jour où l'Église honore la nativité de saint Jean-Baptiste, soit le 24 juin, tous les ans une messe solennelle était chantée à l'intention des confrères vivants, et, pour en rehausser l'éclat, on y mandait des ménestriers qui, en 1553, recevaient un salaire de cinq sols, en 1603, de trente sols (1). La célébration du saint sacrifice s'accompagnait d'une procession où figuraient tous les confrères, et ceux-là, qui, parmi eux, y assistaient en y portant chacun l'un des quatre gros cierges que fournissait la confrérie, devaient, en retour, solder à la fabrique paroissiale de l'église d'Amné, du moins au XVII<sup>e</sup> siècle, la somme de trois livres (2).

Le procureur ou bâtonnier rémunérait aussi les prêtres assistant aux vigiles et service célébrés, le dimanche qui

(1) « Item, la despence faicte pour les sonneurs et menectriers dudit jour de saint Jehan Baptiste, pour ce, v sols. »

En 1554 : « Item, pour les sonneurs et menectriers qui assistent à l'église dudit Amné, ledit jour de saint Jean Baptiste, pour sonner, pour ce, sept sols six deniers. »

En 1557 : « Item, pour les ménestriers qui assistent à l'église pour sonner en l'honneur de ladite confrayrie, le jour de la saint Jean Baptiste, payé vii sols vi d. »

En 1603 : « Item, payé pour les joueurs et sonneurs d'instrumens qui auroient assisté au service de ladite confrayrie ledit jour saint Jehan Baptiste, la somme de trente sols. » Exceptionnellement, un prédicateur pouvait y donner aussi un sermon. Il en fut ainsi en 1591 : « Item, auroit ledit comptable payé à un prédicateur qui auroit presché ledit jour saint Jean Baptiste, en l'église dudit Amné, la somme de cinq sols. »

(2) Item, se charge ledit rendant compte, sauf à se décharger de la somme de trois livres qu'il a reçu de Louis Pichard, pour le droit qu'il a achepté de porter lui et les siens en procession l'un des quatre gros cierges blancs de la confrérie Saint Jean-Baptiste, et à la charge qu'il l'entretiendra. » Comptes de fabrique rendus en 1680, par J. Bellanger.



suivait le 24 juin, pour les membres défunts de l'association. On servait un repas à ces clercs (1).

La confrérie faisait les frais du luminaire employé en ces circonstances et elle y consacrait des sommes relativement considérables (2). En outre, elle fournissait, au service célébré le jour du décès de chaque confrère, s'il habitait Amné, neuf cierges et quatre torches de cire jaune, et seulement sept cierges et deux torches, s'il était d'une autre paroisse (3).

(1) « Item, en despence pour le digner des pbres qui ont oudit an (1553) le dimanche d'après la saint Jehan Baptiste, au service faict en ladite église d'Amné pour lesdits confrères et sœurs et pour iceulx dict vigilles et messes à notes, pour ce, vingt-ung solz t. »

« Item, le comptable a payé la despence des pbres et aultres les assistans à fere et célébrer le service ordinaire de ladite confrairye le dimanche suyvant ladite feste Saint Jehan Baptiste et pour icelle, la somme de cinquante sols. » Comptes de 1603.

(2) « Item, oudit an (1553) icelluy Mautainct a achepté vingt et une livres de cyre neuve, vallant sept sols t. la livre, qui est en somme vii l. vi s.

» Item, de refonte des cyerges de ladite confrayrie, se monte à vingt-cinq livres de cyre employée en vingt quatre cyerges et six torches, et pour la faczon et reffonte d'iceulx, dix sols.

» Item, pour le sallayre et despens du cyerger et de ceux qui luy ont aydés à faire le dict lumynaire, pour ce, quinze sols.

» Item, pour le fil qu'il a convenu avoir à fere ledit lumynaire qui se monte deux livres et demye et pour l'huile et boys, pour ce, cinq sols. »

En 1603, la dépense restait à peu près la même. « Item, en ladite année (1603) le comptable avoyt achapté dix livres de cyre pour fere le lumynayre de ladite année au prix de seze sols chacune livre, qui seroit pour tout la somme de huict livres.

» Item, ledit comptable a payé au ciergier qui a employé ladite cyre,ourny de tout à ses despens à fere ledit lumynayre, la somme de trente cinq sols. »

A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on achetait les cierges au Mans.

(3) « Ladite confrérie fournit de luminaire au service seulement ou enterrement de chaque confrère décédé, scavoir sept cierges et deux torches de cire iaune; et pour les confrères de la paroisse d'Amné neuf cierges iaunes et quatre torches au service et à l'inhumation, ce qui se monte par an à la somme de 30 livres, parce que on en rend au cirier si tost que la fête de saint Jean est passée; et



Elle donnait un salaire à ceux qui entretenaient les douze chandeliers dont elle disposait (1) ; aux ouvriers agricoles qui ramassaient la vendange d'une vigne dont elle avait été dotée, à ceux-là aussi qui travaillaient cette vendange et aux tonneliers qui mettaient les fûts en état (2).

Possédant plusieurs terres, elle était, en quelques occasions, amenée à rendre des aveux (3), à figurer aux assises des seigneuries, et tout cela n'allait pas sans déboursés. Détentrice des biens de main-morte, il lui fallait acquitter des droits de franc-fief. Quand les cotisations rentraient intégralement et que sa caisse était remplie, volontiers elle venait en aide à la fabrique paroissiale d'Amné, et, en 1653, elle contribua pour une somme de soixante-neuf livres à la restauration de l'autel de l'église de cette paroisse, dédié à saint Jean-Baptiste (4). Elle acquérait, pour les cérémonies reli-

il coûte à ladite confrérie pour les trois messes deues à chaque confrère, 22 livres. » Note de J. Bellanger, curé d'Amné.

(1) Il n'en est point fait encore mention dans les comptes de 1553, mais, en 1588, ils sont ainsi mentionnés : « Item, auroyt le comptable payé la somme de cinq sols pour le sallaire de ceulx qui ont nettoiyé et fourby les chandelyers estant à l'authel M<sup>r</sup> Saint Jehan, en l'église, dudit Amné. » Dans d'autres comptes, il est spécifié qu'ils appartiennent à la confrérie.

(2) « Item, pour avoir faict relire et racoustrer les toneaulx à mettre le vin de ladite confrairye, pour ce, troys sols six deniers.

» Item, pour ceulx qui ont assisté à pressouer, departir et mettre à prouffict le vin de ladicte vendenge, pour ce, cinq sols. » Comptes de 1553.

(3) La déclaration des choses héritaux que Jean Bouvet, procureur et bâtonnier de la confrérie, rendit, le 20 août 1609, à Louis de Sanson, chevalier, seigneur d'Amné, de Milon et de la Hamonière, s'est conservée. Titre papier. Il y en a une autre, rendue, le 24 mars 1663, par René Bérault, à messire André Dubois, chevalier, seigneur de Courceliers, les Bordeaux, Longuebaïf, Lavalpéan. Titre papier. Les comptes de 1555, mentionnent aussi le salaire qui fut donné au procureur pour aller « aux pletz de M<sup>r</sup> de Neufvy ».

(4) « Par le conte de 1653, il fut payé par ladite confrérie pour la façon et fabrique de l'autel de saint Jean, 69 l. » Note de J. Bellanger, curé d'Amné.



gieuses, les ornements dont se servaient les clercs (1). Elle ornait le mobilier de l'église paroissiale (2). Enfin, elle rétribuait l'agent qui la représentait devant les autorités compétentes et les clercs qui rédigeaient les comptes (3).

Ce personnage qui agissait au nom de la confrérie portait, en 1556, le nom de « procureur bastonnier et entremecteur des affaires des confrères ». Nous n'avons pu nous assurer s'il était sûrement élu par ses confrères, mais la chose nous semble des plus probables (4). Les pouvoirs qu'il recevait, il semble en avoir été pourvu pour une période indéterminée (5). Lorsque, pour une cause quelconque, il se déchargeait ou était déchargé de son mandat, on ne lui en donnait quittance qu'après un examen sérieux des recettes et des mises que, sur sa demande, un notaire de la région avait exactement détaillées. Si le premier de ces procureurs ou bâtonniers dont le nom nous est connu, et il rendait ses comptes, en 1528, est un prêtre, Jacques

(1) « Item, pour une chasuble de damars figuré achaptée par ledit bastonnier et procureur susdit par l'avis et consentement de la plus saine partie des frères et seurs, pour ce dix livres. » Comptes de 1555.

(2) « Item, pour deux fleurs de lys de cuyvre mises à deux des chandeliers qui servent à mettre les cyerges de ladite confrayrye, pour ce, iij s. » Comptes de 1557.

(3) Le plus ancien procureur dont nous connaissons les comptes, Math. Mautainct, ne réclama rien pour les services qu'il rendit à la confrérie. En 1702, dans le compte rendu par René Berault, celui-ci réclame, pour l'indemniser « d'avoir géré et administré les biens de ladite confrairie....., quatre livres par an suivant la coutume ». En 1608, le procureur, sortant de charge, demanda aussi une indemnité : on lui alloua un écu par an.

(4) On lui donnait par un acte authentique, passé par devant notaire, les pouvoirs dont il avait besoin : « Item, auroit le comptable payé à Michel Nouet pour son sallayre d'avoyr passé et délivré audit comptable la procuration de sa nomination de procureur et bastonnyer de ladite confrayrie avec coppie de l'inventaire des enseignemens d'icelle confrayrie, qui fut passée le treziesme decembre mil v<sup>e</sup> quatre vingt sept, la somme de quinze sols. »

(5) Quelques procureurs, voir plus haut, page 226, note 2, restèrent vingt ans et plus en exercice ; d'autres deux, d'autres quatre.



Meslant, ses successeurs paraissent avoir tous appartenu au monde laïc, jusqu'en 1680, année où le curé d'Amné, maître J. Bellanger fut investi de la charge de procureur de la confrérie. Parce qu'il eut la curiosité de connaître comment, avant lui, avait fonctionné l'œuvre dont on lui confiait la direction, et que, pour cela, il examina les registres qui, depuis, se sont égarés, nous lui devons de connaître la plupart des détails que nous avons utilisés. Il les avait colligés très soigneusement, et nous avons pu nous en assurer en nous reportant, après lui, à quelques registres qui sont arrivés jusqu'à nous.

Nous savons que la confrérie se maintint durant le XVIII<sup>e</sup> siècle (1), mais nous n'avons rien retrouvé qui nous mette à même d'établir quelle en fut alors l'importance. Il ne semble pas qu'on ait tenté sérieusement de la rétablir après le Concordat, en 1801.

L. FROGER.

---

(1) En 1702, quand René Berault rendit ses comptes, il accusa dans le second chapitre des recettes : « Premièrement, dans le cours des dites cinq années, il se trouve qu'il a entré en ladite confrérie, cent soixante dix huit confrères nouveaux, dont le nombre à raison de deux sols par personne fait en tout dix sept livres seize sols. » Cela donne une moyenne de trente-cinq entrées par an.



## PIÈCE JUSTIFICATIVE (1)

### APOGRAPHUM INDULGENTIARUM PARÆCIÆ DE [AMNÉ] CONCESSARUM

---

Oliverius Ostiensis ; Nathael Porticensis ; Joannes-Antonius Sabinensis ; Dominicus Albinensis et Jacobus Clementis ; Petrus Sancti Cyriaci ; Ludovicus - Joannes Sanctorum q[ui]nque coronatorum ; Ludovicus Sancti Marcelli ; Joannes Stephanus Sa[n]ctorum Sergii et Bachi ; Adrianus Sancti Chrisogoni ; Nicolaus Sanctæ [ ] ; Franciscus - Guillelmus Sancti Adriani ; Marcus Sanctæ Mariæ [ ] ; Franciscus Sanctæ Susannæ ; Sixtus Sancti Petri ad vincula ; F[ ] Sanctorum Joannis et Pauli ; Franciscus Sanctorum Nerei et Achillei ; [ ] Sanctæ Anastasiae ; Philippus Sanctorum Petri et Marcellini ; et [ ] Sanctæ Sabinae presbyteri ; Federicus Sancti Theodori ; Julianus [ ] Angeli ; Joannes Sanctæ Mariæ..... Alexius Sancti Eu[st] [ ] et Amanus Sancti Nicolai in carcere Tulliano Diaconi, miserat[i]one divina Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, Universis et singulis Christi f[ide]libus] præsentes litteras inspecturis salutem in Domino sempiternam. Quanto fe[r]ventius] mentes ad opera charitatis inducimus , tanto salubrius animarum sa[lutem] providemus ; cupientes igitur ut parochialis ecclesia de A[mene in] Campania Cœnoman. diœcesis ad quam sicut accepimus [ ] Nobilis vir Johannes de Segraye domi-

(1) Titre papier, copie du XVII<sup>e</sup> siècle,



nus tem[poralis]                   ] Segraye et de Mierré et Christ[ina]  
  ] gerunt devotionem congruis frequen[ ]  
veneretur ac in suis structuris et [ ] manuteneatur,  
necnon libris, calicibus, luminariis [ ] et rebus aliis  
Divino cultui inibi necessariis decenter muniatur [ ]  
fideles [ ] libentius devotionis causa confluant ad  
eamdem et ad ipsius                   ] conservationem, manuten-  
tionem et munitionem huius modi manus promptius porrig  
[ ] adiutrices quo ex hoc ibidem dono cœlestis gratiæ  
uberius conspexerint [ ] Nos Cardinales præfati videlicet  
quilibet nostrum per se supplicationi[bus] Joannis et  
Christinae prædictorum nobis super hoc humiliter porrectis  
ind[ ] de omnipotentis Dei misericordia, ac bea-  
torum Petri et Pauli ap[ostolorum] eius autoritate con-  
fisi, omnibus et singulis Christi fide[libus] utriusque  
sexus vere pœnitentibus et confessis qui dictam Eccle-  
s[iam] singulis videlicet Nativitatis et Resurrectionis  
Domini [nostri] Jesu Christi, Veneris sanctæ et Pentecostes,  
Sancti Joannis Baptistæ, necnon præcipuis Ecclesie dedi-  
cationis festivitibus et diebus a primis vesperis usque ad  
secundas vespertas inclusive, devote visitaverint annuatim,  
et [ad] premissa manus porrexerint adiutrices pro singulis  
festivitibus, sive diebus predictis quibus id fecerint,  
centum dies de iniunctis eis pœnitentiis misericorditer in  
Domino relaxamus prae [ ] perpetuis futuris tempo-  
ribus duraturis, in quorum fid[ ] litteras nostras  
fieri nostrorumque sigillorum fecimus appentione muniri.  
Datum Romæ in domibus nostris anno a Nativitate Domini  
millesimo quingentesimo nono, die vero vigesima mensis  
martii, pontificatus sanctissimi in Christo Patris et Domini  
Julii divina providencia secundi.

Visa placet in diœcesi Cenomanensi salvis juribus paro-  
chialibus. Actum Cenomani die xvi<sup>a</sup> mensis junii anno  
Domini millesimo quingentesimo nono.

---



---

LES  
FILLES DE NOTRE-DAME  
A LA FERTÉ-BERNARD  
ET LES CLARISSES DE BEAUMONT

*(Suite et fin)*

---

Un changement considérable venait par ailleurs de s'opérer dans l'administration municipale de la ville de Beaumont. Désormais les affaires n'étaient plus dirigées par le *général* des habitants, ou assemblées du peuple, mais par des échevins ou officiers municipaux. C'était l'administration moderne qui commençait.

Le 2 janvier 1766, M<sup>e</sup> Grégoire Abot, premier huissier-audiencier et procureur de la fabrique de l'église de Beaumont, ayant requis Messieurs les échevins de convoquer les officiers de ville, leur a représenté l'embarras où il était au sujet d'un exploit à lui donné comme procureur de Fabrique à la requête des Dames religieuses de La Ferté-Bernard, appelantes d'une sentence rendue au siège royal de Beaumont le 28 juin 1763, en vertu de l'arrêt du Parlement du 14 août de l'année précédente, leur accordant permission d'intimer qui elles voudraient, pour être payées des arrérages d'une rente de 20 l. due par la Fabrique.

« Le procureur du roi, étant intervenu, démontre que les officiers municipaux ne doivent prendre contestation qu'après que les dites dames auront satisfait à la demande



qui leur a été faite, de présenter leurs titres prétendant, que la réunion des fonds du Couvent de Beaumont a été illégalement faite à celui de La Ferté. Il annonce en outre qu'il a déjà envoyé au Procureur général les moyens de son opposition à cette réunion ».

En conséquence, les officiers municipaux donnèrent pouvoir à M<sup>e</sup> Abot de comparaître en leur nom au Parlement et d'y constituer un procureur. Celui-ci devrait déclarer qu'il s'en rapporterait au jugement de la Cour, pour payer les arrérages de la rente réclamée, lorsque les dites religieuses auraient fait intimer le procureur du roi en la Cour, pour soutenir l'appel qui a été fait des arrêts rendus en leur faveur. Ces arrêts étaient sans portée, à cause de l'illégalité du procès-verbal *de commodo et incommodo*, qui avait été fait au Mans, sans que les habitants de Beaumont aient été appelés à manifester leur opinion. D'ailleurs, le procureur général avait déjà reçu un mémoire très détaillé à ce sujet, et il n'y avait point répondu.

Mais tous ces procès ne devaient pas aboutir ; la chicane, la mauvaise volonté des uns et des autres, les réclamations du procureur soutenu par le curé de Beaumont, ne pouvaient se terminer que par une transaction à l'amiable ; c'est ce qui arriva, en effet, quelques années plus tard.

Le mauvais état des bâtiments du couvent et surtout du clocher préoccupaient sérieusement ceux qui habitaient dans le voisinage. « Les grands vents leur étaient contraires, ils ont abattu une haute cheminée qui heureusement n'a pas causé de grands dégâts ». Mais le procureur toujours à l'affût, est arrivé et a défendu d'enlever les matériaux à moins d'une ordonnance de sa part. Le clocher de la chapelle n'était pas encore tombé, mais il menaçait ruine, et les voisins étaient consternés de le voir, lorsque le vent soufflait, pencher tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. M. Le Barbier de la Bourdonnière, dont la maison était plus directement menacée, multipliait les démarches auprès du



procureur ; il écrivait aux religieuses de La Ferté ; il conjurait M. de la Ronce d'abattre ce clocher qui en tombant, pouvait causer de grands dégâts, et même écraser les passants. Le procureur refusait toute autorisation, ou s'il permettait quelque chose, c'était avec toutes sortes de restrictions. Tantôt il fallait une ordonnance du juge de Beaumont sur les conclusions du procureur, tantôt la visite d'un expert était suffisante. En dernier lieu, il demandait seulement un procès-verbal, mais il le voulait absolument, après cela il donnerait ses conclusions.

C'était en septembre 1765 ; M. de la Ronce s'empressa de choisir un charpentier et lui donna rendez-vous pour le lundi suivant. « Je ne manquai pas, écrit-il aux religieuses de La Ferté, de m'y transporter de grand matin, M. le procureur du roy avait été averti ; l'ayant trouvé chez M. de la Bourdonnière, il me fit mille reproches pour quoy je me mêlais de ces affaires. Je ne voulais pas qu'il fut rédigé un procès-verbal de la démolition, luy faisant réponse que vous n'y consentiez pas. Il prit le party de me menacer qu'il me ferait *décretter* et tous les charpentiers qui viendraient pour y travailler. Je luy dis que *je me fichais* de luy et qu'il n'avait qu'à le faire, j'étais bon pour luy répondre. Quoique cela, je fis étançonner le clocher, les ouvriers se retirant à cause des menasses ».

M. Régnier revint le lendemain, et ne fut pas plus heureux, le procureur exigeant absolument un arrêt de démolition. « Il est visible, dit-il comme conclusion, que l'on cherche les moyens de vous faire faire des frais, la plus grande partie des Beaumontois est contre vous, m'apercevant que ceux qui vous ont flattées, aujourd'huy vous trahissent ». Il n'y a plus qu'un moyen, c'est d'envoyer des charpentiers de La Ferté, « armés contre toutes menasses ».

Sur ce, les voisins, directement menacés par la chute du clocher (M. de la Bourdonnière en tête) présentèrent une requête au Lieutenant général pour en obtenir la démoli-



tion. M. de la Ronce y comparut, mais n'obtint rien, « la justice de Beaumont est contre vous » ; le lendemain il lui fut signifié par un huissier copie du procès-verbal pour comparaître à Mamers et nommer un expert charpentier. La justice de Mamers, plus indépendante, ordonna probablement la démolition du malencontreux clocher, objet de tant de discussions, car les correspondants de Beaumont et de La Ferté n'en parlent plus. C'est ici d'ailleurs que s'arrêtent les lettres de la sœur Chaudru. Désormais elle abandonne les intérêts de sa communauté à Beaumont pour concentrer toute son attention à se défendre elle-même.

Le lecteur a pu remarquer que la vénérable Supérieure était dure dans ses revendications et ses rapports avec son régisseur ; il en était de même dans le gouvernement de sa communauté, où elle ne faisait qu'« aigrir les esprits par sa hauteur et sa rudesse ». La maison de La Ferté se consacrait principalement à l'éducation des jeunes filles, mais en même temps, elle recevait des dames pensionnaires qui venaient d'un peu partout et qui amenaient avec elles de la dissipation souvent, et presque tous les jours des infractions à la règle. Ces bonnes dames n'étant pas religieuses, s'efforçaient de trouver des distractions ; tantôt elles faisaient de longues parties de cartes qui se prolongeaient fort tard pendant la nuit ; tantôt elles se mettaient aux fenêtres donnant sur la place de la Guillotière « pour voir passer les masques, ou pour entendre les marchands de chansons, ou même demander aux noces qui passaient de danser devant elles ». Et quelquefois la Supérieure et quelques anciennes se trouvaient avec elles ; de là, des murmures et des récriminations.

Un fait plus brutal que les autres acheva de susciter l'animosité de toutes celles qui supportaient avec peine ces infractions presque quotidiennes à la règle.

Une jeune fille, Louise du Cœurjoly, âgée de 27 ans, était entrée dans la communauté, le 11 novembre 1763, en



qualité de postulante ; au bout de six mois, le 3 mai 1764, elle fut admise au noviciat. Dès le commencement elle fit paraître les marques de sa vocation à l'état religieux « par sa soumission à tous les ordres de la Supérieure, par son assiduité aux offices et aux exercices spirituels, par sa politesse, sa douceur, son grand air de piété, sa capacité et ses talents pour l'instruction de la jeunesse ». Malgré cela, la Supérieure fit toujours paraître pour elle « une haine implacable », de telle sorte que « lorsqu'il s'agit de la recevoir à profession, la Communauté prévenue et entraînée par les sollicitations de la Supérieure, se décida à la pluralité des voix pour son refus, en sorte que ladite novice n'eût que deux voix en sa faveur.

Par suite de ce refus, la dame Chaudru, sans égard pour le conseil des amis de la maison et l'ordre même des supérieurs, résolut d'enlever par la force à la novice ses habits de religieuse. Elle entra à cet effet, avec les dames Bigot et Lefebvre, religieuses, le 21 du mois de février, dans la chambre de la sœur du Cœurjoly ; ferma la porte au verrou par dedans, et même la fenêtre, arracha ensuite à la religieuse son voile, sa guimpe et déchira son habit. Mais la pauvre novice ne se laissa pas faire sans crier ; ses appels amenèrent les domestiques, les religieuses et les dames pensionnaires jusqu'à la porte que l'on s'efforça d'enfoncer. La sœur Chaudru et ses deux aides l'ouvrirent sans plus de résistance et s'enfuirent « portant sur leurs visages les marques d'une grande émotion ». On trouva la jeune novice « sans coëffe, ses cheveux épars, sa robe déchirée, les bras meurtris, toute tremblante et baignée de ses larmes (1) ».

Cette façon expéditive d'éliminer les sujets qui ne plai-

(1) Déposition de la sœur Cureau, procureuse. Sœur du Cœurjoly resta au couvent et continua à enseigner les jeunes filles. Le chanoine La Manouillère racontant en 1792 le mariage de la nièce de sœur Courcelle, dit qu'elle fut élevée au couvent par sa tante et « par une demoiselle du Cœurjoly ». (*Mémoires de la Manouillère*. II. 212.)



saient pas, souleva l'indignation de la communauté et une plainte en règle fut adressée au promoteur de la Cour épiscopale du Mans, le 26 mars 1766, « sur les abus qui se commettent journellement dans la Communauté des Religieuses de la Compagnie de Notre-Dame située en la paroisse de Cherré près la ville de La Ferté-Bernard, par l'inobservance de leurs constitutions et sur les faits mentionnés ci-dessus ».

Le 20 mai 1766, M. René Bouttier de Gémarcé, prêtre, docteur de Sorbonne, chanoine prébendé de l'église du Mans, vicaire général de Mgr l'Evêque et Juge officiel du diocèse (1), en assistance de M<sup>e</sup> Guillaume Sallé (2), notaire royal apostolique, choisi et nommé pour son greffier en cette partie, à cause des autres occupations et empêchements du greffier ordinaire, se transporta de la ville du Mans en la paroisse de Cherré, en l'auberge où pendait pour enseigne *la Rose*, et y arriva sur les 7 heures du soir.

Le lendemain matin, il se rendit au parloir du monastère, où il fit comparaître, d'abord Dame Magdelaine Cureau, âgée de 68 ans, professe depuis plus de 50 ans et dépositaire depuis 20 ans. A sa déposition, analysée ci-dessus,

(1) M<sup>e</sup> René Bouttier de Gémarcé naquit au Mans, sur la paroisse Notre-Dame de Gourdain, le 28 novembre 1699. Il était curé de St-Benoit dès 1742. Il fut, en outre de ses charges de grand vicaire et d'official, député à la Chambre ecclésiastique et administrateur de l'hôpital ; il prit possession de son canonicat le 12 juin 1761. Il mourut le 30 juin 1782, et eut pour successeur dans son canonicat, M<sup>e</sup> François Le Mouton de Boisdeffre, grand vicaire du diocèse. V. *Mémoires de la Manouillère*.

(2) M<sup>e</sup> Guillaume Sallé, notaire royal apostolique du diocèse du Mans, demeurant paroisse de Notre-Dame de Saint-Vincent, devint greffier en titre de l'officialité. Il épousa, en 1776, dans l'église de Montmirail, Perrine-Renée Michelet de la Prouterie, fille cadette d'Étienne-Pierre-Philbert Michelet de la Chevalerie, bourgeois, et de Marie Boulay. Ils laissèrent quatre enfants, deux garçons et deux filles. Le 8 juillet 1747, le sieur Sallé, notaire apostolique du diocèse, était présent à la prise de possession de la cure de Beaumont, par M<sup>e</sup> Gabriel-Louis-René Yvart.



elle ajouta « qu'il lui paraissait nécessaire pour le rétablissement de la paix et du bon ordre, que Mgr l'Evêque fasse nommer une autre Supérieure qui ait la douceur et l'humilité dont la dame Chaudru ne donnait presque aucune marque, ni de zèle pour ladite maison dont elle éloignait les bons sujets par sa hauteur et sa dureté, malgré le besoin pressant que l'on en avait pour suffire aux besoins du dedans et de dehors, étant chargées par leur établissement de l'éducation de la jeunesse (1). »

A la suite de cette enquête, la Sœur Chaudru fut déposée et envoyée en exil dans une maison du Bas-Maine qui n'est pas désignée, ainsi que les deux ou trois autres religieuses qui l'avaient aidée dans ses violences, mais la communauté fut obligée de leur payer une pension chaque année, ainsi que tous les frais de leur translation qui se montèrent assez haut comme nous allons le voir par les lettres de Sœur Cureau.

Celle-ci fut nommée Supérieure en attendant l'époque des élections et resta en même temps procureuse. C'est en cette qualité qu'elle écrivit, le 29 juillet 1766, à M. de la Ronce :

« L'embarras dans lequel je me trouve aujourd'hui, me fait vous écrire pour vous prier de m'envoyer quelque argent, ce que vous avez pu en recevoir, je n'ai que 8 jours pour faire le paiement, et je serai sans doute obligée de montrer au Commissaire la situation de la maison ; je crois qu'il compte venir en peu. Jugez de l'embarras dans lequel

(1) Il serait trop long, même de résumer les dépositions des autres témoins appelés par M<sup>e</sup> Bouttier de Gémarcé. Elles sont contenues dans un cahier in-4<sup>o</sup> de 80 pages. D'ailleurs il y a beaucoup de commérages dans ces dépositions ; car non seulement les religieuses, les dames pensionnaires et les domestiques de la maison, mais encore des étrangers comme les deux maîtres en chirurgie le sieur Jean Verdier et le sieur Renault Hachard, la tenancière de l'auberge de la *Rose*, demoiselle Louise Breton, âgée de 54 ans et sa nièce Marie Breton âgée de 14 ans, furent appelées à venir déposer.



je suis ; ainsi de grâce envoyez-moi ce que vous pourrez, ce sera m'obliger doublement et me tirer d'affaire. Je ne vous dis rien de mes affaires, elles sont très tristes pour moy. » Et elle signe, Sœur Cureau, procureuse et supérieure.

M. de la Ronce remit à Martin, leur garçon, la somme de 300 l., et le 9 août suivant, il reçut avis qu'ils étaient arrivés à bon port. « J'ai été obligée, dit la Supérieure, de payer la translation de nos dames, et il m'en coûte 883 l., elles se sont attiré ce qu'elles ressentent aujourd'hui puisqu'elles *demandaient avec ardeur la destruction de la maison*, ce qui fut pour moi comme un coup de poignard, et dis bien fortement que jamais je ne consentirais à cela, et que je resterais plutôt seule dans la maison. Ainsi elles se sont attiré par leurs beaux discours ce qui leur est arrivé ; elles sont chacune séparées dans le Bas-Maine. Tout cela m'a coûté bien de la peine, Dieu l'a permis, sa volonté soit faite ». Voilà une réflexion que l'on ne pourrait trouver dans toute la correspondance de la Sœur Chaudru (1). Enfin elle ajoute qu'« elle a eu toute la semaine le grand'vicaire avec le notaire apostolique, pour faire l'inventaire des exilées, afin qu'il ne se trouve rien de distrait de leurs effets, quand elles reviendraient.

Sœur Cureau resta supérieure jusqu'au 20 mai 1767. Le roi, du conseil de l'évêque du Mans et des religieuses, choisit une Supérieure dans un autre couvent ; il envoya de Laval, Sœur du Taillis ; mais celle-ci, après quelques années passées à La Ferté, donna sa démission et s'en retourna dans son pays dès le 3 septembre 1771. Il est bien probable que ce furent les tracas causés par l'affaire de Beaumont qui la déterminèrent à cette résolution. Cependant elle écrivait assez rarement à ce sujet, et ce fut

(1) Sœur Chaudru mourut dans le Bas-Maine, le 21 février 1768.



presque toujours Sœur Cureau qui, en qualité de procureuse se chargea de la correspondance avec M. Régnier.

Dans le malheureux conflit de Beaumont, une difficulté était-elle aplanie, qu'une autre surgissait : on négligeait facilement les aveux et les déclarations aux seigneurs des fiefs, et les droits n'en étaient pas payés. Or, la plupart du temps, les officiers de ces assises étaient de Beaumont, et comme ceux-ci n'étaient pas tendres pour les religieuses de La Ferté, elles devaient s'attendre à des poursuites rigoureuses.

C'est ce qui eut lieu à propos du champ des Grilleries en Vivoin qui relevait du comté de Sérillac. Madame de Faudoas (1) présenta une requête au Lieutenant général de Beaumont qui fut signifiée au fermier François Le Geay. La somme réclamée était de peu d'importance, et cependant, elle mit tous les fonctionnaires en mouvement. M. Régnier envoya copie de la requête à La Ferté, on compulsa les anciens titres, M. de Beauvais fut appelé à donner son avis, et finalement le régisseur fut obligé de se rendre

(1) C'était dame Marguerite-Louise-Gabrielle du Pont-d'Aubevoye, née à La Flèche et baptisée à Saint-Thomas le 28 avril 1730. Son père était messire François-Charles du Pont-d'Aubevoye, chevalier, seigneur de la Roussière, près Baugé et d'Aubevoye en Coulongé et Le Lude, et de Lauberdière, etc. Sa mère était dame Marguerite-Charlotte Giroust du Tronchet, fille unique de Jean Giroust, seigneur de Miré et de Vaucor, qui mourut à La Flèche, le 16 février 1779 et fut inhumé dans le vestibule de la chapelle de Notre-Dame des Vertus. Elle épousa le 28 décembre 1754, dans la chapelle de Lauberdière, paroisse de Bocé, près Baugé, messire Louis-Hervé-Charles-René de Faudoas, comte de Sérillac, dont le père Charles-René, seigneur de Curlu, avait acheté le comté de Sérillac de son cousin-germain Jacques-Antoine-Pierre de Faudoas, lorsque celui-ci avait quitté le Maine pour s'établir en Normandie. Né le 9 décembre 1723 et baptisé le 15 dans la chapelle du château, le comte Louis-Hervé mourut le 14 novembre 1764, et fut inhumé dans le chœur de l'église de Doucelles en présence de M<sup>e</sup> Yvart, curé de Beaumont et de tout le clergé des environs. Sa veuve chargée de la garde-noble de ses trois enfants mineurs, mourut à Doucelles le 5 mai 1783.



au château de Sérillac, faire la déclaration et payer les frais qui se montèrent à plus de 12 l. A son tour, le Contrôleur de Beaumont fit un commandement pour le même champ « d'un journau de terre », et réclama au fermier 12 l. 18 s. pour le droit d'insinuation, « non compris le voyage de l'huissier ». Il paraît que le contrat fait par les anciennes religieuses avec Guillaume Amiot, n'avait jamais été enregistré ; mais les propriétaires actuelles n'y étaient pour rien, et ne devaient pas être condamnées à une amende.

Il est difficile de faire entendre raison à des gens prévenus. « Je crois, s'écrie M<sup>e</sup> Régnier, que les Beaumontais inventeront tous les jours de nouvelles pièces pour me faire *valter*, et vous en faire coûter ».

Par bonheur, dans le cours de cette même année, eurent lieu deux événements qui changèrent la face des choses, la mort de Mgr de Froulay, évêque du Mans, et la nomination de M. d'Arlanges, seigneur de la Bussonnière, au poste de gouverneur de la ville et château de Beaumont (1). Premier magistrat de la cité, commandant de la force publique, il avait pour devoir de faire vivre les habitants en bonne union et concorde les uns avec les autres ; il eût à cœur de remplir sa mission.

M. d'Arlanges fut installé solennellement à l'Hôtel de ville, le 23 décembre 1767. Quelques jours après, le 27, fête de Saint-Jean, les Officiers Municipaux et de Justice l'amènèrent solennellement assister aux Vêpres dans l'église paroissiale. M. Yvard l'avait annoncé à la Grand'Messe, et il lui adressa un compliment, à l'entrée du chœur. A l'issue

(1) Messire Jean-B.-Gaston-Joseph-Marie d'Arlanges était né à Beaumont le 27 juillet 1731, et baptisé le surlendemain dans l'église Notre-Dame par le curé, M<sup>e</sup> Charles Belin. Il était fils de Jean-B.-Gaston, écuyer, seigneur de la Bussonnière, capitaine d'infanterie au régiment de la Marche-Province, et de Marie Flottey son épouse. M. d'Arlanges paya ses provisions de gouverneur, six mille livres ; ses appointements payés chaque année le 2 février n'étaient que de 500 livres. M. d'Arlanges mourut en 1787 et n'eut pas de successeur dans sa charge.



des Vêpres, on chanta le *Te Deum*, et on donna la bénédiction du Saint-Sacrement. Puis le gouverneur fut reconduit avec les officiers jusques à la porte de l'église où il reçut un flambeau pour allumer le feu de joie préparé par toute la ville qui était sous les armes, c'est-à-dire par la *Jeunesse associée pour l'honneur du Saint-Sacrement* (1), laquelle s'était assemblée à la hâte dès le moment que les tambours et les cloches annoncèrent la réception du Gouverneur à l'Hôtel de ville.

Aux environs de Pâques de cette même année 1767, Mgr Louis-André de Grimaldi des princes de Monaco fut appelé à succéder à Mgr de Froulay à l'évêché du Mans (2),

(1) La Compagnie des Fusiliers du Saint-Sacrement, fut créée à Beaumont en 1753, par M. de Bellier de la Bulsandière, sieur de la Huverie, pour honorer et accompagner le Saint-Sacrement aux processions de la Fête-Dieu, et particulièrement le lundi dans l'octave où se célèbre la fête de la Confrérie. Les fusiliers étaient au nombre de soixante. Outre MM. de la Bulsandière, commandant, de Thiboust de Durcet et le chevalier de Chourses, capitaines, Riballier des Isles, lieutenant, et J. Le Barbier de la Bourdonnière, sous-lieutenant, il y avait deux sergents, Michel Bossard et Jacques Folis, qui étaient chargés de recevoir les cotisations, de payer les dépenses, et d'en rendre compte chaque année à la Compagnie assemblée soit au presbytère, soit à la Maison de ville.

Pour en faire partie, il fallait payer vingt sols d'entrée et chaque année quatre sols d'entretien. La plus forte dépense était de payer les tambours et les fifres, soit pour les réjouissances publiques, soit pour les mariages ou les sépultures.

En 1789, la Compagnie a déjà changé son nom, elle s'appelle la Milice bourgeoise, un peu plus tard, la Milice citoyenne, et enfin en dernier lieu elle s'appelle la Garde nationale.

(2) « Le 31 janvier 1767, raconte M. Yvard, mourut comme subitement Mgr Charles-Louis de Froulay, évêque du Mans ; il était né dans le Bas-Maine, en la terre de ses pères aux environs d'Ambrières, le 16 septembre 1687. Mgr du Crévi, évêque du Mans, étant mort le 1<sup>er</sup> juillet 1723, ledit seigneur de Froulay de Tessé, neveu du maréchal de ce nom, fut sacré évêque du Mans, le 25 février 1724 ; il était déjà abbé de Saint-Maur-sur-Loire, il s'en défit ensuite, et eût l'abbaye de la Couture du Mans.

» On fut assuré de la mort de ce prélat dez le 1<sup>er</sup> février, et le lendemain fête de la Purification j'annonçai sa mort à la grand-messe.



et sacré à Reims le 5 juillet ; il vint au Mans dès les premiers jours d'août.

Son arrivée réjouit beaucoup les habitants de Beaumont. C'était Mgr de Froulay qui avait réuni les biens du couvent des Clarisses au Monastère de La Ferté, et il semblait difficile d'obtenir du zélé prélat qu'il renonçât bénévolement à ce qu'il avait fait. Lui mort, il s'agissait d'agir immédiatement auprès de son successeur. Dès qu'il sut la nomination du nouvel Evêque du Mans, M. Yvard lui écrivit à ce sujet, et Mgr de Grimaldi lui répondit avec toute la politesse possible. Quand il fut arrivé au Mans, il alla avec MM. de la Bulsandière et Leret d'Aubigny, lors échevins (1), et M. Le Sueur, procureur du Roy, saluer Sa Grandeur comme députés de la ville, pour l'honorer et le prier de les favo-

louant l'esprit de gouvernement, la charité et la piété du défunt. La paix qu'il a su entretenir dans son diocèse pendant tout son épiscopat malgré les troubles que les *acceptans* et les *appelans* de la bulle *Unigenitus* de Clément XI, du 8 septembre 1714, causaient en presque toute la France, est une preuve de sa sagesse des plus éclatantes. Sa charité a paru surtout dans les soins qu'il s'est donné pour l'érection du Séminaire de Domfront, et celui de Saint-Charles dans la ville du Mans, et par l'Hôtel-Dieu qu'il a fait bâtir près l'hôpital du Mans et pour lequel il a donné beaucoup, sans avoir eu la consolation de le perfectionner assez pour y voir loger les pauvres malades. Sa piété a paru dans sa conduite ne manquant jamais un jour, tant qu'il était au Mans, d'assister à la Sainte Messe, et dans l'impression du Bréviaire, etc. Le Chapitre du Mans ne tarda pas à donner un Mandement pour un service solennel. Après l'avoir lu au prône et paraphrasé, tout le monde se mit à genoux et je dis une prière à Dieu pour lui demander un bon successeur. Le dimanche au soir après l'oraison nous chantâmes le *Dies iræ*, et le lendemain... trois messes solennelles... auxquelles MM. de Justice et Officiers municipaux furent invités et assistèrent. »

(1) Au 1<sup>er</sup> juillet 1767 les deux échevins étaient Norbert Leret d'Aubigny, contrôleur, et Claude de Bellier de la Bulsandière, écuyer.

Les trois conseillers étaient François Lehault, avocat, Quentin Aubert, notaire, et Brunet du Moland, écuyer.

Les six notables étaient Gabriel-Louis-René Yvard, curé, Pierre Coutard, vicaire, Étienne Guitton, avocat, Jacques Philippe, marchand drapier, Jacques Legoux, cordonnier et François Fontaine, notaire.



riser pour *rentrer dans les biens* du Couvent de Beaumont, ce qu'il leur promit et fit effectuer bientôt par une transaction.

De leur côté les religieuses de La Ferté, tentèrent une démarche auprès du nouvel évêque. Celui-ci et les grands-vicaires promirent de se mettre au fait de tout ce qui regardait le Couvent de Beaumont, et demandèrent un mémoire exact, ainsi que toutes les pièces qui concernaient la réunion. Le gouverneur, Messire d'Arlanges, et le procureur du roi donnèrent à leur tour des explications à Sa Grandeur et précisèrent leur demande. Ils désiraient certainement « s'approprier tout ce qui avait été donné » au couvent de La Ferté, mais par crainte d'être refusés, ils ne demandèrent que « la maison du couvent et le bordage tout proche, et la rente sur la *Fabrique* (1). En conséquence, M. Régnier conseillait d'écrire au nouvel Evêque, pour que tout au moins, il ne permette que cela avec tous les arrérages qui étaient dûs ; quelques jours après, le 6 juin 1768, il confirmait ce premier rapport :

« Il m'a été assuré, écrit-il à Sœur Cureau, que M. le curé de Beaumont a été voir notre Prélat la semaine dernière, que Sa Grandeur lui a *accordé* la maison de l'ancien couvent, une petite maison affermée seize livres, le bordage de la Roche, la rente de vingt livres sur la Fabrique et les arrérages de ladite rente montant à 300 livres échue du 7 mars dernier. *Je le crois*, le bordager m'a assuré qu'il lui avait été fait deffense de me donner un sol. Faites en sorte, que le bordage vous reste avec la pièce de terre de deux journaux qui faisait partie de l'enclos des anciennes dames religieuses. Il court un faux bruit à Beaumont, que j'ai donné un état de votre revenu, cela vient de quelques jaloux qui m'en veulent, aussi bien que la lettre qui vous annonçait que je ne pouvais plus m'appliquer à aucune

(1) Le bordage de la Roche était affermé 145 livres, la rente de la Fabrique se montait à 20 livres. Cette demande pouvait valoir 9,000 l.



affaire. Ma santé est grâce à Dieu très bonne, travaillant comme à l'ordinaire ».

De leur côté, les Officiers de Beaumont ne restaient pas inactifs. Sur la demande de Mgr de Grimaldi, ils dressèrent les propositions suivantes, sous la forme d'un projet, où ils maintenaient toutes leurs anciennes demandes.

D'abord, ils faisaient observer : 1<sup>o</sup> Qu'il avait été procédé au procès-verbal *de commodo et incommodo*, sur lequel était intervenue une sentence portant le *commodo* de la réunion à la dite communauté de La Ferté-Bernard, en conséquence de laquelle sentence, lesdites Religieuses se seroient pourvues et auroient obtenu Lettres-patentes portant réunion à leur communauté des fonds de celle dudit Beaumont, desquelles Lettres-patentes elles avaient requis leur enregistrement au siège de Beaumont : ce qui était absolument nécessaire pour acquérir la propriété des fonds réunis à leur Communauté. — 2<sup>o</sup> Que l'enregistrement requis par les Religieuses de La Ferté n'avait point été fait jusqu'à présent pour les raisons et moyens cy-après détaillés : *le premier*, fondé sur ce que les biens dépendants de l'ancienne communauté de Beaumont devaient être regardés comme fonds patrimoniaux des habitants ; *le second*, sur la nullité formelle du procès-verbal *de commodo et incommodo* qui devait être fait sur les lieux, et qui, au contraire, avait été dressé à l'hôtel des juges du Mans sur le témoignage de huit ou neuf particuliers étrangers, incapables par conséquent de lier les intérêts de la ville de Beaumont.

Lesquelles réquisitions d'enregistrement et moyens de non-enregistrement auroient occasionné des contestations entre les religieuses de La Ferté et le procureur du roy au siège de Beaumont, qui étaient actuellement pendantes et indécises au Parlement.

C'est pour éviter les suites de cette contestation que les



parties voulaient transiger ensemble en la forme et manière qui suit par transaction pure, simple et irrévocable :

« Nous Soussignés, Supérieure et Religieuses du Couvent de La Ferté-Bernard après nous être capitulairement assemblées, d'une part,

Gouverneur de Beaumont, Procureur du Roy au siège royal dud. Beaumont-le-Vicomte et Officiers Municipaux dudit lieu, faisant pour et au nom de la Communauté, d'autre part,

Sommes convenus de ce qui suit, sçavoir :

Que nous Gouverneur, Procureur du roy et Officiers municipaux par respect pour la décision de Mgr de Grimaldi Evesque du Mans, et par reconnaissance du vif intérêt qu'il a pris dans la contestation, nous obligeons de consentir l'enregistrement des dites lettres sous les modifications cy-après :

Sçavoir que l'église, les bâtiments, le prix des matériaux en dépendants qui pouroient avoir été enlevés par aucun des habitants dudit Beaumont, ensemble le lieu et bordage actuellement affermé au nommé Champroux, circonstances et dépendances situés audit Beaumont, y compris une petite maison et jardin au-devant, étant dans l'enclave du dit bordage affermé au nommé Jardin, et une rente de 20 livres dont la fabrique de Beaumont était chargée envers la Communauté des Religieuses de Beaumont pour l'acquit de la fondation du *Pange lingua*, tous les jeudys de chaque semaine, demeureront en pleine propriété aux habitans et Communauté dudit Beaumont, à charge par eux et à quoy ils s'obligent, de faire acquitter la susdite fondation par le Clergé dudit Beaumont, qui, à cet effet, jouira de ladite rente de 20 l., desquels biens et rentes lesdits habitans entreront en propriété dès ce jour, et en jouissance pour les fonds à partir de Pasques dernier, soit pour le *bouillon des pauvres*, soit pour *l'instruction de la jeunesse*, et de la rente, à partir du dernier terme échu dont les anciens arré-



rages seront payés aux dites dames Religieuses de La Ferté par le procureur de Fabrique dudit Beaumont, et au moyen de laquelle modification et distraction des objets cy-dessus spécifiés, la réunion faite au couvent de La Ferté aura lieu pour le surplus des fonds dépendants de l'ancienne Communauté dudit Beaumont à la charge par elles d'acquitter les autres fondations et charges quelconques de ladite ancienne Communauté.

Et nous Supérieure, Religieuses du Couvent de La Ferté par respect et soumission aux ordres et décisions de notre Seigneur Evesque du Mans, avons agréé et consenty au profit des habitans dudit Beaumont la distraction des fonds et rentes cy-devant désignées de la réunion entière de la Communauté de Beaumont à la nôtre, nous obligeant d'acquitter tout ce dont étaient chargées les Religieuses de Beaumont et de remettre auxdits habitans tous les titres de propriété des fonds cy-devant énoncés et distraits.

Et pour que la présente transaction soit chose stable, nous consentons réciproquement que sentence soit rendue au siège de Beaumont conformément et aux termes d'icelle sans en écarter en aucun point, laquelle sentence sera aux frais des habitans dudit Beaumont ainsy que l'homologation s'il en est besoin. Ce fait, les instances, procédures et contestations demeurent terminées et assoupies sans aucuns dépens de part ny d'autre, même de ceux faits à l'encontre de la Fabrique dudit Beaumont. A ce moyen, nous, procureur du roy donnons main-levée pure et simple aux dites dames Religieuses de La Ferté, des saisies et arrêts que nous aurions fait faire sur les fermiers ou locataires des biens dépendants de ladite ancienne Communauté de Beaumont.

Et au cas qu'il soit besoin de faire controller la présente transaction pour s'en servir contre icelle, soit mesme qu'on fut forcé de la produire, les droits de controle et centième denier s'il en est deu, seront payés par ceux qui l'auront



requis ou qui y seront forcés, et pour liquider les dits droits, nous avons affirmé que tous les biens et rentes dépendant de ladite ancienne Communauté de Beaumont ne peuvent valoir en principal que la somme de seize mille livres. L'accord fut approuvé par l'Evêque du Mans et signé par lui, le 9 juin 1768, ainsi que par les Religieuses de La Ferté : Sœur Dutailis, supérieure ; Sœur Cureau, religieuse, seconde procureuse ; Sœur Orry ; Sœur de Bonvoust ; Sœur Courcelle, religieuses de N.-D. de La Ferté-Bernard. A la suite on trouve les signatures de MM. d'Arlandes, gouverneur, Yvard, curé de Beaumont et notable, Le Sueur, procureur du roy, de la Bulsandière, échevin, Leret d'Aubigny, échevin, Percheron, subdélégué, Guitton, avocat, Fontaine, notaire, Jacques Philippe, notable, du Molland, conseiller à l'Hôtel de ville, Aubert, notaire royal, Coustard, vicaire de Beaumont et notable, Lehault, conseiller de ville, J. Legoust, notable, Abot, procureur de Fabrique, Esnault, et Louveau, marchand.

Comme on l'a vu, ce n'étaient là que les premières lignes d'un accord à intervenir, mais cet accord devait presque forcément aboutir, car il était revêtu des signatures des représentants des deux partis et surtout approuvé hautement par le nouvel évêque du Mans. Cependant les signatures définitives ne furent apposées que plusieurs années plus tard.

D'après ce projet, les habitants de Beaumont avaient tout ce qu'ils désiraient, mais, il faut bien le dire, c'était au détriment des pauvres Religieuses de La Ferté. Laissons à ce sujet la parole à Sœur Cureau, qui, en cette circonstance se montra doublement leur procureuse, et nous fera connaître leurs sentiments intimes.

« Toute la ville de Beaumont se ligue contre nous, écrit-elle, depuis le premier jusqu'au dernier : il n'y a pas jusqu'au curé qui dit que ce revenu est des biens patrimo-



niaux de la ville, pendant que plusieurs religieuses n'en étaient pas (1). Ce Curé n'a laissé de tourmenter le nouvel evesque, afin de luy remettre la maison pour faire un hôpital (2) et une autre petite maison, le bordage qui est le plus considérable objet sur lequel est affectée la rente de dix livres pour l'hôpital du Mans, auquel il ne semble pas vouloir s'en charger, en tous cas, je ne serai pas si exacte à la payer, et je saurai bien dire que nous n'avons plus l'endroit sur lequel cette rente est hypothéquée. Ce qu'un evesque nous avait donné, l'autre, à la sollicitation du Curé, nous l'ôte, mais à charge que l'on donnera main-levée à tous ceux qui doivent tous les arrérages, et que la rente sur la Fabrique leur demeure aussi, à condition qu'ils paieront tout le vieux dû.

« Il nous a fallu signer cela par obéissance, mais *pas de bon cœur*, je vous l'avoue, mais que faire ? Les poursuites que nous aurions pu faire, nous auraient été très coûteuses ; si nous avons eu quelque chose, nous avons aussi dépensé, et bien de l'embarras, aussi bien que vous. Sans doute que l'on ne vous a pas dit toutes les poursuites que ces messieurs de Beaumont ont faites pour nous priver de tous ces objets que je vous marque, et je suis bien aise de vous en donner connaissance ».

Quelques jours après, elle continuait sur le même sujet, qui, on le conçoit, lui tenait à cœur :

« Vous avez été sans doute bien surpris de ce que je vous ai mandé au sujet de l'*arrangement que M<sup>r</sup> notre evesque a fait* : aujourd'hui, le curé de Beaumont écrit que l'on ait à envoyer une procuration à un avocat de cette ville pour leur signifier cet arrangement. Voyez avec M. Lehault de quelle façon il faut qu'elle soit faite, et m'en envoyez une

(1) Sœur Cureau a raison ; un grand nombre de religieuses étaient étrangères à Beaumont.

(2) C'était aussi le désir de son vénéré prédécesseur, M. Bélin, et certes, on ne doit pas l'incriminer pour cela.



petite copie afin que je la donne à M. Boisbonnin, notre notaire ici, car il faut que nous la signions, après, je vous l'enverrai. Si M. Lehault en parlait au curé, sans faire semblant de rien, il vous en rendrait raison, et du moins la procuration serait en bonne forme... »

Conformément à ce désir, M. Régnier se rendit le mardi suivant à Beaumont : « Ayant rencontré par hasard M. le curé de Beaumont, écrit-il le 4 août, nous fûmes ensemble chez M. Lehault votre avocat, il y avait grande compagnie pour affaires qui concernaient la ville ; nous ne parlâmes presque de rien, sinon qu'ils me demandèrent si j'avais une lettre de votre part. Leur ayant fait réponse que oui, ils me la demandèrent avec instance à voir ; ils ne l'ont point vue, ils ne la verront jamais. Laissant sortir tout le monde, ayant demandé à M. le curé pourquoi il vous avait écrit et de quoi il s'agissait, il me fit réponse qu'il vous l'avait mandé dans sa lettre. Nous restâmes seuls M. Lehault et moi, je lui dis auparavant toutes choses, qu'il était absolument nécessaire pour vous, que tous vos arrêts fussent enregistrés au greffe de cette ville, ce qu'il convint. »

Mais le procureur du roi étant à Château-du-Loir, pour recueillir la succession de son beau-frère (1) et lui seul ayant tous les arrêts de réunion, il faut attendre son retour pour faire quelque chose. D'ailleurs, les religieuses de La Ferté n'étaient pas pressées de conclure, et elles ne craignaient pas de dire et d'écrire à leur correspondant « qu'on leur avait fait signer une pièce dont elles n'avaient pas copie ».

Elles doutaient de la parole des gens de Beaumont, et n'avaient confiance en personne, encore moins dans « le

(1) Augustin Drouet d'Aubigné, procureur du roi au siège royal de Château-du-Loir. En 1584, on trouve un Pierre Drouet sr d'Aubigné, parrain au Tronchet. (*Archives*, I, p. 159.)

Cette famille semble originaire d'Assé-le-Boisne.



petit curé » qu'en tout autre. Sœur Cureau se réjouit fort de ce que M. Régnier n'avait pas satisfait la curiosité du curé qui voulait savoir leur manière de penser sur toutes les entreprises qu'il avait faites à cette occasion ; d'ailleurs, si elles sont encore obligées de payer la rente due à l'hôpital du Mans, malgré qu'elles n'aient plus la terre, c'est encore « un tour de ruse du curé » (1).

Le 14 octobre suivant, M. de la Ronce confirme ce que les sœurs avaient dit qu'elles n'avaient pas le mémoire qu'on leur avait fait signer : « M<sup>sr</sup> notre prélat l'a donné ou envoyé à messieurs de Beaumont, je l'ai vu hier chez un d'eux qui ne voulut pas me permettre de le lire, et il me dit seulement qu'ils étaient *tous deux* à Beaumont ». S'ils agissent ainsi, conclut sœur Cureau, c'est qu'ils veulent « tâcher de toucher plus qu'il ne faut », sur les revenus des biens et sur les rentes.

Dans toute cette affaire, il sera vrai de dire jusqu'à la fin que les religieuses de Notre-Dame « seront toujours chicanées par les habitants de Beaumont qui voudraient avoir le dernier sou qu'elles possédaient de leur ancien couvent », et aussi, que le procureur du roi montrera la plus mauvaise volonté, malgré toutes leurs concessions.

Pour en finir, « M. de la Ronce ayant reçu une procuration de La Ferté », les grands-vicaires s'empressèrent d'en instruire M. Yvard. Mais celui-ci ne voyant pas venir le fondé de pouvoirs, lui écrit qu'il en est averti, et le presse de venir au plus tôt. Malgré qu'il fut « au lit, ayant mal à une jambe », M. Régnier avait raison de ne pas se presser. Ces messieurs de Beaumont voulaient encore le faire « valter » comme autrefois, et le procureur, après lui avoir promis « de monter au siège pour donner ses conclusions » dès six heures du matin, « au lieu d'aller au palais, s'en fût diner chez un de ses parents à une lieue de Beaumont ». Il

(1) Lettre du 2 octobre 1768.



est facile de comprendre la colère du notaire d'Assé, devant ce procédé vraiment trop incorrect.

Il n'était pas le seul, cependant, à agir de la sorte. La transaction n'était encore qu'à l'état de projet, les religieuses n'en avaient même pas une copie, et déjà les officiers municipaux disposaient des bâtiments et des matériaux qui en provenaient.

Le 13 décembre 1768, en présence du procureur du roi ils délibèrent « sur l'usage à faire des matériaux provenant de la démolition indispensable d'une partie de l'église et de deux bâtiments au bout d'icelle ». Ils ne les mettent pas encore en vente, mais ils choisissent un d'entr'eux, M. de la Bourdonnière, comme commissaire chargé de veiller « à l'amas et conservation d'edits matériaux, et le sr Percheron des Fossés, de les faire ramasser avec soin, et de faire recette de ceux qui ont déjà été enlevés par certains particuliers (1).

En attendant, les pauvres religieuses de La Ferté ne recevant rien de leurs débiteurs, étaient dans une véritable détresse. « Le blé, écrivait sœur Cureau, est cher à faire trembler, encore, a-t-on bien de la peine à faire déterminer le *paisant* à le donner, il s'imagine, je crois, qu'il viendra à une pistolle le boisseau ; c'est aujourd'huy le *paisant* qui a l'argent ». M. de la Ronce lui ayant dit qu'il avait 500 l. à sa disposition, elle répondait « qu'elle n'osait risquer ses domestiques à faire le voyage, joint qu'il court de forts mauvais garnements qui arrêtent le monde, et ne leur font pas de grâce ». Et cependant d'après M. Régnier, « malgré que les blés et autres choses soient malheureusement chers, qu'on n'est point en sûreté chez soi, et qu'on soit accablé d'un grand nombre de pauvres, on ne parle point à Beaumont d'aucun vol sur les grands chemins ». Cela ne suffisait pas à la rassurer, aussi, « j'ai pensé, dit-

(1) *Délibération de l'Hôtel de Ville de Beaumont*. 12 décembre 1768.



elle, que comme vous n'êtes pas si éloigné du Mans que d'ici, si vous connaissiez du monde sûr qui y allât, ils pourraient mettre ce que vous leur donneriez chez ma sœur ; elle s'appelle Madame Vallienne (1) proche les Minimes aux Halles du Mans, et elle a des occasions toutes les semaines qui viennent à La Ferté ; je lui enverrai votre quittance. Je presse d'autant plus qu'il faut acheter du bled et profiter des jours qu'il diminue au marché ici ».

Après la cherté du blé, la seconde préoccupation de Sœur Cureau est de savoir où en sont les affaires de Beaumont : Je vous dirai que le *petit curé* a écrit à la mère Supérieure ; je suis en peine si vous avez été appelé quand ils ont fait l'arrangement. Ils marquent que cela doit être

(1) La famille Cureau qui paraît originaire de Saint-Jean-d'Assé, devint par sa fortune et par les charges dont elle fut investie une des plus considérables du Mans. Dans un acte de notoriété dressé en 1768, devant Cabaret, notaire au Mans, il est dit que « ladite famille compte parmi ses ancêtres Marin Cureau de La Chambre, médecin de Louis XIII, et conseiller de son conseil privé et de l'Académie Française ». Le célèbre académicien naquit en effet à Saint-Jean-d'Assé en 1596.

Madeleine Cureau, fille de Charles Cureau avocat et notaire au Mans, était née en 1688. Elle entra au noviciat des religieuses de Notre-Dame à La Ferté, étant encore très jeune : car à 18 ans, en 1716, elle est déjà religieuse professe. Elle fut nommée dépositaire en 1746, supérieure pendant un an environ, lors de la déposition de sœur Chaudru, puis elle reprit sa charge de « procureuse » jusqu'à la fin de sa vie comme nous le verrons par la suite.

Sa sœur cadette Catherine-Suzanne, avait épousé en décembre 1732, Jean Valienne, ancien maître des forges d'Anthoigné et d'Orthe, fermier de la terre de Vassé, demeurant au château de Vassé, et veuf de Marie Mahot, fille de Nicolas Mahot, maître des grosses forges de l'Aune en Montreuil. Elle-même était veuve dès 1743. Elle eut plusieurs enfants.

L'hôtel Cureau au Mans était situé à l'angle de la place des Halles et de la rue du Port. C'est là qu'est morte l'infortunée veuve du maire massacré à Ballon.

V. *Inventaire des Minutes des Notaires*, II, 316, VI, 170 ; MM. Chardon et Kerviler : *Marin Cureau de la Chambre*, *Revue du Maine et Bulletin de la Société d'Agriculture*, 1874 ; abbé Coutard, *Essai de toponymie*, p. 52, note 2.



homologué au Parlement, et qu'il ne nous en coûtera rien ; encore beaucoup de grâce, après nous prendre ce qui nous avait été donné par le Roy. Mandez-moi je vous prie, comment le tout est allé, j'en suis en peine ».

M. Yvard, en effet, se mettait à la tête du mouvement. Puisque l'affaire était réglée en principe ; il fallait la terminer au plus tôt. Ne recevant pas de réponse catégorique de La Ferté, il écrit, à la date du 2 mars 1769, à M. de la Ronce, notaire royal au Gué-d'Assé (1).

« La crainte où je suis que vous n'ayez point reçu la lettre que je vous écrivis hier et la nécessité où nous sommes de connaître au plus tôt l'intention des Dames religieuses de La Ferté, m'obligent de vous envoyer cet exprès ; je vous prie donc de me marquer, par le porteur, la réponse que vous a faite Madame la Supérieure, car elle m'a mandé vous avoir marqué ses intentions sans me les dire ». Il ajoute que si les chemins étaient plus praticables, il serait allé le trouver lui-même, mais il n'a point de cheval ; d'ailleurs s'il fait beau, il ira le lendemain jeudi dîner chez M. de la Bulsandière, à la Huverie (2) ; que M. Régnier y vienne en se promenant, c'est à moitié chemin d'Assé.

(1) Le vieux château-fort d'Assé-le-Riboul, bâti sur un monticule assez élevé, défendait le passage à gué sur la Longuève, appelé dès la plus haute antiquité le *Gué d'Assé*. En 1125, un *Joscelinus de Vado* est témoin avec Garin, prêtre d'Assé, de la donation du prieuré de Gennes à l'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers. En 1234, Gervais Martel *de Vado de Asceio le Ribole*, fait don au prieuré d'Assé de tous ses droits sur les vignes de Saliborde, en présence de Hugues de Corbon, sénéchal d'Assé et de toute la paroisse. (Voir Bertrand de Broussillon, *Cartulaire d'Assé-le-Riboul*, p. 12 à 28.) — Dès 1700, Charles-François Gravelle, licencié ès-lois, demeurant au Mans, paroisse de Saint-Vincent était propriétaire du Gué d'Assé, qu'il laissa à sa mort arrivée en 1726, à sa veuve Renée-Madeleine Bouvier. Celle-ci ne mourut qu'en 1759. Ses deux enfants Pierre-René et Charles se partagèrent ses biens en 1763.

(2) La Huverie, terre fieffée, située sur la route d'Assé, à environ un kilomètre de la ville de Beaumont. Ses premiers possesseurs étaient de la famille des Martin de Crottay. Par suite de mariage elle passa



(Le bon curé exagérait, à son avantage, les distances respectives).

L'entrevue n'aboutit à rien, chacun voulait défendre sa cause avec ardeur et conserver ses droits. Cependant il fallait en finir. La procureuse de La Ferté, sœur Courcelle, transmit donc ses dernières instructions à M. de la Ronce, et lui promit de lui envoyer sa procuration en blanc. Ce n'était pas assez, M. Yvard, poursuivant ses avantages, écrivait partout, aux grands vicaires du Mans, à M. Régnier et enfin aux religieuses de La Ferté, les conjurant d'en finir. Le 14 octobre 1770, toutes les sœurs signèrent la lettre suivante envoyée au régisseur de leurs biens :

« La lettre de M. le Curé de Beaumont est des plus pressantes, nous avons cru ne devoir point différer de nous rendre *aux désirs de ce respectable pasteur* ; mais nous avons cependant jugé qu'il serait nécessaire, avant d'envoyer notre procuration pour transiger en définitif avec messieurs de Beaumont, de nous assurer des arrérages dus, tant du bordage et de la maison abandonnée que de la rente de 20 l. sur la Fabrique de Beaumont. Cette dernière ne souffre point de difficultés étant exprimée dans les Lettres-patentes ; mais il n'en est pas de même des arrérages du bordage et de la maison que nous leur abandonnons. Ainsi, Monsieur, nous vous prions de proposer de notre part à Messieurs de Beaumont qu'ils se rendent garants desdits arrérages ; si les fermiers sont bons, ils ne risquent rien ; s'ils se trouvent insolubles, ne sont-ils pas les auteurs de cette perte, par les arrêts qu'ils ont fait et qui ont empêché que nous fussions payées. Si ces Messieurs se rendent à la justice de notre demande et que vous nous envoyiez le résultat de leur délibération à cet égard, nous

dans la famille Sorgan de la Courbe. M. Claude de Bellier sieur de la Bulsandière en devint propriétaire en 1728. A sa mort arrivée en 1787, M. Rivault, conseiller au présidial du Mans, en fit l'acquisition.



vous enverrons une procuration en forme, qui, conservant nos intérêts, mettra ces Messieurs dans le cas de jouir du bien abandonné ».

Elles font ensuite quelques recommandations à M. Régnier, à propos de nouveaux titres de rente à exiger, elles l'invitent à venir à La Ferté, pour « concerter ensemble des moyens qu'on pourrait prendre pour tirer le plus de parti que nous pourrions des *petites misères* que nous conservons de la réunion de Beaumont ».

Et elles signent : « Sœur Dutailis, supérieure, Sœur Cureau, religieuse, Sœur Orry, Sœur de Bonvoust, Sœur Courcelle, religieuse procureuse, Sœur Torsay, religieuse, Sœur Verrier, religieuse.

M. Yvard écrivit de nouveau à M. Régnier « pour savoir s'il avait enfin reçu la procuration, le priant de la lui communiquer, afin de faire faire l'acte à tête reposée » ; d'ailleurs, si l'on ne terminait promptement, il craignait qu'il n'y eut « du trouble à Beaumont ».

Sœur Cureau qui connaissait la question pour l'avoir traitée dès le commencement intervint de nouveau, et ses paroles sont toujours amères contre « le petit curé », le principal auteur de leur perte.

« L'empressement de M. le curé de Beaumont n'aura pas été satisfait sur le retard de notre réponse : il s'agit, avant que de rien conclure, de savoir à quoi se peut monter ce qu'il désire pour son *prétendu hôpital*, et ce qu'il nous ôte sur le don du roy, nous serons bien aises d'être au fait, avant que de conclure cette affaire et donner notre consentement, l'empressement du curé m'a été suspect, et nous avons demandé ces mêmes raisons à MM. les grands vicaires qui ne s'y sont point opposés. »

La vénérable religieuse conclut en priant M. Régnier de ne communiquer sa lettre à personne, « cela pourrait causer quelque brouillerie, et nous faire des affaires à l'évêché », C'était en effet, leur crainte perpétuelle. Quelques jours



après, la Supérieure assurait qu'elle ne voulait point « par sa faute retarder l'accomplissement des désirs de notre illustre prélat, » et les deux procureuses étaient très mécontentes de ce que M. Yvard, « le vénérable sieur curé » avait dit « qu'il irait voir M<sup>sr</sup> notre prélat, qu'il lui porterait la transaction afin de l'envoyer lui-même pour la faire signer ».

Cette manière de recourir à l'évêché était capable de faire croire que « les mesures qu'elles avaient prises, étaient un détour pour éloigner une fin d'affaire que, quoique préjudiciable à leurs intérêts, elles désiraient sincèrement de consommer pour remplir les vues de l'illustre prélat, de mériter ses bontés en sacrifiant ce qui pouvait contribuer à leur bien-être (1). »

Enfin elles envoient la procuration si désirée « avec la transaction intervenue entre elles et les habitants de Beaumont. »

« Le 13<sup>e</sup> jour du mois de febvrier 1771.

» Par devant les notaires royaux au Maine, en la résidence de la ville de La Ferté-Bernard, y demeurant soussignez.

» Furent présentes dames Marie Jolivet du Taillis, supérieure des religieuses de Notre-Dame dudit La Ferté, établies paroisse de Cherré, dame Magdelaine Cureau, seconde, dame Marie-Anne Courcelle, procureuse (2),

(1) Lettre du 17 février 1771.

(2) Sœur Courcelles était la sœur de Mathurin-Charles de Courcelles, maître de forges à Valençay en Berry. Il avait épousé Charlotte Fremin, dont il eut une fille qui dès l'âge de quatre ans fut élevée par sa tante au monastère de La Ferté, son père s'étant ruiné par des recherches et expériences sur la manière « d'employer le charbon de terre dans les forges à fer ». Il mourut à Nevers le 15 octobre 1782, âgé d'environ 50 ans. Marie-Renée de Courcelles avait autrefois épousé le prévôt provincial du Maine, Daniel Nepveu, le grand-père du chanoine Nepveu de la Manouillère. Sœur Courcelles novice à La Ferté dès 1765 prononça ses vœux le 8 avril 1767, entre les mains du même chanoine son parent, qui nous raconte la cérémonie dans ses *Mémoires*, en



dames Louise Orry, Marie-Françoise de Bonvoust, Anne le Verrier, Marthe-Magdelaine Courtin de Torsay (1), et Marguerite Desroches, toutes religieuses de ladite communauté, capitulairement assemblées au son de la cloche à la manière accoutumée, au parloir haut de leurs maisons où nous notaires, nous sommes transportés à leur réquisition à l'effet cy-après ; lesquelles dames après avoir pris communication et lecture de la copie collationnée par M<sup>e</sup> Fontaine, notaire royal à Beaumont-le-Vicomte, d'un arrêt de nos seigneurs du Parlement portant enregistrement des lettres-patentes accordées par Sa Majesté au mois de janvier dernier aux habitants de la ditte ville de Beaumont-le-Vicomte pour posséder les biens-fonds et rentes à eux abandonnés par lesdites dames religieuses de La Ferté : ont par ces présentes, icelles dames comparantes, tant pour elles que pour leur ditte communauté, fait et constitué pour leur procureur général et spécial, la personne de M<sup>e</sup> François Régnier de la Ronce, notaire royal en la résidence d'Asséle-Riboulle, y demeurant, auquel elles donnent plein et entier pouvoir de, pour elles et en leurs noms de consentir la transaction ordonnée par ledit arrêt du Parlement susmentionné, laquelle transaction sera faite avec lesdits sieurs habitants de Beaumont et à leurs frais, conformé-

ajoutant : « C'est Madame du Taillis prieure nommée par le Roi, qui a fait tenir le Chapitre pour la recevoir ».

En novembre 1792, Marie-Anne de Courcelles « ci-devant religieuse de Notre-Dame de La Ferté-Bernard » accompagnée de Louise du Cœur-Joli, assiste au contrat de mariage de sa nièce Charlotte-Thérèse de Courcelles avec « le citoyen Michel-François-Louis-Jean de la Mustière, bailli de La Ferté.

(Voir *Mémoires du chanoine Nepveu de la Manouillère*, I, 60 ; II, 52 ; *Inventaire des Minutes des Notaires*, II, 286.)

(1) Marthe-Madeleine naquit et fut baptisée à Nogent-le-Rotrou, le 6 juillet 1745. Elle était fille de Jacques-Denis de la branche cadette des Courtin de Torsay et de Louise-Françoise Pesseau, dont le père était procureur du roi à la maison de ville de Nogent-le-Rotrou. Elle mourut au couvent des religieuses le 8 mars 1775. (V. O. de Poli, *Histoire généalogique des Courtin*, p. 130.)



ment au projet attaché sous le contre-scel des dites lettres-patentes, pour leur assurer irrévocablement les biens immeubles détaillés et spécifiés dans ledit projet pour par lesdits habitants de Beaumont, en jouir conformément aux dites lettres-patentes et arrêt d'enregistrement d'icelles, et aux charges et conditions mentionnées dans ledit projet de transaction, sans qu'ils puissent y être troublés par les dites dames constituantes qui, de leur côté, n'entendent point être inquiétées ny recherchées en aucune manière pour raison desdits biens qu'elles ont abandonnés aux habitants dudit Beaumont, qui seront tenus de les prendre dans l'état qu'ils sont actuellement.

» Laquelle transaction étant faite à ces conditions, les dites dames en en consentant autant que de besoin, l'homologation au Parlement, aux frais desdits habitants, et promettent et *s'obligent d'avoir le tout pour agréable*, renonçant à venir contre, sous quelque prétexte que ce soit, et sera la copie de la dite transaction délivrée aux dites dames aux frais des habitants de Beaumont, dont acte, et les avons jugez de leur consentement après lecture.

» Fait et arrêté audit parloir haut, lesdits jour et an que dessus et ont toutes les dites dames présentement signé avec nous notaires. La minute des présentes est signée s<sup>r</sup> du Taillis, sup<sup>re</sup>, s<sup>r</sup> Cureau rel<sup>se</sup>, s<sup>r</sup> Orry, s<sup>r</sup> de Bonvoust, s<sup>r</sup> Courcelle, procureuse, s<sup>r</sup> Torsay, s<sup>r</sup> Verrier, s<sup>r</sup> Desroches, Charbonnier, notaire second, et de nous Boisbonnin, notaire passeur soussigné, vers qui elles demeurent. »

Quelques jours après, le 26 février 1771, la transaction, absolument conforme au projet de 1768, fut arrêtée et signée par « les messieurs de Beaumont ». Les 300 livres dues par la Fabrique de Beaumont furent payées, à condition que les titres fussent remis de part et d'autre. L'assemblée des habitants fut tumultueuse, à tel point que M<sup>e</sup> de la Ronce n'ose le raconter dans ses lettres. » Je ne vous dis rien, écrit-il, le 4 mars suivant, de ce qui a été dit entre le



respectable curé et habitants de Beaumont et moi, j'aurai l'honneur de vous conter bien des choses, lorsque je vous ferai ma révérence ».

« Voilà donc enfin les chicanes finies à l'avantage de ces messieurs, lui répond sœur Cureau, vous avez eu bien du mal, et je vous assure que nous en sommes reconnaissantes » (1).

Tout est bien qui finit bien. Mais s'il n'y avait plus de discussion sur l'objet principal, il restait encore bien des détails à régler, source de nouveaux conflits. C'était d'abord la rente de 10 livres due à l'hôpital du Mans, assise sur le Champ-Savary, qui faisait partie du bordage de la Roche, cédé en toute propriété à la ville de Beaumont. Il semble que les religieuses de La Ferté n'auraient pas dû continuer à payer cette rente, puisqu'elles ne possédaient plus le fond sur lequel elle était assise. C'est ce qu'avait compris l'administration de l'hôpital, car il se trouve au dossier une lettre datée du 23 juin 1771, par laquelle M. Guitton, receveur de l'hôpital du Mans, mande à M. de la Ronce qui avait abandonné Assé-le-Riboul pour se retirer à Neuvillalais, qu'après avoir écrit à ce sujet à M. le Curé de Beaumont, il s'adressait à lui pour savoir à quoi s'en tenir. M. Yvard, en effet, lui avait répondu que les religieuses « s'étaient engagées, par leur transaction, à payer toutes les charges de l'ancien couvent de Beaumont, et que les fonds qui restaient à la ville étaient libres de toutes choses. »

(1) Le 19 juillet 1771, M<sup>e</sup> François Régnier, rendit son compte, toutes choses terminées. L'approbation du compte, signée par toutes les religieuses, nous fait connaître leurs différents emplois : « Sœur Marie Jolivet du Taillis, supérieure, Magdelaine Cureau, seconde et procureuse, Louise Orry, Marie-Françoise Bonvoust, portière et lingère, Marie-Anne Courcellé, seconde procureuse et préfète des classes, Anne Verrier, infirmière, Marthe-Magdelaine Courtin de Torsay, dépen-sière, Marguerite-Anne Desroches, portière. La supérieure sœur du Taillis, fatiguée, donna sa démission et s'en retourna « dans son couvent à Laval », le 2 septembre 1771.



A cette époque, M. de Cabrières (1), vicaire général, fut nommé supérieur du Monastère de La Ferté. Ce fut lui qui, en cette qualité, se chargea de diriger et les religieuses et leur mandataire. Dès le 17 juillet étant à La Ferté, il pria M. de la Ronce « de faire rentrer aussi incessamment que faire se pourra les articles de reprises », s'il y a doute pour engager des poursuites, « consulter les avocats du Mans » et lui-même, et enfin « envoyer les rentes chaque année au mois de mai et par lettres de change ».

Il n'est donc pas étonnant de voir les religieuses s'adresser à M. de Cabrières « pour l'engager à représenter à Monseigneur qu'il était surprenant qu'elles soient obligées de payer la rente due à l'Hôpital du Mans, hypothéquée sur une terre qu'elles n'avaient plus ». Le receveur de l'hôpital « nous menace de frais, disent-elles, et cela par les conseils du petit curé ; son zèle paraît grand et c'est par soumission à Monseigneur que nous consentons à faire cette rente (2) ». M. de Cabrières avait été sollicité d'un

(1) L'abbé Joseph-Gaspard de Cabrières, fils du receveur des décimes du diocèse de Rodez, était docteur en théologie et prieur commandataire de Roussenac ; il était protégé par son évêque, oncle de Mgr de Grimaldi. Celui-ci l'attira au Mans, le nomma chanoine, puis vicaire-général, et supérieur général des religieuses des Maillets et de La Ferté-Bernard ; on a fort critiqué son administration relativement aux Maillets ; si l'on en juge par sa correspondance, il a sagement administré la communauté de La Ferté, surtout au point de vue matériel. Les religieuses avaient en lui une grande confiance, le consultaient souvent, et lui-même ne négligeait pas sa peine, envoyant souvent des lettres à M. de la Ronce, pour lui tracer sa conduite, et se rendant assez souvent à La Ferté pour régler les comptes et aplanir les difficultés. De telle sorte que c'est avec une vraie peine que la supérieure, sœur Courcelle, écrit à M. Régnier fils, le 5 février 1778 : « Vous savez que nous allons perdre M. de Cabrières vers Pâques ; pour son départ, je voudrais bien que vous fussiez en état de rendre compte de tout. » Mgr de Grimaldi venait d'être transféré à l'évêché de Noyon (30 mars 1777. Voir D. Piolin, VI, 521).

Les armes de la maison de Cabrières sont : *d'azur à trois chevrons d'or*.

(2) Sœur Cureau à cause de son grand âge n'était plus seule à la procure : « La mère Courcelle, écrit-elle, est actuellement avec moi



autre côté et dans un autre sens : « ces messieurs de l'Hôpital et le petit curé avaient conjuré le grand vicaire de mander aux religieuses de finir cette affaire au plus tôt ».

Celles-ci, bien à contre-cœur, consentirent donc à substituer une nouvelle rente à l'ancienne, et il semblait après cela, que tout était terminé. Cependant les Registres des délibérations de l'Hôtel de ville de Beaumont font mention de nouvelles réclamations de l'Hôpital du Mans.

Le 3 octobre 1776, on répond que cette rente est due par les religieuses de La Ferté et le 14 novembre on ajoute « que les dites dames étant, aux termes de la transaction, obligées d'acquitter les autres fondations et charges quelconques de l'ancienne Communauté de Beaumont, et desquelles charges fait partie la dite rente de 10 l. », on refuse d'en donner une nouvelle reconnaissance.

Madame Jolivet du Taillis étant retournée dans son Couvent de Laval, les religieuses de La Ferté élurent pour supérieure une de leurs jeunes compagnes que Sœur Cureau s'était choisie pour lui aider dans sa procure. Ce fut Sœur Courcelle, qui dès l'année 1772, commença à correspondre avec M. de la Ronce et son fils pour toutes les affaires concernant les biens situés à Beaumont. Ce fut d'ailleurs, semble-t-il, la dernière supérieure des filles de Notre-Dame jusqu'à la Révolution.

La mère Cureau, au commencement de 1772 avait fait « une chute considérable » dont elle se ressentit longtemps. Après s'être remise pendant quelque temps, elle retomba malade dès 1775 : « Nous avons craint de la perdre depuis six semaines, écrit la supérieure à son correspondant, mais grâce à Dieu, cela va beaucoup mieux, elle est *mangée* de douleurs, mais nous espérons la conserver encore quelque temps, car à 82 ans on ne peut trop craindre ; elle souffre

à la procure ; c'est une de nos jeunes professes que la communauté m'a donnée pour me soulager dans cet emploi. » (25 juillet 1772.)



d'autant plus qu'elle ne peut plus travailler, mais nous la *dissipons* tant que nous pouvons, pour adoucir son sort ». La vaillante sœur mourut le 27 octobre de la même année ; et elle fut pleurée et regrettée par toute la communauté qu'elle avait administrée avec tant de vigueur et de sagesse. Sœur Courcelle, la supérieure qui avait été son élève, en fut encore plus affectée que ses compagnes : « Vous savez sans doute, écrit-elle le 4 février 1776, que nous avons perdu notre pauvre Mère Cureau, cette mort m'est plus sensible que je ne puis vous le dire, à tous égards » (1).

Les religieuses exilées vivaient toujours, et le paiement de leurs pensions était la préoccupation constante de la supérieure de La Ferté. Il n'est guère de lettres, où elle ne presse M. de la Ronce de leur envoyer de l'argent « pour payer les pensions de nos dames exilées »... faites des procès pour faire payer, je préfère cela que de « m'exposer aux plaintes des Supérieures de nos exilées » ; ou bien, « M. de Cabrières me tourmente pour le paiement des exilées », ou encore, « le plus petit retard nous serait préjudiciable », ou enfin, « il y a une pension d'exilée augmentée, je ne sais comment faire ». (1774).

La totalité des revenus des biens de Beaumont qui appartenaient encore au Couvent de La Ferté était, en effet, assez minime. En 1779, M. de la Ronce, fils, en offrait 600 l. à bail emphytéotique, et 500 l. une fois payées pour le restant qui était dû à cette époque. Et il y avait beaucoup de créances véreuses : les plus riches se montraient même souvent les plus récalcitrants à payer et à donner de nouvelles reconnaissances. Il faut bien avouer, d'ailleurs, que le système des rentes constituées sur certains biens qui, au bout de peu de temps, étaient partagés entre les héritiers, ou vendus en détail à des particuliers, ne faisait que

(1) Dans une de ses lettres, sœur Courcelle donnant à M. de la Ronce, le conseil de s'adresser à M. de Cabrières lui dit : « Affranchissez vos lettres, car c'est un usage ».



causer des troubles, des confusions qui se terminaient souvent par des procès devant la justice. En outre, toutes ces rentes embrouillées demandaient un travail constant pour ne pas les laisser prescrire.

Il y avait déjà quelque temps que M. Régnier s'était retiré à Neuvillalais. Ne pouvant plus venir à Beaumont aussi facilement, et déjà malade, il avait proposé son fils pour le remplacer (1). Attaqué d'hydropisie en juin 1779, il résolut de rendre son dernier compte aux religieuses de La Ferté.

Le 7 septembre 1779, la Supérieure et les Religieuses de Notre-Dame capitulairement assemblées, examinèrent le compte de M. de la Ronce, père, présenté par son fils et par les mains de M. Boisbonnin, notaire à La Ferté. Dans le chapitre des recettes, on remarque que les héritiers ou acquéreurs de M. de Vanssay, M. de Perrochel, M. de la Borde, curé de Marolles, le sieur Riballier et les dames de Renusson ont enfin versé le solde de 470 l. La recette totale s'élevait à 2.307 l., dont une partie avait été déposée

(1) M. François Régnier, sieur de la Ronce, notaire à Neuvillalais, avait eu deux enfants de son mariage avec Catherine-Rachel Coisnon : Marie-Jeanne qui resta célibataire, et François-René-Jean-Marie-Catherine qui fut baptisé à Assé-le-Riboul en 1752. Si l'on en juge par sa correspondance conservée au cabinet de M. Brière, M<sup>e</sup> Régnier se montra dur et inflexible pour son fils, qu'il plaça d'abord à Mamers dans une étude d'avoué, puis en 1776, le fit revenir à Beaumont chez M. Guitton avocat. Trois ans après il acquit une étude de notaire qu'il gèra pendant toute la Révolution (1779-1817). Au commencement de 1781, il épousa à Champfleur, « demoiselle Marie-Magdelaine de la Rivière, originaire de Tinchebray, dont il eut un fils François-Marie, baptisé à Beaumont, le 22 juin 1782, et qui lui succéda en 1817. Pendant la Révolution M. Régnier fut administrateur de Beaumont (1792), membre du district de Fresnay avec Dufoir, son successeur à Assé-le-Riboul (1793), adjoint au directoire (an III), président de l'administration du canton de Beaumont (an VII-1799) ; suppléant du juge de paix « par Sa Majesté Impériale » et conseiller d'arrondissement de Mamers. Il mourut à Beaumont le 15 mars 1818. Ce fut lui aussi qui acheta le château de Boisclaireau vendu nationalement et fit brûler tous les parchemins, registres, etc., concernant les fiefs de Combre et de Moire-la-Haute, « appartenant au citoyen Perrochel ».



au Mans chez Madame Vallienne. Parmi les dépenses, on remarque 12 l. pour « voyages au Mans, à Marolles et à Chesne-de-Cœur » (1) pour avoir paiement des arrérages de la rente de 20 l. anciennement due par M. de Vanssay ; la gérance se monte à 87 l. 10 s., et le reliquat payé par M. Boisbonnin s'élevait à 481 l. 16 s. 8 d. dont les religieuses accusent réception.

M. de la Ronce, fils, avait envoyé en outre toutes les pièces et titres remis à son père en 1761, excepté « ceux des biens abandonnés aux habitants de Beaumont qui ont été remis aux dits habitants », ainsi que les procurations données en différents temps à M. de la Ronce, père, « attendu que le dit sieur par son grand âge et sa mauvaise santé ne peut plus gérer les biens et affaires dudit Beaumont ». Enfin décharge complète est donnée des pièces et titres, de l'argent et de la régie des biens, « laquelle a fini le 29 août dernier (1779). La pièce est signée ; Sœur Courcelle, religieuse supérieure, Sœur Verrier, Sœur des Roches, Sœur de Tascher, Sœur Legrand et Sœur Aguiet religieuses.

Les Religieuses de La Ferté furent donc dépouillées d'une partie des biens qu'on leur avait donnés après la dissolution du monastère des religieuses Clarisses de Beaumont. Elles ne tardèrent pas à l'être complètement de tous les biens qu'elles possédaient par ailleurs et même à voir leur maison fermée, leur communauté dissoute, et elles furent obligées de fuir la persécution révolutionnaire.

Leur magnifique monastère, dont la construction leur avait tant coûté et les avait réduites à tant de gêne, fut vendu nationalement en l'an VII et fut adjugé aux citoyens

(1) Le chevalier Charles-Joseph-René de Vanssay, seigneur de Blavoust, au Perche, né en 1718, avait épousé en 1749, à Saint-Nicolas du Mans, Denise-Françoise de Renusson d'Hauteville ; il en avait eu un fils et trois filles, dont la troisième épousa M. Ogier d'Ivry, de Chesne-de-Cœur.



Chancerel frères, de La Ferté, pour 450.000 l. payées en assignats. Il existe encore aujourd'hui et est occupé par plusieurs locataires. Leur chapelle devenue pendant longtemps l'église paroissiale de Cherré, vient d'être vendue à un particulier (1906), qui en a fait une grange.

Quant aux rentes qu'elles possédaient à Beaumont et qui montaient à 259 l. 15 s., elles furent adjugées au citoyen Bardou-Boisquetin pour 4.050 l., ainsi que le bordage de la Petite-Fuye pour 8.875 l.

## II.

DÉMOLITION DU COUVENT DES CLARISSES DE BEAUMONT. — ALIÉNATION DES TERRAINS CÉDÉS PAR LES RELIGIEUSES DE LA FERTÉ. — CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE PERROCHEL, AUJOURD'HUI HOTEL DE VILLE DE BEAUMONT. — FONDATION DE L'ÉCOLE DE FILLES.

Il ne nous reste plus, pour terminer ce travail, qu'à exposer ce que devinrent les bâtiments du monastère des Clarisses de Beaumont, et les différents biens que les échevins avaient pu recouvrer à la suite de leur transaction avec les religieuses de La Ferté.

On a vu plus haut que M. Yvard et les principaux habitants de Beaumont désiraient surtout conserver le grand bâtiment pour en faire un hôpital. Or, ils venaient à peine d'en entrer en possession qu'ils étaient déjà menacés de le voir démolir.

L'ancienne route du Mans à Alençon passait par Vivoin (1). En 1750, on avait projeté de la transformer en route royale,

(1) Dans un aveu rendu au vicomte de Beaumont, le 21 mars 1548, le prieur de Vivoin, André d'Averton, parle « du grand chemin tendant de Vivoing à Alenczon ».



en suivant le même parcours, et on avait, en effet, commencé les travaux, dès les premiers jours de novembre. Mais il y eut des lenteurs inexplicables et on mit « près de deux ans à tracer seulement la section comprise entre Saint-Aubin et La Bazoge » (1). Sur ce, le prieur de Vivoin s'opposa à ce que la nouvelle route traversât l'enclos de son monastère et le maréchal de Tessé, seigneur de Beaumont et gouverneur du Maine, obtint qu'elle passât par la ville de Beaumont.

Bientôt, cependant, les habitants de Beaumont regimbèrent à leur tour, la route devant passer au milieu des bâtiments du couvent et du bordage de la Roche, dont ils avaient, à grand peine, obtenu la concession. Le s<sup>r</sup> Latouche, sous-ingénieur, sans demander aucune autorisation, avait même fait placer des piquets ou jalons à travers les bâtiments. Immédiatement, les conseillers et notables de l'Hôtel de ville furent convoqués pour délibérer sur cet empiètement qui leur causait une surprise plutôt désagréable.

Le 24 avril 1769, ils s'assemblèrent, en présence du procureur du roi et en assistance de Joseph Percheron (2), secrétaire greffier. « Nous avons délibéré, disent-ils, au sujet des piquets plassés pour la continuation de la grande route au milieu des bâtiments, tant du couvent que du bordage en dépendant, dont la démolition serait fort préjudiciable pour l'intérêt du public, ainsi que l'endroit où se trouverait fixée la dite grande route, sur quoy la matière mise en délibération il a été nommé par le corps de ville

(1) Cf. M. R. Triger, *Revue historique du Maine*, t. XXXVIII, p. 12.

(2) Joseph-Guillaume Percheron, originaire de Maresché, avait épousé à Nouans, Jacqueline Vavasseur. Il était cousin-germain de René-Charles Percheron, avocat et docteur en médecine, ancien échevin, de Sébastien Percheron, apothicaire, et de René Gaullier, vicaire de Rouessé-Fontaine, qui en 1768, fut parrain de Charles-René Percheron.



pour commissaires, M. Ronsard, lieutenant-général (1), M. Le Sueur, procureur du roy, M. le Curé, M. Le Hault et M. Fontaine pour, au passage prochain du s<sup>r</sup> Latouche, sous-ingénieur, luy faire des représentations au sujet des jalons placés dans lesdits bâtimens et luy demander de quel ordre et autorité il les a fait placer, luy en demander la représentation à l'effet d'en être instruit et prendre parti conformément à la réponse qu'il fera. Comme aussi donnons pouvoir auxdits commissaires nommés, de s'opposer à la démolition desdits bâtimens, en emplacement de la grande route, dans l'endroit où ont été placés lesdits jalons, par les raisons qui en seront respectueusement présentées à Sa Majesté... »

La délibération est signée : de la Bulsandière, Lehault, Yvard, c. de B. ; Le Sueur, Fontaine, d'Aubigny, Guitton.

Les officiers municipaux espéraient que leur réclamation serait écoutée et qu'on ne viendrait pas détruire, de gaieté de cœur, ce qu'ils avaient eu tant de peine à obtenir. Leur espoir, cependant, devait être déçu. Mais, en attendant, il fallait tirer parti de ces terres et de ces bâtimens. Le 29 juillet 1771, le lieutenant-général, le procureur du roi et M<sup>e</sup> Etienne-François Guitton, premier échevin, réunis à l'Hôtel de ville, firent remarquer « qu'il était nécessaire, pour le bien de la ville, de disposer soit à ferme, soit par vente, des bâtimens de l'ancien couvent », et de faire dresser un devis pour savoir l'usage qui serait le plus pro-

(1) Michel-Claude Ronsard fut baptisé à Cormes, le 22 février 1740. Avocat en Parlement et conseiller du roi, il épousa, le 21 juin 1768, à Saint-Paul-le-Gaultier, Perrine-Françoise de Moloré, fille de François de Moloré, seigneur de Saint-Paul, et de Urbaine-Catherine Riffault. Le 21 février 1769, il fut reçu à la charge de lieutenant-général civil et criminel de Beaumont. En 1777, le roi s'étant réservé la nomination des officiers municipaux, M. Ronsard fut nommé maire perpétuel de la ville, tout en restant lieutenant-général, charge qu'il exerça jusqu'en février 1790, époque où son ancien lieutenant particulier M. Delélee le supplanta. Il mourut à Paris en juin 1793.



fitable. MM. Le Sueur, procureur du roi, de Lélée, avocat du roi, et le s<sup>r</sup> Rouzay, conseiller à l'Hôtel de ville, furent chargés de faire faire ce devis.

Du reste, d'importants matériaux avaient déjà été vendus ou même prêtés à différents particuliers, et le s<sup>r</sup> Percheron-Desfossés, ancien secrétaire de l'Hôtel de ville, en avait reçu le prix. Il rendit ses comptes le 7 août 1771, mais d'autres débiteurs refusaient de payer. Il fallut les menacer de poursuites. En définitive, les recettes s'élevèrent à 2.500 livres.

Deux ans plus tard, le 29 mars 1773, les officiers municipaux de Beaumont, espérant toujours qu'on tiendrait compte de leurs réclamations, faisaient publier dans les *Affiches du Mans* l'annonce suivante :

« Les bâtimens et enclos de l'ancien couvent de la ville de Beaumont-le-Vicomte sont à donner par bail emphytéotique, selon les conditions qu'on trouvera énoncées chez le s<sup>r</sup> Péan, huissier-audiencier et receveur-syndic de la dite ville. »

Malheureusement, vu la configuration des lieux, il était difficile de tracer la nouvelle route sans toucher aux bâtimens de l'ancien couvent. Les ingénieurs maintinrent leurs plans, et leurs jalons restèrent piqués au travers de l'enclos. Les échevins, convaincus, dès lors, de l'inutilité de leur résistance, mirent en vente le grand bâtiment, ou plutôt les matériaux devant provenir de la démolition.

L'adjudication eut lieu le 8 septembre 1773. L'acquéreur fut M. de Tilly (1), qui les revendit à la folle enchère, le

(1) Jacques-Pierre de Tilly, fut baptisé à Semallé en 1731 ; il était fils de Pierre (Jacques), chevalier, seigneur du Ménil, marquis de Tilly, et de Françoise-Renée de Guéroust de Boisclairéau. Garde du corps du roi, dans la compagnie de Villeroy, il épousa le 21 mai 1760, à Saint-Pierre-le-Réitéré, au Mans, Anne-Suzanne Le Bourdais de Chassillé, qui mourut le 7 août 1761. Il épousa en secondes nocces, le 11 octobre 1776, en l'église de Beaufay, Jeanne-Antoinette-Jacquine Amellon de Saint-Cher.

Jacques-Pierre de Tilly était sénéchal et bailli d'épée à Beaumont où



25 janvier 1774, au sieur François Lefrais, moyennant la somme de 2.310 livres. Au mois de juillet 1791, M. de Tilly était encore débiteur de la somme de 620 livres, et les recettes totales provenant soit de la vente des matériaux, soit des rentes, s'élevaient à cette même époque à environ la somme de 3.800 livres.

On se rappelle que le grand bâtiment du couvent n'était pas seul à être délabré, le clocher menaçait ruine depuis longtemps, et la chapelle était dévastée. Or, depuis leur établissement à Beaumont, les religieuses avaient fait inhumer dans cette chapelle toutes celles d'entr'elles qui étaient venues à décéder, et même les personnes du dehors qui l'avaient demandé. Nous ne connaissons pas les noms des religieuses qui reçurent la sépulture dans la chapelle, puisque le *Registre des décès* semble perdu, mais nous trouvons dans nos *Registres paroissiaux* les noms des personnes étrangères à la Communauté qui obtinrent cette faveur. Le 29 octobre 1679, ce fut une des filles du fondateur, Marie de Barat ; le 7 juin 1695, Antoinette Cousin, « pensionnaire aux Religieuses ; le 4 juin 1696, le R. P. François de Rostin, jésuite, recteur de Rennes en Bretagne ; le 14 janvier 1697, dame Anne de Chourses, veuve de Jean-Thomas, seigneur de Verdun, lieutenant-criminel au bailliage de Rouen ; le 22 février 1727, dame Marie Buon, religieuse des Filles de Notre-Dame d'Alençon ; le 10 janvier 1735, demoiselle Anne Crochard, décédée au couvent.

L'emplacement des bâtiments devant être aménagé en place publique, il était indispensable d'enlever tous les

il habitait ordinairement. Ce n'était plus guère qu'un titre honorifique qui n'enrichissait pas ses possesseurs ; les honneurs même lui étaient vivement contestés.

En 1778, lorsque Mgr de Gonssans vint pour la première fois à Beaumont, ce fut M. de Tilly, qui complimenta le premier Sa Grandeur ; mais les officiers de justice lui contestèrent ce droit et ne le laissèrent parler qu'à condition que cela ne porterait pas à conséquence par la suite.



ossements que mettait à jour la pioche des démolisseurs, et de leur donner une nouvelle sépulture.

« Le dimanche 7 juillet 1776, raconte M. Yvard, Nous  
« et tout notre clergé avons solennellement inhumé au ci-  
« metière les ossements des anciennes religieuses de Sainte-  
« Claire Urbanistes dont le Couvent fut fondé en cette  
« ville en 1632, et qui est détruit faute de fonds suffisans,  
« il y a environ 20 ans. Il s'y est trouvé plus de 50 têtes et  
« autres ossements, la plupart à demy consumés. La ditte  
« inhumation a été faite en vertu de la Commission à nous  
« adressée par Mgr de Grimaldy, en conséquence du procès-  
« verbal de l'état des choses par vénérable et discret M<sup>e</sup> Ma-  
« rin Le Baron (1), curé de Vivoin et doyen rural de Beau-  
« mont, à laquelle est jointe l'ordonnance de Messieurs les  
« Officiers du siège royal pour faire l'inhumation desdits  
« ossements de l'ancienne église dudit couvent, aux frais  
« de la ville, et par les soins desdits officiers. Cette céré-

(1) René-Marin Le Baron, fut baptisé à Beaumont le 14 mai 1714, où son père René Le Baron, était chirurgien, et fut procureur de la fabrique de 1737 à 1740. Devenu prêtre il revint à Beaumont où il commença son ministère comme prêtre-sacriste au carême de 1738 lors d'une mission qui y fut donnée et au succès de laquelle il contribua largement pour sa part. Étant gradué en théologie de la Faculté de Sorbonne, il fut nommé à la cure de Vivoin en juillet 1745, par M<sup>e</sup> Jean-Paul de Brunet d'Evry, abbé commendataire du prieuré de Vivoin. Il devint doyen rural de Beaumont en 1755, lors du décès de M. Poslin, curé de Meurcé. Vers 1775, il fut attaqué « d'une paralysie presque universelle qui le tenait dans une espèce d'enfance continuelle, mais ses deux vicaires, Louis Fournigault et Joseph Hulot dirigeaient la paroisse, et ses deux sœurs tenaient la maison ». Une d'elles, Marie-Anne, baptisée à Beaumont en 1712, fut reçue dans la confrérie de Vivoin en 1755. Pendant la Révolution, la maison des demoiselles Le Baron, « proche le collège de Beaumont », était le refuge des prêtres poursuivis et elles y avaient établi un oratoire pour les fidèles. M. Le Baron mourut à Vivoin le 5 janvier 1779, et fut inhumé dans le cimetière de la communauté sous une tombe de marbre. Lors de la suppression de ce cimetière en 1843, le corps de M. Le Baron fut transporté avec tous les ossements dans le nouveau cimetière au pied de la Croix-Boissée.



« monie a été précédée d'une messe solennelle que nous  
« célébrâmes hier samedi à l'intention desdites religieuses  
« et de quelques autres personnes qui avaient été inhu-  
« mées en leur église, et dont les ossements ont été inhu-  
« més conjointement, sans qu'on ait pu les distinguer ;  
« toute la ville a assisté avec piété à cette cérémonie édi-  
« fiante ».

A la même date, le collège fondé en 1664, par M<sup>e</sup> Jacques Le Maître, curé de Beaumont, auquel la ville devait déjà l'établissement des Clarisses, était en très mauvais état. On affecta à sa restauration une partie des ressources provenant de la vente des matériaux du grand bâtiment du couvent et le montant en fut versé entre les mains du principal, M<sup>e</sup> Lorin, prêtre.

De leur côté, les ingénieurs s'empressèrent de s'emparer du terrain laissé à leur disposition après la démolition des bâtiments qui occupaient le milieu de la *place d'Armes* actuelle. Dès le mois de mai 1776, la chaussée était faite avec berme de chaque côté. Le reste des bâtiments et du terrain comprenant la cour et le jardin actuel de l'Hôtel de ville ainsi que le verger au-delà de la pièce d'eau étaient affermés à Gilles Turquetis pour 264 l.

Le 28 octobre 1776, Messire Louis-Jacques-Charles-François de Perrochel, chevalier, seigneur de Saint-Aubin-de-Locquenay, Moitron, Saint-Germain-de-la-Coudre et autres lieux, se présenta devant l'assemblée de l'Hôtel de ville, et demanda qu'on voulut bien « lui donner à titre de rente foncière annuelle et perpétuelle... le jardin clos à murs dépendant de l'ancien Couvent dudit Beaumont, au bas duquel est un canal, ensemble 24 pieds à prendre dans le verger qui est au-delà, ainsi que le terrain où était l'ancien bâtiment des religieuses, la chaussée dernière faite et la berne d'icelle non comprise ».

M. de Perrochel proposait en outre de se charger d'obtenir à ses frais des Lettres patentes pour autoriser le bail



et le faire homologuer au Parlement, et de payer tous les droits de contrôle, de centième denier, d'amortissement et indemnité dans le cas où ils se trouveraient dus, de telle sorte que la communauté des habitants ne pourrait sous ce rapport, ni être inquiétée ni recherchée. Il offrait d'en payer la somme de 200 l. de rente en deux termes chaque année, remboursable quand il le voudrait pour la somme de 4.000 l. en principal.

L'assemblée examina les offres signées par M. de Perrochel, et les trouva très avantageuses, puisque le verger planté d'arbres faisait au moins les deux tiers desdits objets, loués précédemment 164 l., il en résultait « un avantage pour la communauté de plus de moitié, en estimant le fonds sur le pied du denier quarante ». Mais les biens de main-morte ne pouvaient être aliénés de cette façon sans l'autorisation de l'Intendant de la Généralité de Tours, aussi jugèrent-ils nécessaire de subordonner cette aliénation à sa décision.

Quelque temps après, M. de Perrochel considérant que le restant du verger lui était absolument nécessaire tant pour l'utilité de la maison qu'il se propose de bâtir que pour sa décoration, demande, le 20 janvier 1777, à l'Hôtel de ville assemblé de lui faire l'arentement du restant du verger, conjointement avec les autres objets cy-dessus désignés, par un seul et même acte sous le bon plaisir de Mgr l'Intendant.

Et pour cela, il offrait une rente de 300 l., remboursable au principal de 6.000 l. et tous les frais en plus. Il demandait en même temps que pour la commodité de la maison qu'il se proposait d'édifier et pour le bien, utilité et décoration de la ville, il lui soit permis *d'aplanir le terrain restant à la ville au-delà de la chaussée, ou route du Mans à Alençon*, s'obligeant même de planter à ses frais dans ce terrain les arbres nécessaires pour en former *une place* et d'y planter des bornes pour empêcher qu'elle ne



soit gâtée par les voitures, sans cependant prétendre la propriété dudit terrain, laquelle ainsi que l'usage demeureraient réservés aux habitants.

Comme on le voit, la *place d'Armes* de Beaumont fut créée par M. de Perrochel, au profit de la ville, sur les terrains du Couvent des Clarisses.

L'Hôtel de ville, le procureur du roi et les notables assemblés ne pouvaient qu'être satisfaits de pareilles propositions, aussi les acceptèrent-ils d'une voix unanime, après avoir obtenu, en date du 7 janvier 1777, l'approbation de l'Intendant de Tours ; la convention fut signée séance tenante par MM. Ronsard, Lieutenant général, Delélys, Lieutenant particulier, Le Sueur, procureur, Lehault, avocat, Lehault le jeune, Yvard, c. de Beaumont, Fontaine, deuxième échevin, Percheron, avocat, Péan, syndiq-receveur, Ermenault, Jacques Philippe, procureur de fabrique, Rouzay, conseiller de ville.

Il restait encore le bordage de la Roche dont on pouvait tirer parti plus avantageusement. Le 30 mai 1777 M<sup>e</sup> Lehault, docteur en médecine, propose à son tour de prendre à titre de rente foncière et perpétuelle le dit bordage dépendant de l'ancien couvent de cette ville ainsi qu'il se poursuit et comporte, et comme en jouit actuellement Gilles Turquety avec une petite maison et jardin actuellement occupés par le sieur Le Barbier de la Bourdonnière fils, et par le nommé Jardin, à la charge de payer tous les frais, et en outre 350 l. de rente. Mais on lui demande de payer davantage et il accepte. L'acte de vente fut passé le 6 juin 1777. L'Intendant de Tours avait autorisé la première aliénation faite à M. de Perrochel ; les officiers municipaux ne lui demandèrent pas de ratifier cette seconde vente. Mécontent de ce manque de déférence, l'Intendant fit casser cet acte, par arrêt du Conseil du 21 août, et révoquer les officiers municipaux qui se l'étaient permis ; il fit en



autre défendre aux notaires de refaire un autre acte de vente.

Mais le roi, en autorisant le retour à la ville de Beaumont de la plus grande partie des biens des Clarisses, avait mis comme condition que les revenus en seraient employés, « soit pour le bouillon des pauvres, soit pour l'entretien d'une école gratuite pour la jeunesse ». Or, si l'Assemblée générale des paroissiens avait déjà décidé que 300 livres seraient données chaque année au principal du collège, il semblait que l'école des filles avait été complètement oublié. D'un autre côté, il s'élevait des difficultés, par rapport à la distribution des secours aux pauvres, et à l'administration générale du Bureau de Charité. Dans chaque diocèse, l'évêque était président et premier administrateur de tous les Bureaux de Charité ; il fut donc décidé que l'on s'adresserait à lui pour aplanir les différends et pour décider au mieux de l'emploi des revenus. M<sup>sr</sup> de Jouffroy-Gonssans, qui, l'année précédente, 7 et 8 novembre 1778, avait visité Beaumont et y avait donné la Confirmation pendant deux jours à plus de 1200 personnes, dont cinquante seulement des paroisses voisines, était au courant de la situation. Aussi se prononça-t-il, en connaissance de cause et envoya lui-même ses instructions

« Le 1<sup>er</sup> dimanche de Carême, 21 février 1779, à l'issue  
« de la Grand'Messe, suivant la coutume, le général des  
« habitants duement assemblés, après convocation faite au  
« prône de la Grand'Messe et le son de la cloche, se réunit  
« au lieu ordinaire des Assemblées générales, pour délibé-  
« rer d'après les représentations faites à M<sup>sr</sup> l'Ill<sup>mo</sup> et Rev<sup>mo</sup>  
« evesque du Mans, qu'il s'était élevé quelques difficultés  
« dans la manière d'administrer le Bureau de Charité. —  
« Sur quoy, M<sup>sr</sup> après avoir examiné les motifs qui lui ont  
« été soumis, a jugé que pour le meilleur ordre à cet égard,  
« on se conformerait aux règlements particuliers qui sont  
« en vigueur dans la plupart des paroisses de Paris, et



« qu'en conséquence, il serait statué dans une assemblée  
« générale d'habitans convocquée suivant l'usage, que le  
« Bureau de Charité seroit désormais composé, de M. le  
« Curé, président-né, de deux marguilliers qui seraient  
« nommés à la pluralité des voix de deux ans en deux ans,  
« sans pouvoir être continués [au-delà, et que toutes les fois  
« qu'il y aurait Bureau de Charité, le Lieutenant général et  
« le Procureur du roy y seraient invités et que tous autres  
« notables habitans pourraient y avoir entrée et voix déli-  
« bératives, et que le sieur Curé pourrait faire et pourvoir  
« à la distribution quotidienne pour les pauvres, sans être  
« tenu de demander l'avis desdits marguilliers et notables. »  
Ce règlement était vraiment plus libéral et plus large que  
les règlements actuels.

Ce premier point réglé, il s'agissait de savoir comment  
on pourrait fixer l'emploi judicieux des revenus provenant  
des biens-fonds de l'ancienne Communauté de cette ville.  
Mgr de Gonssans, après avoir pris connaissance des Lettres-  
patentes de Sa Majesté obtenues à ce sujet, et les arrêts du  
Parlement sur le même objet, pour se conformer aux vues  
de la plus grande utilité qui y sont présentées « approuve  
« que l'on assigne 300 livres de rente pour dotation du  
« collège dont jouira le prêtre qui en sera le principal, que  
« les habitans auront nommé et qui sera approuvé par  
« l'Ordinaire aux charges et conditions qui seront réglées  
« par la suite. Quant au surplus des revenus des fonds de  
« ladite Communauté religieuse, il demande qu'on l'em-  
« ploie à l'établissement et à l'entretien de *deux sœurs de*  
« *Charité*, de la Congrégation de Sillé-le-Guillaume aux-  
« quelles on accordera avec une maison manable et suffi-  
« samment meublée une pension annuelle de 260 l., aux  
« conditions qu'elles *instruiront les filles*, et prendront soin  
« des pauvres dans leurs maladies ainsi qu'il sera réglé  
« dans une assemblée du Bureau de Charité. A l'égard de la  
« maison pour lesdites filles, Mgr a pareillement jugé que le



« bâtiment du bordage de la Roche, leur seroit convenable en  
« y faisant quelques augmentations, ce qui pourroit se faire  
« à peu de frais, M. le Curé ayant représenté à Sa Grandeur  
« que la Providence lui offrait des moyens de mettre en  
« bon état laditte maison pour y loger lesdittes sœurs et  
« pour les y meubler, moyennant la somme de mille livres  
« qui luy sera délivrée par le procureur de la Charité, et  
« moyennant mille livres qu'il a lieu d'espérer de la charité  
« de certaines personnes qui ne veulent point être connues.

« Après avoir donné lecture à l'Assemblée générale des  
« intentions de Mgr l'Evêque, et la matière mise en déli-  
« bération tous ont été unanimement d'accord au sujet de  
« la dotation du collège et de la nomination des marguil-  
« liers pour le Bureau de Charité, mais pour l'établisse-  
« ment des sœurs, ils « ont été en partition de voix », trou-  
« vant que la somme de 1.000 l. réclamée par M. Yvard  
« pour la mise en état de la maison de la Roche, était trop  
« considérable. Tous alors sont tombés d'accord et ont con-  
« senti à leur établissement, à condition néanmoins qu'il  
« ne serait pris des deniers de charité qui sont entre les  
« mains de leur procureur que la somme de 500 l. au lieu  
« de celle de 1.000 l. ».

Mgr de Gonssans approuva cette délibération dont l'ori-  
ginal porte sa signature : « F. G., évêque du Mans ».

Les choses ainsi disposées, il semble que tout eût dû  
marcher à souhait. Mais il y avait encore bien des détails  
à régler. D'abord, le vénérable curé de Beaumont reconnut  
que tous les travaux d'embellissement qu'il pourrait faire  
à la maison du bordage de la Roche seraient très dispen-  
dieux, et que malgré cela, la maison serait peu convenable  
pour sa destination. Il se résolut alors à bâtir une maison  
nouvelle mieux appropriée, plus belle et plus vaste, et pour  
cela, il fallait encore l'approbation de l'assemblée des habi-  
tants. Ensuite, il était nécessaire de choisir des commis-  
saires pour aller à La Chapelle-au-Riboul, s'entendre avec



la Supérieure générale des sœurs que l'on réclamait, et convenir des termes du traité qui devait intervenir.

« Aussi, le 1<sup>er</sup> août 1779, à l'issue des Vêpres, devant  
« M<sup>e</sup> Michel-Claude Ronsard, seigneur de Coullée et Migne-  
« rolle, conseiller du roi, lieutenant-général et maire de la  
« ville de Beaumont » en assistance de son secrétaire gref-  
« fier ordinaire en l'auditoire de cette sénéchaussée »,  
« comparurent M. Gabriel-Louis-René Yvart, prêtre, curé  
« de lad. ville et 1<sup>er</sup> échevin, M<sup>e</sup> Gabriel-Joseph Delélys,  
« lieutenant particulier, assesseur civil et criminel et subdé-  
« légué de Mgr l'Intendant de la Généralité de Tours,  
« M<sup>e</sup> François Lehault, avocat, procureur et receveur de la  
« Charité, le sieur Emmanuel-Louis Péan, 1<sup>er</sup> huissier-  
« audienier et receveur de l'Hôtel de ville, le s<sup>r</sup> François  
« Daguin, huissier de la Cour de Monsieur de Paris, le s<sup>r</sup>  
« Le Comte, m<sup>e</sup> serrurier et procureur de la Fabrique, le  
« s<sup>r</sup> Noël Passe, m<sup>d</sup> tanneur, René Blin, receveur des Aides,  
« Pierre Le Coq, m<sup>d</sup> serger, Pierre Aubry, m<sup>d</sup> serger, Pierre  
« Louveau, sacriste, Julien Beaudoux, conducteur des  
« ponts et chaussées, Urbain Serger, boulanger, François  
« Paris, serger, Jean Jouin, id., François Le Gras, meu-  
« nier, Jean Drouet, m<sup>e</sup> maréchal, François Larcher, pot-  
« tier d'étain, Jean Anjubault, tireur d'étain, Jean Chauvin,  
« serger, etc. ».

M<sup>e</sup> Ronsard représenta à l'assemblée « qu'ayant déjà  
« demandé l'établissement de deux sœurs de la Congrégation de Sillé-le-Guillaume, établies à La Chapelle-aux-Riboul, pour pourvoir à l'instruction des jeunes filles et  
« au soulagement des pauvres de lad. ville et paroisse, il  
« était nécessaire de procéder à l'instant à la nomination  
« de deux Commissaires pour traiter de la manière la plus  
« avantageuse, avec la Communauté des sœurs. Sur quoy,  
« tous les susdits habitants représentant le général des  
« habitants ont demandé acte de ce qu'ils ont unanimement  
« consenti... que sur le produit des biens fonds ac-



« tuellement existant en nature, et qui consistent dans une  
« maison d'un ancien bordage et autres fonds qui en dé-  
« pendent encore, outre ceux aliénés à Messire de Perro-  
« chel, il soit pris une somme annuelle de 260 livres pour  
« la subsistance des dites sœurs, et qu'il leur soit accordé  
« l'ancien bâtiment dudit bordage pour y faire leur  
« demeure ».

Toutefois, le *général* des habitants ayant peur d'être mis en dépense, et l'ancien bordage étant délabré, M<sup>e</sup> Yvard était invité à le faire réparer à ses frais, et même s'il le veut à le faire réédifier en se servant des anciens matériaux, même de l'ardoise provenant des bâtiments du couvent, en dépôt au collège. Il pourra pareillement prendre un jardin d'une grandeur suffisante pour les deux sœurs sur le terrain joignant la maison, sans néanmoins que le sieur curé puisse rien exiger de la communauté pour la reconstruction de ladite maison.

Ayant ainsi sauvegardé les intérêts de la ville, l'Assemblée nomma pour commissaires en cette partie, M<sup>e</sup> Gabriel-Joseph Delélys et M<sup>e</sup> François Lehault, « lesquels, présents, ont accepté, et auxquels ils donnent pouvoir spécial de contracter pour eux, au nom de la communauté, avec celle des sœurs aux conditions qui leur sont désignées. »

M<sup>sr</sup> de Gonssans attachait beaucoup d'importance à cette fondation. Aussi ce ne furent pas les commissaires choisis par l'Assemblée des habitants qui firent le voyage, soit au Mans, soit à La Chapelle-au-Riboul. Ce fut d'abord M<sup>sr</sup> l'évêque du Mans, qui dans sa sollicitude, vint lui-même à Beaumont dès le 16 août 1779. Il était accompagné d'un de ses intimes, Nicolas-Joseph d'Ollivet, conseiller au Parlement de Grenoble, chanoine de Besançon, qu'il avait nommé vicaire général. A peine arrivé, il provoqua une nouvelle assemblée des habitants, pour faire modifier un des articles du contrat à intervenir. Dans cet article, il était dit « qu'il serait loisible à la communauté de retirer les



deux sœurs qui seront envoyées en cette ville, à leur volonté, et qu'il serait pareillement loisible à la communauté des habitants de les renvoyer aussi à leur volonté. » Le prélat représenta à l'instant à l'assemblée, qu'il n'acceptait cet article qu'à condition que la Communauté ne pourrait retirer, ni les habitants renvoyer les sœurs, « qu'avec son agrément ou celui de ses successeurs », ce qui fut accepté par tous.

De son côté, la Supérieure générale des sœurs de Charité, Françoise Beunoust, munie de la procuration des officières de la Communauté (1), vint à Beaumont pour signer le traité que l'on avait préparé et discuté d'avance.

Le 20<sup>e</sup> d'août 1779, avant midi, devant les notaires royaux Régnier de la Ronce et Quentin-Aubert, en présence de M<sup>sr</sup> l'Évêque du Mans, à l'hôtel de messire de Perrochel, MM. Delélys et Lehault, et sœur Beunoust, supérieure géné-

(1) Les religieuses appelées à Beaumont appartenaient à la Société fondée à La Chapelle-au-Riboul, près Mayenne, en 1679, par Perrine Brunet, veuve de René Tulard, notaire, frère du curé de la paroisse, pour le soulagement des malheureux et l'instruction gratuite des jeunes filles. Ce ne fut que le 12 février 1709 que l'évêque du Mans, Louis de Lavergne de Montenard de Tressan, après avoir examiné les statuts de la congrégation et s'être assuré du bien qu'elle avait déjà produit, l'approuva. Le roi Louis XV confirma cette précieuse institution par lettres-patentes de septembre 1721, enregistrées au Parlement le 22 mai 1729. Marie-Anne de Bourbon, princesse de Conti et dame de Sillé-le-Guillaume qui par ses démarches avait obtenu ces lettres d'approbation exigea que les religieuses prissent le nom de *Filles de la Charité de Sillé-le-Guillaume résidant à La Chapelle-au-Riboul*. M<sup>me</sup> Tulard, après avoir gouverné, pendant plus de 50 ans, la Congrégation, dont elle fut la première supérieure, mourut le 9 novembre 1735. A sa mort, son institut comptait plus de trente établissements; à la Révolution, il en comptait 89 et 193 religieuses.

Après la Révolution, les sœurs s'établirent en 1802 dans l'ancienne maison des Bénédictins d'Évron, à la prière des deux préfets de la Sarthe et de la Mayenne, sous la direction de leur ancienne supérieure, sœur Mailay, d'où leur nom actuel de *Sœurs d'Évron*. (Voir Angot, *Dictionnaire*; dom Piolin, *Histoire*; *Registres de la mairie de Beaumont*.)



rale, arrêterent les conventions suivantes, que nous connaissons déjà en partie :

« Que sur le produit des biens fonds actuellement existants en nature, qui consistent dans une maison d'un ancien bordage et autres fonds qui en dépendent encore, outre ceux aliénés à M<sup>re</sup> de Perrochel, — il serait pris une somme annuelle de 260 livres pour subvenir à la subsistance de deux sœurs de ladite Société, et qu'il leur soit accordé l'ancien bâtiment dudit bordage pour y faire leur demeure, lequel bâtiment le s<sup>r</sup> curé de ladite ville pourra faire réédifier ainsi qu'il l'avisera bien, — et pourra pareillement prendre un jardin d'une grandeur suffisante sur le terrain de ladite maison, sans néanmoins que le s<sup>r</sup> curé puisse *rien exiger* de la communauté des habitants pour la restauration de ladite maison.

» 2<sup>o</sup> Que la Société de la Chapelle-au-Riboul, représentée par la dame Supérieure, s'oblige d'envoyer aux habitants, deux sœurs qui seront tenues *d'enseigner à lire et écrire gratis* aux jeunes filles de la ville et paroisse, de *les instruire de la doctrine chrétienne*, et en outre de *soigner et gouverner les pauvres malades* de la paroisse, leur faire et leur porter le bouillon qui leur sera fourni par le Bureau de Charité, même leur administrer les remèdes et autres secours qui seront jugés nécessaires par le Bureau et auquel elles référeront toutes leurs opérations.

» Plus, qu'il leur sera pareillement fourni, outre les clauses ci-dessus, des meubles et ustensiles nécessaires jusqu'à la concurrence de 600 livres ou environ, desquels meubles le s<sup>r</sup> curé s'est chargé, en son propre et privé nom, sans y appeler la communauté des habitants à laquelle il en fait présent, au moyen de quoy en sera fait inventaire avec les sœurs après leur installation, et pour ce, au cas de sortie des sœurs, être relaissé à la communauté des habitants en l'état qu'ils auront été constatés à l'inventaire, fors l'usage qu'elles en auront eu, et la société des sœurs ne



sera tenue d'aucune refection ny réparation, lors des réparations locatives seulement.

» Plus, qu'il sera loisible aux Supérieures de la société de rappeler quand bon leur semblera, les deux sœurs et leur en substituer d'autres en leur place, en état de bien remplir les susdites charges, comme aussi il sera loisible à lad. ville et communauté de Beaumont, de demander le changement des deux sœurs et qu'il leur en soit substituées d'autres en leur place ; lequel changement ne pourra valablement être fait aux demandes qu'en vertu d'une délibération du Bureau de Charité, et cependant ladite société ne pourra se retirer absolument, ni les habitants les remercier, *sans l'agrément de Mgr l'Évêque du Mans* et de ses successeurs. »

La minute est signée : † F. G. év. du Mans, sr F. Beunoust, sup<sup>re</sup>, Delélee, Lehault, Régnier et Aubert, notaires.

La Supérieure générale n'était pas venue seule, elle amenait avec elle les deux religieuses qu'elle destinait à la nouvelle fondation, c'étaient sœur Françoise Le Plat, née le 4 septembre 1748, âgée de 31 ans, qui fut supérieure, et sœur Julienne Lesage, née le 24 janvier 1759, âgée de 20 ans. Elles furent logées dans la maison de la Roche, qui de l'avis de tous, fut reconnue impropre à la demeure des maitresses et insuffisante pour les classes des enfants, qui, dès le commencement se présentèrent en très grand nombre.

Malgré la pénurie de ses ressources, M. Yvard se résolut donc à entreprendre le grand bâtiment que nous connaissons, et qui, pour l'époque, suivant l'expression de M. Robert, inspecteur primaire, était un vrai palais scolaire. La première pierre en fut posée solennellement le mercredi 21 juin 1780. Messire Jean-Baptiste-Gaston-René d'Arlanges, seigneur de la Bussonnière, chevalier de Saint-Louis, et gouverneur de la ville et château de Beaumont-le-Vicomte, la posa en grande cérémonie, avec M<sup>me</sup> de Perrochel, Char-



lotte-Françoise d'Osmond, qui avait été désignée pour cette cérémonie par M<sup>sr</sup> l'Évêque lui-même, lors de son dernier voyage à Beaumont. Le vénérable curé, après avoir raconté cette cérémonie, ajoute ces quelques mots, qui prouvent ses bons désirs et aussi ses craintes : « Plaise au Seigneur bénir cette maison et me procurer les moyens de la finir. »

Ses craintes n'étaient pas justifiées, ou bien, la Providence vint à son secours d'une manière visible, car six mois après, la maison était presque terminée, et la charpente posée, ainsi que le petit dôme ou clocher que l'on a détruit il y a seulement quelques années, en 1901, lors de la réfection de la couverture. Sur ce petit clocher il voulut mettre une croix, et il voulut que la bénédiction se fit en présence de toute la population.

« Ce mercredi 6 décembre 1780, dit-il dans son procès-verbal, Nous, Curé soussigné, autorisé par M<sup>sr</sup> notre R<sup>me</sup> Evêque, à bénir toutes les choses nécessaires à notre paroisse (1), avons béni la croix de fer peinte en noir

(1) Le vendredi 11 octobre 1776, M. Yvard, en vertu de la même autorisation générale, avait solennellement béni, accompagné de tout son clergé en chapes rouges, la croix de fer du clocher de l'église, faite par les frères Lalignel, serruriers. Cette croix pesait environ 380 livres et était haute de sept pieds ; elle avait été dorée par le sieur Roulet, doreur chartrain établi au Mans, c'est-à-dire le coq, les fleurs de lys placées aux extrémités, et les consoles du bas, la croix étant noire. Cette croix fut montée au sommet du clocher, par les Georges Picault père et fils, couvreurs et charpentiers de la ville. Le père âgé de 74 ans avait posé la précédente croix couverte de plomb en 1752. Mais cette croix trop pesante pour la pointe des chevrons de la flèche du clocher qui commençaient à pourrir, menaçait de tomber sur les passants. Et cependant cette flèche couverte en plomb également, avec la mention J. Neveu, curé de Beaumont avait été placée en 1720.

A l'époque de la Révolution « toutes ces figures de royauté et de féodalité qui choquent l'oeuil du vray républicain durent disparaître dans cette commune », dit le citoyen Blin maire de Beaumont. Et le 2 mai 1794 « il n'en restait plus aucun que les fleurs de lys de la croix apposée en haut du clocher, et qu'il était indispensable de les faire disparaître » au plus tôt. Mais, « pour y parvenir, il fallait un couvreur habile ». Or, « le citoyen Marin Clément, couvreur



« et les fleurs de lys du haut et des bras en blanc, pesante  
« 38 livres, destinée à être posée ce jour sur le petit dôme  
« ou clocher de la maison de charité de cette ville, de  
« laquelle maison la première pierre fut posée le 21 juin  
« dernier par M. d'Arlanges et M<sup>me</sup> de Perrochel. Cette  
« croix, haute d'environ 5 pieds est surmontée d'une figure  
« d'ange de fer blanc, peinte en jaune d'environ 15 pouces  
« de hauteur, est mobile et tournante à tout vent. Cette  
« image ou figure d'ange tient une trompette d'une main.  
« et une croix de l'autre, comme appelant et citant tous  
« les hommes au dernier jugement ».

Après avoir ainsi édifié son « palais scolaire », et l'avoir meublé, le curé de Beaumont résolut de prendre ses dispositions pour rendre sa fondation stable et permanente. Il prit un moyen qu'il croyait plus que tout autre, propre à obtenir ce résultat, et en cela il se trompait grandement, hélas, ce fut d'abandonner le tout à la ville. D'un autre côté, accablé d'infirmités, et décidé à donner sa démission de curé, il voulait empêcher des contestations avec ses héritiers.

Le 12 mars 1782, les officiers municipaux de Beaumont réunis à l'hôtel de M. Ronsard, maire de la ville « à défaut d'hôtel de ville », virent comparaître devant eux le vénérable prêtre. Celui-ci leur rappelle qu'en sa qualité « d'ad-

domicilié en la commune de Ballon, se trouvant actuellement à Beaumont « pourrait bien se charger de cette opération ». Il est introduit dans l'assemblée municipale composée des citoyens Blin, Sergent, Passe, Jouin et Malherbe et là il déclare « qu'il se chargerait volontiers d'effacer et faire disparaître les trois fleurs de lys placées aux trois extrémités au haut du clocher, en ôtant seulement deux fleurons de façon que le troisième ne formera plus qu'une petite pique. Sur l'observation de *plusieurs* des membres de ladite commune, il a été arrêté qu'au lieu de deux fleurs de lys, ledit Clément coupera les *deux bras de la croix*, et pour le salaire desdits travaux le conseil a arrêté qu'il luy seroit payé la somme de 120 livres somme à laquelle ledit Clément s'est accordé aux conditions « qu'on lui fournirait tout ce qui serait nécessaire pour la réparation du clocher et de l'église ». (*Délibérations* du 10 floréal an II.)



administrateur des biens des pauvres et voulant tout ce qui pourrait procurer à la ville du soulagement pour les pauvres et du bien pour la religion et le culte divin, il avait à cet effet sollicité le premier cet établissement utile et que pour le favoriser et même en faciliter l'exécution sans être à charge aux habitans, il avait promis et engagé son honneur et sa conscience, de faire raccommoder à ses propres couts et dépens la maison du bordage dépendant de l'ancienne communauté de religieuses de cette ville, supprimée et abandonnée aux habitans pour en faire la demeure des sœurs établies en cette ville, qu'il avait également promis leur fournir des meubles convenables, ainsi que la ville s'y était obligée et que pour remplir les promesses et engagements, volontaires de sa part, qui ne lui étaient dictés que pour le plus grand bien des pauvres et celui qui doit résulter de l'instruction gratuite des jeunes filles, au lieu de détruire la maison du bordage dont la ville retire un revenu par sa location, il a préféré faire édifier à neuf, sur le fond de la ville qui luy a été indiqué ; et comme de droit, celui qui bâtit sur le fond d'autrui ne peut y avoir aucune propriété, ledit Sr Curé a demandé acte de ce qu'il déclare renoncer à faire aucune demande en restitution, dommages et intérêts ou autres de quelque espèce qu'elles soient, pour la maison et dépendances situées sur le terrain dépendant de l'ancien couvent des religieuses supprimées et qui appartient aujourd'hui à la ville, ni aucun des meubles qui se trouvent dedans, que les sœurs seront tenues de laisser à la ville, suivant l'inventaire qu'il a remis à l'instant ; déclarant en outre, que la ville ne pourra être tenue de payer aucuns mémoires de quelque espèce qu'ils soient pour ledit bâtiment, cour, jardin, enclos, meubles et fournitures faits ou dus jusqu'à ce jour inclusivement, lesquels il s'oblige d'acquitter, s'il en étoit présenté ou à nous ou à tous autres, comme représentant le général des habitans ; mais requérant aussi qu'à ce moyen il soit entièrement



déchargé, lui et ses héritiers de toutes réfections, réparations et autres charges quelconques dudit bâtiment, circonstances et dépendances, et qu'il soit établi pour constant par la présente délibération, qu'il a rempli suffisamment les promesses et engagements volontaires qu'il avait pris en esprit de charité, et nous a de tout requis acte, et a signé après lecture ».

M. Yvard avait accompli son devoir charitable jusqu'au bout, il était bien juste, qu'à son tour, le Conseil de ville lui attestât sa reconnaissance et celle des habitants.

« Sur quoi, ledit Sr Curé retiré, la matière mise en délibération, il a été unanimement arrêté que ledit Sr Curé  
« seroit considéré par l'Hôtel de ville et le général des habitants comme Bienfaiteur des pauvres et particulièrement  
« de l'édifice qui sert aux sœurs de charité et des meubles  
« qui y sont contenus, que le tout demeurera à la ville,  
« que ledit Sr Curé sera déchargé de toute promesse et  
« engagement par luy pris par esprit de charité et d'amour  
« de Dieu pour ses paroissiens les plus indigens, et que  
« pour preuve de reconnaissance de ses bienfaits, de la part  
« de l'hôtel de ville comme représentant le général des  
« habitants, il serait délivré aud. M<sup>e</sup> Yvard, copie de la présente délibération, en témoignage de remerciements  
« sincères et de la reconnaissance la plus étendue ».

Cette délibération est signée : Ronsard, Lieut<sup>e</sup> gal et Maire, d'Aubigny, échevin, Bardou de Boisquetin, etc.

Quelques mois après, M. Yvard ayant terminé son œuvre, donna sa démission de curé en faveur de son vicaire, René-Jean-Baptiste-Victor Leguicheux, qui prit possession le 21 août 1782. M. Yvard vécut encore deux ans dans sa paroisse et mourut le 28 octobre 1784, âgé d'environ 70 ans. Il fut inhumé au cimetière de la Chapelle deux jours après, le 30, par Pierre-François Paris, curé de Sainte-Sabine et doyen rural de Beaumont, en présence de ses deux sœurs, Françoise-Marie-Claudine Yvard, épouse de M<sup>e</sup> Gabriel-Joseph



Deléls, et d<sup>lle</sup> Magdelaine-Jeanne Yvard, de Joseph Deléls, Lieut<sup>t</sup> particulier, de messire Jean-Bapt. d'Arlanges, du s<sup>r</sup> Lescureul de la Ronce, ses cousins, et de la plupart des curés du doyenné.

Au moment de la Révolution, l'hôtel de ville n'ayant pas où se loger, s'empara des deux salles qui se trouvent à l'extrémité du bâtiment des sœurs, du côté de la route d'Alençon pour y tenir ses assemblées, mais en 1791, considérant « que l'entrée de l'hôtel de la commune, se faisant par la maison des sœurs de la Charité, et que cela était gênant pour le corps municipal et pour elles ; mais qu'il était possible de se procurer une entrée plus commode en faisant d'une croisée une porte, ce qui serait fort peu coûteux et bien plus avantageux », ordonne de faire l'ouverture, et la municipalité fut installée dans l'école jusqu'à l'époque où elle acquit l'hôtel bâti par M. de Perrochel, qui sert aujourd'hui encore d'Hôtel de ville.

Le 12 janvier 1791, le Curé de Beaumont, René Leguicheux, prêta le serment schismatique à la Constitution civile du clergé, devant les officiers municipaux, Deléls, Lehault, Jouin, Folis et Brousset. Il le réitéra dans l'église paroissiale, le 6 février suivant, avec l'abbé René Bedeau, principal du collège, « les seuls qui se soient présentés » dit la délibération prise à ce sujet. Les religieuses ne furent pas encore requises de prêter le serment, la sœur Le Plat, supérieure, ayant été atteinte d'une maladie grave, s'était enretournée dans son pays natal. Mais n'étant pas encore de retour au mois de septembre, la sœur Lesage fut mandée, le 27, à la municipalité, et « requise de prêter le serment ». Elle « supplia le conseil de sursoir à la demande du serment jusqu'au retour de sa supérieure » ; celle-ci devant revenir dans quelques jours. Le conseil accorda le sursis. Lorsque la supérieure fut revenue, les deux religieuses ayant refusé de faire le serment, furent sommées de quitter la maison, et les scellés furent apposés



sur leurs meubles. C'est donc sans preuve qu'on a dit qu'elles avaient prêté le serment.

» Le 30 janvier 1793, devant le conseil général assemblé, « où étaient les citoyens Blin (1), maire, Passe, Besnier, « Malherbe et Folis, officiers municipaux, les citoyens « Than, Jacques Jouin, père, Piard, serger, Jacques « Gellant et Talbot, notables, se sont présentées les ci- « toyennes Françoise Leplat et Julienne Lesage, cy-devant « sœurs de charité en cette ville, lesquelles nous ont remis « un extrait du registre des délibérations du Directoire du « département de la Sarthe, en date du 23 du présent mois « qui autorise le conseil général à remettre aux susdites « sœurs les meubles et effets qu'elles justifieront leur « appartenir et qui se trouveront en plus de ceux détaillés « et constatés dans l'inventaire déposé au greffe de ladite « municipalité, et qu'en conséquence les scellés apposés « sur lesdits effets seraient levés par les officiers municipaux, ou des commissaires nommés par eux à cet effet.

« Sur quoi la matière mise en délibération, et après que « le citoyen Passe faisant les fonctions de procureur de « la commune pour l'absence du procureur ordinaire, le « citoyen Tison, a été entendu, le conseil général a arrêté « que le citoyen Quentin-Aubert, notaire-juge de paix du « canton de cette ville, y demeurant, serait prié de se trans- « porter à la maison de charité pour y lever les scellés en « présence des officiers municipaux, qu'il avait ci-devant « apposés sur les effets y délaissés par les cy-devant sœurs « qui habitaient ladite maison ; et que ceux qui se trouve- « raient excédant à l'inventaire dont est parlé cy-dessus, et

(1) Le citoyen René Blin, né le 27 janvier 1734, vint à Beaumont en 1764, où il fut nommé receveur des aides, ou contributions indirectes. A la Révolution ses opinions avancées lui valurent de supplanter M. Régnier à la mairie. Obligé plus tard de donner sa démission, il fut nommé agent municipal en l'an VI.

Sa femme Renée Duval était encore plus exaltée que lui.



« qu'elles justifieront leur appartenir, leur seront remis par  
« lesdits officiers municipaux présens auxquels elles en  
« donneront leur reconnaissance. » Tous ont signé cette  
délibération, ainsi que le sieur Lemêle, secrétaire-greffier.

Ce ne fut que le 28 février qu'eut lieu la levée des scellés  
et la remise des effets qui appartenaient aux sœurs : c'étaient  
quelques meubles de peu d'importance, un lit complet, une  
horloge, un petit buffet, une table, quatre chaises et des  
ustensiles de cuisine.

Les sœurs ayant quitté leur maison, et la municipalité  
elle-même, qui y tenait autrefois ses séances, l'ayant abandonnée, on y établit un atelier de salpêtre sous la direction  
du citoyen Bidon, nommé par le district de Fresnay « chef  
d'atelier salpêtrier révolutionnaire ». Les opérations ne  
réussirent pas, les chambres étaient dévastées ; les poutres  
avaient été brûlées par un incendie et le citoyen Bidon fut  
autorisé à continuer ses expériences « dans la chapelle de  
Saint-Pierre, ensemble la petite chapelle de Saint-Thomas-  
de-Grenet et l'angard qui servait autrefois de colombier ». Il  
ne réussit pas mieux, semble-t-il, dans ce nouveau local,  
car, au bout de cinq mois, « la dépense excédait la recette  
d'environ 6.775 livres ».

Les religieuses expulsées de leur demeure, s'étaient reti-  
rées dans une maison située sur la gauche de la rue du  
Repos, tendant au cimetière, et là, elles continuèrent leurs  
classes comme auparavant, ayant non-seulement « environ  
60 externes, mais encore 20 pensionnaires ».

C'en était trop pour les révolutionnaires, et cela ne pou-  
vait durer. Le 20 juin 1794, « le citoyen l'asse, premier  
officier municipal, faisant les fonctions d'agent national en  
son absence, entendu et requérant, « le Conseil général a  
arrêté que pour se conformer aux loix, les cy-devant reli-  
gieuses ou sœurs qui habitent en ce moment notre com-  
mune et surtout celles qui ne se sont pas conformées aux  
dites loix, vont être mises sur le champ en estat d'arresta-



tion, et qu'en conséquence Françoise Le Plat et Julienne Le Sage, cy-devant sœurs de Charité, Jacqueline Flore Angélique Clinchamp (1), Françoise-Louise Fontaine (2), cy-devant religieuses de la Visitation du Mans, Marie-Élisabeth Ruel, sœur converse de la même communauté, Louise Guimont (3), cy-devant religieuse des Maillets, vont être et *sont d'hier au soir*, recluses par sommation verbale à elles faite par chacun des membres du comité de surveillance et de la municipalité, et pour maison d'arrêt le Conseil général de concert avec le Comité de surveillance et ré-

(1) La sœur de Clinchamps, âgée de 55 ans s'était retirée le 16 septembre 1792, avec la sœur Ruel, chez son frère Jacques-René de Clinchamps, qui habitait Beaumont depuis six ans, dans sa maison du faubourg des Loges, actuellement l'hospice, avec sa nièce Julie de Clinchamps qui en 1798, épousa M. Delélee.

(2) Sœur Fontaine âgée de 53 ans avait reçu l'hospitalité chez la sœur de l'ancien curé de Vivoin, « la citoyenne Le Baron », rue de la Croix.

(3) La sœur Louise Guimont fit « sa soumission aux lois de la République », le 21 messidor an III (10 juillet 1795) et elle en fut récompensée par une pension de 600 livres.

Elle fut probablement poussée à cet acte reprehensible par son frère Joseph-Gervais Guimont, baptisé en 1739, à Beaumont, qui d'abord vicaire à Saint-Germain-de-la-Coudre, fut curé du Gréez, et puis en 1779 le 12 février, titulaire de la chapelle Saint-Michel de la Lardière, fondée dans l'église de Beaumont par M<sup>e</sup> Michel Fourmy, curé de Beaumont, le 12 mai 1503. Non seulement Guimont prêta le serment de haine mais il contracta une union sacrilège. Attiré à Beaumont en 1798 par le citoyen Dufour, commissaire du Directoire, il ouvrit une école particulière. M. Julien-Pierre Lacroix, qui mourut curé de Ballon, supérieur de la Mission du doyenné de Beaumont eut le bonheur d'obtenir sa rétractation. Le 14 février 1801, Guimont sur le point de mourir, reçut le Saint Viatique au milieu d'une foule de fidèles, devant lesquels il s'accusa publiquement « de son serment, de ses scandales, de ses sacrilèges avec une telle amertume et un tel repentir qu'il arracha des larmes à tous les assistants ». Il mourut quinze jours après, le 19 février 1801, sa maladie ayant été aggravée par les reproches violents et les injures d'un jacobin mécontent de sa rétractation.

(Voir Aubry, *Ballon*. — *Lettre de M. Delélee*, communiquée par M. Chambois.)



volutionnaire de cette dite commune ont choisi partie de la maison du cy-devant collège (inoccupé alors), attendu que la maison d'arrêt de notre commune est remplie de prisonniers, et que le commandant de la garde nationale (1) va être requis de faire placer un garde qui sera rétribué par les détenues. »

Nos sœurs furent-elles longtemps prisonnières, nous ne savons. Toujours est-il que l'affaire n'alla pas plus loin. D'après la tradition locale, les sœurs de l'école se retirèrent à la Croix-Verte, et y restèrent pendant quelques années. Mais dès février 1798, elles avaient de nouveau, à Beaumont même, une école prospère qui excitait la jalousie. A cette époque, tous les rapports constatent que les écoles n'étaient pas suivies (2), seule l'école des sœurs avait des

(1) La milice citoyenne fut instituée à Beaumont dès 1790. Le 17 juillet, M. de Chourses fut choisi comme commandant, et les sieurs Beaudoux, Péan, Préhoux, furent nommés officiers. L'année suivante le 3 juillet 1791, M. de Chourses fut nommé colonel, M. de Faudoas fut lieutenant-colonel, Alexandre Malherbe major, Beaucé adjudant, Joubard, tambour-major. Ils furent confirmés en 1792, mais en 1793, à la pluralité des voix, le citoyen Beaucé fut nommé commandant en chef, et « le citoyen Faudoas fut commandant en second, le citoyen Malherbe le jeune adjudant-major ».

(2) Ventôse an VI (février 1798). — Les communes de Beaumont, Assé et Ségrie sont les seules où il y ait des instituteurs. Ils existent depuis le système actuel d'éducation, mais leurs écoles ne sont pas suivies comme elles devraient l'être, parce que nul ne peut être contraint.

« Les écoles primaires ne sont, proprement dit, que ce qu'elles étaient avant leur institution. A Beaumont seulement, on y donne connaissance des droits et devoirs de l'homme et de la Constitution. »

Messidor an VI (juin 1798). Écoles publiques. « Il y en a six dans le canton. Deux autres n'ont pas eu lieu, à défaut d'instituteurs. Leur organisation est la même que celle des anciennes petites écoles, excepté qu'à Beaumont, on y donne des livres républicains. Écoles particulières. — Je ne connais qu'une femme à Beaumont où il va environ 40 élèves. L'institutrice avait d'abord refusé le serment, elle l'a fait en vertu de la loi du 19 fructidor. Elle n'assiste



élèves. Aussi les mesures draconiennes ne se font pas attendre, et bientôt les pauvres religieuses vont être obligées d'abandonner leur œuvre.

Le 29 ventôse an VI (19 mars 1798), un rapport sur la visite des maisons d'éducation est envoyé au district : Considérant qu'il résulte de ce rapport « que les citoyennes Leplat et Lesage cy-devant sœurs d'hospice à Beaumont, y exercent les fonctions d'institutrices, qu'elles ont refusé de prêter le serment, qu'elles ne donnent à leurs élèves aucuns des livres élémentaires adoptés par la Convention, mais bien d'anciens livres qui ne peuvent que rappeler à leurs élèves les sentimens du fanatisme ; qu'elles ne leur font point observer les décadis et qu'elles n'assistent à aucunes fêtes républicaines »..... l'administration ordonne la suppression et la clôture de l'école tenue par les citoyennes Leplat et Lesage auxquelles expédition du présent sera notifiée par le Commissaire (1).

Les sœurs furent donc encore obligées d'abandonner leur école et de se cacher pendant le reste de la tourmente révolutionnaire.

Elles reparurent lorsque les églises purent se rouvrir, et dès 1803, elles étaient installées de nouveau dans leur

à aucune fête publique. L'administration se propose de prendre un parti à son égard. »

Brumaire an VII (octobre 1798). L'éducation de la commune de Beaumont va sans doute s'améliorer. Nous avons attiré le citoyen Guimont, ex-curé du Gréez, « qui tient une école particulière, dans laquelle il enseigne la langue française, l'histoire et la géographie. Il a déjà des écoliers qui commencent bien ».

(Archives de la Sarthe, L 21/15. Rapports du citoyen Dufour, commissaire.)

(1) Le citoyen Dufour écrivait en germinal an VII (mars 1799), dans son rapport à l'Administration départementale sur les écoles :

« L'administration a ordonné la clôture de l'école tenue par deux ci-devant sœurs de charité, dont les principes anti-républicains étaient connus. » (Voir Bellée, *Recherches sur l'instruction publique pendant la Révolution*, Annuaire 1876, p. 248.)



ancienne maison. A ce moment, les rapports nous disent qu'elles étaient au nombre de trois. Il est certain que les deux sœurs Leplat et Lesage revinrent à Beaumont : nous le savons par les certificats qui leur furent délivrés par M. Régnier de la Ronce, notaire *certificateur*, dont les listes d'émargement existent encore. A cette époque, elles reçurent une pension du gouvernement à titre *ecclésiastique* : S<sup>r</sup> Le Plat recevait 400 francs et S<sup>r</sup> Lesage 333 francs. (M. de Faudoas, comme ex-bénéficiaire, recevait 800 francs, et M. Jacques-René de Clinchamps, comme ancien officier, 1.100 francs). Malheureusement ces listes s'arrêtent à 1810, et le seul renseignement que nous y trouvons est une note ajoutée à l'article : *domicile*, où nous lisons à la date du 24 octobre : « S<sup>r</sup> Lesage, ex-congrégationnaire, à Segrie depuis 8 jours, depuis à Evron » (1).

Nous serions incomplet, si nous n'ajoutions pas que pendant tout un siècle, l'établissement de Beaumont a prospéré et qu'il a fallu les lois récentes de laïcisation pour les déposséder de nouveau d'une maison bâtie pour elles, par un curé de Beaumont.

Puissent nos religieuses chassées de leur école, y revenir un jour comme leurs devancières, pour y continuer leur œuvre de charité et de dévouement.

L. BESNARD.

---

(1) Sœur Julienne Lesage, naquit à Vaucé (Mayenne), le 24 janvier 1759. Elle était fille de Michel Lesage et de Charlotte Delaporte. Elle mourut le 15 décembre 1837. Sœur Françoise Leplat est née à Sainte-Gemme-le-Robert, le 14 septembre 1748, de François Leplat et de Jeanne Guédon. Elle mourut à Beaumont, le 22 avril 1818, et fut inhumée au cimetière de la chapelle.



## APPENDICE

---

### 1.

#### NOMS DES RELIGIEUSES DU COUVENT DE BEAUMONT (1640-1751)

Sœurs Jeanne Hardy, abbesse, 1641.  
Françoise de Beaupère, vicaire.  
Cécile Lefebvre.  
Claire Le Balleur, vicaire 1650.  
Françoise Goureau (dépositaire id.), vicaire 1664,  
supérieure 1690.  
Jeanne Flottey.  
Gabrielle de Belleriant.  
Anne Brissard.  
Marie Le Godays.  
Agnès Peschard.  
Thérèse Gigon.  
Françoise-Thomas de la Poulerie, 1641-1698-1701.  
Marie-Magdeleine de Belleriant, 1641, vicaire 1690,  
supérieure 1697-1700.  
Angélique Moulinneuf, 1641-1698-1700.  
Françoise de Clinchamps.  
Jeanne Pasquinot, 1641-1698-1700.  
Gatienne Sevin.  
Jeanne de la Matiaye.  
Claude Moulinneuf, 1650.  
Françoise Moulineau, 1650.



Louise de Chourses de Beauregard, 1650-1690.  
Marie Le Balleur, 1650-1690.  
Jeanne Chapelet, 1650-1700.  
Marie Chevallier, 1650.  
Catherine Peschard, 1650-1700.  
Elisabeth Digeon, 1650-1700.  
Louise de Clinchamps, 1650.  
Anne Chapelet, 1698-1700.  
Catherine Lenoir, 1650-1700.  
Anne Turgot, abbesse 1664.  
Renée de Cadier, 1670.  
Catherine Lenoir, 1698, supérieure 1709.  
Louise des Touches d'Andigné, dépositaire 1690,  
vicaire 1697 et 1698-1701.  
Suzanne Martin de Crotay, dépositaire 1697-1700-  
1712, supérieure 1732-1749, décédée le 4 jan-  
vier 1751.  
Anne Chevallier, 1697.  
Claude Chevallier, 1697-1700, vicaire 1712.  
Renée de Chourses de Beauregard, 1697, supé-  
rieure 1712.  
Marie Ribault, 1697-1700.  
Jeanne Ribault, 1697-1700.  
Marie Robidas de Saint-Joseph, dépositaire 1726,  
vicaire 1732.  
Anne Robidas de la Chesnaye, 1698-1700.  
Louise de Chourses, 1698-1700.  
Marie Pasquinot, mère de Jeanne, 1701.  
Anne Pasquinot, supérieure 1703-1712.  
Marie-Françoise-Etienne du Bellay, novice 1712,  
dépositaire 1732.  
Marguerite Aulbin, 1712, supérieure 1719-1726.  
Louise Jousset, 1712, dépositaire 1728.



Magdeleine Amiard, 1712, dépositaire 1719, supérieure 1726-1732.

Marie de Crochard, 1712.

## II.

BULLE DU PAPE ALEXANDRE VII, DU 20 SEPTEMBRE 1666,  
SUR LA NOMINATION D'ANNE TURGOT, COMME ABBESSE.

Ad futuram rei memoriam. Exponi nobis nuper fuerunt dilectæ in x<sup>to</sup> filiæ moniales monasterii beatæ Mariæ de Angelis nuncupati oppidi *de Beaumont* ordinis mitigati S<sup>te</sup> Claræ Urbanistarum nūcti Cenomanen. diœcesis, quod ipsæ quæ ut asserunt sub obedientia et jurisdictione venerabilis fratris Episcopi Cenomanen. vivunt, a quatuor annis vel circiter sub prætextu liberandi earum monasterium ab ære alieno quo gravatum esse supposebatur inductæ, aut potius minis et violentiis personarum sæcularium atque etiam ipsiusmet episcopi ejusmodi moniales renitentes vexantis, coactæ fuerunt inire contractum per quem dilectam in Christo filiam Annam Turgot monialem alterius monasterii in provincia scilicet oppidi *d'Argentan* Sagiensis diœcesis monialium quidem ordinis sanctæ Claræ, sed sub obedientia et gubernio Fratrum ordinis S<sup>ti</sup> Francisci viventium, in earum et primodicti monasterii Superiorissam perpetuam sub conditione quod ipsa, vel parentes ejus pro ea, summam quindecim millium librarum Turonens. in extinctionem prædicti æris alieni, ac aliàs in opus et utilitatem ejusdem monasterii impendendam solverent, admittere sese obligarunt prout revera illam admiserunt nullo accedente minusque requisito Sedis Apostolicæ beneplacito. Cum autem sicut eadem expositio subjungebat, contractus hujusmodi sit mere simoniacus quamvis supradicta summa soluta non fuerit, et in eo graviter violatæ fuerint dicti Ordinis

LXVI. 20



Constitutiones a felicis recordationis Urbano vi<sup>o</sup>, et Eugenio iv<sup>o</sup>, et Leone x<sup>o</sup> Romanis pontificibus prædecessoribus nostris condita et innovata et respective confirmata, quibus decernitur et præcipitur etiam sub pœna peccati mortalis, monialibus ordinis hujusmodi ut unam earum monasterii monialem quolibet triennio in abbatissam eligant. Cumque dicta Anna prætextu assertæ licentiæ se transferendi ad primodictum monasterium et illi se incorporandi quam a Congregatione venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium negotiis et Consultationibus Episcoporum et Regularium præpositæ, die xii decembris M. D. C. LXIV extorsit sub falsis expositis et sub simulata promissione quod tres ejus fratres germani sumptam summam quindécim millium Librarum ipsis exponentibus pro illis in suis necessitatibus sublevandis et reparationibus monasterii utilibus et necessariis conficiendis per modum donationis aut aliam amplioris ejusdem monasterii dotationis realiter persolverent, quam tamen numquam solverunt necolvere curant, se, contra mentem ejusdem Congregationis qua die decimo septimo aprilis M. D. C. LXVI electionem ad triennium fieri debere specialiter decrevit, tanquam abbatissam perpetuam gerat et in ea qualitate disciplinam regularem spernat liberiùs quam par esset veniendo, et in monasterio violata clausura quæ hactenus in eo observata fuerat pro suo libitu exeundo ac monasterii bona dilapidando. Nobis propterea quamplures ex monialibus primodicti monasterii iram Dei pro tot malis et excessibus pertimescentes et animarum suarum saluti consulere volentes, humiliter supplicari fecerunt ut quandoquidem dicta Anna in abbatissatus officio ultra triennium absque nova de sui persona facta canonica electione perseverat ut se abbatissam perpetuam profitetur, nos rescisso et irritato contractu hujusmodi regularis disciplinæ in primodicto monasterio reintegrationi, et conscientiarum omnium ejus monialium quieti, ut aliàs opne in præmissis providere et ut infra indulgere de beni-



gnitate Apostolica dignaremur, nos igitur easdem moniales specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes et earum singulares personas a quibusvis Excommunicationis, Suspensionis et Interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, a pœnis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quolibet modo innodata exunt, ad effectum præsentium tam consequendum harum serie absolvendi et absolutas fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de memoratorum Cardinalium consilio attentis narratis, ut habita per eosdem Cardinales super præmissis matura consideratione, auctoritate Apostolica tenore præsentium mandamus procedi pro moniales prædicti monasterii Beatæ Mariæ de Angelis oppidi *de Beaumont* Cenomanen diœcesis ad electionem novam Abbatissæ juxta formam Constitutionum, ac prædictæ Annæ Turgot perpetuum super præmissis silentium imponimus; quapropter committimus venerabili Fratri Archiepiscopo Turonensi metropolitano, ut easdem presentes executioni omnino demandari auctoritate nostra jubeat et faciat, decernentes ipsas præsentis litteras firmas, validas et efficaces exire et fore suosque plenarios et integros effectus sertiri et obtinere, ac in omnibus et per omnia plenissime suffragari, sicque in præmissis per quoscumque judices ordinarios et delegatos etiam causarum Palatii Apostolici auditores judicari et definiri debere ac irritum et inane quidquid secus super his à quoquam quavis auctoritate scientes vel igitur contigerit attentari non obstantibus in contrarium prætensis a constitutionibus et ordinibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XX septembris M. D. C. LXVI. Pontificatus nostri anno duodecimo.

Sic scriptum est a tergo :

Moniales monasterii *de Beaumont* Brevis mandati ut ipsæ procedant ad novam electionem abbatissæ triennalis



cum impositione silentii Annæ Turgot præteritæ abbatis-  
sæ perpetuæ.

*Cum sigillo.*

A la suite :

Collation faite de la présente coppie à une aultre copie  
rivée par collation à l'original en parchemin représentée  
et rendue par les nôtaires royaux soussignés Gentil et  
Dupuy avec paraphe. La ditte coppie collationnée aussy  
représentée et le tout après la collation de la dicte présente  
copie faite par les Notaires et Tabellions royaux au Mayne,  
demeurant à Bonnestable, soubsignés ce vingt six août 1667.  
Moreau, Jarry.

### III.

#### GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DE CHOURSES DE BEAUREGARD

La famille de Chourses, Chaourses, Sourches, que plu-  
sieurs auteurs font descendre des Brizay de Touraine, à  
cause de la similitude des armes, était établie au Maine  
dès le XI<sup>e</sup> siècle. Elle était riche et puissante. Elle possé-  
dait les terres de Sourches en Saint-Symphorien, de Ber-  
nay, de Brûlon, de Saint-Mars-sous-Ballon, de Malicorne,  
de Saint-Aignan. Elle se divisait en plusieurs branches, qui  
aujourd'hui sont éteintes. Les Sourches de Saint-Sympho-  
rien et de Brûlon disparurent dans les premières années  
du XIV<sup>e</sup> siècle. Ceux de Malicorne s'éteignirent en 1609,  
par la mort de Jean de Chourses. Enfin, ceux qui fermè-  
rent la branche de Brémien ou de Beauregard finirent  
seulement en 1850.

En 1667, devant l'Intendant de Tours, Voisin de la Noi-  
raye, les frères de Chourses de Beauregard, Gabriel, sieur  
de Beauregard, gouverneur de la ville et château de Bon-  
nétable, Gabriel, prieur de Solesmes, Louis, s<sup>r</sup> de Chai-  
gné, Jean-Paul-François, s<sup>r</sup> de Beauregard, Jean-Baptiste,



s<sup>r</sup> de Chourses, comparurent et justiflèrent la possession du titre de noblesse, depuis l'année 1499, commençant en la personne de leur trisaïeul. Ils produisirent d'abord leur généalogie avec le blason de leurs armes qui sont : *d'argent à cinq fasces (ou burelles) de gueules*, et en même temps un certificat portant qu'ils ne connaissaient pas d'autres membres de leur famille que ceux dénommés à l'arbre généalogique.

I. — Noble homme Jean de Chourses, écuyer, seigneur de Malicorne, Chambourg, Vallon, Rabestan, qui mourut avant 1486, avait épousé Marie de Vivonne de Créquy, dame d'Aubigné. Ils eurent plusieurs enfants, parmi lesquels :

*Madeleine* qui épousa le 23 novembre 1476, Nicolas de Coësmes, baron de Lucé.

*Hervé*, le 4<sup>e</sup> enfant qui suit :

II. — Hervé de Chourses, chevalier de l'ordre du roi, seigneur du lieu de Brémien, qui le 13 décembre 1480, paya, en la baronnie d'Illiers, le droit de relief pour ce fief de Brémien, après la mort de Jean son père. Il épousa par contrat passé le 22 septembre 1489, Jeanne (Beatrix) de Bailleul, fille de noble homme Loys de Bailleul, écuyer, seigneur de Cayaux et Longpont, et d'Anne Le Moine, dont :

III. — Gauvain de Chourses, chevalier, seigneur de Brémien, qui reçut en 1499 des lettres de tonsure, mais qui, plus tard, épousa Anne de Gonzolle, dame de Boisfreslon, près Montoire, et de Frainville, fille de Loys de Gonzolle, écuyer, et de Renée de Brisay, et petite-fille de Jean de Bourbon, comte de Vendôme, seigneur d'Epernon et de Mondoubleau (quittance de 1477). En 1556, Anne de Gonzolle était veuve ; le 10 décembre 1573, elle voulut fonder



une chapelle dans son château de Boisfreslon ; ce fut son fils Jean qui exécuta cette fondation en 1620 ; de son mariage elle avait eu :

iv. — Jean de Chourses, chevalier de l'ordre du roi, seigneur de Brémien et de Boisfreslon, gentilhomme de la maison d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme (1557), lieutenant de la C<sup>ie</sup> des Gens d'armes du comte de Charny (1563 et 1565), gentilhomme de la Chambre de M. le duc d'Alençon frère du roi (1571), gouverneur de la ville et château de Vendôme et du pays Vendômois (1572-1577). Il épousa Antoinette de Castelnau de Clermont dont il eut deux fils et trois filles :

1<sup>o</sup> *Guillaume*, qui suit :

2<sup>o</sup> *Renée*, mariée à César de Clinchamps.

3<sup>o</sup> *Antoinette*, mariée à André de Vieuxpont, chevalier, seigneur d'Ozonville ; elle eut en dot la terre de Boisfrêlon.

4<sup>o</sup> *Madeleine*, qui épousa : 1<sup>o</sup> Gaspard Menard, chevalier, seigneur baron de Bellegarde, et 2<sup>o</sup> Gédéon de Thianges, seigneur de la Moulinière et de la Beuvrière.

5<sup>o</sup> *Jacques*, qui fut religieux.

v. -- Guillaume de Chourses, chevalier, seigneur de Beauregard, à qui son père fit un contrat de donation, le 19 octobre 1589. Il fut capitaine d'une C<sup>ie</sup> de cent arquebusiers à cheval, destinés à la garde de Louis de Bourbon, comte de Soissons, prince du sang (1590 à 1598), capitaine de 40 lances pour le service du roi, nommé en 1611 au gouvernement particulier du château de Thoury, et reçut la même année un don du roi de 12.000 l., pour services rendus à l'Etat. Il épousa Françoise de Commynes, dont il eut un fils :

vi. — Gabriel de Chourses, écuyer, seigneur de Beauregard, Boisfrêlon, Brémien. Le 11 janvier 1621, Gabriel de



Chourses étant cornette des gardes de M<sup>re</sup> le comte de Soissons, signa les articles de son futur mariage, comme principal héritier avec les droits à lui échus par le décès de sa mère Françoise de Commynes. Le 18 janvier 1620 eut lieu son contrat de mariage avec Jeanne (Anne) Pasquinot, fille de Jacques II Pasquinot, bailli de Bonnétale seigneur de la Semondière, et de Françoise Paignard et sœur de Pierre II, qui, à sa qualité de bailli ajouta celle de contrôleur de la maison du comte de Soissons. Le 14 mai 1622, il reçut ses lettres de provision de la charge de capitaine des gardes du même comte. De ce mariage sont issus huit enfants, cinq fils et trois filles. Ce furent eux qui se présentèrent devant Voisin de la Noiraye.

1<sup>o</sup> *Gabriel*, né à Bonnétale, qui suit :

2<sup>o</sup> *Jean-Baptiste*, né à Bonnétale le 27 mars 1634, qui a fait une branche rapportée après la descendance de son frère aîné.

3<sup>o</sup> *Gabriel*, religieux de la Congrégation de Saint-Maur, conseiller et aumônier du roi, et prieur commendataire de Solesmes, inhumé le 19 décembre 1682, dans l'église de Bonnétale.

4<sup>o</sup> *Louis-François*, seigneur de Chaigné à Ancinnes, baptisé à Bonnétale le 13 novembre 1631, se fit jésuite, et est connu sous le nom du P. de Beauregard. Ce fief de Chaigné, assez important, avait été acheté en 1616 par Pierre Pasquinot, contrôleur en la maison du prince de Conti, à Jean Berthelot, seigneur de Beschereau ; il appartenait en 1558 à Jacques Vignolles, et en 1469 à Jacques Seigneur.

5<sup>o</sup> *Jean*, abbé de Saint-Michel du Tertre, à Ancinnes, prieuré de Bénédictins dépendant de l'abbaye de Tiron, au diocèse de Chartres ; il fut prieur commendataire, de 1669 à 1680, succédant à Gabriel Dagues. D'après un placet d'audience, c'est Jean-Paul de Beauregard qui était reli-



gieux de la Compagnie de Jésus en 1689, et qui avait abandonné ses biens à sa sœur Anne.

6<sup>e</sup> *Louise*, religieuse de Sainte-Claire, au Monastère de N.-D. des Anges à Beaumont, dont Jeanne Pasquinot était supérieure (1650).

7<sup>e</sup> *Renée*, religieuse au même couvent ; supérieure en 1712.

8<sup>e</sup> *Anne*, née à Bonnétable le 18 février 1624, épousa Jean-Thomas du Fossé, seigneur de Verdun, lieutenant-général du bailliage et siège présidial de Rouen ; devenue veuve, elle se retira au couvent de Beaumont, auprès de ses deux sœurs, où elle mourut le 14 janvier 1697, et fut inhumée dans la chapelle des religieuses par M<sup>e</sup> Pasquinot, curé de Meurcé.

VII. — Dans un acte de partage, le prieur de Solesmes est qualifié d'ainé, cependant son frère Gabriel prend ce titre lors de son mariage.

Gabriel de Chourses, seigneur de Beauregard, capitaine du château et de la ville de Bonnétable, épousa en premières noces Renée Dagues, sa cousine germaine, fille de René Dagues, sieur de la Vassorerie, conseiller du roi au présidial du Mans et de Renée Pasquinot ; devenu veuf, il épousa en secondes noces, le 4 février 1665, Marguerite de Breslay, (Madelcine de la Roche-Brélé) veuve de François du But, écuyer, fille de Charles, écuyer, seigneur de La Roche Breslay et de Marguerite de Segrais ;

Du premier lit sont issus :

1<sup>o</sup> *René*, dont les actes postérieurs ne parlent pas.

2<sup>o</sup> *Gabriel*, chevalier, sieur du Plessis, né vers 1646 à Bonnétable, lieutenant au régiment royal dans les régiments de Hollande, capitaine au régiment de Picardie, tué au siège de Mons ; d'après un autre acte, il mourut à Haguenau, en Alsace, le 28 décembre 1675.



3<sup>o</sup> *Gabrielle (Renée)*, baptisée à Bonnétable en 1648, alliée le 18 août 1676, à Bonnétable, à Pierre de Baigneux de Courcival, major de la ville du Mans, dont elle eut six enfants ; elle mourut en 1718 ; Pierre de Baigneux, né en 1649, était fils de René, deuxième du nom, et de Marthe Joubert ; le mariage fut célébré en l'église de Bonnétable par M<sup>e</sup> Jean de Baigneux, prieur de Sacé, frère de l'époux.

Du deuxième lit :

4<sup>o</sup> *Louise-Marguerite-Françoise*, née à Bonnétable, alliée en 1697 à Charles de la Condamine, receveur général des Finances en la généralité de Moulins, morte en 1751, laissant quatre enfants, parmi lesquels le célèbre académicien La Condamine, décédé à Paris le 4 février 1774.

5<sup>o</sup> *Louis* de Chourses, capitaine de cavalerie au régiment Dauphin, tué au siège de Mons, en 1691, ainsi que son frère aîné.

La branche aînée se trouvait éteinte. Ce fut Jean-Baptiste frère puîné de Gabriel qui devint chef de la maison de Chourses.

VIII. — Jean-Baptiste de Chourses, baron de Chanderloo, en Hollande, seigneur de Beauregard, Boisfreslon, fut d'abord capitaine de cavalerie au régiment d'Estrades, puis attaché d'ambassade à la suite de Gilles (François) du Hamel de Latréaumont, ambassadeur à La Haye. Là, il épousa dans la chapelle de l'ambassade, le 31 juillet 1665, Thérèse Vander-Meer, d'une des premières familles d'Utrecht, et dont les armes sont : *d'or au lion d'azur lampassé de gueules*. Devenu veuf, il épousa en deuxièmes noces à Emmerick, au pays de Clèves le 22 décembre 1679, Lucrèce Van Vis-singh, en présence de l'ambassadeur de France ; il mourut à La Haye le 4 octobre 1700. De ses deux femmes il eut dix enfants, quatre du premier lit et six du second, tous nés à La Haye, excepté une fille, Marie-Thérèse, baptisée à Bonnétable le 8 juin 1669 et qui mourut le 12 août 1671.



L'ainé des enfants de sa seconde femme, Godefroy-François, né à La Haye en 1681, seigneur de Puisieux-en-Champagne, a fait la branche de ce nom.

IX. — Godefroy, l'ainé des enfants du premier lit, naquit à La Haye le 4 janvier 1668, il eut pour parrain Godefroy d'Estrades, ambassadeur de France en Hollande, et devint seigneur de Beauregard, Chaigné, Piacé, Béchereau. Le 6 octobre 1699 il épousa, à Bonnétable, Madeleine-Rose Pasquinot, sa cousine issue de germain, fille de Jacques Pasquinot, bailli et maire perpétuel de Bonnétable, et de Madeleine Poulard de la Boisnetière, apparentée aux Denisot, Nadot, Courtin de Torsay. Ce fut Godefroy qui, en 1720, par acte passé devant Dubois, notaire au Mans, acheta de ses co-héritiers, pour 41.000 livres, la terre de Boisfrêlon. De ce mariage sont issus :

1<sup>o</sup> *Louis*, né à Bonnétable le 8 novembre 1699, qui suit ;

2<sup>o</sup> *Élisabeth-Madeleine*, ondoyée le 28 mars 1702, baptisée le 21 octobre 1703, à Bonnétable, alliée, en l'église de Piacé, à François-Louis du Bellay, chevalier, seigneur de Drouilly, Ternay, Boisfreslon, fils de François du Bellay, gouverneur de Vendôme, lieutenant des maréchaux de France, et de Marie du Tillet, veuf en premières noces de Marie-Madeleine de Fromentières ; elle était veuve en 1741 ; elle mourut le 5 mars 1771, et fut inhumée dans le cimetière de Beaumont, par René Pasquinot, curé de Meurcé.

3<sup>o</sup> *Marie-Gabrielle*, baptisée à Bonnétable le 15 février 1703, (parrain, Gabriel Pasquinot, curé de Meurcé), qui épousa à Piacé le 9 juillet 1732, Jacques-Casimir, comte de Klasten, chevalier, lieutenant de dragons au régiment Colonel-Général, fils de Jacques, seigneur de la Girondière, d'une famille originaire de Pologne, naturalisée en 1672, et de Marguerite-Siméon Le Febvre, de la paroisse de Lignières-la-Carelle.



4<sup>e</sup> *Madeleine-Louise*, née à Bonnétable le 28 janvier 1704, baptisée le lendemain. Parrain : noble Louis Nadot, écuyer ; marraine : demoiselle Marie Pasquinot ; sans alliance. — Godefroy de Chourses fut inhumé dans le chœur de l'église de Ternay, le 17 avril 1726 ; sa veuve mourut en 1729.

x. — Louis de Chourses, baron ou vicomte de Chourses, seigneur de Beauregard, Piacé, Brémien, Béchereau, Chaigné, avait été baptisé à Bonnétable par M. de Jonchères, curé-doyen ; son parrain était Louis de Chourses, sieur de Chaigné « clair tonsuré », son grand oncle. Devenu brigadier des gardes du corps du roi, C<sup>ie</sup> de Villeroy, chevalier de Saint-Louis, il épousa, par contrat passé à Beaumont le 10 octobre 1731, Marie-Louise d'Escorches de Sainte-Croix, d'une famille originaire du Perche, fille de Pierre III d'Escorches, seigneur du Mesnil-Sainte-Croix et des Genettes, et de dame Anne de Samay, demeurant à Courtomer, en Normandie. Une de ses sœurs, Marie, avait épousé le 2 mai 1728, Jérôme de Récalde de Boisgauthier, dont elle eut une fille baptisée à Beaumont le 22 janvier 1729. De cette union naquirent quatre enfants : trois fils et une fille.

1<sup>o</sup> *Louis-René-Marie*, né le 19 février 1734, à Piacé, ondoyé le lendemain par Pierre Ripault vicaire, baptisé le 4 mai 1739, par M<sup>r</sup> Letessier curé dudit Piacé. Son parrain était le marquis de Brissac, et sa marraine la marquise de Courtomer, tous deux représentés.

2<sup>o</sup> *Jacques-Casimir*, né à Beaumont en 1735, capitaine commandant au régiment d'infanterie du Perche, chevalier de Saint-Louis, mort sans alliance.

3<sup>o</sup> *Louise-Charlotte-Madeleine*, née à Beaumont le 7 septembre 1736, baptisée à Piacé le 11 ; elle épousa à Saint-Pierre de Montsort, le 3 juillet 1759, Jean-Charles-Claude de Campion, chevalier, seigneur de la Bourgonnière en Briouze, demeurant à Alençon, fils de François-Jean et de Anne Le Prieur, décédée au Mans, sans enfants.



4<sup>o</sup> *Jean-Godefroy*, vicomte de Chourses, né à Beaumont le 11 avril 1741, élève à l'école militaire, gendarme de la garde ordinaire du roi, capitaine d'infanterie au régiment de l'Ile-de-France, chevalier de Saint-Louis, du Mont-Carmel et de Saint-Lazare. Il épousa Marie-Josèphe des Prés de Maupertuis, du Vendômois, dont un fils Jean-Louis-Joseph, officier d'infanterie, qui disparut à Laon, en 1812, lors de la retraite de Russie.

Le baron de Chourses, perdit la vie le 27 juin 1743, à la bataille d'Ettingen. Sa veuve, Louise des Corches, mourut le 15 septembre 1757, et fut inhumée dans le chœur de l'église de Piacé par M<sup>e</sup> Yvard, curé de Beaumont.

x1. — Louis-René-Marie, baron de Chourses, fut page du roi en sa grande écurie en 1750, capitaine de la Compagnie des Fusiliers du Saint-Sacrement à Beaumont en 1755, lieutenant d'infanterie au régiment de Brissac en 1753, capitaine au même régiment en 1758, blessé à la bataille de Rosbach, chevalier de Saint-Louis en 1776. Il épousa le 23 mars 1762, dans la chapelle du château du Rancher à Teloché, Marthe-Perrine-Renée Gauvain, fille de Jean-Michel Gauvain, écuyer, seigneur du Rancher, la Poissonnière à Téloché, Biars à Chevillé, conseiller à la Cour des Monnaies de Paris, et de Marie-Renée-Louise Mareau du Ronceray, dont :

1<sup>o</sup> *Louis-Jacques-Emmanuel-Marie*, vicomte de Chourses, né au Mans le 15 septembre 1763.

2<sup>o</sup> *Henriette-Adélaïde*, baptisée à Piacé le 29 juin 1766, qui épousa à Saint-Nicolas du Mans, le 22 mai 1686, Louis-Jacques-Désiré Nadot, son parent, écuyer, trésorier de France à Tours, dont 7 enfants, alliés aux de Bellegarde, de Neuville, Chevalier, Jarret de la Mairie, Burat, Thommins...

3<sup>o</sup> *Charlotte-Suzanne*, baptisée à Beaumont par M. Yvard, le 3 janvier 1771, et dont la marraine fut la duchesse de



Beauvilliers. Le 16 septembre 1794, elle épousa Jacques-Pierre-Henri de Caillau d'Eporcé, cheval-léger de la garde du roi, chevalier de Saint-Louis, dont : 1<sup>o</sup> une fille Charlotte-Amélie, née le 23 juillet 1795, qui épousa le 10 décembre 1814, Victor-Auguste-Robert de Beauregard, né aux Sables-d'Olonne le 2 juin 1791, mort au Mans le 14 décembre 1867 ; 2<sup>o</sup> Adelaïde, née au Mans le 1<sup>er</sup> juillet 1798, qui épousa en premières noces, en février 1822, Louis-Eléonore-Joseph d'Andigné de Resteau, mort sans enfants en 1839 ; en deuxièmes noces, le 6 décembre 1846, à Eporcé, Théod.-C.-M. du Fresche de la Villorion. Charlotte-Suzanne mourut au Mans le 24 janvier 1848.

4<sup>o</sup> *Marthe-Perrine-Renée* (Marthe-Sophie d'après le registre des baptêmes), fut baptisée à Piacé le 30 novembre 1772.

Elle épousa, le 1<sup>er</sup> messidor an V, Gervais-Protais-René du Moulinet d'Hardemarc, dont les ancêtres en 1650 étaient receveurs du taillon, en l'élection d'Alençon.

En 1789, M. de Chourses se rendit à Paris pour ses affaires qui périclitaient. Il partit en compagnie de la duchesse de Beauvilliers, Suzanne Desnos, qui habitait le château de la Berthelotterie, à Maresché. Pendant plusieurs mois il résida en son hôtel rue de Bellechasse, et ce fut là que sa femme lui écrivit environ douze lettres, datées de Beaumont et de Piacé, que possédait M. Brière, et que M. Robert Triger a mis si heureusement à contribution dans son ouvrage *L'Année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*. C'est dans une de ses lettres qu'elle avoue qu'ils ne sont pas riches et que toute leur vie « ils ont tiré le diable par la queue ». Le 17 juillet 1790, M. de Chourses fut nommé à l'unanimité, commandant de la milice citoyenne de Beaumont. L'année suivante, le 3 juillet, on vota de nouveau pour composer l'état-major de la garde nationale, M. de Chourses fut nommé « à la majorité » colonel, M. de Fau-doas, lieutenant-colonel, et M. Leguicheux, curé de Beau-



mont, aumônier. Le 14 juillet, une messe fut célébrée par lui « sur un autel de la patrie dressé au milieu de la place des Halles de cette ville ». Le 11 novembre 1792, il y eut « fête civique » sur la *Place d'Armes*, que l'on venait de terminer, « en assistance des citoyens commandants officiers et soldats » qui signent : de Chourses, commandant, de Faudoas, commandant en second. Les temps devenant de plus en plus troublés, M. de Chourses se retira au Mans, où nous voyons qu'à la déclaration de naissance d'une de ses petites-filles, il prend le titre étrange de « cultivateur ». Il mourut à Piacé le 6 juin 1818 ; sa femme était morte au château de Béchereau le 7 février 1799. Louis-Emmanuel-Marie-Henri de Chourses leur fils, émigra en Allemagne, il fut obligé pour vivre, de donner des leçons de dessin. Revenu en France à la pacification, il se retira à son château de Béchereau qu'il décora de toiles peintes genre Watteau. A sa mort, arrivée le 30 novembre 1850, le domaine de Béchereau fut morcelé et vendu par ses héritiers. Tous deux ont leurs tombeaux dans le cimetière de Piacé.

— D'après une transaction datée de 1208, entre l'abbaye de Saint-Vincent et Hubert, curé de Piacé, les religieux étaient tenus d'amener une partie de la dime des grains « auprès de Béchrel ».

En 1466, Jean Le Fournier, seigneur de Béchereau, était bailli de Beaumont. Son père, nommé Jean également, avait été receveur des domaines de Beaumont en 1419 et 1420.

En 1480, honorable Robert Le Fournier hérita de son père, Jean le Fournier, la terre et seigneurie de Béchereau, en Piacé. Le 13 mars de cette année il fit une transaction avec noble Thierry de Clamorgan, écuyer, seigneur de Maulle, de Saint-Denis-d'Entre-les-Eaux, à Mézières-sous-Lavardin, conseiller du duc Jean II d'Alençon, qui, par son mariage avec Raouline de Vernie, était devenu seigneur de Moire-la-Haute, par laquelle le seigneur de Béchereau s'engageait à faire à la décharge du seigneur de Moire,



10 sous de rente due au Chapitre du Mans. Thierry de Clamorgan fut également bailli de Beaumont, et y tint les plaids, les 11 et 12 juillet 1497.

En 1561 Jehan Berthelot, sieur de Béchereau, receveur des tailles au Mans, fut avec Le Barbier de Francour, Langlée de la Menarderie, Jacques de Cordouan, seigneur de Teillé, et Laurent de Courbefosse, un des plus zélés partisans des protestants qui pillèrent la ville du Mans.

En 1593, il résigna ses fonctions de gouverneur du Sonnois et Peray, entre les mains d'Henri IV et fut remplacé par Jacques Chappelain, sieur de Quinchemore et de la Séguinière, qui fut également Maître des Eaux et Forêts du Sonnois.

Par acte passé le 25 août 1652, Thomas de Saint-Denis, écuyer, seigneur de Lancizières, donna la terre de Béchereau à ses trois fils : Jacques de Saint-Denis, écuyer, sieur de Vervaine, Louis de Saint-Denis, seigneur de Piacé, et Charles de Saint-Denis, sieur de Vaugoux, pour remplacement des biens par lui aliénés de Louise Le Vasseur, sa seconde femme, leur mère, montant à 23.000 livres. Le sieur de Lancizière mourut au mois d'avril 1654. Ce fut probablement à cette époque que la terre de Béchereau fut acquise par la famille de Chourses.

Cf. *Registres paroissiaux* de Beaumont, Piacé, Bonnétable ; *Archives de la Sarthe*, B 1799 ; *Inventaire des Minutes des Notaires*, passim ; *Mémoires du chanoine de la Manouillère*, I et II ; *Recherche de la Noblesse*, p. 207 ; *Notes manuscrites* de M. de Beauchamp ; Ledru, *Le château de Sourches* ; Choplin, *Province du Maine*, XI, 259 ; *Notices généalogiques sur la famille Stelaye de Baigneux*, p. 43 ; *Dictionnaire des Artistes Manceaux* ; Bilard, *Analyse*, I, 168 ; de Courtilloles, *Tabellionage d'Alençon* dans le *Bulletin de la Société historique de l'Orne*, 1887.



NOTA. — Les autres *Appendices* annoncés dans les premières livraisons, ne se rapportant qu'indirectement à l'Histoire des Clarisses, seront publiés à part ultérieurement.

— La plupart des dessins publiés dans l'*Histoire des Clarisses*, sont dus à la plume experte de M. l'abbé Legoué, curé de Maresché, à qui nous offrons tous nos remerciements.

L. B.



---

## LES ÉTUDES HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES

### DANS L'ARRONDISSEMENT DE MAYENNE

---

L'arrondissement de Mayenne est une des parties de l'ancienne province du Maine où les études d'archéologie et d'histoire locale sont à coup sûr le plus florissantes. Nous avons déjà eu plusieurs fois, ici et ailleurs, l'occasion de parler des belles et intéressantes publications consacrées par M. Grosse-Duperon au passé de la ville et du pays de Mayenne ; mais le savant et distingué vice-président de la *Commission historique et archéologique de la Mayenne* n'est pas le seul qui, dans son arrondissement, ait voué sa vie à ces nobles travaux. Il avait autrefois pour émules les regrettés Edmond Leblanc et Jules Raulin, dont le *Bulletin de la Commission* était heureux de reproduire les remarquables et consciencieux articles ; aujourd'hui il lui est surgi de nouveaux émules qui sont venus remplacer les premiers et semblent s'annoncer comme leur dignes continuateurs.

Parmi ces derniers nous avons le plaisir de saluer au premier rang un enfant d'Ernée, M. René Delaunay, qui depuis quelques années a publié un certain nombre d'études ou de recherches sur la petite ville et le canton dont il est originaire.

Frère d'Édouard Delaunay, mort en 1897 procureur de la République au tribunal de première instance de Pont-l'Évêque, M. René Delaunay a été, on peut le dire, entraîné dans la voie des études d'histoire locale par son culte pour



la mémoire du frère qu'il avait perdu. Ce frère en effet était loin d'être le premier venu. D'après la notice que M. l'abbé Angot lui a consacré dans son *Dictionnaire de la Mayenne*, on voit que le futur magistrat avait dans sa jeunesse cultivé la poésie avec succès. Né en 1855, il avait de dix-sept à vingt-cinq ans écrit un grand nombre de vers, un drame même en cinq actes, *James Blunt*, un poème inachevé, *Alfred et Marie*, etc. Mais déjà il sentait s'éveiller en lui le goût de l'histoire locale. Dès 1879 il avait fait imprimer à Laval une brochure pleine de talent intitulée : *Études historiques sur Ernée avant la Révolution*. L'année suivante il publiait des *Notes historiques sur la commune de Montenay*. En 1893 il avait retracé dans une plaquette élégante tirée à cent exemplaires seulement, *Le Passage des Vendéens à Ernée*. Quand il mourut d'une façon prématurée, en 1897, il avait en préparation plusieurs travaux tous relatifs au pays d'Ernée.

Et ce sont ces travaux laissés interrompus par la mort de leur auteur que M. René Delaunay s'est d'abord donné la mission de mettre au point et de publier en associant dans une pieuse pensée le nom de son frère au sien sur le frontispice de ses publications de 1903, de 1905 et de 1908. Les deux premières sont intitulées *Recherches sur la ville et le pays d'Ernée*, et portent en sous-titre : celle de 1903 : Temps préhistoriques, périodes Gallo-romaine et Gallo-franque ; et celle de 1905 : Le Bailliage. La première de ces deux publications est aussi agréable à lire qu'instructive ; l'autre y décrit successivement le Dolmen de la Contrie, la pierre Saint-Laurent, la pierre de la Blanchardière et donne ensuite un aperçu des outils en pierre et en silex trouvés et recueillis en très grand nombre sur le territoire de la commune d'Ernée. Voilà pour les temps préhistoriques. Quant à la période gallo-romaine, elle est représentée sur ce même territoire, d'après Messieurs Delaunay, par les traces de deux tours romaines et par les importants débris



de la station de la Boissière. La période Gallo-franque amène alors les auteurs à préciser autant que possible la légende du saint qui donna son nom à la ville d'Ernée, et le volume se termine par la petite légende de la Cave-aux-Moines (IX<sup>e</sup> siècle).

Bien différente comme objet, mais non pas comme valeur, est la publication de 1905 de MM. E. et R. Delaunay traitant du bailliage d'Ernée. Il ne s'agit plus désormais de faits remontant à des temps éloignés de nous par plus de dix siècles et se perdant dans un passé aussi vague que lointain, mais de faits qui ont eu lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle et sont par conséquent encore très près de nous.

Le bailliage d'Ernée était en effet une haute justice, c'est-à-dire que le juge de cette juridiction siégeait en permanence et connaissait, soit en dernier ressort, soit à charge d'appel, du plus grand nombre d'affaires civiles, administratives, criminelles et de police. Son origine remontait à la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, mais les procédures qui nous en restent et sont conservées aux Archives de la Mayenne ne commencent qu'en 1716, et c'est elles principalement qui ont fourni à MM. Delaunay la matière de leur intéressante étude. Ainsi c'est le bailliage tel qu'il existait au XVIII<sup>e</sup> siècle que nous voyons fonctionner dans la publication de 1905. Cette évocation de la vieille juridiction locale disparue est d'ailleurs du plus haut intérêt pour nous ; elle ressuscite à nos yeux la vie telle qu'on la menait dans les derniers temps de l'ancien régime, et l'on trouve relatée dans ces procédures, déjà vieilles de près de deux siècles, plus d'une anecdote piquante peignant bien les mœurs de l'époque. Ce n'est pas ici le lieu de les citer, ce qui excéderait les bornes de notre étude, signalons seulement à la fin du volume, le récit des troubles et des pillages qui se produisirent à Ernée et dans les pays environnants pendant les premières années de la Révolution ; tout cela est d'un intérêt vraiment dramatique.



La troisième des publications faites encore pour ainsi dire en collaboration par les deux frères, est une notice sur la Pellerine. Très sommaire, puisqu'elle n'est que de seize pages, cette notice mérite cependant, grâce à l'excellence et à la clarté de son plan, d'être proposée sous ce rapport comme un modèle du genre. Après un aperçu de la géographie physique et politique, les auteurs y étudient successivement l'organisation féodale, l'organisation ecclésiastique, l'organisation municipale et l'organisation financière au point de vue de la gabelle. Ils jettent ensuite un coup d'œil sur l'histoire de la paroisse pendant la révolution et finissent par quelques lignes sur les vieilles familles et les noms des notaires ayant résidé à la Pellerine.

Jusqu'alors M. René Delaunay n'avait fait qu'utiliser et publier tant au nom de son frère qu'au sien les notes laissées par ce dernier sur la ville et le pays d'Ernée. Mais cette année il a fait paraître chez M. Goupil à Laval une étude ayant pour objet la châtellenie d'Ernée qu'il a tirée de son propre fond. Il y a longtemps qu'il y travaillait dans les rares moments de loisir que sa vie de magistrat lui laissait, et il avait bien voulu dès la fin de décembre 1900 me mettre au courant de son projet que j'avais beaucoup encouragé, puisqu'il s'agissait de continuer les belles et utiles publications déjà faites dans le *Bulletin de la Mayenne* sur la composition des grands fiefs du Bas-Maine, tels que ceux de Laval, de Mayenne, etc. Enfin vers le milieu de l'année 1908, cette étude sur la châtellenie d'Ernée, entièrement finie, avait pu être transmise au bureau de la Commission qui s'était empressé de la faire connaître au public en l'insérant dans les tomes XXIV et XXV de son *Bulletin*, et c'est le tirage à part de ces divers articles qui a formé le volume dont il nous reste maintenant à rendre compte aux lecteurs de la *Revue historique et archéologique du Maine*.

Dans le premier chapitre de son travail, M. Delaunay, après quelques considérations sur la féodalité en général,



retrace en quelques mots l'histoire de la seigneurie ou plutôt de la châtellenie d'Ernée dont les seigneurs depuis au moins le XIII<sup>e</sup>, siècle n'étaient autres que ceux de Mayenne. Quant à la seigneurie de Charné-Bazeille qu'il ne faut pas confondre avec celle d'Ernée, mais qui en était probablement à l'origine un démembrement, elle eut ses seigneurs particuliers, les de Benoist, les de la Ferrière, les d'Avaugour, les Le Porc, les Nepveu, les Montéclerc et les de la Hautonnière, et fut enfin réunie domanialement en 1658 par le cardinal de Mazarin au duché de Mayenne.

L'auteur nous expose ensuite comment il a conçu le plan de son travail en ce qui regarde les fiefs relevant de la châtellenie. Il s'est servi pour cela d'un registre retrouvé par lui à Ernée, registre commencé en 1771 et ayant été tenu par le fermier général à cette époque, pour les châtellenies d'Ernée et de Pontmain. C'est ce registre, publié intégralement, qui a fait le fond de cette partie de son travail ; il en a retranché les fiefs compris dans la mouvance de Pontmain, et y a ajouté, selon l'occasion et autant que possible, les noms des seigneurs, propriétaires ou détenteurs avant et depuis 1771.

Intitulé « Les Fiefs de la Châtellenie d'Ernée », le manuscrit publié ainsi par M. Delaunay se compose d'autant de chapitres qu'il y avait de paroisses comprises, en tout ou en partie, dans cette châtellenie, et il indique dans chacune de celles-ci les divers fiefs qui s'y trouvaient avec la nature des hommages pour les terres nobles, et des redevances féodales pour les simples terres roturières. C'est de la sorte que nous voyons énumérés successivement devant nous les fiefs relevant d'Ernée dans les paroisses suivantes : Le Bourgneuf-la-Forêt, Chailland, Charné, Contest, Colombiers, Ernée, Juvigné, la Baconnière, la Bigottière, la Croixille, la Pellerine, Larchamp, Launay, Montenay, Saint-Denis-de-Gastines, Saint-Ellier, Saint-Germein-le-Guillaume,



Saint-Hilaire-des-Landes, Saint-Pierre-des-Landes et Vautorte.

Les chapitres relatifs à la plupart de ces paroisses sont, il est vrai, assez succincts ; par contre il en est quelques-uns, ceux de Charné et de Juvigné par exemple, qui sont très développés. A Charné en effet nous voyons énoncés une cinquantaine de terres nobles, fiets, lieux, métairies ou closeries. Parmi les terres nobles, les plus intéressantes sont celles de Méhubert, de Pannard et de la Rondelière, qui avaient chacune un manoir, aujourd'hui plus ou moins bien conservé. M. Delaunay nous donne dans son travail la série aussi complète que possible de leurs seigneurs (1), et il indique de même pour quelques-uns des simples fiets ou métairies, quelques noms de propriétaires, principalement pour l'année 1771.

Après celui qui concerne Charné, le chapitre le plus important du manuscrit est celui de Juvigné qui ne comprend guère moins de quarante terres nobles ou fiets. Les terres nobles étaient celles de la Boutonnaie-Guyon, de Chatenai-Bœuves, de Chatenai-Cornesse et de Courtcille. Les trois premières appartenaient au XVII<sup>e</sup> siècle à la famille de la Corbière, et la dernière aux de l'Epronnière. Il y avait encore parmi les principales terres de la paroisse le prieuré de Juvigné fondé au Moyen-Age par les seigneurs de Mayenne et d'Ernée.

Dans quelques autres chapitres, nous rencontrons également la mention de plusieurs terres qui ne sont pas sans intérêt pour nous. Telles sont en la Baconnière, la terre de Faisselle ; en la Bigottière, la terre et sergentise de Corbon ; en la Croixille, la terre de la Barillère et la Grande-Maison dite de la Croixille ; en Larchamp la terre de Marolles ; en Montenay, la terre de Montguerré ; en Saint-Denis-de-Gasti-

(1) Qui n'étaient rien moins que les de Fontenailles, les de Pannart, les de Mégaudais, les des Nos, les de Vahaye, etc.



nes, les terres du Bois-Béranger, de la Bilheudière et de Monflaux ; en Saint-Germain-le-Guillaume, les terres de Mesnil-Barré et de Torchanon ; en Saint-Hilaire-des-Landes, la terre de Daviet ; en Saint-Pierre-des-Landes, la terre de la Dinaie enfin ; en Vautorte la terre seigneuriale de ce nom. A l'occasion de chacune d'elles, M. Delaunay ne manque pas de citer les noms de leurs principaux seigneurs, qui appartenaient presque tous à la plus ancienne noblesse du Bas-Maine.

Comme on le voit, l'auteur de « La Châtellenie d'Ernée » a été fort bien inspiré en publiant le manuscrit dont nous venons de présenter au lecteur une analyse aussi fidèle que possible, et en l'enrichissant autant qu'il l'a pu d'indications de seigneurs. Mais si ce manuscrit a été le principal objet de sa publication, il n'en a pas été le seul. Au commencement de son travail, nous l'avons vu s'occuper de la seigneurie d'Ernée proprement dite et de ses seigneurs ; à la fin de ce même travail, il va s'occuper d'abord des fiefs entre lesquels était divisée la ville d'Ernée, puis des villages, fermes, closeries et hameaux non indiqués dans la nomenclature des fiefs de la châtellenie.

La ville d'Ernée était, paraît-il, divisée en sept fiefs dont les principaux étaient ceux d'Averton et du Barry ; or, grâce à un acte du XVIII<sup>e</sup> siècle retrouvé par M. Delaunay, nous en connaissons l'étendue ; quant aux seigneurs qui les ont possédés depuis le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, nous savons que ce sont les seigneurs du Boisbéranger, les Le Jariel, les de Vahaye, les du Bailleul d'Orcisse, et les Hay de Bouteville.

Enfin l'étude sur la Châtellenie d'Ernée se termine, comme nous venons de le dire, par un dernier chapitre, où, sous forme d'appendice, l'auteur a cru devoir nous donner quelques renseignements sur les villages, fermes, etc., non indiqués dans la liste des fiefs cités plus haut. Il convient ici de remarquer en premier lieu ce qui est dit des deux terres seigneuriales de Belleplante et de Vahais. La



première de ces deux terres, qui relevait de Monflaux, possédée d'abord par les Aubin, passa ensuite aux du Boisbéranger, puis aux du Bailleul, aux Aubin de la Messuzière et aux de Saint-Gilles. La seconde, tenue de Marolles, après avoir appartenu aux de Vahaye, était au moment de la Révolution, aux mains des Picot de Vaulogé. Sans avoir eu un passé aussi noble, quelques-uns des lieux énumérés dans ce chapitre évoquent cependant des souvenirs en quelque sorte historiques ; c'est ainsi que, d'après un décès de l'état civil d'Ernée dressé le 6 frimaire an VII, nous apprenons que dans le village de la Grange, François Bonnet, âgé de 27 ans, avait été « tué par des Brigands ou Chouans de plusieurs coups de fusil » trois ans auparavant.

Telle est la très intéressante publication par laquelle M. Delaunay, nommé en août 1908 membre correspondant de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, a justifié, et au-delà, la distinction qui lui a été conférée par ses nouveaux collègues.

Espérons qu'il ne s'arrêtera pas en aussi bon chemin, et que, de même que M. Grosse-Dupéron s'est constitué depuis de longues années l'historien émérite du Vieux-Mayenne, il ne tardera, lui non plus, à se faire reconnaître comme le digne historien de la ville et du pays d'Ernée !

Nous avions déjà rédigé cette notice quand nous avons reçu de M. Grosse-Dupéron un exemplaire de sa récente publication sur le prieuré de Berne qu'il a eu l'amabilité de nous envoyer. Nous reprenons donc la plume cette fois à l'intention du sympathique vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer en rendant compte dans cette *Revue* où ailleurs des précédents ouvrages de notre savant confrère, ce qui distingue particulièrement ses publications, c'est la façon vraiment littéraire avec laquelle il sait présenter au public le fruit de ses patientes



et consciencieuses recherches. Nous trouvons une nouvelle preuve de cette qualité assez rare chez les érudits dans le début du chapitre I de l'étude dont il s'agit, où l'auteur nous décrit ce qui reste actuellement des anciennes constructions du prieuré qui était situé au hameau de ce nom, dans la commune de Mayenne, naguère paroisse de Saint-Baudelle.

« Les constructions assez vastes », dit M. Grosse-Duperon, qui restent de Berne pouvaient être commodés pour un prieuré. Elles étaient sans beauté architecturale, et, si ce n'était le charme un peu triste qu'ont les ruines, parce qu'elles donnent au cœur l'impression d'une existence sur son déclin, elles demeureraient indifférentes. Les antiques demeures monacales possèdent un attrait de plus. Elles ont été au Moyen-Age les gardiennes de la paix, alors que la violence était partout, et de la vertu qui dans son enceinte protectrice échappait aux brutalités du dehors. Des hommes qui ont souffert et aimé comme nous, qui avaient notre foi et nos espérances, les ont habitées et l'on sent une union secrète entre notre âme et la leur. Lorsque les ombres du crépuscule descendent sur ces vieux aîtres, il semble que parmi les bruits du jour qui s'éteignent, la brise apporte encore un lointain murmure de psalmodie. »

C'est ainsi que M. Grosse-Duperon a su tirer une fois de plus d'une description archéologique tout ce qu'elle peut comporter de mélancolique poésie. L'auteur évoque ensuite à nos yeux l'aspect que présentait encore à la veille de la Révolution le prieuré de Berne avec son habitation flanquée d'une tourelle toujours existante, sa chapelle aujourd'hui bien défigurée, la tour ronde qui fut jadis le colombier, et les bâtiments de servitude, actuellement disparus, qui achevaient de composer cette ferme monastique. Dans les pages suivantes, M. Grosse-Duperon nous montre l'importance relative de ce prieuré qui était habité par quatre moines et était une mense dépendant de l'abbaye



bénédictine d'Évron. Sainte-Baudelle, Cigné, Moulay, Champéon et la Bazoge-Montpinçon étaient dès le Moyen-Age des prieurés-cures, annexes du prieuré de Berne ; en outre celui-ci était propriétaire de la closerie de ce nom, et de la métairie voisine, nommée Moussard, et aussi du moulin de la Valette et de la métairie de la Chevalerie en Cigné.

Au point de vue féodal, le prieuré relevait à foi et hommage-lige de la châteltenie de Mayenne ; toutefois ses possessions de Cigné étaient dans la mouvance du seigneur d'Ambrières ; en effet, d'après l'aveu rendu en 1571 par René du Bellay pour cette châteltenie au marquisat de Mayenne, le prieur de Berne est dit tenir de lui « à foy et hommage simple sa terre fief et seigneurie de la Valette, située en la paroisse de Cigné, pour cause de laquelle » il était « tenu et subject assister à toutes ses assises près son siège pour le conseiller ».

Si les prieurs de Berne étaient et relevaient temporellement des seigneurs de Mayenne et d'Ambrières, ils avaient eux-mêmes des vassaux roturiers qui leur devaient des rentes et devoirs seigneuriaux. Les vassaux étaient en Sainte-Baudelle : les détenteurs des fiefs du Clos-de-l'Épine, de la Troussardièrre, de la Loge, de la Haute et de la Basse-Pêcherie, du fief aux Gasseaux, des fiefs de Pré-Pilier, du Jardin de Rondigné, au bonrg, du Clos du Grand-Moulin, des Buttes et de la Charterie ; en la paroisse de Mayenne : les détenteurs des fiefs des Buttes et de Gigon, de la Fieffe, de la Porte, du fief Lambert et de la chapellenie des Fauclaux ; en Parigné : le détenteur de fief de la Baumerie ; en la Bazoge-Montpinçon : les détenteurs des fiefs du Prieuré, de la Petite-Métairie etc. ; enfin en Cigné : les détenteurs des fiefs de la Valette, de la Verderie, de Chahoué, de Ligeraiie, de la Barbinière, de la Poissonnière, de Roussin Haut Baugé, du Bocelage, de Lanfrérie, de la Louérie, du Haut et Bas-Val, de la Bouderie, du Bois de Roussin la Chesnaie, de la



Loirie, des Faveries, du Chemin, de Roussin Survarenne et de la Barberie.

Berne était donc une seigneurie, mais son prieur ne possédait que la basse justice, c'est-à-dire la justice foncière, lui donnant droit aux cens, lods et ventes et autres droits et devoirs seigneuriaux. Comme seigneur bas justicier, il avait droit de colombier, de four, et de moulins. Les moulins étaient ceux de Montreuil, près de Berne, de Brives, près et au nord de Mayenne, et de la Valette en Cigné. Les seigneurs de Mayenne avaient en outre octroyé à différentes époques aux prieurs de Berne le droit de prendre dans la forêt de Mayenne du bois mort pour le chauffage et du bois vif pour la construction de leurs habitations et moulins et aussi le droit de panage pour leurs porcs. Berne avait des droits d'usage dans la lande de Baugé en Cigné : Hugues de Couterne, seigneur de Torcé, qui vivait au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, avait bien essayé de les lui contester ; mais en 1226, il avait été obligé aux assises d'Ambrières de reconnaître ce droit.

Comme on le pense bien, dans les paroisses où les prieurs de Berne avaient des possessions, ils disputaient les dîmes aux curés de ces paroisses. M. Grosse-Duperon nous donne dans son étude des détails nombreux et intéressants à ce sujet.

Dans le second chapitre, l'auteur nous fait connaître les différents prieurs venus à sa connaissance qui ont successivement possédé le prieuré de Berne. Ce sont Romual en 1189, François André du Plessis, 1391, Louis Le Cornu, 1411, Jehan Vehan, 1413, Geoffroy de Mégaudais, 1448, Guillaume Cardinal, 1450, Raoul Lemercier, 1455-1460, Thihault de Broc, 1479-1490, Louis Le Cornu, 1493, Olivier Le Cornu, 1516, Marin de Broc, 1527-1533, Jean de Martigné, 1540-1551, Léonard des Aubiers, Jacques Possard et François Guelain, compétiteurs, vers 1554, Jean de la Martinière, avant 1560, Antoine Moinard après 1560, Eustache du



Bellay 1564, Michel Martin, Jean Louis le jeune et Marin Boudet, compétiteurs, 1565, Bernardin de Saint-François, 1570, Nicolas Clausse de Marchaumont, 1572, François des Molins, 1573, Marguerit Coueffeteau et Jean Dubuisson, compétiteurs 1574, Dominique Riousse, Geoffroy Vincent et Jean Tréboust, compétiteurs 1575, Nicolas David, Jean de Rosny, Nicolas Hayrie l'ainé, curé de Cigné, Guillaume Gouesbault et Michel Meignan, compétiteurs, 1576, Jean Esnault, René Jarry et Michel Lallier, 1578, Nicolas Hayrie le jeune, curé d'Ambrières, 1598, Pierre Tanchon, 1600, Robert Brindeau. 1601, Jean Peccon, 1607, François Lemeunier, 1622, Louis Franchini, 1623, François Surmont, Alphonse Lemoine, compétiteurs, 1636, Louis Hesselier et Louis Legrand, 1657, Achille-Louis-François de Harlay, 1699, Armand-Jean de la Vove 1701, Jacques-Athanase de Goncy, 1708, Charles de Monthuchon 1725, François de Paris, 1746, Jean-Claude Marion, 1763, enfin Jean-Baptiste Poucret, 1786. Comme on le voit, les prieurs de Berne changeaient souvent, surtout dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Il convient d'ailleurs de remarquer avec M. Grosse-Duperon que, dès avant les guerres de religion, probablement en 1540, les religieux de Berne avaient cessé d'y résider et étaient rentrés à l'abbaye d'Évron. En 1570, l'église de Berne était en ruine, saccagée quelques années auparavant par les Huguenots ; elle fut bien reconstruite vers 1573, mais les prieurs commendataires négligèrent son entretien qui devint de plus en plus mauvais jusqu'à la Révolution.

Au chapitre III, M. Grosse-Duperon établit successivement l'importance du domaine, des fiefs, des dîmes et des rentes attachés au prieuré, puis il s'occupe de la vente de ses immeubles et de ses objets sacrés à l'époque de la Révolution.

Outre les trois chapitres dont nous venons d'analyser le contenu, la récente étude de M. Grosse-Duperon sur le



prieuré de Berne contient en appendice, un certain nombre de chartes latines relatives à cet établissement religieux, lesquelles remontent presque toutes au XIII<sup>e</sup> siècle et ont servi de base à son récit.

Avons-nous besoin de faire remarquer que, comme toutes les publications précédentes de notre savant confrère de la Commission de la Mayenne, celle-ci se termine par une excellente table alphabétique que suit la table analytique ?

Sous le rapport typographique, l'impression de ce petit volume de 76 pages sur un beau papier et avec le format grand in-8<sup>o</sup> est des plus nettes et continue à faire le plus grand honneur à MM. Poirier frères, de Mayenne. Enfin, en tête du volume, figure une vue de l'ancien bâtiment du prieuré dans son état actuel, ou du moins prise il y a vingt ans, avant la reconstruction qui depuis lors a été faite du corps de bâtiment se trouvant entre la tourelle et la chapelle.

Marquis DE BEAUCHESNE

---



---

## UN INVENTEUR MANCEAU DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

---

### ABEL FOULLON

« PRÉCURSEUR DE L'AUTOMOBILE »

---

Depuis longtemps, Abel Foullon, né vers 1513 en la paroisse de Loué, au dire de La Croix du Maine, était honorablement connu comme poète, philosophe, mathématicien et ingénieur.

Dans son *Histoire littéraire du Maine*, Hauréau lui a consacré une notice spéciale et on savait déjà d'une manière certaine, par des lettres patentes en date de 1551, qu'à cette époque il possédait le titre et la charge de valet de chambre du roi Henri II.

Ainsi que l'écrivait récemment M. Georges Lepreux, ce n'est point une figure banale que celle d'Abel Foullon. « Poète, littérateur, traducteur, mécanicien, architecte, médailleur, il avait l'esprit sans cesse en éveil et toujours à la recherche d'une invention nouvelle. »

La plus célèbre de ses inventions, jusqu'ici, était un instrument de géométrie appelé *holomètre* et destiné « à mesurer toutes choses qui sont sous l'étendue du Ciel, tant en largeur qu'en hauteur et profondeur, voire même à soulager la peine de ceux qui voudraient faire cartes topographiques ». La description de l'instrument, imprimée à Paris dès 1555, « chez Pierre Béguin, à l'enseigne du



Trophée, rue Saint Jaques », eut un grand succès : elle était ornée de figures sur bois qu'on attribue à Jean Cousin et fut traduite en plusieurs langues.

Précédemment, Abel Foullon avait publié une traduction en vers français des Satires de Perse, traduit en français le traité d'architecture de Vitruve, inventé des Testons forgés au moulin et des caractères d'imprimerie en cuivre et en argent. Ses contemporains le considéraient comme « un excellent ouvrier », et les Calvinistes l'avaient employé à Orléans pour y forger de la monnaie au coin du Roi.

Il mourut à Orléans, « non sans soupçon d'avoir été empoisonné pour la jalousie de ses belles inventions, l'an 1563, âgé de cinquante ans ou environ ».

A ces données trop succinctes sur la curieuse carrière scientifique et littéraire de notre compatriote, M. Georges Lepreux vient d'ajouter une page plus curieuse encore, qui permet d'attribuer à Abel Foullon une nouvelle invention, quelque peu sensationnelle.

M. Lepreux a retrouvé, en effet, aux Archives nationales, dans les registres du Parlement, des lettres de privilège données par Henri II à son valet de chambre, le 19 juin 1558, « à Villiers Costeretz », pour avoir inventé « avec grand » labour, fruiz et despence, certaine manière de chariotz » propres tant pour nostre service, dit le document royal, » que pour le bien publicq de nostre royaume, relevant de » peine nos subiectz, dont aucuns desdits chariotz pourront, » *sans ayde de chevaulx*, aller et rouller partout sinon ès lieux » marescageux et montueux, et ce par le moyen du mouve- » ment perpétuel qui n'avait jamais esté inventé que jusques » à maintenant, et les autres chariotz pourront mouvoir et » rouller par l'ayde de leur charge et d'ung cheval seul pour » six, desquelz charriotz se pourront accommoder les mou- » vements à faire machines, molins, orloges et plusieurs » autres choses. »

Dans ces « chariotz » roulant « sans ayde de chevaulx »,



M. Georges Lepreux croit reconnaître la première idée des voitures automobiles, et il n'hésite pas à saluer dans le manceau Abel Foullon « le précurseur de l'automobile ».

A son exemple, toutefois, nous ne chercherons pas, au moyen de subtilités plus ou moins ingénieuses, à reconstituer l'appareil et nous laisserons à d'autres le plaisir de discuter sur le caractère réel et la valeur pratique de ce premier chariot mécanique.

Mais, quelles que soient les conclusions qu'on veuille tirer du document, l'invention n'est pas sans intérêt et elle fait certainement honneur à l'ingéniosité de notre compatriote Abel Foullon (1). A ce titre, nous avons le devoir de signaler l'article que M. Georges Lepreux publiait récemment dans la *Revue des Bibliothèques* (2) et de consacrer quelques lignes à une découverte qui prouve au moins que, bien longtemps avant notre époque, le Maine a donné naissance à des inventeurs et à des constructeurs de mérite.

ROBERT TRIGER.

(1) Les registres paroissiaux de Loué ne remontant pas au-delà du XVII<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas d'espoir de retrouver l'acte de baptême d'Abel Foullon.

(2) Georges Lepreux, *Contributions à l'histoire de l'imprimerie parisienne*, extrait de la *Revue des Bibliothèques*, septembre 1909. Paris, Champion, in-8°.



---

## CHRONIQUE

---

S. G. Monseigneur Dubois, évêque de Verdun, ancien vicaire général du Mans, vient d'être nommé archevêque de Bourges.

La Société historique et archéologique du Maine dont Mgr Dubois veut bien faire partie depuis longtemps et qui a eu jadis l'honneur de publier son travail sur l'église de la Couture, est heureuse et fière de cette nomination. Elle prie S. G. Monseigneur l'Archevêque de Bourges d'agréer l'hommage de ses respectueuses félicitations.

Elle y joint l'expression de ses remerciements, car, avant de quitter Verdun, Mgr Dubois a daigné lui adresser un exemplaire de la récente monographie de la cathédrale de Verdun, publiée sous son haut patronage par M. l'abbé Ch. Aimond, licencié d'histoire, professeur à l'école Saint-Louis.

Reconstruite par parties du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, la cathédrale de Verdun a subi au XVIII<sup>e</sup> une déplorable transformation qui a totalement modifié son aspect architectural : elle conserve, cependant, des fragments importants des époques antérieures, tels que de curieux chapiteaux et bas-reliefs romans, une crypte du XII<sup>e</sup> siècle décorée de peintures murales du XV<sup>e</sup>, une abside avec fenêtres du XIV<sup>e</sup> et un fort joli cloître des XIV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Le mélange des styles et les nombreux remaniements qu'a subis l'édifice rendaient son étude particulièrement compliquée. M. l'abbé Aimond est parvenu à la démêler aussi com-



plètement que possible, et par un labour assidu à élucider tous les points essentiels.

Des plans et d'excellentes phototypies, entre autres de superbes reproductions d'un ancien sacramentaire du IX<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui conservé à la Bibliothèque royale de Munich, augmentent encore l'intérêt de l'ouvrage.

Grâce à cette monographie, la cathédrale de Verdun va être mieux connue des archéologues et reprendra dans leur estime une place plus honorable. Pour notre part, nous ne saurions trop remercier Mgr Dubois de son généreux et très intéressant envoi.

---

Notre confrère M. le vicomte Menjot d'Elbenne vient de nous remettre, après de longues années d'un travail aussi consciencieux que méritoire, la fin de la table du *Cartulaire de Saint-Vincent*. L'impression du manuscrit doit être commencée sans retard, et nous espérons ainsi pouvoir publier en 1910 cette table depuis longtemps attendue. Elle donnera d'autant plus de valeur au *Cartulaire de Saint-Vincent*, si important pour l'histoire du Maine, qu'elle a été établie d'après les règles de la critique la plus sûre et qu'elle sera, nous ne craignons pas de le dire, un modèle du genre.

---

De son côté, M. Eugène Lefèvre-Pontalis, directeur de la Société française d'archéologie, veut bien nous promettre de venir donner au Mans, sous les auspices de notre Société, l'une de ses savantes conférences archéologiques avec projections qui obtiennent depuis quelque temps à Paris un succès très mérité. Cette conférence aura pour sujet *Les Vieilles Maisons de la France*, et, faute de place suffisante à la maison de la Reine Bérengère, se fera probablement à la salle municipale des Concerts.

Ajoutons qu'au mois de juin, le Congrès annuel de la



Société française d'archéologie se tiendra à Angers, et que M. Lefèvre-Pontalis veut bien réserver dès maintenant une journée pour une excursion au Mans. Ce sera l'occasion d'une nouvelle et brillante réunion archéologique, les Congrès de la Société française d'archéologie étant de plus en plus nombreux et attirant même chaque année plusieurs de nos confrères d'Angleterre, de Belgique et de Suisse.

---

En restaurant récemment la devanture d'un magasin situé au Mans, carrefour de la Sirène, au coin de la rue du Pont-Neuf, on a mis à jour une élégante corniche et un pilier d'angle à chapiteau mouluré, du XVI<sup>e</sup> siècle, qui formaient la décoration d'une ancienne boutique, à l'entrée du Pont-Neuf.

Nous avons aussitôt demandé à l'architecte chargé de la direction du travail de conserver apparents ces intéressants fragments. Très obligeamment, M. Grigné nous a répondu qu'à son vif regret, des circonstances indépendantes de sa volonté ne lui permettaient pas de donner cette satisfaction aux archéologues, mais il a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la conservation des sculptures sous la nouvelle devanture, où l'on pourra au moins les retrouver plus tard.

De la découverte, résulte ce fait à noter — pour l'histoire archéologique du Mans — qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, l'angle gauche du Pont-Neuf était occupé par une boutique d'une certaine élégance, avec écusson et pilier d'angle sculpté.

---

Dans la *Revue des Questions historiques* du 1<sup>er</sup> octobre dernier, M. Louis Caillet publie sur la bataille de la Brossière ou de la Gravelle en 1423, un document nouveau que nous tenons aussi à signaler. C'est une lettre du vainqueur lui-même, Jean VIII d'Harcourt, comte d'Aumale, adressée



le lundi 27 septembre 1423 au roi Charles VII, et transmise par le Roi aux Lyonnais. Les consuls de Lyon l'avaient gardée et M. Caillet l'a retrouvée aux Archives municipales de Lyon. Bien que peu détaillé, le document est d'importance : il a tout l'intérêt d'un bulletin de victoire, bref et précis. D'après le comte d'Aumale, mieux renseigné que tout autre assurément, les Anglais avaient perdu 1200 hommes et avaient eu 80 prisonniers : les Français n'avaient eu que 8 ou 10 morts et 60 blessés.

---

Une bienveillante communication du R. P. dom Heurtebize, secrétaire honoraire de notre Société, nous permet enfin d'ajouter un détail nouveau à la biographie de Gervais De la Barre, le célèbre sculpteur manceau du XVII<sup>e</sup> siècle. Non seulement De la Barre éleva dans l'église Sainte-Radegonde de Poitiers le petit monument dit le *Pas de Dieu*, mais il travailla aussi dans la même ville pour le monastère de Sainte-Croix. Le R. P. dom Heurtebize a relevé, en effet, dans le journal des Abbesses de ce monastère, le passage suivant : « Le douziesme de novembre l'an mil six cens et vingt, le s<sup>r</sup> Delabarre, architecte et bon peintre, a envoyé du Mans où il demeure le crucifix qui est sur notre grille qui coute cinquante écus, et a envoyé les deux anges qui sont au tabernacle et les autres saints et le crucifix, le tout coute soissante et dix écus. » C'est une preuve de plus de la renommée artistique dont jouissait Gervais De la Barre dans toute la région de l'Ouest.

---

En outre des nouveaux ouvrages déjà mentionnés dans cette livraison, nous tenons à signaler sans retard les publications suivantes que leurs auteurs ont bien voulu adresser à la Bibliothèque de la Société.

E. Laurain, archiviste de la Mayenne : *Cartulaire de Montguyon*. Laval, Goupil, 1909, in-8°, recueil de documents



inédits et très soigneusement publiés, relatifs à l'histoire topographique du nord de la Mayenne ; *Description d'un manuscrit de la Bibliothèque de Laval non mentionné dans le Catalogue*, contenant un certain nombre d'actes d'intérêt local, antérieurs au XVI<sup>e</sup> siècle ; *Du style chronologique en usage dans le Bas-Maine au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle*, étude très curieuse et très nouvelle, d'où il ressort qu'à Mayenne, dans le premier quart du XIII<sup>e</sup> siècle, l'usage était d'employer « le style de l'Annonciation », c'est-à-dire de faire commencer l'année au 25 mars.

Henri Roquet, *Les billets de confiance de la Sarthe (1791-1793)*, Le Mans, 1909, in-8°. Dans ce travail qui lui a coûté de longues recherches mais qu'il a tenu à approfondir en collectionneur infatigable, M. Roquet nous fait connaître dans ses moindres détails l'un des expédients financiers de la Révolution. Favorablement accueillie à la première heure comme le seul moyen de suppléer à la rareté du numéraire dans le paiement des menues dépenses, la création des billets de confiance n'eut pas, en définitive, plus de succès que celle des assignats. Ces billets ne tardèrent pas à partager le même discrédit, mais par suite de leur caractère essentiellement local, leur collection — aujourd'hui très rare — n'en demeure pas moins intéressante pour les amateurs manceaux : tous sauront gré à M. Roquet de l'avoir si complètement reconstituée.

Ajoutons que malgré les difficultés d'un éloignement bien regrettable pour nos études, le R. P. Guilloreau nous a encore donné, au cours de l'année 1909, trois excellents articles d'histoire provinciale : *Extraits du Nécrologe de l'abbaye de Champagne au Maine* ; *Les fondations anglaises de l'abbaye de Savigny* ; *Les Prieurés anglais de la dépendance de Saint-Serge d'Angers*. Ces trois articles sont également riches en documents inédits et seront consultés avec grand profit par les érudits de notre région. R. T.

---



---

# TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-SIXIÈME VOLUME

---

	Pages.
Le Prieuré d'Auvers-le-Hamon au Moyen-Age, par M. l'abbé E. Toublet. . . . .	5
L'Assemblée provinciale d'Anjou et l'élection de La Flèche (1787-1790), par M. l'abbé F. Uzureau. . . . .	26
La Communauté d'habitants de Changé (suite et fin), par M. L. Esnault et M. le chanoine L. Froger. . . . .	40
René II, duc de Lorraine et les possessions de la Maison d'Anjou dans le Maine. — Pièces justificatives (suite et fin), par M. Paul Marichal. . . . .	70
Notes bibliographiques sur un ouvrage litur- gique manceau, par M. l'abbé Angot. . . .	89
Un Vicomte du Maine imaginaire au XI <sup>e</sup> siècle. — Roscelin, — par M. R. Latouche. . . .	94
Douille en bronze gallo-romaine du Musée archéologique du Mans, d'après une commu- nication de M. Héron de Villefosse, par M. Robert Triger. . . . .	97
Observations sur la diplomatique des évêques du Mans, par M. Léonce Celier. . . . .	101
Les Filles de Notre-Dame à La Ferté-Bernard	



et les Clarisses de Beaumont, par M. l'abbé L. Besnard. . . . .	146, 241
Bibliographie du Maine (1908), par M. l'abbé Louis Calendini. . . . .	185
La Confrérie Saint-Jean-Baptiste à Amné, par M. le chanoine L. Froger. . . . .	225
Les Études historiques et archéologiques dans l'arrondissement de Mayenne, par M. le M <sup>is</sup> de Beauchesne. . . . .	321
Un Inventeur manceau du XVI <sup>e</sup> siècle. — Abel Foullon, « précurseur de l'automobile », d'après une note de M. Georges Lepreux, par M. Robert Triger. . . . .	334

#### CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

Nécrologies : M. le contre-amiral Coulombeaud, M <sup>me</sup> Chartier, MM. d'Achon et Cornu. . . . .	96, 223, 224
<i>Dom Guéranger, abbé de Solesmes</i> , par un moine bénédictin de la Congrégation de France. . . . .	218
Le Congrès archéologique de La Flèche. . . . .	222
Monseigneur Dubois, archevêque de Bourges et la cathédrale de Verdun. . . . .	337
Achèvement de la table du Cartulaire Saint-Vincent. . . . .	338
Conférence archéologique au Mans, par M. E. Lefèvre-Pontalis et Congrès de la Société française d'archéologie en 1910. . . . .	338
Une « boutique » du XVI <sup>e</sup> siècle au Mans. . . . .	339
Document nouveau sur la bataille de la Brossinière en 1423. . . . .	339
Travaux du sculpteur manceau Gervais de la Barre à Poitiers. . . . .	340
Publications récentes. . . . .	340



PLANCHES ET GRAVURES

Le logis de Beauvoir à Changé (type de vieille ferme). . . . .	60
Vue du Pavillon. . . . .	66
Douille en bronze du Musée archéologique du Mans. . . . .	99

NOMS D'AUTEURS

MM.		MM.	
Angot.	89	L. Esnault.	40
M <sup>is</sup> de Beauchesne.	321	L. Froger.	40, 225
L. Besnard.	146, 241	R. Latouche.	94
L. Calendini.	185	R. Triger.	96, 97, 218, 334
L. Celier.	101		

*Le Gérant : G. FLEURY.*

---

Mamers. — Imprimerie FLEURY. — 1909.























The Ohio State University



3 2435 05439404 4

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	12	006	9